Robin Augsburger
Rue du Doubs 75
2300 La Chaux-de-Fonds
robin.augsburger@unine.ch

Institut d'ethnologie
Faculté des lettres et des sciences humaines
Rue Saint-Nicolas 4
CH-2000 Neuchâtel
http://www.unine.ch/ethno

Robin AUGSBURGER

Empêcher la domination
La construction de l'horizontalité à la Grève du Climat

mémoire de *Master of Arts*
en sciences sociales, pilier anthropologie
date de soutenance : 30 mai 2023
directrice du mémoire : Claudia Dubuis
membre du jury : Philip Balsiger

unine
Université de Neuchâtel

Rectorat
Fbg de l'Hôpital 41
2000 Neuchâtel
Tél. +41 32 718 10 20
messagerie.rectorat@unine.ch

Déclaration sur l'honneur*

Par la présente, j'affirme avoir pris connaissance des documents d'information et de prévention du plagiat émis par l'Université de Neuchâtel et m'être renseigné-e correctement sur les techniques de citation.

J'atteste par ailleurs que le travail rendu est le fruit de ma réflexion personnelle et a été rédigé de manière autonome.

Je certifie que toute formulation, idée, recherche, raisonnement, analyse ou autre création empruntée à un tiers est correctement et consciencieusement mentionnée comme telle, de manière claire et transparente, de sorte que la source en soit immédiatement reconnaissable, dans le respect des droits d'auteur et des techniques de citations.

Je suis conscient-e que le fait de ne pas citer une source ou de ne pas la citer clairement, correctement et complètement est constitutif de plagiat.

Je prends note que le plagiat est considéré comme une faute grave au sein de l'Université. J'ai pris connaissance des risques de sanctions administratives et disciplinaires encourues en cas de plagiat (pouvant aller jusqu'au renvoi de l'université).

Je suis informé-e qu'en cas de plagiat, le dossier sera automatiquement transmis au rectorat.

Au vu de ce qui précède, **je déclare sur l'honneur ne pas avoir eu recours au plagiat ou à toute autre forme de fraude.**

Nom : Augsburger

Prénom : Robin

Cursus : Master of Arts en sciences sociales

Faculté d'inscription : FLSH

Lieu et date : La Chaux-de-Fonds, le 13 avril 2023

Signature :

****

Ce formulaire doit être dûment rempli par tout étudiant ou toute étudiante rédigeant un travail substantiel (notamment un mémoire de bachelor ou de master) ou une thèse de doctorat. Il doit accompagner chaque travail remis au professeur ou à la professeure.

*Formulaire largement inspiré de la Directive de la direction 0.3 bis, intitulée Formulaire Code de déontologie en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses, de l'Université de Lausanne, du 23 avril 2007 et adapté aux besoins de l'Université de Neuchâtel.

Résumé

Ce mémoire propose une approche ethnographique du fonctionnement de la Grève du Climat. Il se focalise sur le groupe cantonal neuchâtelois, mais permet des généralisations valables pour l'entier du mouvement. Basé sur un terrain immersif, sur des entretiens et sur l'expérience militante de l'auteur, il se concentre sur la démocratie interne. Il propose des descriptions de pratiques concrètes (allant de la modération des réunions aux emblématiques gestes des mains en passant par l'écriture de procès-verbaux) et leur analyse sous l'angle de l'horizontalité et de l'empêchement de la domination au sens wébérien de « chance pour un ordre de rencontrer une docilité » [Weber 1995 : 95].

Cette horizontalité est créée, renforcée et alimentée par le recours à des processus et moments formels, notamment des réunions fréquentes qui voient le déploiement d'un registre horizontal-formaliste par les activistes afin de faciliter la participation du plus grand nombre et la prise en compte de l'avis d'un maximum de personnes, tout en s'inscrivant dans une approche souple et modulable. Elle s'incarne également dans le militantisme quotidien, y compris au travers de l'usage d'outils électroniques participatifs, et même dans des espaces informels non-militants.

Ce travail propose d'abord une conceptualisation de l'horizontalité. Suivent la conception de la démocratie au sein du mouvement ; la description et l'analyse des pratiques et outils permettant d'empêcher une domination et de faciliter la participation effective du plus grand nombre ; l'évocation de l'activité intense déployée par les activistes, des effets délétères de celle-ci et des moyens mis en œuvre pour prévenir l'épuisement ; l'importance de la transparence et de la transmission des savoirs et savoir-faire ; la généralisation d'une culture de discussion dépassant les moments formels ; la structuration de la Grève du Climat ; et l'insertion du mouvement dans un cadre plus large.

Mots-clés : *Grève du Climat, mouvements sociaux, Suisse, Neuchâtel, ethnographie, horizontalité*

Remerciements

> « Il n'y a pas jusqu'à la pensée, jusqu'à l'invention, qui ne soient des faits collectifs, nés du passé et du présent. »
> Pierre Kropotkine, *La Conquête du Pain*

Je tiens à remercier Claudia Dubuis, qui m’a accompagné dans l’écriture de ce mémoire, ainsi que toutes les personnes, étudiant·es, professeur·es, militant·es, qui ont enrichi mes réflexions.

Je remercie tout particulièrement les personnes qui ont bien voulu donner plusieurs heures chacun·e pour répondre à mes questions. Je remercie les militant·es de la Grève du Climat, notamment celleux du groupe cantonal neuchâtelois qui m’ont accordé une grande confiance, de l’intérêt et beaucoup de temps. J’espère que ce mémoire pourra leur (nous) être utile.

Table des matières

Résumé....5
Remerciements....7

1. Introduction....11
1.1 Construire et faire vivre l'horizontalité : problématique et question(s) de recherche....11
1.1.1 Présentation du terrain....11
1.1.2 État des lieux de la recherche sur la Grève du Climat....12
1.2 Méthodes et positionnement....15
1.2.1 Analyse....15
1.2.2 Positionnement....17
Chercheur et militant, chercheur militant, militant chercheur : incarnation du sujet de recherche et décentrement....17
Écriture inclusive....18

2. La Grève du Climat et l'horizontalité....21
2.1 L'horizontalité : éléments théoriques....21
2.1.1 Une notion utilisée par les militant·es....21
2.1.2 Historique et acceptations du concept....21
2.1.3 L'utilisation du concept d'horizontalité dans ce mémoire....25
2.2 La démocratie : un terme disputé....27
2.2.1 Une démocratie participative et continue....31
Bâtir une démocratie directe : faire participer le plus grand nombre....31
Un processus continu....32
2.2.2 Le *Do It Yourself*, la démocratie partout....33
2.2.3 Créer dans la lutte : expérimentation et politiques préfiguratives....35
La Grève du Climat a-t-elle une idéologie ?....37
L'occupation de la Place fédérale : un brouillage de la limite entre fonctionnement interne et actions publiques....42
Se passer des institutions officielles ou peser sur elles....45
2.3 Empêcher la domination....49
2.3.1 La Grève du Climat bureaucratisée ?....50
2.3.2 Le charisme au sein de la Grève du Climat....54
2.4 Une activité bouillonnante....62
2.4.1 Un exemple : répondre à une demande médiatique....63
2.4.2 Une activité et une intensité qui pèsent....65
2.5 Prévenir le mal-être des activistes : inclusivité et bienveillance....68
2.5.1 Permettre au plus grand nombre de participer....69
2.5.2 Les questions de genre....70
2.5.3 Le care – prendre soin de soi et des autres....75
La reconnaissance....76
Faire face à l'épuisement et au mal-être....77
Le GT Sieste....80
La pandémie de covid-19....81
Une préoccupation constante malgré quelques ratés....82
2.6 Transparence et transmission d'informations....84
2.6.1 La culture de sécurité : une entorse à la transparence ?....85
2.6.2 Le procès-verbal....87
2.6.3 Les messageries instantanées....90
Prise de décision et transparence....91
2.6.4 Le devenir des documents écrits....92

Une tradition orale-écrite ?....93
2.7 Une « culture de discussion » dans les réunions et au-delà....96
2.7.1 Les réunions....96
La modération....98
La communication non-verbale....100
2.7.2 Des pratiques variées et variables, le consensus au centre....101
2.7.3 Au-delà des réunions – une « culture de discussion »....103
2.7.4 Des pratiques partagées....105
2.8 La constitution d'un mouvement démocratique....107
2.8.1 Une démocratie novatrice… ou presque....107
2.8.2 La stabilisation du fonctionnement interne....110
2.9 Un cosmos horizontal....114
2.9.1 Une histoire mythifiée : dévoiler la construction du mouvement....118
2.9.2 Négociations, résistances et remises en cause....122
Les débats sur le référendum contre la Loi CO_2, entre arguments de fond et appel à des principes formels....123
Communication externe, positions et remises en question du processus....126
2.9.3 Une stabilisation… mais laquelle ?....129
Un aperçu du fonctionnement général : groupes régionaux, groupes de travail et communication transversale....130
2.9.4 Formaliser les rôles et structures ? Et comment ?....133
2.9.5 Un mouvement moins actif ?....139
2.9.6 Un mouvement qui ose moins ?....140
2.10 Faire mouvement....141
2.10.1 Une « bande d'ami·es » ?....141
2.10.2 Une nébuleuse large....143
2.10.3 Au-delà et en plus des liens interpersonnels : une « culture militante » ?....144
La constitution d'une culture militante comme alternative à la culture dominante....144
3. Conclusion....147
3.1 Militant et chercheur : une étude menée au sein d'un collectif auto-critique....147
3.2 Limites de ce mémoire et ouvertures possibles....149
3.3 Conclusion....150
Annexes....155
Annexe 1 : Orientations stratégiques et priorités régionales, Grève du Climat Neuchâtel, mai 2022....155
Annexe 2 : Codex d'action de la Grève du Climat, 2019, version présente dans le « Guide pour nouvelleaux » de la Grève du Climat Neuchâtel, avril 2022....158
Annexe 3 : Codex d'action de la Grève pour l'Avenir, 2021....159
Références....161

1. Introduction

1.1 Construire et faire vivre l'horizontalité : problématique et question(s) de recherche

La Grève du Climat est un mouvement politique existant depuis la fin de l'année 2018, et s'inscrivant dans un mouvement international de grèves étudiantes pour le climat (Fridays for Future) et de mobilisations écologistes variées.

Dans le cadre de ce mémoire, je me concentre sur la question du fonctionnement interne de la Grève du Climat, et plus précisément de la démocratie interne. À cet effet, je me base sur la notion d'horizontalité, qui sous-tend largement la conception démocratique que les militant·es de la Grève du Climat ont développé. Une idée centrale et sous-jacente qui guide ce mémoire est que les militant·es[1] du mouvement considèrent que leurs actions et structures doivent respecter leurs valeurs et préfigurer les changements de société qu'iels défendent. Je m'appuie sur une conceptualisation de l'horizontalité basée sur la littérature, et montre comment les militant·es de la Grève du Climat ont mis en place, vivent et s'efforcent d'améliorer cette horizontalité, à la fois valeur cardinale et pratique condamnée à être imparfaite, et d'éviter toute domination. Je m'attelle à montrer comment l'horizontalité est construite, maintenue et améliorée.

Ma recherche et mes analyses sont problématisées autour des notions d'horizontalité et de domination, mais je m'efforce également de décrire un certain nombre de pratiques et processus que l'on trouve au sein de la Grève du Climat, ainsi que de rendre compte des points de vue de mes interlocuteurices. Au-delà de l'analyse centrée sur les notions précédemment évoquées, je me propose dans ce travail de rendre compte de l'ambiance qui règne au sein du mouvement que j'étudie, afin que mes lecteurices puissent se faire une idée du fonctionnement de la Grève du Climat.

Les objectifs et analyses écologistes que l'on trouve au sein du mouvement ne sont abordés que superficiellement, ce mémoire se focalisant sur la démocratie interne.

1.1.1 Présentation du terrain

La Grève du Climat est vaste, composée de multiples groupes régionaux et groupes de travail inter-régionaux et nationaux. Ces groupes ne sont pas tous organisés de la même manière, et utilisent plusieurs langues (allemand, suisse-allemand, français, italien, anglais, romanche). Étant moi-même actif dans ce mouvement depuis janvier 2019 sans interruption, j'ai un accès facile et large à de nombreux documents de travail, mais aussi aux réunions, aux militant·es, aux actions, aux débats et controverses internes ou encore à diverses archives. Le foisonnement caractérisant la Grève du Climat,

1 Pour l'usage de l'écriture inclusive, voir la partie « positionnement » dans la présente introduction, p. 18.

et les ressources limitées (notamment en temps) dont j'ai disposé ne m'ont toutefois pas permis de couvrir l'ensemble du mouvement.

D'une part, je me suis concentré sur le groupe cantonal neuchâtelois, au sein duquel je suis actif depuis 2019. Ce groupe constitue une unité fonctionnelle cohérente, idéologiquement soudée, où toustes les militant·es se connaissent personnellement, et dont il m'a été possible d'avoir une vue d'ensemble satisfaisante. J'estime ainsi avoir ainsi pu en dégager une vision suffisamment complète, malgré les différentes évolutions que le groupe a connues entre le début de mon travail et son bouclage.

D'autre part, j'ai mis à profit mon engagement personnel dans le mouvement, afin d'élargir la focale sur d'autres aspects de la Grève du Climat. J'ai réalisé des observations et mis à contribution des discussions tenues dans divers contextes : appels nationaux, groupes de travail inter-régionaux et nationaux, congrès nationaux, discussions personnelles avec des militant·es d'autres cantons, actions diverses, archives personnelles, etc. Ce second ensemble n'avait pas pour vocation de permettre d'avoir une vision exhaustive du mouvement. Il a permis de compléter les données produites dans le cadre du groupe cantonal neuchâtelois, et d'éclairer d'autres aspects du fonctionnement interne de la Grève du Climat.

Mon travail n'a provoqué aucune réticence au sein du mouvement, si ce n'est que certaines personnes ont été quelque peu difficiles à convaincre de m'accorder un entretien. Ces personnes avançaient surtout qu'elles ne se sentaient pas légitimes pour cela (alors que les autres militant·es les considéraient, invariablement, comme étant légitimement membres de la Grève du Climat). Ce sentiment est revenu à de nombreuses reprises lors de mon terrain et lors de mes activités militantes, certain·es activistes estimant n'avoir rien d'intéressant à dire ou n'être pas assez actifs·ves. Certain·es d'entre elleux se disent conscient·es que ce sentiment d'illégitimité n'est pas fondé, mais ne parviennent pas à s'en départir. De manière générale, mes interlocuteurices se sont montré·es interessé·es voire enthousiasmé·es par mon travail.

1.1.2 État des lieux de la recherche sur la Grève du Climat

La Grève du Climat a fait l'objet de très peu de publications scientifiques. Une des rares études centrées sur elle considère que « [s]'il existe de nombreuses études sur le mouvement international FFF [Fridays for Future], tel n'est pour l'instant guère le cas du mouvement climatique en général ni du mouvement pour la Grève du climat en particulier en Suisse » [Schaupp et al. 2022b : 3]. Deux rapports collectifs sur la composition des manifestations ayant eu lieu le 15 mars 2019 (couvrant neuf pays) et du 20 au 27 septembre 2019 (couvrant une quinzaine de pays) et sur les motivations des activistes traitent de la Suisse [Wahlström et al. 2020, de Moor et al. 2020], en se focalisant sur le profil et les motivations des participant·es. Un article présente les raisons de participer ou non à une grève étudiante pour le climat en Suisse [Cologna et al. 2021].

Une étude menée à l'institut de sociologie de l'université de Bâle à la demande de la fondation Anny Klawa-Morf [Schaupp et al. 2022a et 2022b][2] présente le mouvement de la Grève du Climat, et se concentre sur les idées défendues, la composition sociale et les motivations des activistes. Les résultats principaux sont les suivants [Schaupp et al. 2022b : 8] :

> • La Grève du Climat associe l'objectif « émissions [de gaz à effet de serre] nettes nulles » aux revendications de justice sociale. C'est ce qui transparaît entre autres dans la formulation du contenu des objectifs d'une « justice climatique » favorable à des politiques de redistribution ainsi que dans le nombre relativement élevé de membres syndicaux.
> • La motivation personnelle des personnes interrogées à participer au mouvement relève avant tout de considérations scientifiques et morales sur les effets de la crise climatique.
> • Les grévistes pour le climat viennent en majorité des classes moyennes supérieures et possèdent un niveau de formation relativement élevé. Plus de 60 pour cent des personnes interrogées ont au moins un de leurs deux parents qui travaille dans le domaine social ou de l'éducation.
> • Au niveau politique, elles penchent à gauche ou du côté des Verts mais se disent ouvertes à d'autres positions. Elles ne veulent pas coopérer avec des entreprises. Elles sont par contre plutôt sceptiques envers les partis politiques, même si certains d'entre eux s'engagent à leurs côtés. Leurs principaux alliés sont à leur avis d'autres mouvements et associations ainsi que les syndicats.
> • Les activités du mouvement ont été partiellement interrompues à cause de la pandémie de coronavirus et de la fluctuation générale de participation des activistes. Mais la majorité des personnes interrogées sont certaines que la Grève du Climat va continuer à jouer un rôle important en raison de l'aggravation de la crise climatique.
> • Un important débat sur le futur est actuellement mené au sein du mouvement sur ses formes d'action. Une partie des participant-e-s estime que les grèves étudiantes et les manifestations typiques sont tout à fait inutiles et souhaite miser plutôt sur des actions de désobéissance civile.
> • La Grève du Climat est un mouvement hétérogène mais pas divisé. Les personnes interrogées acceptent l'hétérogénéité des orientations politiques et des formes d'action ou la considèrent même comme une force.
> • La Grève du Climat Suisse est un mouvement aussi radical qu'exempt de toute idéologie[3].

Ce sont, à ma connaissance, les seules publications scientifiques centrées sur la Grève du Climat, à l'exception d'une analyse juridique de la grève scolaire [Egger et Menettrier de Jollin 2020] et de quelques travaux d'étudiant·es[4].

Des publications traitant plus généralement des grèves étudiantes pour le climat et collectifs regroupés sous la bannière Fridays for Future existent en nombre, comme rappelé par Schaupp *et alii*. À titre d'exemples, Delage et Grisoni traitent du mouvement sous forme d'un entretien, mais avec une personne n'y participant pas, et sans travail de terrain ni contextualisation scientifique [Delage et Grisoni 2020]. De Moor et ses collègues traitent de Fridays for Future et d'Extinction Rebellion en se focalisant sur la relative nouveauté du mouvement mais aussi sur les continuités avec les mobilisations écologistes plus anciennes [de Moor et al. 2020]. La revue *Nature Climate Change* a publié plusieurs commentaires sur le mouvement Fridays for Future, dont l'un sur les limitations rhétoriques du mouvement, qui appellerait surtout à écouter la science [Evensen 2019], et un autre estimant qu'outre la

2 Étude qui me semble s'appliquer avant tout à la partie alémanique du mouvement.
3 Je nuance fortement cette dernière conclusion dans le chapitre 2.2.3.
4 Elle est aussi citée, sans développement, par Marco Giugni dans un livre sur les manifestations de rue en Suisse [Giugni 2019 : 67].

question environnementale, Fridays for Future crée des citoyen·nes qui s'impliqueront dans la démocratie [Fischer 2019]. Le discours et les revendications de manifestant·es en Suède, notamment concernant les questions écologiques, économiques (dans un modèle d'économie de croissance) ou de *welfare* (bien-être/sécurité sociale) ont été analysés dès 2019 par Emilsson et ses collègues [Emilsson et al. 2019]. Une analyse des émotions et représentations d'activistes en Grande-Bretagne a été publiée en 2021, concluant que les « représentations du changement climatique produisent une variété de réactions émotionnelles qui peuvent initialement décourager le militantisme, mais qui encouragent ensuite la mobilisation dans une action directe non violente collective (ADNC) qui procure camaraderie et espoir » [Pickard 2021]. D'autres travaux existent, souvent focalisés sur le profil et le discours des manifestant·es, parfois de leurs soutiens [Koos et Naumann 2019]. Lachance et Przygoda ont exploré l'usage des réseaux sociaux par les militant·es [Lachance et Przygoda 2022]. Il n'est pas question ici de faire une revue de la littérature sur l'ensemble du mouvement Fridays for Future. Notons toutefois qu'en-dehors de la Suisse, et notamment en Allemagne, les motivations, discours et identités des participant·es ont été assez largement traités.

En revanche j'ai trouvé très peu de publications traitant de l'organisation interne de la Grève du Climat ou de Fridays for Future[5]. Parmi les rares textes sur le fonctionnement interne de ces mouvements figure une présentation du mouvement en Allemagne [Döninghaus et al. 2020], dans un ouvrage traitant de la mobilisation de manière plus générale (un autre chapitre au moins évoque la Suisse [Neuber et al 2020]). À cela s'ajoutent quelques travaux d'étudiant·es, par exemple un mémoire traitant du mouvement Youth for Climate en Belgique abordant notamment son organisation interne [Dumas 2020], et pour la Suisse un mémoire sur la « mobilisation des jeunes activistes pour le climat à la lumière des droits de l'enfant » en Suisse que « pour beaucoup d'activistes, le droit reste un élément assez secondaire qui se retrouve en toile de fond de leurs revendications » [Divernois 2023], un travail de bachelor en animation socioculturelle [Amstad 2020], un mémoire sur la désobéissance civile [Chatellard 2021] ou une série de posters sur divers mouvements actifs en Suisse [Augsburger et al. 2021]. Je me base donc peu sur les travaux existants traitant directement de la Grève du Climat ou de Fridays for Future, ceux-ci étant rares (pour la Suisse) et n'abordant pas ou très peu la question du fonctionnement interne qui est au cœur de ma recherche.

Il existe néanmoins des travaux traitant de mouvements s'organisant de manière similaire et abordant la notion d'horizontalité, notamment ceux de David Graeber sur le mouvement Occupy Wall Street [Graeber 2013b] et ceux de Marianne Maeckelbergh sur le pendant espagnol de cette mobilisation [Maeckelbergh 2011b, 2012], ainsi que ceux de Manon Him-Aquili centrés sur les assemblées générales [Him-Aquili 2020a, 2020b], que j'ai pu mettre à profit. De manière générale, les approches ethnographiques concernant ce type de militantisme semblent rares.

5 Je me suis limité à des recherches en allemand (que je ne maîtrise pas parfaitement), en anglais et en français.

1.2 Méthodes et positionnement

Ce mémoire est le fruit d'une observation participante menée intensivement entre septembre 2021 et septembre 2022, et poursuivie moins intensément jusqu'en février 2023. Il repose aussi sur ma participation à la Grève du Climat depuis janvier 2019 et sur des travaux universitaires que j'ai réalisés depuis 2020. J'ai suivi particulièrement le groupe cantonal neuchâtelois. J'ai également mis à profit ma participation dans d'autres parties de ce mouvement. J'ai réalisé des entretiens semi-directifs avec des personnes participant ou ayant participé à la Grève du Climat en Suisse romande, surtout dans le canton de Neuchâtel, et mené de nombreuses discussions formelles et informelles. J'ai également mobilisé des documents internes. Les éléments ethnographiques, notamment des descriptions de pratiques concrètes, sont au centre de ma démarche. Ces éléments sont, au moins partiellement, anonymisés, et tous les noms d'activistes sont des noms d'emprunt.

J'ai réalisé des lectures exploratoires, produit mes données et commencé mes analyses en même temps. On peut considérer que mon terrain a commencé lorsque j'ai décidé d'écrire mon mémoire sur la Grève du Climat, et qu'il s'est terminé le jour où j'en ai achevé l'écriture. J'apprécie la notion de « terrain comme site cognitif » développée par Hibou [2021], dans le sens où la production de données et l'analyse sont entremêlées. Mais mon implication sur le terrain est allée encore plus loin, étant donné que j'étais déjà actif au sein du mouvement que j'ai étudié. Je ne suis jamais sorti du terrain jusqu'à la finalisation de mon mémoire, et jusqu'au dernier moment, j'ai continué à collecter et produire de nouvelles données, quoique de manière moins soutenue après septembre 2022.

1.2.1 Analyse

Ce mémoire porte sur la démocratie interne à la Grève du Climat, mais traite prioritairement d'une partie seulement du mouvement. J'ai fait le choix de me concentrer sur le groupe cantonal neuchâtelois, auquel je participe, car il forme une unité fonctionnelle relativement claire, ce qui m'a permis de documenter et analyser finement ses fonctionnements internes. La Grève du Climat étant fortement hétérogène, il ne me semblait pas opportun de tenter d'étudier l'entièreté du mouvement, au vu des moyens à ma disposition. Pour des raisons linguistiques, j'ai choisi de me concentrer sur la Romandie. Le choix plus précis du groupe neuchâtelois se justifie par un accès au terrain garanti en tout temps, la possibilité de discuter fréquemment avec les militant·es actif·ves et le fait que j'avais déjà, avant le début de ce mémoire, une vision d'ensemble de ce groupe cantonal, assez restreint pour que je puisse rendre compte largement de son fonctionnement. Mes observations m'ont permis d'avoir une vision assez complète du groupe neuchâtelois. Les entretiens que j'ai menés ont été extrêmement riches et les réponses hétérogènes.

Des données ont également été produites dans d'autres cadres, notamment des groupes de travail nationaux ou régionaux auxquels je participe en tant que militant. Si je visais à tendre à l'exhaustivité

en ce qui concerne le groupe neuchâtelois (dans le cadre de ce qui nous intéresse ici, à savoir la démocratie interne), les autres données sont surtout conditionnées par ce que mes interlocuteurices ont mis en valeur durant les entretiens, par la volonté de répondre à certaines questions spécifiques, et surtout par le fait que je participais déjà aux activités de la Grève du Climat. J'ai donc mis à profit mon immersion dans le mouvement en tant que militant afin de nourrir ce mémoire. Je me suis notamment intéressé aux pratiques concrètes, sans me limiter aux descriptions que mes enquêté·es en ont faites en entretien.

Pour ce mémoire ont été réalisés sept entretiens semi-directifs, avec sept personnes différentes, d'une durée d'environ deux heures et vingt minutes à environ trois heures et vingt minutes, entre février et juin 2022. Ces entretiens ont été enregistrés, et j'ai pris de nombreuses notes manuscrites en les menant. Une discussion exploratoire non enregistrée a été menée avant ces entretiens. Mes observations ont été consignées avant tout sous forme de notes manuscrites, parfois de notes prises à l'ordinateur ou sur smartphone. J'ai également mis à profit des messages échangés sur des applications de messagerie, notamment Telegram, pris quelques photographies et utilisé des documents internes du mouvement, sur supports divers, ainsi que des notes personnelles prises dans des cadres militants. Des observations en marge des activités de la Grève du Climat, notamment au sein de la Grève pour l'Avenir et d'un inter-collectifs neuchâtelois, mais aussi autour de l'occupation du dit Quartier libre de Clendy-Dessous à Yverdon-les-Bains[6] ou des activités autour de la ZAD de la Colline[7], ont également été mises à profit. J'ai aussi mobilisé des données et analyses que j'avais produites – souvent collectivement – dans le cadre de mon cursus académique, notamment pour un dossier portant sur le collectif neuchâtelois de la Grève pour l'Avenir (non publié), pour un travail sur l'écologie radicale en Suisse [Augsburger et al. 2021] et pour un essai sur la ZAD de la Colline [Augsburger 2022a].

Je me suis efforcé d'adopter une position de « participant qui observe », pour reprendre la typologie de Gold [1958]. La plupart du temps, mes observations étaient informelles, mais pas forcément cachées ni même discrètes. Les membres du groupe neuchâtelois de la Grève du Climat étaient parfaitement au courant de ma démarche, et je prenais ouvertement des notes lors de certaines réunions, actions ou autres. J'ai tout de même souvent adopté *de facto* une posture de « participant complet » [Gold 1958], plaçant parfois mon activité militante avant mon travail de chercheur, ce qui m'a empêché de documenter certains moments, mais m'a aussi permis de vivre de l'intérieur des situations auxquelles je n'aurais pas eu accès en adoptant une position plus détachée.

Des mémos analytiques ont été produits tout au long de la recherche, et j'ai commencé à rédiger des descriptions et analyses (qui ont fortement évolué) très tôt dans mon travail. J'ai réalisé des codages

6 Des bâtiments et terrains voués à la destruction, occupés d'octobre à décembre 2021.

7 Une ZAD, acronyme de zone à défendre, peut être considérée comme « une poche d'auto-organisation sur des territoires menacés par des projets marchands ou publics, impliquant en retour une défense ou une action collective prônant des principes d'auto-organisation » [Bulle 2022]. D'octobre 2020 à mars 2021, la ZAD de la Colline a pris place dans le canton de Vaud, comme un projet d'extension d'une carrière appartenant à l'entreprise Lafarge-Holcim.

(partiels) thématiques et analytiques à partir de mes notes de terrain, mes notes sur la littérature lue, mes notes d'entretien et des retranscriptions partielles de mes entretiens. J'ai adopté une démarche récursive, passant fréquemment de mes observations à mes mémos, de la littérature à mes entretiens, et revenant à plusieurs reprises sur mes ébauches d'analyse, nourries de mes lectures, observations et entretiens plus récents. J'ai également repris (généralement de manière partielle) mes codages et les catégories utilisées pour les réaliser ou ayant émergé lors du processus.

1.2.2 Positionnement

Chercheur et militant, chercheur militant, militant chercheur : incarnation du sujet de recherche et décentrement

J'ai accompli mon travail en suivant à la fois l'idée que m'impliquer profondément au sein de la Grève du Climat serait bénéfique pour mon travail, et qu'il fallait parfois opérer un décentrement, ou prendre de la hauteur, afin d'élargir la réflexion.

À la suite de nombreux·ses chercheureuses militant·es (voir notamment l'ouvrage collectif dirigé par Shukaitis et Graeber [2007]), je considère que la pratique permet de mieux comprendre les faits sociaux. J'irais même jusqu'à dire qu'« une stratégie [de recherche] participative fournit l'accès le plus adéquat et le plus enrichissant aux idées, théories et débats des activistes »[8] [Gordon 2007 : 280] d'autant plus que, comme la Grève du Climat « les mouvements *anti-corporate* contemporains sont d'une auto-réflexivité peu commune » et que leurs pratiques « cassent la distinction entre participant·e et observateurice »[9] [Juris 2007 : 164]. Je partage l'avis qu'« afin de saisir la logique concrète qui génère des pratiques spécifiques, les chercheureuses doivent devenir des pratiquant·es actif·ves »[10] [Juris 2007 : 165]. Dans ce sens, ce mémoire est assurément le travail d'un militant, voire un travail militant au sens de Juris. J'ai utilisé mon « corps comme un outil de recherche concret »[11] [Juris 2007 : 166] et généré une compréhension pratique et incarnée de mon sujet d'étude [Juris 2007 : 166]. J'ai toutefois opéré aussi des décentrements et quelques décalages par rapport à ma pratique quotidienne de militant, afin d'élargir la compréhension de mon sujet de recherche. Je me suis efforcé d'analyser la manière dont les activistes, moi y compris, agissent, au travers d'observations et de documentation fine des pratiques (que nous ne réalisons jamais à cette intensité en tant que militant·es). Les entretiens réalisés ont permis à la fois que je prenne mieux conscience des ressentis et vécus des autres activistes, et une réflexion plus poussée qu'à l'accoutumée de la part de mes enquêté·es sur leurs pratiques. Finalement, le recours à une méthodologie scientifique et à de la littérature qui n'est pas toujours

8 "A participatory strategy provides the most adequate and enriching access to (fellow) activists ideas, theories and debates". Ma traduction.

9 "break down the divide between participant and observer", "contemporary anti-corporate movements are uniquely self-reflexive". Ma traduction.

10 "In order to grasp the concrete logic generating specific practices, researchers have to become active practitioners". Ma traduction.

11 "body as a concrete research tool". Ma traduction.

utilisée dans les discussions militantes m'a permis d'explorer de nouvelles pistes et de proposer des analyses qui n'auraient sans cela probablement pas été élaborées au sein du mouvement. En faisant cela, je ne me suis éloigné ni de mon identité de chercheur, ni de mon identité de militant. En effet, si je peux tout à fait envisager réaliser un travail scientifique sans objectif militant clair, mon identité militante inclut mon rôle de chercheur. Autrement dit, m'être écarté, grâce à ce mémoire, des débats et références utilisées dans les discussions au sein de la Grève du Climat m'a aussi permis d'enrichir mes horizons militants, et *in fine* d'enrichir ma pratique propre et les pratiques collectives du mouvement. Les pans scientifique et politique de ce travail sont donc indissociables.

Pour Juris, l'ethnographie peut aider les mouvements à se représenter, alors que l'ethnographie militante peut aider les activistes à mener leurs propres recherches ethnographiques [Juris 2007 : 173], et cette dernière peut contribuer à la fois aux sphères militante et académique [Juris 2007 : 174]. Il se garde toutefois de faire de l'ethnographie militante un outil programmatique, insistant sur le fait que cette ethnographie militante donne des outils [Juris 2007 : 172]. Pour reprendre les mots de David Graeber, cette recherche fournit des outils conceptuels « non comme prescriptions, mais comme contributions, possibilités – comme cadeaux »[12] [Graeber 2004, cité par Bratich 2007 : 148]. Sans aller aussi loin que Guattari pour qui « les intellectuel·les et les artistes n'ont plus rien à enseigner : iels produisent des boîtes à outils composés de concepts, percepts et affects, que des publics variés vont utiliser à leur convenance »[13] [cité par Bratich 2007 : 148], j'ai réalisé mon mémoire sans vouloir en faire un guide pour activistes. Il suit en fait (à part peut-être concernant l'écriture inclusive, et encore) la trame et la genèse qu'on peut attendre d'un mémoire universitaire tout à fait classique. Je n'ai pas voulu réaliser une *engaged research* au sens d'une recherche visant à produire des résultats précis sur le plan militant. J'ai préféré faire l'exercice d'un travail scientifique conventionnel, en tant qu'étudiant, mais aussi parce que cela me semble plus utile, en tant que militant, qu'un travail visant à résoudre un problème particulier. Pour reprendre une distinction faite par des militant·es du Quartier Libre d'Yverdon lors d'un cours de géographie à l'Université de Neuchâtel, ce mémoire relève d'une pensée critique. Pour en faire un outil réellement militant, il faudrait passer à une pensée tactique. Ce passage à une pensée tactique se fera, et se fait déjà, mais en-dehors de ce mémoire.

Écriture inclusive

Dans ce mémoire est utilisée une forme d'écriture dite inclusive, qui peut heurter au premier abord. C'est un choix délibéré. En accord avec les recommandations de l'Université de Neuchâtel pour un langage non discriminatoire, je considère que « [m]iroir de notre société, le langage contribue aussi à la façonner. C'est pourquoi les grammairiens des siècles passés ont délibérément conféré au masculin une valeur dominante. Le langage peut être un moyen de discrimination mais aussi un outil en faveur de

12 "not as prescriptions, but as contributions, possibilities – as gifts." Ma traduction.

13 "Intellectuals and artists have nothing to teach anymore: they produce toolkits composed of concepts, percepts and affects, which diverse publics will use as their convenience." Ma traduction.

l'égalité : écrire de manière non discriminatoire, c'est contribuer à un monde plus égalitaire » [UninNE 2019 : 14]. De plus, « [d]epuis une vingtaine d'années, plusieurs études ont montré que le sens spécifique du masculin dominait toujours notre compréhension, quel que soit le contexte. En lisant la phrase *Les étudiants se sont réunis*, nous formons spontanément une image mentale constituée d'une majorité d'hommes » [UniNE 2019 : 7]. J'ai donc décidé de ne pas recourir au masculin générique. Que peut-on y substituer ? « Ces dernières années, plusieurs néologismes ont ainsi été proposés pour former un genre grammatical véritablement neutre : ainsi du pronom iels, contraction de ils/elles, ou du déterminant lo qui remplacerait le/la. Oui, un français égalitaire est encore à inventer » [UniNE 2019 : 14]. Si je n'ai pas la prétention d'inventer quoi que ce soit dans ce domaine, j'assume d'utiliser une forme d'écriture inclusive qui n'est pas (encore?) dans les usages, et qui va plus loin que les recommandations de l'Université. C'est également une des manière d'écrire que j'utilise dans le cadre de mes activités militantes.

Lorsque je me réfère à plusieurs personnes et que les termes utilisés ne permettent pas une contraction fluide, j'utilise un point médian « · » (militant·es plutôt que militantes et militants). Je préfère en utiliser un seul pour alléger le texte (militant·es plutôt que militant·e·s). Lorsque les termes s'y prêtent, j'ai recours à une forme contractée sans point médian (organisateurices plutôt qu'organisateurs et organisatrices). Au sein de la Grève du Climat, il n'est pas rare d'entendre ce type de contraction à l'oral. Lorsque je me réfère à un groupe composés de personnes de genres différents ou lorsque le genre n'est pas important pour mon propos, j'utilise à la troisième personne du pluriel le pronom « iels ». Il est utilisé au singulier (« iel ») pour désigner une personne non-binaire, une personne dont les pronoms d'usage varient, ou une personne dont le genre n'importe pas pour mon propos. Cela facilite aussi l'anonymisation de mes interlocuteurices. Par mesure de simplification de la lecture et d'anonymisation, seuls les pronoms personnels il, elle et iel sont utilisés à la troisième personne du singulier pour désigner des personnes, même lorsque les personnes concernées utilisent d'autres pronoms (par exemple « ael » en français), et le pronom singulier anglais *"they"* est rendu par « iel ». À noter que lors de certaines observations, je ne connais pas les pronoms d'usage de mes enquêté·es. Utiliser le pronom iels permet donc aussi d'éviter certains contre-sens.

Certaines personnes ajoutent un « x » pour mieux visibiliser les personnes qui ne s'inscrivent pas dans une vision binaire du genre. J'ai fait le choix de ne pas l'utiliser, surtout pour des raisons esthétiques et de cohérence. En effet, on ajoute rarement un x aux termes déjà épicènes, tels que « personne » ou « activiste ». Notons que cela aurait pu permettre d'éviter le point médian (militantexs, souvent prononcé [militɑ̃tɛks], plutôt que militant·es). Dans les citations tirées de la littérature, de ressources internes au mouvement ou de mes entretiens, j'ai conservé l'orthographe d'origine ou rendu au mieux les propos de mes interlocuteurices.

2. La Grève du Climat et l'horizontalité

2.1 L'horizontalité : éléments théoriques

Dans le cadre de ce mémoire sur la démocratie interne à la Grève du Climat, je m'intéresse à la notion d'horizontalité, fréquemment utilisée par les acteurices politiques à la Grève du Climat et dans d'autres mouvements et organisations, mais parfois aussi utilisée, sans nécessairement la conceptualiser ni même la définir, dans le cadre de travaux académiques. Je présente le contexte dans lequel ce concept est utilisé, les raisons m'ayant décidé à traiter d'horizontalité, différentes acceptations du concept et la position que je choisis de tenir dans le cadre du présent travail.

2.1.1 Une notion utilisée par les militant·es

À la Grève du Climat, organisation-mouvement au sein de laquelle l'idéal démocratique fait consensus, les notions de transparence, de décentralisation et d'horizontalité (utilisées sous ces termes par les activistes) sont centrales. Tout en me concentrant sur le groupe régional neuchâtelois de la Grève du Climat et sur le reste de ce mouvement, j'ai rencontré la notion d'horizontalité fréquemment lors de l'écriture de mon mémoire, que ce soit dans des cadres militants ou lors de mes lectures.

La notion d'horizontalité est une notion régulièrement invoquée par les activistes de la Grève du Climat (voir GdC FR 2019a, GdC FR 2019b, GdC NE 2019) et dans d'autres mouvements. À titre d'exemple, un tract distribué le 16 octobre 2021 à Yverdon-les-Bains définissait l'horizontalité ainsi : « L'horizontalité c'est l'inverse de la hiérarchie ! Nos cerveaux prennent de bien meilleures et légitimes décisions ensemble que ce que déciderait un·e·x chef·fe·x seul·e·x! VOILÀ! » Elle est généralement invoquée en opposition à la hiérarchie et est accompagnée d'autres notions telles que celles de démocratie, démocratie de base (*grassroot democracy*/*Basisdemokratie*), démocratie participative, décentralisation (voir p. ex. GdC 2021 : 312), transparence (valeur centrale de la Grève du Climat, adoptée officiellement en congrès national), inclusivité, ainsi qu'au partage d'informations. Cette notion n'est pas propre à la Suisse. Par exemple, dans son livre relatant la mobilisation d'Occupy Wall Street à New York, l'anthropologue et militant anarchiste David Graeber utilise le terme *horizontals* (« horizontaux ») pour désigner les militant·es qui refusaient la hiérarchisation et la centralisation de la mobilisation [Graeber 2013b].

2.1.2 Historique et acceptations du concept

Le terme « horizontalité » est utilisé pour décrire des réalités diverses. Je me limite ici à l'utilisation de cette notion dans son acceptation sociale, et me concentre sur le concept d'horizontalité tel qu'il peut être rencontré pour décrire des mouvements sociaux (et pas, par exemple, des relations entre différents organes étatiques eux-mêmes hiérarchisés). Je la distingue de celle d'« égalitarisme » afin de montrer

ce que le concept d'horizontalité permet de décrire de spécifique au sein de la Grève du Climat.

Selon l'anthropologue Marianne Maeckelbergh, qui a travaillé sur les pratiques quotidiennes des mouvements sociaux et à participé à différentes mobilisations, l'horizontalité est devenu un concept central au XXIe siècle[14], bien que l'idée d'organisation sociale et politique non-hiérarchique précède largement la notion d'horizontalité [Maeckelbergh 2012 : 211]. Si cette notion d'horizontalité semble peu conceptualisée, elle est fréquemment utilisée en sciences sociales. Par exemple, le sociologue et spécialiste des mouvements sociaux et de l'altermondialisme Geoffrey Pleyers relève l'importance de la structure en réseau dans les mouvements sociaux, et explique que les militant·es « la considèrent comme une forme d'organisation qui favorise des relations démocratiques et horizontales au sein du mouvement » [Pleyers 2009 : 90] (il relève également que la forme du réseau peut aussi répondre à d'autres aspirations [Pleyers 2009 : 90]). Pleyers met en évidence, dans les mouvements sociaux dont il traite, de la volonté de rester souple, réticulaire, sans hiérarchie, et d'éviter la bureaucratisation. Il ne conceptualise toutefois pas tant l'horizontalité que le réseau, notion utilisée « lorsque l'on veut souligner cette façon souple et peu contraignante de nouer des liens et d'agir socialement » [Pepin 2007, cité par Pleyers 2009 : 94] et qui serait caractérisée par « l'horizontalité des relations (la réciprocité et l'absence de hiérarchie), leur flexibilité (sensibilité aux circonstances) et leur informalité (la primauté des liens interindividuels) » [Pepin 2007, cité par Pleyers 2009 : 95]. Il définit brièvement l'horizontalité, permise par la structure en réseau :

> Cette dernière [l'horizontalité] se réfère notamment à l'absence de hiérarchie, la participation d'un plus grand nombre à la décision, le caractère démocratique, l'ouverture et la capacité d'intégrer plus aisément de nouveaux membres et une variété d'opinions. [Pleyers 2009 : 97]

Il semble considérer qu'absence de hiérarchie et horizontalité sont synonymes [Pleyers 2009 : 100]. La citation précédente met l'accent sur un aspect central: l'horizontalité ne signifie pas seulement l'absence de hiérarchie, mais aussi la participation effective du plus grand nombre aux décisions. La sociolinguiste Manon Him-Aquili montre d'ailleurs, en prenant l'exemple d'assemblées générales anarchistes, que l'horizontalité est mise en œuvre au travers de pratiques, processus et rôles visant à assurer que chaque personne puisse effectivement s'exprimer [Him-Aquili 2020b].

Maeckelbergh relève que l'horizontalité est à la fois une valeur et une pratique [Maeckelbergh 2012 : 211]. Hélène Legault, elle aussi, note dans son mémoire sur des médias alternatifs québecois que « la quête démocratique est de plus en plus présente dans les mouvements sociaux, non seulement comme une revendication, mais comme un enjeu et une finalité structurelle » [Legault 2019 : 32]. Pour Maeckelbergh, le recours à l'horizontalité découle du postulat que « les inégalités existent toujours, et que chaque personne est responsable de défier continuellement ces inégalités à chaque étape d'un

14 L'utilisation la plus ancienne du terme « horizontalité » en politique que j'ai pu trouver date de 1977, dans un texte de l'anarchiste italien Alfredo M. Bonanno [Bonanno 1977].

processus décisionnel »[15] [Maeckelbergh 2012 : 211]. Elle affirme également que le recours à l'horizontalité dans les cercles altermondialistes ou le mouvement du 15 Mai à Barcelone est directement lié à l'importance pour ces mouvements des politiques préfiguratives [Maeckelbergh 2012 : 211-212] : les structures du mouvement et les pratiques doivent refléter et incarner au mieux les valeurs défendues par celui-ci. Autrement dit, valeurs, but (ou cause) et pratiques ne peuvent être dissociées. L'importance de l'aspect préfiguratif peut être mise en évidence en Suisse aussi. Dans un autre travail, nous écrivions :

> CRÉER DANS LA LUTTE: BÂTIR ICI ET MAINTENANT UNE AUTRE SOCIÉTÉ. Les activistes ne se contentent pas de lutter pour un avenir meilleur, iels s'efforcent de le construire dès à présent. C'est pourquoi il est si important pour elleux que leurs structures et processus internes respectent leurs valeurs. [Augsburger et al. 2021]

Le respect de ces valeurs est toutefois difficile à évaluer, comme nous le verrons dans ce mémoire. Dans ce genre de mouvements, le désaccord voire le conflit sont inévitables. Maeckelbergh décrit en profondeur et analyse les blocages survenant en séances plénières à Barcelone lors du mouvement du 15 Mai, et compare les processus et négociations en œuvre lors de ces événements à ceux observés au sein du mouvement altermondialiste [Maeckelbergh 2012 : 224 sqq.]. Elle relève que « c'est facile de bloquer quelque chose juste parce qu'on ne l'aime pas, et c'est un scénario qui devrait être évité, car les gens vont toujours avoir des désaccords, et que le consensus ne peut pas être le principe directeur de processus horizontaux »[16] [Maeckelbergh 2012 : 228]. Si le consensus total constituait la base du fonctionnement d'un groupe, cela signifierait que n'importe quelle opposition équivaudrait à un veto, ce qui ne serait pas souhaitable pour nombre de militant·es. Toutefois, tous les blocages ne peuvent pas être rejetés, et le sérieux des vetos est difficile à évaluer, ce qui peut créer des tensions. L'horizontalité ne présuppose donc pas un consensus permanent, et même plus, elle ne peut fonctionner qu'en organisant le dissensus. De plus, la flexibilité est importante pour garantir l'horizontalité :

> « l'horizontalisme signifie rester toujours ouvert et flexible face à la diversité et à la différence – en respectant certaines limites »[17] [Juris 2004, cité par Maeckelbergh 2011b : 11].

Tant Him-Aquili que Maeckelbergh mettent en évidence le fait que l'horizontalité est processuelle, et que les acteurices qui essayent de la mettre en place doivent adopter des pratiques (au sens le plus large de ce terme) spécifiques pour la construire et la préserver. Le professeur en économie politique et changement social Massimo De Angelis, s'appuyant sur des textes militants, écrit que « la verticalité et l'horizontalité ne définissent pas des états, mais des modes d'action, c'est-à-dire des modes de relation

15 "inequalities always exist and that each person is responsible for continuously challenging these inequalities at every step of a decision-making process". Ma traduction.

16 "it is easy to block something just because you don't like it and that is a scenario that should be avoided because people will always disagree and agreement cannot work as the guiding principle of horizontal processes". Ma traduction.

17 "horizontalism means always remaining open and flexible to diversity and difference – within certain limits". Ma traduction.

au sein de processus de production sociale »[18] [De Angelis 2005 : 195]. Maeckelbergh présente également l'horizontalité comme « un processus continu qui défie la centralisation du pouvoir pour atteindre une égalité entre acteurices aussi grande que possible »[19] [Maeckelbergh 2011b : 2]. Maeckelbergh montre aussi que l'horizontalité passe par la participation effective du plus grand nombre. On peut provisoirement retenir que l'horizontalité présuppose un accès égalitaire aux processus décisionnels.

La notion d'horizontalité n'est pas la seule à avoir été mobilisée pour qualifier des tendances du même type. Divers concepts peuvent être mobilisés, tournant autour de la démocratie, de la participation, ou encore de l'égalité. Je m'attarde ici sur le concept d'égalitarisme, plus précisément sur l'égalitarisme dans le paradigme libéral égalitariste, s'appuyant notamment sur les idées du philosophe John Rawls. Rappelons que « [l]'égalitarisme libéral tel qu'on le rencontre chez John Rawls, Ronald Dworkin ou Amartya Sen (qui en sont les principales figures) reste certes en faveur du capitalisme libéral, mais d'un capitalisme libéral soumis à l'exigence d'une conception égalitariste ambitieuse de la justice sociale » [Callinicos 2002 : 148]. Cette notion a une forte portée normative. Ainsi, la philosophie du droit d'Habermas

> pose que « le problème d'une intégration sociale des mondes vécus différenciés, pluriels et désenchantés doit s'aggraver, dès lors que s'accroît en même temps le risque de dissension dans les domaines de l'activité communicationnelle, libérée des autorités sacrées et des institutions puissantes ». Pour Habermas, la solution est du côté du « système des droits qui confère aux libertés subjectives de l'action la force contraignante du droit objectif. » [Callinocos 2002 : 149]

Tout comme Maeckelbergh estime que le consensus total et permanent ne peut être une bonne base pour un système horizontal, car le désaccord et le conflit existent toujours ou presque, Habermas prend en compte le fait qu'il existe des libertés subjectives – et, pouvons-nous en déduire, pas toujours compatibles de prime abord. S'appuyant sur Rawls, Callinicos nous présente le Principe de Différence selon lequel « les inégalités sociales et économiques ne devraient être tolérées que lorsqu'elles jouent en faveur des plus mal lotis » [Callinocos 2002 : 152]. Relevons toutefois que diverses conceptions fondées sur l'égalitarisme coexistent :

> Le débat le plus nourri et le plus complexe sur le plan philosophique chez les égalitaristes libéraux tourne autour de ce que Cohen appelle le vocabulaire commun de la justice égalitariste. Lorsque l'on dit que des personnes devraient être traitées de manière égale, à quel titre exige-t-on cette égalité de traitement ? Comme le note A. Sen, même des champions du néo-libéralisme tels que Robert Nozick défendent l'idée que quelque chose devrait être distribué également, et en l'occurrence, la liberté individuelle. Les formes d'égalitarisme se distinguent en fonction de la manière dont on répond à la question : « Égalité de quoi ? » [Callinicos 2002 : 153]

18 "verticality and horizontality do not define states of being, but modes of doing, that is modes of relating within processes of social production". Ma traduction.

19 "a continuous process of challenging the centralization of power to attain as much equality as possible between actors". Ma traduction.

Pour résoudre les problèmes qui peuvent émerger de diverses acceptations de l'égalitarisme, Dworkin propose l'égalité des ressources : « Il imagine une vente aux enchères où les individus, auxquels a été accordé un droit d'accès égal aux ressources de la société, entrent en concurrence pour divers paniers de biens et de services. L'équilibre qui en résulte, compte tenu des dispositions préalablement prises par les individus afin de se mettre à l'abri de désavantages n'étant pas dus à leurs propres choix (le fait de souffrir d'un handicap par exemple), constitue l'égalité des ressources » [Callinicos 2002 : 154]. Ceci aboutirait à des conditions matérielles fortement différenciées, mais « les différences découlant des choix individuels sur la base d'une égalité de ressources ne constituent pas une injustice » selon Dworkin [Callinicos 2002 : 154]. Sen, pour contourner le problème, préfère parler d'égalité de capabilités, car actuellement, les individus ne sont pas tous capables de tirer le même profit d'une situation donnée [Callinicos 2002 : 154].

Malgré des similitudes avec ce qui a été évoqué plus haut, et le fait que j'ai proposé que l'horizontalité présuppose un accès *égalitaire* aux processus décisionnels, on voit que la notion d'égalitarisme ne couvre pas exactement la même réalité et ne propose pas des explications du même type que le concept d'horizontalité[20]. L'égalitarisme vise à une égalité en termes relativement abstraits de liberté individuelle, alors que l'horizontalité est, analytiquement, un concept servant à rendre compte de fonctionnements sociaux où les acteurices agissent *de facto* (et non uniquement *de jure*) sur un pied d'égalité, même imparfaite. Il est évident que la notion de participation ne peut pas être écartée du concept d'horizontalité tel que décrit ici. Alors que l'égalitarisme vise, schématiquement, à décrire ou construire une égalité des chances, le concept d'horizontalité peut être formulé comme la *tendance à l'égalisation des possibilités de participation, à la participation effective du plus grand nombre aux décisions, ainsi qu'à la possibilité pour le plus grand nombre d'initier des actions et d'y participer*.

2.1.3 L'utilisation du concept d'horizontalité dans ce mémoire

Je retiens que l'horizontalité doit à la fois être vue comme un processus et comme un horizon, comme « à la fois une pratique et une valeur »[21] [Maeckelbergh 2011a : 320]. L'importance de la volonté préfigurative (c'est-à-dire de la volonté que les pratiques et structures du mouvement respectent ses principes) est centrale pour comprendre les tensions autour de la mise en application de l'horizontalité : il ne s'agit pas que de discussions tactiques, mais également du respect de valeurs. L'analyse autour de l'horizontalité peut donc mettre en évidence d'éventuels décalages entre discours ou valeurs d'un côté, et pratiques de l'autre.

Si l'horizontalité présuppose que des inégalités sont toujours existantes et que les militant·es doivent les remettre en question de manière continue [Maeckelbergh 2012 : 211], cela implique que

20 Par ailleurs passablement critiquée dans certaines de ses acceptations. Ainsi, « "l'égalitarisme" défini comme promotion de l'égalité ne peut exister sans imposer des exclusions hiérarchiques » [Buiton et Steinmüller 2020 : 5] (voir Buitron et Steinmüller 2020 pour une critique approfondie).

21 "both a practice and a value". Ma traduction.

l'horizontalité est un processus toujours en cours. Il s'agit donc dans mon travail de montrer comment l'horizontalité est construite, entretenue, améliorée (ou au contraire détériorée). C'est pourquoi, en conclusion de la partie précédente, j'ai parlé de *tendance* à l'égalisation et non d'égalité : cette dernière ne peut jamais être parfaite, et je n'ai pas la prétention de définir à quel point la Grève du Climat est égalitaire, démocratique, horizontale ou non. Je me concentre sur la *construction* et la reproduction de l'égalité des possibilités de participer/égalité des capabilités dans mes observations et entretiens, et tente de révéler ce que les acteurices concerné·es pensent de la mise en place de l'horizontalité à la Grève du Climat.

J'envisage l'horizontalité comme le siège de négociations, mettant en jeu des valeurs parfois peu ou pas compatibles, demandant des arbitrages, étant toujours imparfaite dans la pratique lorsqu'on la compare à l'horizontalité en tant que valeur. Par exemple, alors que la transparence est un principe central de la Grève du Climat, des actions telles que l'occupation de la Place fédérale sont organisées par des groupes fermés et discrets voire secrets (nous verrons que cette contradiction peut être partiellement dépassée). La gestion du conflit (ou, du moins, du dissensus), évoquée ou traitée par Pleyers, Him-Aquili, Graeber et Maeckelbergh, est également centrale, et a été identifiée par les militant·es comme un point particulièrement important pour les processus internes de la Grève du Climat dès le début du mouvement. La construction d'une légitimité des décisions, processus et actions, qui présente des défis même lorsqu'il n'y a pas de conflit, est aussi traitée.

Je pars du principe que l'horizontalité n'est jamais figée (bien que des principes centraux puissent se stabiliser et être normalisés). Dans mes entretiens et mes observations, je m'attarde sur les changements qui s'opèrent et sur les pratiques qui se stabilisent. Ces pratiques ne se limitent pas aux décisions formelles. Pour rendre compte de l'horizontalité au sein de la Grève du Climat, je m'intéresse aux processus formalisés, mais aussi aux nombreux échanges informels, aux objets, au technologies, aux termes utilisés, aux liens interpersonnels, à l'engagement différencié des activistes, aux décisions et actions pratiques… La construction de l'horizontalité passe à la fois par des décisions formelles suivant une large consultation pour certains principes, actions ou revendications, et par des initiatives personnelles, souvent valorisées collectivement, mais parfois discrètes. Une question centrale est de savoir ce qui doit, ou non, être traité en assemblée générale [Maeckelbergh 2012 : 229 ; Him-Aquili 2020a ; Graeber 2013b]. La réponse ne fait pas toujours l'unanimité au sein de la Grève du Climat.

Globalement, je tente de montrer comment l'horizontalité, vue comme un processus, et à la fois comme une pratique et une valeur, mène ou non à la participation effective des militant·es ; et comment est-ce que les possibilités de participation sont construites au sein du mouvement.

2.2 La démocratie : un terme disputé

> « Les zadistes d'extinction rébellion sur la place fédérale. C'est crade, c'est moche, c'est illegal, c'est anti-démocratique. »
>
> *– Tweet de Philippe Nantermod, conseiller national libéral-radical, 21 septembre 2020*

> "This is what democracy looks like!"[22]
>
> *– Slogan utilisé notamment par des occupant·es de la Place fédérale*

Il est courant d'entendre que des écologistes seraient prêt·es à mettre de côté la démocratie pour agir vite face à la crise climatique et écologique[23]. C'est ce qu'a tweeté le conseiller national Philippe Nantermod lors de l'occupation de la Place fédérale par des mouvements écologistes en septembre 2020. Pourtant, mes observations, la communication officielle de la Grève du Climat et les entretiens que j'ai menés montrent que les militant·es de la Grève du Climat ne considèrent pas qu'iels s'opposent à la démocratie. Manon, qui a été active dans le canton de Neuchâtel, résume ce constat en considérant qu'elle a découvert à la Grève du Climat une « toute autre manière de penser la démocratie ». Souvent, les activistes estiment même que leurs actions sont plus démocratiques que celles de la politique institutionnelle. Lorsque je lui ai montré le tweet mis en exergue, en décembre 2020, Camille[24] m'a ainsi dit :

> Je pense que c'est une généralité d'un homme prétentieux qui finalement est bien loin de notre monde. Bien bien loin de notre monde, même, hein, d'accord. Et tant mieux, parce que franchement, moi je le voudrais pas dans ma tente. Non, sincèrement je pense que... Ben ouais, je me dis que c'est peut-être bien contre ça qu'on lutte, entre autres. Et donc... Ben en fait, il a pris une photo où il écrit c'est moche, c'est crade, c'est illégal, c'est anti-démocratique. Pis en fait, moi je trouve que la photo est magnifique. Donc c'est déjà là que ça prouve qu'on a complètement deux visions différentes. Je le trouve méchant, en fait. « C'est moche ». Il est méchant. C'est pas vrai, c'était hyper joli. Avec des lampiotes et tout.

Elle poursuit :

> Ben déjà, non, au contraire, je trouve ça hyper démocratique, y a rien de plus démocratique que ce mouvement [la Grève du Climat] […] y a rien de plus démocratique que les jeunes qui prennent les rênes, quoi, de ce qui nous arrive sur la gueule, quoi, tu vois ? À ce moment-là, c'est même plus un choix, démocratique, c'est même plus ça la question, maintenant on passe à autre chose tu vois.

Pour elle, non seulement la Grève du Climat est démocratique, mais en plus, la démocratie va de soi. Au cours de mon expérience au sein de la Grève du Climat et des recherches menées pour ce mémoire,

22 « C'est à ça que la démocratie ressemble ! »
23 Par exemple dans un sujet de la Radio Télévision Suisse du 13 octobre 2022 [RTSinfo 2022].
24 Pour rappel, les noms des activistes de la Grève du Climat, à l'exception du mien, ont été modifiés.

je crois que je n'ai jamais rencontré quelqu'un·e qui remette en cause l'idée que la Grève du Climat devrait être démocratique. Évidemment, cela ne signifie pas que la version horizontale de la démocratie fasse totalement l'unanimité (une petite minorité marxiste a par exemple défendu le centralisme démocratique) ni que la construction de l'horizontalité passe par des moyens qui mettent tout le monde d'accord. Mais un élément récurrent revient dans mes entretiens et observations : comme le dit Camille, « tu peux être démocratique sans respecter la loi. Ça c'est sûr et certain. »

Lorsque Philippe Nantermod estime que l'occupation de la Place fédérale en septembre 2020 est anti-démocratique, il pointe le fait que les activistes de Debout pour le Changement, la coalition à l'origine de cette action, ne respectaient pas les règles présidant au fonctionnement de la politique institutionnelle suisse, et notamment perturbaient la bonne marche des séances parlementaires. Les militant·es écologistes ont en effet campé sur la Place fédérale à l'occasion de la session parlementaire. Les activistes ne contestent pas les faits. Pourtant, iels n'estiment pas avoir bafoué la démocratie, au contraire.

D'une part, l'occupation, quoique brève (environ trois jours), a permis de mettre en œuvre une gestion collective de l'action. Dès le moment où l'occupation a pris place (avec des barrages – largement symboliques – aux entrées de la place, l'installation de structures couvertes, d'une cuisine, de toilettes sèches…), l'équipe l'ayant organisée s'est retirée (à l'exception des personnes chargées du contact avec la police, qui n'avaient aucun pouvoir décisionnel, et des équipes de communication des mouvements ayant appelé à l'action). La suite de l'occupation a été organisée par des assemblées. Les activistes, du moins les mieux préparé·es, étaient organisé·es en petits groupes affinitaires. Chacun de ces groupes envoyait environ un·e délégué·e aux assemblées. Lorsque ces délégué·es l'estimaient nécessaire, iels retournaient vers leur groupe affinitaire afin de demander leur avis. Pareillement, après qu'une décision ait été prise, les délégué·es étaient chargé·es d'en informer leur groupe. Des discussions sur les revendications du mouvement écologiste (sur l'agriculture, les infrastructures énergétiques ou le féminisme, par exemple) ont également eu lieu. Pour les activistes, cette occupation était une illustration de ce que la démocratie peut représenter pour elleux, ainsi qu'un moyen de la pratiquer.

D'autre part, bon nombre d'activistes considéraient que le fonctionnement de l'Assemblée fédérale n'est pas vraiment démocratique (et un nombre probablement plus important encore deux ans plus tard sont de cet avis). Un petit détour par la littérature permettra de mieux comprendre comment le même terme de « démocratie » peut être utilisé à la fois pour condamner et pour défendre l'occupation de la Place fédérale, et plus globalement les actions de la Grève du Climat.

Les activistes de ce mouvement s'opposent largement à la politique institutionnelle, ou du moins considèrent qu'elle n'est pas suffisante, mais n'en restent pas là. Iels défendent une logique différente,

dans une posture que l'on pourrait qualifier de contre-culturelle (voir Giugni 2019 : 77 sqq.) : iels remettent en question la démocratie telle que définie par l'idéologie dominante, et y opposent un autre modèle, au travers d'actions parfois illégales. Ce n'est pas inédit : « [t]rès souvent, les gens désobéissent à une norme juridique parce qu'ils estiment qu'il en existe une autre, sociale ou morale, plus importante » [Garcia Villegas et Lejeune 2015 : 568]. Plus précisément :

> La désobéissance est un acte relatif à une norme en particulier, et non pas à toutes les normes. Très souvent, les gens désobéissent à une norme juridique parce qu'ils estiment qu'il en existe une autre, sociale ou morale, plus importante à leurs yeux. Ce qui, d'un point de vue juridique, apparaît comme une situation d'anomie peut donc aussi être interprété, d'un point de vue social, comme une situation ordonnée. [Garcia Villegas et Lejeune 2015 : 568]

Même si « les désobéissants ne condamnent pas forcément le droit ou la légitimité de l'État ou du pouvoir en place » [Garcia Villegas et Lejeune 2015 : 567], les activistes de la Grève du Climat sont nombreux·ses (mais pas forcément majoritaires) à remettre en cause cette légitimité, à l'interne, mais aussi à l'externe, par exemple par des publications qui critiquent la police [GdC 2022b et 2022e] ou la politique institutionnelle [GdC 2022d], défendent l'idée que les manifestations sont démocratiques [GdC 2022c] ou proposent d'autres modèles démocratiques [GdC 2022a]. Mais comment justifier une conception de la démocratie tellement opposée à celle de l'idéologie dominante ?

Un premier argument est que l'État – tout État – n'est pas une structure ayant pour but de pourvoir au bien commun ou de défendre le plus grand nombre, mais qu'il est avant tout un outil de domination, historiquement organisé pour rationaliser l'exploitation des catégories dominées de la population, en maximisant le « revenu recouvrable par l'État » [Scott 2019 : 147], ce qui passe notamment par une concentration et le contrôle de la main-d'œuvre [Scott 2019 : 131 sqq.] et par l'optimisation de la lisibilité fiscale [Scott 2019 : 180 sqq.][25]. Le fait de considérer que l'État est avant tout un outil de domination et d'exploitation est une idée fortement ancrée dans l'histoire du mouvement socialiste, qui exerce une certaine influence sur la Grève du Climat. Dans *L'État et la Révolution*, tout entier destiné à réfuter l'idée que l'État puisse être autre chose qu'un outil d'oppression de classe, Lénine écrivait par exemple, en se basant sur Marx et Engels, que « [t]ant que l'État existe, il n'y a pas de liberté. Quand il y aura la liberté, il n'y aura plus d'État » [Lénine 1917 : 48]. L'anarchiste Kropotkine abondait dans le même sens en estimant que « [l]'État, c'est la protection de l'exploitation, de la spéculation, de la propriété privée, — produit de la spoliation. Le prolétaire, qui n'a que ses bras pour fortune, n'a rien à attendre de l'État ; il n'y trouvera qu'une organisation faite pour empêcher à tout prix son émancipation » [Kropotkine 1885 : 14].

Un second argument porte sur l'idée que le système parlementaire, adopté par la Suisse lors de la fondation de l'État fédéral, aurait des origines non seulement non démocratiques, mais même

25 Graeber montre que l'enregistrement des biens imposables peut aujourd'hui encore être l'activité principale de l'État dans certaines régions [Graeber 2012].

ouvertement anti-démocratiques. Graeber montre que les républiques parlementaires nées des révolutions étasunienne et française n'ont pas été créées dans le but d'être démocratiques. Il développe l'idée selon laquelle les États-Unis ne sont pas un pays démocratique, mais une république basée sur des principes largement aristocratiques [Graeber 2013b : 154 sqq.]. Il cite notamment John Adams, deuxième président des États-Unis, qui estimait que la démocratie n'était pas souhaitable. Les pauvres étant plus nombreux·ses que les riches, iels décideraient de répartir les richesses. Plus encore, iels ne seraient pas capables de les gérer seul·es, car trop habitué·es à obéir, et se jetteraient dans les bras d'un meneur : la démocratie serait vouée à devenir tyrannie [Graeber 2013b : 197]. Graeber cite également Edmund Randolph, gouverneur de Virginie qui estimait que le plus grand danger pour la jeune république était les passages démocratiques des constitutions des États, et qu'« aucune des constitutions n'a fourni de garanties suffisantes contre la démocratie »[26] [Graeber 2013b : 168]. En France, l'un des principaux artisan du régime représentatif, l'abbé Sieyès, affirmait quant à lui :

> Le peuple, je le répète, dans un pays qui n'est pas une démocratie (et la France ne saurait l'être), le peuple ne peut parler, ne peut agir que par ses représentants. [Mavidal et al. 1875 : 595]

Ce n'est que dans les années 1830-1850 que des politiciens aux États-Unis et en France ont commencé à s'identifier comme démocrates, alors même que les structures étatiques n'avaient, selon Graeber, pas changé [Graeber 2013b : 169]. Il développe :

> Le terme « démocratie » lui-même a aussi changé – de manière à ce que l'élaboré système républicain que les Pères fondateurs avaient créé avec le but explicite de contrer les dangers de la démocratie, soit lui-même renommé « démocratie », ce qui est la façon dont on continue à utiliser le terme aujourd'hui.[27] [Graeber 2013b : 170]

L'avènement du parlementarisme signifierait donc l'échec des tendances démocratiques dans les processus révolutionnaires de la fin du XVIIIe siècle. Si la France et les États-Unis du XIXe siècle ne sont évidemment pas la Suisse de 1848, et encore moins du XXIe siècle, cela peut expliquer des visions très différentes du système politique suisse.

Nantermod et les activistes cité·es en exergue s'appuient ainsi toustes sur un idéal démocratique, mais ont des compréhensions différentes de ce que devrait être la démocratie. Ces compréhensions et les débats qui s'ensuivent sont alimentés par (mais ne se limitent pas à) l'histoire du système politique, ses transformations (droit de vote des pauvres et des femmes, référendum et initiative populaires au niveau fédéral, etc., mais aussi raréfaction des *Landsgemeinden* et étatisation des communaux[28]) et des changements sémantiques décrits par Graeber. Notons que dans les trois pays cités, les luttes pour

26 "None of the constitutions have provided sufficient checks against the democracy". Ma traduction.

27 "[…] the term "democracy" itself changed as well – so that the elaborate republican system that the Founders had created with the express purpose of countering the dangers of democracy, itself was relabeled as "democracy", which is how we continue to use the word today." Ma traduction.

28 Pour un bref aperçu de quelques biens communaux en Suisse, voir de Laveleye 1873.

intégrer ou étendre les éléments démocratiques au sein de l'État ont parfois été victorieuses. Mais « "démocratiser" l'État n'est pas démocratiser la société » [Rousseau 2022] si l'on considère que la démocratie ne saurait s'arrêter à l'arène parlementaire ou à l'action gouvernementale.

2.2.1 Une démocratie participative et continue

La démocratie à la Grève du Climat, et l'horizontalité qui la caractérise, ne sont envisagées qu'au travers de la participation du plus grand nombre. De manière générale, les militant·es sont encouragé·es à donner leur avis, rejoindre les *chats* et groupes de travail, proposer des idées, des actions, des formulations pour les textes. Il est aussi attendu d'elleux qu'iels s'engagent pour le tractage, le collage d'affiches, la réalisation de banderoles, l'organisation des rencontres nationales (avec, sur ce point, un succès très mitigé), l'établissement des ordres du jour, la prise de procès-verbal, la modération de réunions… Il ne s'agit pas que tout le monde s'occupe de tout. Les militant·es que j'ai interviewé·es insistent globalement sur le fait que chacun·e a le droit de s'engager comme iel le veut ou peut, et il est évident que certaines personnes se sont spécialisées dans tel ou tel domaine, sans compter que le niveau d'engagement et sa stabilité fluctue fortement selon les individus. Mais la Grève du Climat s'organise résolument autour d'idées de participation des militant·es, et vise à éviter que ce soient toujours les mêmes activistes qui réalisent les mêmes tâches. Un procès-verbal datant de janvier 2019 du groupe du Lycée Blaise-Cendrars à La Chaux-de-Fonds contient le passage suivant :

> Ce qui est important c'est que durant ces réunions nationales ce ne soit pas toujours les mêmes personnes qui y soient, mais qu'un tournus se créer pour que personne n'ait le monopole de l'information et de l'expérience et que l'égalité s'installe entre tou.te.s les étudiant.e.s. Pour que ça ne soit pas le même groupe qui dirige le mouvement mais les jeunes -> organisation à l'horizontale!

Bâtir une démocratie directe : faire participer le plus grand nombre

La conception démocratique en vigueur à la Grève du Climat repose sur l'idée de la démocratie directe. À toute étape d'un processus décisionnel, lors de toute action, lors de toute discussion, la règle générale est que chacun·e non seulement ait le droit mais soit encouragé·e à participer. Quelques exceptions existent, notamment dans le cadre de groupes en mixité choisie (sans homme cis[29]) ou d'actions nécessitant une « culture de sécurité » importante. Les réunions sont largement ouvertes – et théoriquement largement annoncées –, les procès-verbaux sont facilement accessibles – du moins théoriquement –, et des efforts sont faits afin de permettre au plus grand nombre de participer. En principe, personne n'est censé être *a priori* plus important·e dans une discussion, une action ou un processus décisionnel – au sein de la Grève du Climat, les aspects stratégiques ou politiques et les aspects opérationnels, exécutifs ou pratiques ne sont pas séparés. Camille explique que pour elle

> la démocratie c'est une inclusion d'un maximum. D'un maximum d'idées, d'un maximum de points de

29 Un homme cis, ou cisgenre, est un homme dont le genre correspond à celui qui lui a été assigné à la naissance.

> vue. D'un maximum... Pis de pouvoir essayer de faire une synthèse de tout ça. Là, y a quelque chose d'hyper radical, tu vois.

La démocratie, dans sa conception, est opposée à la conception parlementariste qui veut que les gens choisissent qui va les représenter. Pour elle, il faut que chacun·e puisse s'exprimer et être pris·e au sérieux :

> Pour moi, dès le moment où y a une volonté d'écoute et de bienveillance, de compréhension, surtout, y a de la démocratie, en fait. Et au sein de notre mouvement, parce que dès le moment où t'es dans un processus d'écoute et de compréhension, tu vas laisser de la place à tout le monde. Donc tu vas instaurer un système démocratique. Parce que tout le monde va se sentir suffisamment à l'aise, parce que tout le monde va pouvoir s'épanouir comme il se doit au sein du mouvement. Et c'est ça le principe de la démocratie, c'est pouvoir s'exprimer… Pour moi la démocratie c'est la liberté de pouvoir initier cet espace d'écoute. Comme on le fait et comme on veille tant à le faire.

Un processus continu

La démocratie et l'horizontalité à la Grève du Climat sont des préoccupations constantes, et les militant·es s'efforcent de les faire vivre au quotidien. Ainsi, les efforts pour permettre la participation du plus grand nombre et pour recueillir le plus d'avis possibles ne se cantonnent pas aux grandes décisions prises en congrès national, en appel décisionnel ou en assemblée générale cantonale, ni même aux réunions formelles. Lors de chaque action, prise de position publique, tractage, réalisation d'une publication sur les réseaux sociaux, rédaction d'un communiqué de presse et même discussion informelle, les activistes essaient d'agir de manière à laisser le maximum de personnes s'exprimer, font attention à ce que les personnes qui n'ont encore rien dit puissent donner leur avis, évitent de se couper la parole, explicitent les enjeux, rendent compte dans des *chats* Telegram, écrivent à d'autres militant·es en privé afin de connaître leur avis, bref, essaient d'agir de la manière la plus collective, transparente et participative possible (évidemment, à des degrés de satisfaction divers, comme nous le voyons à plusieurs reprises dans le présent mémoire). On peut parler de « démocratie continue », notion proposée par le juriste Dominique Rousseau qui postule que

> la démocratie ne s'arrête pas à un moment donné, l'élection, mais que les citoyens continuent d'intervenir dans la fabrication des lois entre deux moments électoraux ; elle veut signifier qu'elle ne s'arrête pas aux portes de la famille, de l'entreprise, de l'État mais qu'elle continue dans toutes les sphères de la société ; elle signifie, pour faire bref et parler comme Tocqueville, qu'elle est une forme de société et non seulement une forme de gouvernement ou une forme d'État. [Rousseau 2022]

La pratique de la Grève du Climat résonne avec ce concept, qui permet d'appréhender une partie des controverses autour de l'usage du terme « démocratie ». Rousseau explique qu'« [à] la différence de la forme représentative qui arrête la démocratie à la sphère étatique, la forme continue prolonge l'exigence démocratique dans toutes les sphères de la société » [Rousseau 2022].

Pour de nombreux·ses activistes, la démocratie parlementaire suisse n'est, quant à elle, pas

réellement démocratique. D'une part, car elle découle en partie d'idées d'hommes fortement opposés à la démocratie, comme nous l'avons vu ci-dessus. D'autre part, parce que, souvent sans théorisation *a priori*, les activistes considèrent que la « démocratie » qu'iels vivent au jour le jour a des limites manifestes : différences de moyens pour les campagnes électorales ou de votation et le lobbying, démocratie qui s'arrête aux portes des entreprises, personnes de moins de 18 ans exclues, personnes sans nationalité suisse exclues elles aussi, absence d'implication des citoyen·nes entre les votations… Pour prendre un dernier exemple, un communiqué neuchâtelois publié en janvier 2023 contient le passage suivant :

> En 2019, suite à une motion populaire de la Grève du Climat, le Grand Conseil enjoignait le Conseil d'État de proposer des mesures pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2030 et de mettre en place des outils démocratiques novateurs pour évaluer les mesures. Le gouvernement [...] a demandé le classement de la motion (c'est-à-dire son abandon pur et simple), sans proposer de mesures. Alors que le Conseil d'État n'a pas répondu à la double volonté populaire et du parlement, la commission accepte le classement. À quoi bon utiliser les outils institutionnels si les autorités ne respectent pas la loi ? [GdC NE 2023]

Les militant·es de la Grève du Climat réclament donc une « démocratie réelle » [Nez 2022], notion vague et plurielle (touchant aux notions de démocratie « directe, participative, délibérative, représentative »)[30], qui tourne autour de « la demande d'une justice sociale et la contestation de la domination des élites politiques » et en contradiction avec « une démocratie représentative qui leur semble insuffisante et à bout de souffle » [Nez 2022].

2.2.2 Le *Do It Yourself*, la démocratie partout

La logique participative ne s'arrête pas aux décisions formelles et politiques. Elle s'incarne également au niveau matériel, dans toutes sortes d'activités réalisées par les militant·es, et que l'on peut regrouper sous l'expression *Do It Yourself* (« fais-le toi-même »), bien que j'aie très rarement rencontré ces termes au sein de la Grève du Climat – on pourrait également appréhender cet aspect en parlant d'action directe. Si le slogan *Do It Yourself* (DIY) est fortement lié au mouvement punk, sa logique transparaît au sein de la Grève du Climat. L'importance de faire les choses soi-même dans une logique démocratique peut être condensée dans cette phrase, relevée par Holtzman *et alii*. :

> Un punk a décrit son engagement précoce comme la « réalisation que des gens comme nous tout autour du monde étaient en train de créer notre propre culture. Une culture démocratique était à notre portée, mais comme une véritable démocratie l'implique, nous devions participer. »[31] [Kucsma 2003, cité par Holtzman et al. 2007 : 48]

30 Pour diverses controverses autour de la « démocratie d'assemblées », de la question du consensus et d'autres débats parmi les défenseureuses d'une « démocratie réelle » au-delà du système représentatif, voir Nez 2022, Maeckelbergh 2011b et 2012, Graeber 2013b.

31 "One punk described his early involvement as the "realization that people like us all over the world were creating their own culture. A democratic culture was ours for the taking, but as a true democracy implies, we had to participate."" Ma traduction.

Le DIY permet de réunir les activistes autour d'activités leur permettant de construire d'elleux-mêmes – et souvent collectivement – les objets qu'iels veulent ou dont iels ont besoin, et au-delà de construire, banderole après banderole, figure en papier mâché après affiche, un monde différent. Il permet d'envisager des contre-institutions, l'abandon de l'État et du capital, de nouvelles relations de pouvoir [Holtzman et al. 2007 : 45]. Très simplement :

> Le DIY est l'idée que tu peux faire pour toi-même des activités normalement réservées au domaine de la production capitaliste (au sein duquel les produits sont créés pour être consommés dans un système qui encourage l'aliénation et la non-participation).[32] [Holtzman et al. 2007 : 44][33]

Il permet donc de s'extraire – au moins un peu – des logiques que les militant·es combattent. La logique du DIY en fait également une composante préfigurative de la lutte : on ne prépare pas un monde libéré de l'aliénation capitaliste et du productivisme, mais on le vit et on l'incarne au maximum au travers d'activités quotidiennes. S'il n'est « pas non capitaliste »[34], mais « un premier pas dans le processus pour dépasser le capital »[35] [Holtzman et al. 2007 : 45], le DIY contribue à façonner le monde voulu par les activistes. Des actions aussi diverses que des distributions de nourriture (fréquentes lors d'actions de la Grève du Climat, notamment des invendus récupérés) ou des *critical masses* (rassemblements et balades à vélo) « mobilisent un pouvoir social direct pour inventer une réalité propre [aux activistes] »[36] [Holtzman et al. 2007 : 51]. Le fait de réaliser soi-même des objets ou des actions permet d'impliquer des gens qui n'auraient pas forcément participé à des réunions formelles – c'est par exemple régulièrement le cas pour des ateliers banderoles – et de les intégrer au mouvement. La circulation des objets et des matériaux nécessaires à leur fabrication ainsi que la réalisation d'actions pousse les activistes à se rencontrer, s'écrire, se coordonner. Cela crée des liens interpersonnels et intergroupes, et engendre des espaces de sociabilité permettant également de parler de stratégie ou de l'actualité du mouvement. Mis bout à bout, tout cela permet de considérer le DIY comme « un moyen de se retirer du capitalisme et de l'État tout en construisant et en expérimentant d'autres formes d'organisation sociale »[37] [Holtzman et al. 2007 : 44]. Cette logique de DIY ou d'action directe s'étend également à des blocages, ZAD, marchés gratuits, occupation de Place fédérale, proclamation d'un Quartier libre, mais aussi à la réalisation de vidéos, à l'écriture de textes, à la création de visuels pour les réseaux sociaux, ou encore à la gestion de sites web : très peu est externalisé ou sous-traité[38], les

32 "DIY is the idea that you can do for yourself the activities normally reserved for the realm of capitalist production (wherein products are created for consumption in a system that encourages alienation and non-participation)." Ma traduction.

33 Merci à Claudia Dubuis qui a fait remarquer que ce DIY s'accompagne dans certains cas d'une division genrée de la production, engendrant une charge supplémentaire pour les femmes.. Ce point mériterait d'être approfondie, mais les données de terrain me font défaut.

34 "not noncapitalist". Ma traduction.

35 "a first step in the process of going beyond capital". Ma traduction.

36 "harness a direct social power to invent [activists] own reality". Ma traduction.

37 "a way of withdrawing support from capitalism and the state while constructing and experimenting with other forms of social organizing". Ma traduction.

38 Notons quand même l'impression des tracts, affiches, autocollants et drapeaux et la réalisation des badges, confiées le plus souvent à des professionnel·les.

activistes s'efforcent de réaliser elleux-mêmes le maximum de choses. S'il est en soi possible de réaliser soi-même des objets (mais pas des actions comme une *critical mass*), l'action directe à la Grève du Climat est en règle générale conduite collectivement et horizontalement. Cette dimension collective pourrait être mieux comprise en utilisant l'expression *Do It Ourselves* (« faisons-le nous-mêmes ») :

> On parle de politique de *Do-It-Ourselves* lorsque des citoyen·nes prennent des initiatives et agissent politiquement sans s'appuyer sur les structures collectives traditionnelles, telles que les partis politiques et les syndicats, pour informer, organiser et mobiliser de manière *top-down*.[39]
>
> Une politique DIO implique également que des gens se réunissent pour faire quelque chose collectivement.[40] [Pickard 2019]

La logique démocratique ayant cours à la Grève du Climat n'est pas seulement directe et continue, elle est également présente dans toutes les sphères d'activités, des décisions prises en congrès à la confection d'une banderole. En plus de renforcer l'aspect participatif du mouvement, le *Do It Yourself* permet également de dépasser l'idée qu'il n'y a pas d'alternative possible au système politique et économique en place. Très prosaïquement, fabriquer des banderoles à partir de vieux draps et de peinture de mauvaise qualité plutôt que d'imprimer une bâche, ou transporter du matériel en train et à la force des bras plutôt que de l'envoyer par la poste, permet également d'économiser de l'argent.

2.2.3 Créer dans la lutte : expérimentation et politiques préfiguratives

La logique du *Do It Yourself*, mais également de nombreux autres aspects de l'organisation interne de la Grève du Climat ainsi que d'actions tournées vers l'extérieur, ne sont pas mis en place seulement parce que les activistes les jugent efficaces, mais également car iels estiment que cela participe à déjà créer une fraction du monde qu'iels appellent de leurs vœux lorsqu'iels défendent un changement de système. C'est ce que nous appelions dans un précédent travail « créer dans la lutte » [Augsburger et al. 2021]. L'horizontalité, à la fois valeur et pratique [Maeckelbergh 2011a], est centrale dans cette logique préfigurative, qui s'applique à tous les aspects du mouvement. Dans son mémoire, Legault souligne :

> Aussi, la quête démocratique est de plus en plus présente dans les mouvements sociaux, non seulement comme une revendication, mais comme un enjeu et une finalité structurelle. […] En effet, les premières énergies des militantes et militants à la naissance de ces mouvements[41] ont été consacrées à débattre et définir les règles permettant la mise en place d'un fonctionnement démocratique décentralisé, sans hiérarchie, soit horizontal. [Legault 2019 : 32]

Le renforcement de la démocratie, dans le sens très horizontal et participatif vu ci-dessus, est un but important pour les activistes de la Grève du Climat, qui s'efforcent donc d'adopter des structures

39 "Do-It-Ourselves politics is when citizens take initiatives and act politically without relying on traditional collective structures, such as political parties and trade unions to inform, organise and mobilise in a top-down way." Ma traduction.

40 "DIO politics also involves people coming together to do something collectively". Ma traduction.

41 Notamment le mouvement Occupy et Nuit Debout, mais cela reflète également les débuts de la Grève du Climat.

répondant à leurs revendications, et à même d'empêcher la domination. Maeckelbergh explique :

> L'importance de l'horizontalité, spécialement dans les courants autonomes du mouvement altermondialiste, est directement liée au postulat des acteurices du mouvement d'une stratégie préfigurative pour le changement social.[42] [Maeckelbergh 2012 : 211]

Cette logique préfigurative est fortement ancrée dans le mouvement et dans son fonctionnement. Cette préoccupation sous-tend également les actions tournées vers l'extérieur, quoiqu'il soit parfois admis d'adopter des moyens qui dérogent quelque peu au respect des normes morales qui guident les activistes à l'interne. Pour en rester à la démocratie interne, notons que ce type de fonctionnement préfiguratif et résolument horizontal empêche – du moins en théorie, la domination. Les structures et le fonctionnement de la Grève du Climat empêchent l'émergence de chef·fes. Cela implique qu'il est très difficile de prendre le contrôle du mouvement, mais également qu'il est difficile pour le mouvement d'imposer ses idées de manière centralisée, puisqu'aucune structure coercitive n'existe et qu'il n'y a pas de militant·es capables de donner des directives suivies d'effet sans convaincre les autres que l'idée est bonne. Si certain·es activistes considèrent qu'il faut parfois participer aux structures de pouvoir, notamment étatique, la Grève du Climat en tant que mouvement n'aspire pas à prendre le pouvoir – bien qu'un certain nombre de militant·es soient élu·es, et que d'autres, notamment marxistes, pensent qu'il faudrait bel et bien prendre le pouvoir. Mais la Grève du Climat se concentre sur l'élaboration d'une « démocratie réelle » en pratique, notamment au travers de structures ouvertes et les plus horizontales possibles, mais aussi d'assemblées populaires par exemple. Cela ne signifie toutefois pas que les activistes renoncent à pouvoir imposer leurs idées, mais qu'iels estiment généralement qu'il faut pour cela passer par des pratiques démocratiques, inclusives, participatives, directes, horizontales. Dans cette optique, l'horizontalité est à la fois un moyen et une fin. De même pour l'action directe ou le *Do It Yourself* :

> L'action directe devient une stratégie et une tactique qui ne se limite pas à la question d'atteindre des buts particuliers, mais qui concerne aussi le processus au travers duquel cela se produit.[43] [Shukaitis et Graeber 2007 : 179]

La logique préfigurative ne se limite pas à l'application d'un modèle pré-établi. Elle implique – du moins à la Grève du Climat – que les activistes expérimentent la démocratie et divers moyens d'actions. J'utilise le terme « expérimenter » à la fois dans le sens de vivre, d'incarner ces pratiques ; mais également d'essayer, de tester, de tâtonner. Selon un document stratégique, le groupe neuchâtelois estime que la Grève du Climat doit être à la fois « espace d'expérimentation organisationnelle », « espace d'expérimentation de l'action directe », « espace d'apprentissage pratique et idéologique » et

42 "The importance of horizontality, especially within the autonomous strands of the alterglobalization movement, is directly linked to movement actors' assumption of a prefigurative strategy for social change." Ma traduction.

43 Direct action becomes a strategy and tactic that is not just about attaining particular goals, but about the process through which this happens. Ma traduction.

« siège de politiques préfiguratives » [annexe 1]. Cette expérimentation, dans les deux sens du terme, est centrale dans le développement de la Grève du Climat, et reste un objectif de nombreux·ses militant·es plus de quatre ans après le début du mouvement. Elle est censée permettre l'émergence de processus et pratiques le plus en phase possible avec les aspirations horizontalistes du mouvement. L'expérimentation et les éventuels leçons et ajustements qui en résultent concernent des sujets très variés, par exemple des signes de communication non-verbale (croiser les bras en l'air n'est plus un signe utilisé pour signifier un simple désaccord, car il est jugé trop violent en assemblée), les outils électroniques utilisés pour communiquer (le serveur Discord national est inactif depuis plusieurs années, après que de gros efforts aient été réalisés pour le paramétrer), les modes de prise de décision en congrès (malgré que certaines personnes y tenaient fermement, le consensus strict a été abandonné après plusieurs tentatives), les actions réalisées (avec de grosses discussions sur certaines formes de désobéissance civile par exemple…). En marge du mouvement, des formes d'activisme telles que l'occupation de la Place fédérale ou plus encore la ZAD de la Colline permettent d'expérimenter encore plus profondément des formes d'organisation sociale dans cette même logique préfigurative.

La conviction que les structures, les fonctionnements, et dans une certaine mesure les actions de la Grève du Climat doivent respecter certaines valeurs – l'horizontalité, mais aussi des valeurs anti-patriarcales, antiracistes, anti-validistes, etc. – semble être un élément important dans l'identité et la constitution du mouvement. Autrement dit, la logique préfigurative qui fait que les activistes tiennent à ce que les valeurs et les buts qu'iels défendent se manifestent dans leurs pratiques semble être un des fondements idéologiques de la Grève du Climat, probablement aussi important que la lutte pour la neutralité carbone.

La Grève du Climat a-t-elle une idéologie ?

Selon une des très rares études sur la Grève du Climat (menée par l'institut de sociologie de l'université de Bâle), celle-ci est « un mouvement aussi radical qu'exempt de toute idéologie » [Schaupp et al. 2022b : 8]. Si la Grève du Climat ne s'est pas clairement ralliée à un courant politique existant (encore que l'écologisme ou l'écologisme radical puissent en être), un socle idéologique, que j'aborde dans ce mémoire notamment sous les prismes du cosmos [Eliade 1958] et de la culture militante, existe bel et bien. Il me semble pertinent de repartir des analyses de l'équipe de l'université de Bâle, qui explique :

> Les positionnements thématiques et stratégiques sont décidés de manière très pragmatique et les outils utilisés sont souvent fonction de leurs chances de réussite. La plupart des personnes interrogées refusent en revanche les positionnements « par principe ». Le mouvement n'est donc pas idéologique. Le soutien de programmes écosocialistes par exemple ou des réflexions stratégiques dans ce sens formulées par certaines d'entre elles montrent que les théories et débats politiques (surtout à gauche) sont pris en compte au sein de la Grève du Climat. L'importance de la formation d'alliances avec d'autres acteurs et actrices par exemple, comme la grève féministe ou les syndicats, n'est pas seulement instrumentale mais, selon la conception de la Grève du Climat, elle est justifiée en tant que partie solidaire d'un mouvement

global progressif.[44] [Schaupp et al. 2022b : 6]

Cette équipe estime donc que malgré la prise en compte de théories politiques, surtout de gauche, le mouvement ne serait pas idéologique. Effectivement, la Grève du Climat ne se réclame pas d'un courant particulier (même si certaines valeurs centrales font consensus, ou presque). Il me semble tout de même important de relever que ce n'est pas parce qu'une position serait ancrée dans une idéologie établie (marxisme, anarchisme, féminisme radical…) qu'elle ne serait pas pragmatique. Les militant·es de la Grève du Climat qui se réclament du socialisme ou d'un de ses courants ne me semblent pas considérer qu'iels trahissent leurs positions lorsqu'iels envisagent l'utilisation d'un outil en fonction des chances de réussite. Mais effectivement, globalement, « [l]es personnes interrogées acceptent l'hétérogénéité des orientations politiques et des formes d'action ou la considèrent même comme une force » [Schaupp et al. 2022b : 6-7]. Jean, un militant neuchâtelois, estime même que le fait de ne pas être toujours d'accord au sein d'un mouvement n'est pas une mauvaise chose en soi, qu'on n'en est « pas moins potes », et même qu'il serait « toxique » et « malsain » d'avoir une ligne parfaitement partagée par tout le monde. Les personnes qui s'inscrivent dans des courants historiquement organisés (issus surtout du marxisme et de l'anarchisme) sont probablement minoritaires. En effet, malgré un investissement importants de militant·es de la Jeunesse socialiste, puis des Jeunes Vert·es et de solidaritéS (tous trois de gauche et majoritairement anti-capitalistes) fin 2018 et début 2019 au sein du mouvement, celleux-ci devaient partager la place avec quelques anarchistes, quelques membres du Parti vert'libéral (centre-droit), etc., et surtout une immense majorité de personnes parfois peu politisées, souvent primo-militantes, et qui ne s'inscrivaient dans aucun courant clair.

Mais ce n'est pas parce que les militant·es ne se réclament pas toujours d'une idéologie particulière (même si je pense que l'immense majorité se reconnaîtrait vraisemblablement dans les étiquettes « écologiste » et « féministe », et une grande majorité du noyau dur dans l'étiquette « anticapitaliste ») qu'iels ne s'inscrivent pas *de facto* dans une position idéologique. Abondant dans ce sens, le sociologue Colin Robineau écrit que « sans même que les écologistes radicaux ne s'en réclament, le repérage de l'écosocialisme peut à notre sens s'effectuer à partir de l'observation des pratiques concrètes des acteurs, à la fois dans leurs motivations, leurs logiques et leurs finalités » [Robineau 2020 : 58].

L'écosocialisme, c'est-à-dire l'idée d'un modèle politique en rupture non seulement avec le capitalisme et l'État mais également avec les tendances productivistes du socialisme, est en effet largement débattu dans les cercles écologistes, de même que le municipalisme libertaire ou encore le confédéralisme démocratique promu par le mouvement de libération kurde et mis en œuvre dans le nord-ouest syrien. Ces idées imprègnent les conceptions militantes, même sans être nommément évoquées.

44 En allemand, «progressiven Gesamtbewegung» [Schaupp 2022a : 62], qui serait probablement mieux rendu par mouvement global *progressiste*.

Robineau précise :

> des groupes peuvent en effet souscrire aux principes écosocialistes sans pour autant, par exemple pour des raisons stratégiques, employer le terme. Ensuite, la multiplication récente des appellations de l'écologie politique (écoféminisme, écologie populaire, écologie décoloniale, écologie radicale, *deep ecology*, etc.), de même que la diversité de leurs appropriations possibles, rendent difficilement identifiable ce qui relève ou non de l'écosocialisme. Enfin, la notion même d'écosocialisme est susceptible d'être revendiquée par des acteurs (des partis solidement installés dans le champ politique à des petits groupes activistes en passant par les « utopies concrètes ») dont les positions, en particulier dans leur rapport à l'État et au système parlementaire, divergent. Anticapitaliste et partie prenante des mouvements sociaux, le pôle écologiste radical inclut donc l'écosocialisme mais n'y est pas réductible. [Robineau 2020 : 48]

Si Robineau s'intéresse au contexte français, ces réflexions sont probablement encore plus vraies pour la Suisse, où s'ajoutent encore une diversité voire des divisions linguistiques élargissant les cadres de référence des militant·es et la variété des termes utilisés. Pour rester sur l'exemple de l'écosocialisme évoqué par Robineau, ce terme et l'affiliation personnelle ou collective des militant·es la Grève du Climat à ce courant est l'objet de débats internes. Par exemple, à l'occasion d'un forum écosocialiste soutenu et co-organisé par des activistes de la Grève du Climat (à ma connaissance dans les cantons de Zurich et Vaud au moins) fin 2021, une discussion quelque peu houleuse a eu lieu dans les *chats* du groupes de travail chargé de la communication sur les réseaux sociaux francophones. On a ainsi pu y lire ces deux messages d'une militante :

> J'avais pourtant cru comprendre (cf AG vaudoise) qu'on sera tenu à jour quand ces points seront éclaircis/ rien ne sera entrepris en notre nom sans préavis.
>
> Je tiens par la même à rendre attentive sur le nombre de gens à la GdC qui ne savent pas ce qu'est l'écosocialisme (ou en tout cas de en quoi c'est plus pertinent de parler d'écosocialisme plutôt que de socialisme, outre créer une nouvelle étiquette plus hype).

Puis, en réponse :

> [...] c'est vrai qu'il y a un décalage entre tout ce qui s'est tenu hors AG (par ex meeting dédiés sur le 6-7 novembre, la multitude de channels et meetings depuis environ deux mois sur ce sujet, etc.) et ce qui s'est tenu en AG (principalement informatif). Cependant durant l'AG du 29 septembre on avait mis 30-45min avec importance 1 (maximale) pour faire le point là-dessus, c'est certes pas suffisant pour comprendre en profondeur les rouages de la CoP, de ce qui est contenu dans socialisme et ecosocialisme, de pourquoi on pense qu'il y a un décalage, etc. (ces sujets nécessitent des heures de discussion), mais on a quand même discuté dans pas mal de détails de l'idée du weekend et avons fini par voter: "Proposition: La GdC aide à l'organisation de la manif du 6 novembre à Lausanne et soutient la mobilisation ecosocialiste du weekend. 9 pour, 0 contre, 4 abstentions" (cf. PV [avec lien hypertexte vers un document participatif Google Doc])
> J'ai peut-être mal formulé la proposition et le vote pendant l'AG? Je crois que ce qu'on voulait faire ce jour-là c'était valider qu'on puisse aller de l'avant avec l'organisation, y compris invitations de Löwy et Tanuro et autres comme mentionné dans le PV, ainsi que la promotion (notamment via SoMe[45]) qui va avec. […]

45 Réseaux sociaux.

On voit donc qu'une part non négligeable des personnes actives dans le mouvement souhaitent se revendiquer de qualificatifs idéologiques plus précis, mais que cela ne va pas de soi, à la fois pour des raisons d'ignorance d'une partie des activistes (le même argument avait été avancé en congrès national début 2019 pour appeler à ne pas dire explicitement que le mouvement était anticapitaliste, trop de militant·es étant supposément ignorant·es de ce qu'est le capitalisme), mais aussi car l'adhésion à une idéologie ou au mouvement qui la porte ne va pas de soi. La première militante citée ci-dessus écrivait également « je préfèrerai[s] qu'on définisse clairement le degré d'implication et le rôle de la GdC face à cet événement avant de le balancer partout comme notre prochaine mobilisation nationale ». Les militant·es neuchâtelois·es avaient également discuté de l'événement en question lors de leur réunion mensuelle précédente, et n'étaient pas très favorables à se revendiquer de l'éco-socialisme. D'une part pour des questions de communication. Mais aussi car, au-delà du terme qui unit les mots « écologiste » et « socialisme » dont les militant·es du noyau dur de la Grève du Climat Neuchâtel se revendiquent plus ou moins, ce mot évoque un certain courant politique qui l'a popularisé, ancré dans des organisations de tradition trotskiste [Morel Darleux 2020]. Ne pas revendiquer de termes trop précis permet d'éviter des conflits et de revendiquer une unité basée sur des pratiques, des actions et des valeurs plus englobantes (écologisme, féminisme, anticapitalisme, éventuellement décroissance, mais pas socialisme, anarchisme, marxisme, communisme) tout en permettant aux individus de s'inscrire personnellement dans une idéologie plus claire ou précise.

Au niveau individuel également, certain·es activistes qui pourraient s'inscrire dans un courant idéologique clair sont réticent·es à le faire, même lorsqu'iels militent activement. Parfois, c'est par manque d'intérêt pour des étiquettes trop précises. D'autres fois, c'est parce qu'iels ont l'impression de ne pas connaître assez tel ou tel courant. Cela n'est évidemment pas propre à la Grève du Climat. Lors d'un *focus group* avec des zadistes de la Colline[46], l'un·e d'entre elleux nous a dit que les étiquettes étaient importantes, et que l'étiquette « décroissante » lui donnait beaucoup d'entrain, intellectuel et pratique. L'étiquette « féministe » était également importante. Mais iel relevait qu'iel ne l'utiliserait pas forcément dans tous les contextes (par exemple dans le contexte zapatiste, où, selon ellui, le terme féminisme a une connotation négative, associée à des mouvements opposés au zapatisme). L'identification à un courant particulier répond à des enjeux contextuels, stratégiques et tactiques. Un·e autre zadiste nous a indiqué s'intéresser à l'anarchisme, mais ne pas encore s'en réclamer, voulant d'abord tester et voir si cela lui convient. Le *focus group* a aussi mis en évidence une certaine appréhension à l'idée d'adopter une étiquette particulière, car cela rattache forcément à une histoire. La peur d'être « arrêté à ça, d'être bloqué·e » par une étiquette, de ne pas pouvoir aller plus loin, peut donc expliquer, en plus de manœuvres tactiques, la réticence de nombreux·ses militant·es à s'inscrire dans un courant établi.

46 Réalisé avec Anaïs Gaggero, et ayant abouti à une série de posters [Augsburger et al. 2021].

Cela ne signifie pas pour autant forcément un manque d'intérêt ou une réticence de principe. Les militant·es anarchistes ou marxistes n'hésitent pas à diffuser leurs idées à l'interne, à porter des signes distinctifs (badges, T-shirts…), à amener leurs publications en congrès (comme le Chat déchaîné, organe de la Fédération Libertaire des Montagnes, des brochures de Lotta, une organisation communiste bâloise, ou du Mouvement pour le Socialisme, de tradition trotskiste), à adopter des références idéologiques explicites dans le groupe national d'échanges de mèmes (des images humoristiques) ou à inclure le visage de Karl Marx dans une présentation PowerPoint projetée lors du congrès de novembre 2022. De plus, les militant·es s'intéressent aux courants politiques établis, à leur histoire, à leurs idées, et souhaitent souvent en apprendre davantage. C'est par exemple le cas d'Amanda, un·e militant·e neuchâtelois·e de 18 ans qui, à l'occasion d'un repas de Noël du groupe cantonal de la Grève du Climat en décembre 2022, a demandé des recommandations de lecture pour s'initier à l'anarchisme, ou de nombreux·ses activistes qui s'intéressent à la révolution en Syrie du Nord-Est et au Kurdistan, et au confédéralisme démocratique supposé central dans cette révolution. Cela confirme « que les théories et débats politiques (surtout à gauche) sont pris en compte au sein de la Grève du Climat » [Schaupp et al. 2022 : 6], sans pour autant que le mouvement semble s'orienter vers un courant idéologique pré-établi précis.

La personne lisant ces lignes aura peut-être remarqué que j'ai utilisé les termes « idéologie », « courant organisé » et d'autres encore de manière plus ou moins interchangeable, et que le terme « courant organisé » peut désigner à la fois un courant d'idée et un mouvement politique. C'est peut-être un angle mort de l'étude menée au sein de l'institut de sociologie de l'université de Bâle. En effet, l'anarchisme, le marxisme-léninisme, le trotskisme, le syndicalisme révolutionnaire, l'écologie radicale, le féminisme décolonial etc. ne sont pas que des corpus intellectuels, mais aussi des courants politiques façonnés par des moyens d'action, des formes d'organisation, des rapports entre eux, des conflits pratiques. Si l'on considère qu'on ne peut pas séparer une idéologie politique et son application, il faut alors considérer que la Grève du Climat a bel et bien une idéologie. D'une part, car son « cosmos », comme nous le verrons plus loin, s'est stabilisé autour de valeurs centrales, mais surtout parce que les militant·es de ce mouvement partagent des pratiques communes qui sont au centre d'une idéologie qui est, je pense, en train de se constituer en courant politique de plus en plus clair, et qui repose sur la démocratie participative, le D*o It Yourself*, l'horizontalité et l'idée que les structures et actions de la Grève du Climat doivent préfigurer le monde que veulent les activistes. En ce sens, « la pratique démocratique qu'iels ont développée *est* leur idéologie »[47] [Graeber 2009 : 11]. Notons que dans les courants mieux définis idéologiquement, les pratiques (ou certaines d'entre elles) font aussi partie de l'idéologie, même lorsque les militant·es ne mettent pas ce point en avant. Cet élément est toutefois exacerbé à la Grève du Climat et dans d'autres mouvements qui insistent sur l'importance des éléments préfiguratifs dans leur lutte, car il n'est pas vu uniquement comme un enjeu tournant autour

47 "the democratic practice they've developed *is* their ideology". Ma traduction.

de l'efficacité de l'organisation ou du mouvement, mais également comme un élément-clé du monde que les activistes veulent bâtir[48].

Le fonctionnement-même de ce genre de mouvement est crucial pour les activistes, non seulement par rapport à son efficacité, mais aussi pour sa capacité à respecter les valeurs qui leur sont chères. En ce sens, l'idéologie de la Grève du Climat ne se décèle pas seulement dans ses positions publiques, ses moyens d'action ou ses références explicites à des courants politiques organisés, mais aussi et peut-être surtout dans son organisation interne.

L'occupation de la Place fédérale : un brouillage de la limite entre fonctionnement interne et actions publiques

Pour les militant·es, il n'y a pas de limite nette entre l'organisation interne et les actions tournées vers l'extérieur, et iels s'efforcent me semble-t-il dans leur majorité (avec un succès mitigé) de ne pas créer de limite nette entre membres et non-membres du mouvement (à l'exception notamment d'une tentative vaudoise, qui ne s'est pas pérennisée), de manière à encourager un maximum de participation. Cette absence de limite nette se voit notamment dans l'organisation d'assemblées populaires, la création de groupes locaux pour la Grève pour l'Avenir ou encore, nous le verrons, dans l'occupation de la Place fédérale en septembre 2020. Cette logique d'ouverture et de participation est présente depuis le début du mouvement (et l'était probablement encore plus qu'aujourd'hui). Le mouvement s'est construit de manière décentralisée, sans direction ou coordination claire. Ainsi, toute personne intéressée à organiser les premières grèves étudiantes était *de facto* partie prenante de la Grève du Climat (qui était appelée Grève pour le Climat début 2019 dans le canton de Neuchâtel). À l'issue de la première manifestation neuchâteloise, le 18 janvier 2019, un espace de discussion a été constitué près du Château. Des participant·es, dont la plupart n'avait pas pris une part active à l'organisation de la manifestation ni de la grève étudiante, se sont assis·es en cercle et ont échangé sur les suites à donner à la mobilisation. Les assemblées générales étaient (et sont toujours, tout comme les autres réunions) ouvertes à toute personne intéressée. En 2019, dans le canton de Neuchâtel, un nombre assez important de personnes y participaient sans pour autant s'engager dans la gestion courante du mouvement. De même, les actions ont souvent été rejointes sporadiquement par des personnes intéressées, que ce soit pour répondre à un tous-ménages de l'UDC (un parti d'extrême-droite qui s'est attaqué début 2019 à l'écologisme) ; distribuer des invendus alimentaires et récolter des déchets devant une grande surface avant de les remettre à ladite grande surface ; tracter à La Chaux-de-Fonds lors du *Black Friday* 2021 avec la Grève pour l'Avenir ; préparer à manger…

En fait, l'organisation de la Grève du Climat, qui n'a pas d'appareil, peu de spécialisation des tâches

48 Là encore, ce n'est pas inédit. On retrouve le même type de logique chez les syndicalistes révolutionnaires, qui affirmaient en 1906 avec la motion connue désormais sous le nom de Charte d'Amiens que « le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale » [CGT 1907 : 170-171].

et se veut généralement largement ouverte, brouille les limites entre les aspects internes et externes, et entre les actions et le fonctionnement du mouvement. Autrement dit, la sphère publique[49] de la Grève du Climat, regroupant les actions destinés aux non-membres du mouvement, incorpore de nombreux éléments relevant de la sphère interne, c'est-à-dire du fonctionnement de la Grève du Climat. En effet, si « la quête démocratique est de plus en plus présente dans les mouvements sociaux, non seulement comme une revendication, mais comme un enjeu et une finalité structurelle » [Legault 2019 : 32], l'inverse est également vrai : les actions menées doivent refléter l'idéal démocratique et horizontal du mouvement. Dès 2019, le codex d'action adopté en congrès national prévoyait que « [t]outes les actions doivent véhiculer la diversité et l'ouverture » [annexe 2]. Le codex d'action de la Grève pour l'Avenir, rédigé par des militant·es de la Grève du Climat en vue de la journée d'action du 21 mai 2021, prévoit que « [n]ous nous organisons de manière solidaire, décentralisée et autant que possible sans hiérarchies » [annexe 3], mêlant ce point à des recommandations sur le déroulement des actions elles-mêmes. On voit ainsi que pour nombre d'activistes, la manière de s'organiser n'est pas indépendante des actions publiques. La logique préfigurative présidant à certaines actions implique que les activistes s'efforcent – du moins théoriquement – de modeler la sphère publique du mouvement sur un modèle proche de la sphère interne. Dans les faits, il est fréquent que le noyau dur des activistes organise des actions de manière précise et durant un processus relativement confidentiel, de manière à pouvoir en contrôler le déroulement, mais tout de même au travers de réunions ouvertes et consignées par écrit, à l'exception de quelques événements où une « culture de sécurité » impose d'agir plus discrètement.

L'occupation de la Place fédérale en septembre 2020 par la coalition Debout pour le Changement (*Rise up for Change*), abordée en ouverture de ce chapitre, constitue un exemple frappant de l'importance, pour les militant·es, des aspects préfiguratifs et de l'horizontalité jusqu'au cœur des actions, et de l'extension des logiques de la sphère interne (fonctionnement interne) à la sphère publique (la manifestation elle-même). Voyons ce petit récit de la dernière réunion sur la place, à laquelle j'ai participé, qui a pris place quelques heures avant l'évacuation[50]:

> Le calme est revenu. La pluie a cessé, le vent est retombé. On se retrouve sous la grande tente. Tout le monde est trempé. L'averse a été violente, il n'y a plus de vêtements secs. On n'avait pas anticipé un orage aussi fort. Maintenant, il faut décider de ce qu'on va faire. L'ambiance est particulière. Les bloqueurs et bloqueuses ne pourront peut-être pas tenir bien longtemps dans leurs habits gorgés d'eau. Les tentes elles-mêmes sont humides.
>
> Sous la tente, les délégué·es sont graves, fatigué·es. Une modération se met rapidement en place, spontanément et sans opposition. Une camarade s'improvise interprète. D'autres interviennent quand elle bute sur un mot.
>
> On évoque d'abord les problèmes. Le froid, la fatigue se font sentir. Certaines personnes suggèrent de bloquer la route immédiatement, pour forcer l'évacuation et en finir rapidement. D'autres pensent qu'on peut tenir la Place fédérale jusqu'au matin.
>
> On discute rapidement, tout le monde sent qu'il n'est plus l'heure des longs débats. Les mains s'agitent pour marquer l'accord ou le désaccord avec les idées exprimées. Les interventions sont

49 J'emprunte cette notion à Ealham 2021.

50 J'ai écrit ce passage en février 2021 dans le cadre d'un cours de méthodologie, puis l'ai publié sur le blog de la Grève du Climat Neuchâtel. Je l'ai très légèrement remanié pour ce mémoire.

> courtes, sans fioritures. Les délégué·es retournent sonder leur groupe d'affinité. On se réunit une dernière fois. Pour trancher, on finit par se placer, physiquement, sur un axe, pour que chacun et chacune puisse visualiser où se situent les autres. Les militantes et militants sont bien plus nombreux d'un côté de la tente que de l'autre. On retourne vers nos groupes, on cherche un peu de repos. On tiendra le plus longtemps possible.

L'occupation avait été organisée de manière relativement discrète, par des groupes où l'entrée se faisait largement par cooptation, du moins pour l'occupation elle-même (il y avait par exemple un petit groupe dédié à l'organisation d'un potager, qui pouvait être rejoint facilement). L'objectif de la semaine d'action n'avait pas été divulgué à l'avance. Le jour précédent l'occupation, une formation à la désobéissance civile et au déplacement collectif avait eu lieu à la Reitschule (un centre autonome), avant une dernière plénière qui ne laissait en fait pas vraiment de place à la discussion. Une partie des activistes a dormi sur place. D'autres se sont réparti·es en différents lieux, de manière discrète et selon une logique de cooptation : les militant·es d'Extinction Rebellion étaient regroupé·es dans certains lieux, un *Finger* (littéralement un doigt, terme utilisé pour désigner un groupe; plusieurs doigts forment un poing) de la Grève du Climat dormait ailleurs. J'ai moi-même appris où je dormirais le soir-même, de la bouche d'un militant de la Grève du Climat qui avait annoncé un prétexte quelconque pour que les activistes de la Grève du Climat viennent le voir. Mais dès l'arrivée sur la place, l'*orga-team* (équipe d'organisation) s'est effacée – à l'exception des personnes chargées du contact avec la police, dépourvues de pouvoir décisionnel) pour laisser la place à une auto-organisation, comme décrit plus haut. Cette auto-organisation, sans comité permanent, avec des décisions prises en assemblée, n'était pas qu'un moyen d'organiser efficacement l'action tout en minimisant les risques de répression ciblée (étant donné qu'il n'y avait pas d'organisateurices à cibler), mais faisant pleinement partie du message de l'action. Si l'occupation visait à se faire entendre des parlementaires en session, des médias et de la population, elle visait aussi à mettre en application les principes chers aux activistes, et à partager connaissances et savoir-faire. Les ateliers, discussions et assemblées décisionnelles étaient des éléments centraux de l'action, l'illustration des principes horizontalistes des écologistes présent·es, l'affirmation que Debout pour le Changement était en réalité bien plus démocratique – selon les activistes – que le fonctionnement des Chambres fédérales qui se réunissaient à quelques pas de là. Une banderole tendue sur une des structures installées par les militant·es laissait à lire (en anglais, ma traduction) : « Démocratie : démocratie participative ; inclusion cohérente des découvertes scientifiques dans les processus décisionnels démocratiques afin d'assurer des politiques durables ; transparence ». Ces principes, chers aux activistes lorsqu'il s'agit du fonctionnement de leurs organisations et mouvements, sont aussi une des bases des revendications, qui ont pu, à cette occasion, être mises en pratique sur la place publique (littéralement) dans une logique d'ouverture (n'importe qui pouvait participer aux ateliers, discussions et même assemblées décisionnelles). On peut considérer « l'assemblée comme le message en lui-même »[51] [Graeber 2013b : 22]. L'action n'avait de sens que parce que les valeurs

51 "assembly as the message itself". Ma traduction.

démocratiques portées par la coalition Debout pour le Changement ont pu être mises en œuvre, jusqu'à la fin, quand il a été décidé de tenir le plus longtemps possible sur la Place fédérale (notons tout de même qu'il était convenu qu'il n'y aurait pas de résistance active aux arrestations, et que la question n'a jamais été discutée lors de l'occupation elle-même), et de manière publique.

Se passer des institutions officielles ou peser sur elles

L'occupation de la Place fédérale a été à la fois un moyen de déployer une démocratie au goût des activistes y ayant participé et d'interpeller les Chambres fédérales. Autrement dit, elle a permis de mettre en pratique les valeurs défendues par les militant·es tout en s'adressant tout de même à une institution pourtant largement discréditée dans les rangs de la Grève du Climat, d'Extinction Rebellion, de BreakFree et des autres mouvements présents. Le rôle d'interpellation et de pression sur les Chambres peut être considéré comme une limite de cette occupation, tout comme elle constitue une limite des grèves étudiantes et des manifestations. En effet, son succès repose sur la capacité à convaincre un parlement et un gouvernement qu'on dénonce. Cet argument, ainsi que les expériences de désobéissance civile menées par des activistes de la Grève du Climat Vaud notamment (réprimées assez sévèrement, bien que des acquittements aient été prononcés en 2021 et 2022), expliquent probablement une certaine méfiance voire une franche désapprobation de la part de la majorité du noyau dur romand de la Grève du Climat[52] (alors qu'Extinction Rebellion a fortement mobilisé dans la partie francophone du pays).

Cette « démocratie d'interpellation » [Balazard et Gonthier 2022] présuppose de travailler avec les institutions plutôt que de s'en passer. Notons que cela est également valable pour les motions populaires déposées par les groupes neuchâtelois et fribourgeois de la Grève du Climat ou le soutien à des initiatives populaires. Cela pourrait même être étendu à la Grève pour l'Avenir (dont le but est de construire une grève générale), qui est un mouvement d'opposition et de pression sur l'État et le patronat, mais qui, malgré certains discours, présuppose là encore l'existence desdits État et patronat.

Les activistes vont parfois plus loin que la simple interpellation, appelant à une démocratie plus directe, plus participative, passant notamment par des assemblées populaires[53]. Le politiste Loïc Blondiaux se demande, faisant écho à l'analyse de Graeber évoquée plus haut, « comment un régime institutionnel (la représentation) qui exclut la participation des citoyens à l'exercice du pouvoir en est venu à être désigné par un terme (la démocratie) dont le sens étymologique aussi bien que l'interprétation classique impliquent au contraire cette participation ? » [Colliot-Thelene 1998, cité par

52 Personnellement, j'étais assez peu convaincu par cette action Debout pour le Changement, et mes réserves quant à l'efficacité de l'interpellation des autorités demeurent. Toutefois, après avoir participé au début de l'occupation, j'ai été séduit par l'organisation démocratique qui s'est déployée, ce qui a participé à me convaincre de revenir le jour suivant (après une journée de cours).

53 Extinction Rebellion parle plus volontiers d'assemblées citoyennes. À la Grève du Climat, le terme « citoyen » a été écarté, car il évoque les institutions étatiques, qui excluent largement celleux qui n'ont pas la citoyenneté suisse.

Blondiaux 2007 : 120]. Pour lui, la démocratie ne peut être, par nature, que participative. Il s'appuie également sur la notion de « démocratie délibérative » qui « renvoie à un idéal de gouvernement dans lequel la légitimité d'une décision repose, au-delà de l'élection, sur l'existence d'une discussion préalable, à laquelle devraient pouvoir participer tous ceux que la décision concerne » [Blondiaux 2007 : 120]. Si l'on peut considérer, comme Blondiaux, que la « démocratie participative » implique des processus pensés « non pas comme des substituts mais comme des compléments aux institutions représentatives classiques » [Blondiaux 2007 : 121], autrement dit qu'elle désigne « l'ensemble des procédures, instruments et dispositifs qui favorisent l'implication directe des citoyens dans le gouvernement des affaires publiques » [Rui 2013], certain·es activistes aimeraient aller plus loin et construire un système politique alternatif, totalement hors du régime représentatif.

Cette tension entre actions visant à peser sur les autorités (manifestations, grèves étudiantes, désobéissance civile, motions populaires, initiatives populaires, lobbying auprès des élu·es, peut-être à terme assemblées populaires institutionnalisées…), à les contraindre (désobéissance civile, Grève pour l'Avenir, voire motions et initiatives) et à s'en passer (assemblées populaires, pratiques quotidiennes au sein de la Grève du Climat, expériences telles que l'occupation de la Place fédérale, la ZAD de la Colline, les marchés gratuits lors du Black Friday…) peuvent toutefois s'inscrire dans un cadre cohérent, comme le montre David Graeber qui explique dans un chapitre sur l'action directe qu'

> une stratégie révolutionnaire basée sur l'action directe peut réussir uniquement si les principes d'action directe sont institutionnalisés. Les bulles temporaires d'autonomie doivent peu à peu devenir des communautés libres permanentes. Toutefois, afin d'y arriver, ces communautés ne peuvent exister en isolement complet ; elles ne peuvent pas non plus adopter une relation purement conflictuelle avec tout le monde en-dehors d'elles. Elles doivent, d'une manière ou d'une autre, entrer en relation avec les systèmes économiques, sociaux et politiques plus larges qui les entourent.[54] [Graeber 2009 : 210]

L'action extra- voire anti-institutionnelle, la construction d'un mouvement de grèves et le recours à l'action directe séduisent (au moins théoriquement) de plus en plus les activistes de la Grève du Climat. Dans son mémoire, Chloé Divernois rapporte :

> D.V.[55] rappelle ainsi que « la conclusion à laquelle on [la Grève du Climat] est arrivé collectivement c'est qu'aucune institution va faire les choses à notre place ». [Divernois 2023 : 31]

Elle poursuit :

> Globalement, bien que beaucoup relèvent l'insuffisance du droit, certains évoquent même une méfiance

54 "A revolutionary strategy based on direct action can only succeed if the principles of direct action become institutionalized. Temporary bubbles of autonomy must gradually turn into permanent, free communities. However, in order to do so, those communities cannot exist in total isolation; neither can they have a purely confrontational relation with everyone around them. They have to have some way to engage with larger economic, social, or political systems that surround them." Ma traduction.

55 Actif dans le canton de Vaud.

> envers lui. En effet, le droit est considéré comme étant à double tranchant comme l'explique L.C.[56] : « si on commence à dire qu'on applique le droit, ça veut dire qu'on accepte les autres règles sur comment on manifeste, sur ce qu'on a le droit de revendiquer ». En effet, si les manifestants se basent sur le droit, cela les restreint dans un certain sens : « si on dit que le problème n'est pas la loi ou tel élu, mais globalement comme le système politique fonctionne, cela nous donne la liberté de construire autre chose ». Les activistes pour le climat sont donc méfiant-e-s face au droit car celui-ci est à double tranchant et possède son lot de contraintes. Ainsi, ils ne considèrent pas le droit comme étant un absolu. Q.N.[57] relève qu'« on se donne le droit d'outrepasser le droit ». Il donne l'exemple des manifestations : « Officiellement, on doit déposer un avis de manifestation, mais on ne le fait pas nécessairement ». Q.N. ajoute que le droit est en quelque sorte dépossédant : « Quand on demande des droits, on demande à quelqu'un d'autre de nous accorder quelque chose, il y a un peu un côté dépossédant ». Le droit joue ainsi ce double rôle, comme étant à la fois ressource et contrainte. Cependant, pour beaucoup d'activistes, le droit reste un élément assez secondaire qui se retrouve en toile de fond de leurs revendications. [Divernois 2023 : 31]

Les activistes de la Grève du Climat ne boudent pas pour autant la politique institutionnelle. On peut considérer que « les jeunes activistes pour le climat reconnaissent le droit de manière implicite car il est une ressource ; mais ils restent sceptiques face à sa pertinence dans la lutte actuelle » [Divernois 2023 : 32], de même pour les institutions politiques officielles. Dans cette optique, des militant·es neuchâtelois·es ont invité en décembre 2022 les député·es du canton à une présentation du mouvement suivie d'un apéritif. Le but principal était de créer des liens avec les élu·es, afin de porter la voix de la Grève du Climat au sein du parlement, mais aussi de pouvoir travailler à des actions communes en-dehors de la politique institutionnelle. Les militant·es estiment en effet, comme iels l'ont écrit dans leur présentation, à la fois que « la politique institutionnelle est structurellement incapable de faire face à la crise climatique et écologique » et qu'il y a une « volonté de se distancier des actions politiciennes », tout en considérant qu'« [o]n ne peut pas ignorer la politique institutionnelle », d'où le recours à des motions populaires, à des référendums et initiatives, d'où également la participation à la consultation du plan climat cantonal neuchâtelois. Il a aussi été relevé que le mouvement comptait et avait compté un certain nombre d'élu·es. Dans la discussion ayant suivi la présentation, il a également été souligné que si les activistes de la Grève du Climat se montrent majoritairement très critiques (du moins dans le canton de Neuchâtel) concernant la politique institutionnelle, iels votent toustes (excepté·es les mineur·es).

Les actions extra-institutionnelles (par exemple les manifestations de rue) ne sont pas nécessairement réalisées en opposition à la politique institutionnelle. Au contraire, en Suisse, « à la politique des urnes s'est ajoutée la "politique de la rue" comme moyen communément accepté et légitime d'agir en politique » [Giugni 2019 : 8], en influençant les autorités ou l'opinion publique (ce qui peut avoir un effet sur les résultats des votations populaires). Il ne faut donc pas déduire qu'une personne participant à un défilé ou à une grève étudiante, ou même clamant *"this is what democracy looks like"* en occupant la Place fédérale, s'oppose forcément au système politique en place. La Grève du Climat Neuchâtel défend par exemple une vision stratégique qui contient le passage suivant :

56 Actif dans le canton de Neuchâtel.
57 Actif dans le canton de Fribourg.

> La Grève du Climat a permis d'élargir nos imaginaires politiques et de dépasser une vision de la politique qui ne passerait que par des institutions et processus officiels, intégrés à l'appareil étatique. Nous devons veiller à garder cette indépendance face aux institutions et aux organisations politiques qui basent leur action avant tout dans ces institutions [annexe 1]

L'action hors des institutions officielles n'implique pas que les individus ne s'investissent pas institutionnellement. Cette vision répond d'abord à la volonté d'être un espace où « tout le monde » (du moins, toutes les personnes partageant une vision écologiste, démocratique, féministe…) peut se retrouver et collaborer, et de permettre un lien entre organisations. La stratégie cantonale neuchâteloise estime que

> [c]e lien est notamment permis par le caractère extra-institutionnel du mouvement, qui le place en-dehors des querelles électoralistes. Une grande variété d'acteurices politiques peuvent se sentir à leur place au sein de la Grève du Climat, qui est un mouvement ouvert et démocratique, et dont les pratiques peuvent être appropriées par des personnes qui proviennent de milieux politiques divers [annexe 1]

Cette vision répond aussi au fait que les militant·es considèrent qu'on ne peut pas se passer de la politique institutionnelle. Le recours à des outils institutionnels permet selon elleux d'obtenir des améliorations concrètes immédiates. Si la tension entre autonomie par rapport à la politique institutionnelle et recours aux outils officiels subsiste (et me semble être de plus en plus explicitement discutée à l'interne), le recours à des actions variées et une certaine prudence quant aux discours portant sur la politique institutionnelle permet de se livrer à une double besogne, pour reprendre un mot célèbre du syndicalisme révolutionnaire, c'est-à-dire de lutter pour des améliorations immédiates (quitte à participer au système en place) tout en préparant un monde différent (par des actions contre les institutions étatiques, capitalistes et productivistes, mais aussi par les éléments préfiguratifs mis en place par les activistes). S'il n'est pas question ici de déterminer si les logiques et pratiques adoptées par la Grève du Climat sont efficaces, il convient de relever que la multiplication des types d'action s'insère dans un cadre relativement cohérent, soutenu par l'idée que la politique institutionnelle n'est pas vraiment démocratique – ou du moins pas assez – et que la Grève du Climat est, elle, démocratique. Le rapport aux institutions n'est par contre pas forcément homogène ni explicite. L'unité du mouvement sur cette question me semble tenir à un certain flou entretenu sur le rapport aux institutions, flou qui permet de réunir des personnalités différentes et d'avancer collectivement.

Les militant·es de la Grève du Climat semblent penser très majoritairement que le mouvement est encore loin de ses objectifs, et qu'il pourrait être amélioré. Cette limitation n'est pas accueillie de la même manière par tout le monde. Certaines personnes, notamment dans le canton de Neuchâtel, estiment que la Grève du Climat ne doit pas être le seul acteur du changement qu'elles revendiquent, et que d'autres organisations sont nécessaires. Pour le groupe neuchâtelois, la Grève du Climat est une composante parmi d'autre du mouvement écologiste, et est et doit rester tout à la fois une « porte d'entrée vers le militantisme », un « facteur de radicalisation », le « siège de politiques préfiguratives »,

un « espace d'expérimentation organisationnelle », d'« expérimentation de l'action directe », d'« apprentissage pratique et idéologique », un « espace extra-institutionnel » et un « lien entre organisations et mouvements » [annexe 1]. D'autres travaillent – ou ont travaillé – plutôt à la transformation du mouvement pour le rendre plus efficace en passant par une formalisation plus importante du mouvement. Une connaissance alors active dans le canton de Vaud m'a confié souhaiter transformer le mouvement en une organisation de cadres, c'est-à-dire avec un appareil bien défini et permanent[58]. D'autres encore se sont éloigné·es du mouvement, que ce soit pour rejoindre Extinction Rebellion et se consacrer à la désobéissance civile (au début du mouvement), pour s'engager dans des partis politiques, pour fonder ou rejoindre la plateforme vaudoise Ag!ssons, pour s'investir dans les mouvements squatteur et zadiste (surtout après la ZAD de la Colline)… Une de ces personnes, actives en 2019 à Fribourg, estime par exemple que la Grève du Climat avait plutôt un rôle de lanceuse d'alerte que de changement concret (lors de discussions informelles en 2022, elle a par contre estimé que la Grève du Climat faisait désormais des « trucs stylés »).

Le renforcement du mouvement passe par la volonté d'intensifier les actions, par la construction d'une grève générale au travers de la Grève pour l'Avenir, par le recours à des actions de désobéissance civile (notamment des blocages), mais aussi par l'amélioration des processus internes, la transmission d'informations, le partage de connaissances et de savoir-faire, des efforts pour inclure au mieux chaque personne, ou encore des tentatives de réformer la structure de la Grève du Climat.

2.3 Empêcher la domination

Les militant·es de la Grève du Climat tiennent explicitement à éviter la formation de hiérarchies, tiennent fortement à leur idéal démocratique (même s'il est souvent peu défini, et parfois très hétérogène d'une personne à l'autre) et font de l'horizontalité un principe cardinal de leur militantisme.

Les structures, processus et pratiques du mouvement empêchent, consciemment ou non, que quiconque puisse en prendre le contrôle – du moins au moment de la réalisation de ce mémoire. Lutter contre l'émergence d'une direction du mouvement répond à une volonté démocratique interne, allant généralement de pair avec l'idée qu'un mouvement démocratique est plus inventif et plus résilient. Il permet également de faire face, dans une certaine mesure, à la pression de la répression étatique. Saul Alinsky, sociologue et militant, rappelle dans ses conseils tactiques aux militant·es que « si une organisation permet que la responsabilité soit diffusée et distribuée dans un certain nombre de

58 Il me semble que ce type de proposition, et de manière générale les souhaits de centralisation et de formalisation du mouvement, émanent surtout de personnes influencées par des idées marxistes. Toutefois, les individus se revendiquant clairement d'un courant politique précis n'étant de loin pas majoritaires dans ce mouvement, je ne suis pas en mesure d'affirmer que c'est effectivement le cas. Et si, au sein de la Grève du Climat, il semble que les anarchistes s'opposent globalement à ce genre de logique, ce n'est pas le cas de la Grève pour l'Avenir, où des anarcho-syndicalistes de la Freie Arbeiter*innen Union souhaitent, fin 2022, début 2023, formaliser, clarifier et fixer des processus prévoyant clairement comment prendre les décisions au niveau national, dans une démarche dénoncée par d'autres comme trop centralisatrice.

domaines, l'attaque devient impossible »[59] [Alinsky 2009 : 257]. Si Alinsky parle du choix et de la définition des cibles par les militant·es, la même logique peut être adoptée en miroir par les mouvements sociaux. S'il n'y a pas de dirigeant·es dans un mouvement, il est impossible de les cibler, de prendre leur place ou de les forcer à prendre des décisions qui feraient du tort au mouvement. Cela fait écho à un slogan très utilisé dans une partie de la gauche révolutionnaire : se rendre ingouvernable. Si ces trois mots me semblent assez bien résumer l'ambiance générale à la Grève du Climat, un détour par les analyses wéberiennes permettra d'éclairer un peu mieux mes observations et entretiens, et de présenter les processus et pratiques permettant de se rendre effectivement ingouvernable.

Pour Max Weber, la domination est la « chance pour un ordre de rencontrer une docilité » [Weber 1995 : 95], « la chance de trouver des personnes déterminables prêtes à obéir à un ordre de contenu déterminé » [Weber 2013 : 46], la « possibilité de contraindre d'autres personnes à infléchir leur comportement en fonction de sa propre volonté » [Weber 2013 : 44], ou, plus crûment, le « pouvoir autoritaire de donner des ordres » [Weber 2013 : 49]. Dans ce sens-là, il est évident que la domination n'existe pas à la Grève du Climat : personne ne tente de donner des ordres, et si c'était le cas, personne n'y obéirait. Mais si la domination n'existe pas, pour reprendre des termes wéberiens, en tant que type pur, cela ne signifie pas que la question de la domination ne se pose pas à la Grève du Climat. Notons que le terme « domination » est souvent utilisé pour parler de domination de genre, ou d'autres types d'inégalités qui ne constituent pas des dominations au sens que je retiens ici. Au moins deux types de domination au sens wéberien – et de hiérarchisation qui peuvent y être associés – sont à considérer : la domination bureaucratique et, surtout, la domination charismatique.

2.3.1 La Grève du Climat bureaucratisée ?

On peut considérer que de larges pans du mouvement adoptent un registre que la socio-linguiste Him-Aquili pourrait appeler horizontal-formaliste [Him-Aquili 2020b : 14]. La situation à la Grève du Climat est semblable à celle des assemblées générales (AG) qu'elle a étudiées en France :

> la mise en place d'un ordre interactionnel formalisé est importante pour les participants à ces AG dans le sens où cela marque une volonté de mettre en place des rapports sociaux égalitaires. La formalisation des AG s'impose donc pour ces militants comme le meilleur moyen, voire le seul moyen, de gérer la contradiction repérée initialement entre principe antiautoritaire et émergence de rapports de pouvoir en situation. On peut dès lors parler de registre horizontal-formaliste, dans le sens où un répertoire de formes, composé ici d'une distribution de statuts métainteractionnels et d'un contrôle exercé sur l'accès à la parole des participants, est doté d'une valeur, celle précisément d'horizontalité ou d'antiautoritarisme. [Him-Aquili 2020b : 14]

Le mouvement produit pléthore de documents écrits. Les ordres du jour, procès-verbaux et autres messages récapitulatifs s'accumulent. Les réunions sont, dans le cas neuchâtelois comme dans la plupart des groupes de travail nationaux, assez codifiées, avec des rôles et processus récurrents. À tous

59 "If an organization permits responsibility to be diffused and distributed in a number of areas, attack becomes impossible." Ma traduction.

les niveaux, il y a en général une personne ou plusieurs chargées de la modération des réunions. Le groupe cantonal neuchâtelois s'efforce d'avoir une réunion par mois au moins. Au sein d'un inter-collectifs initié par la Grève du Climat, nombreux·ses sont les militant·es à considérer que la Grève du Climat est sérieuse et efficace au niveau de l'organisation interne. Il arrive que des militant·es estiment que le fonctionnement du mouvement est bureaucratique. Toutefois, en termes wéberiens, le mouvement n'a rien d'une organisation bureaucratisée. Je développe tout de même cette question, car elle permet de mettre en évidence des stratégies, conscientes ou non, qui empêchent une domination bureaucratique d'émerger. Cette domination bureaucratique ne peut exister que si une bureaucratie, c'est-à-dire une administration ayant une capacité d'agir relativement indépendante, se forme. Une bureaucratie est en effet « un outil qui permet de passer d'un "agir communautaire" à un "agir sociétisé" selon un mode d'organisation rationnel » [Weber 2013 : 100]. Concrètement, il faut qu'un appareil fonctionne de manière autonome par rapport aux personnes ou structures censées prendre les décisions, selon des règles formelles. Weber remarque également que de telles bureaucraties adoptent des fonctionnements secrets [Weber 2013 : 106 sqq.]. Dans leur quête d'horizontalité, les militant·es de la Grève du Climat ont adopté des fonctionnements ne permettant pas qu'un tel appareil autonome se développe.

Tout d'abord, il n'y a pas administration indépendante des organes décisionnels. Contrairement par exemple à un État où les organes législatif et exécutif et l'administration sont trois corps distincts (et où, comme Weber le souligne, l'administration continue à fonctionner même en cas de changement de gouvernement), les militant·es de la Grève du Climat connaissent une division du travail presque nulle, quoique quelques exceptions existent, par exemple dans la gestion des serveurs informatiques assurée par un nombre très restreint de personnes qui sont le seules à avoir les capacités pour le faire (et, parfois, pas assurée du tout, ce qui pose problème). Ainsi, les tâches administratives sont réalisées par les mêmes personnes qui prennent les décisions de fond.

Ensuite, le secret existe extrêmement peu (ce qui ne signifie pas que les transferts d'informations soient, du point de vue des militant·es, optimal). Il peut exister volontairement pour des questions de sécurité, par exemple pour l'occupation de la Place fédérale à la fin 2020 ou des actions liées à la ZAD de la Colline. Il peut également exister quand quelques personnes centralisent trop d'informations sans les rendre disponibles aux autres, mais à ma connaissance, cela est rare et résulte d'une mauvaise communication plutôt que d'une volonté de cacher des choses aux autres militant·es. Dès le début de l'année 2019, il a été décidé lors d'un congrès national que la transparence serait l'une des valeurs centrales du mouvement. Pour la mettre en œuvre, un des outils principaux est probablement l'ordre du jour/procès-verbal participatif, stocké sur un *drive* (serveur) accessible à toustes les participant·es au mouvement. Après les réunions, qui sont ouvertes à tout le monde, il est fréquent d'envoyer un message récapitulatif dans les *chats* Telegram pertinents. C'est d'ailleurs une tâche fréquemment

décidée lors de la réunion elle-même et explicitement attribuée à une personne chargée de l'écrire[60]. Dans le canton de Neuchâtel, le fait d'avoir une réunion mensuelle participe aussi de cet effort. En effet, une personne qui se rend à l'une de ces réunions[61] peut se mettre à jour sur l'état de la Grève du Climat, au moins au niveau neuchâtelois. Les réunions mensuelles neuchâteloises comportent en effet une partie importante vouée à informer les autres militant·es sur l'actualité du mouvement. Il n'y a donc pas besoin de participer aux réunions éventuelles de groupes de travail pour rester à jour. De manière générale, les activistes s'efforcent de rendre les informations non seulement accessibles au plus grand nombre, mais également de leur donner une forme pratique. Des messages récapitulatifs, un wiki, des tutoriels vidéos, des discussions formelles et informelles, des documents écrits variés et d'autres moyens encore sont mis en œuvre afin d'assurer la transparence, sauf lorsque des raisons de sécurité le dictent. Une exception notable a toutefois existé dans le cadre du référendum contre la Loi CO_2[62], lorsqu'un groupe semi-clandestin de militant·es favorables au référendum a été créé afin d'éviter que le processus en cours, légitime selon les pro-référendums, soit saboté par des personnes opposées au référendum et qui remettaient la légitimité de la décision de lancer un référendum en question, voire la niaient frontalement. Ce groupe a été créé après un congrès national lors duquel un document stratégique prévoyant que la Grève du Climat lance un référendum contre la Loi CO_2 a été formellement accepté. Il a existé quelques semaines seulement. Il a en fait surtout servi à organiser une réunion nationale en ligne, dont le but était avant tout de discuter et de mettre les choses à plat. Même lors de situations conflictuelles, il semble donc que la règle soit de respecter le principe de transparence, et même plus, d'activement transmettre les informations jugées pertinentes aux autres activistes. Cette transparence et ce transfert actif d'informations permettent d'éviter la création de hiérarchies. Ce qui est valable pour les informations l'est aussi pour les connaissances pratiques. Comme le disait une zadiste du Mormont, il s'agit de « passer le savoir-faire pour alimenter l'horizontalité » [Augsburger et al. 2021]. L'anthropologue David Graeber souligne que dans les groupes égalitaires, l'information tend à être une ressource limitante et que les hiérarchies se développent parce que « certaines personnes ont les moyens de savoir ce qu'il se passe, alors que d'autres non »[63] [Graeber 2013b : 222]. Ces personnes en sachant plus que les autres sont généralement celles qui peuvent concrètement agir et peser sur le développement du mouvement. Pour garantir l'horizontalité et éviter l'autonomisation d'une bureaucratie, il faut égaliser les possibilités de participation, et donc égaliser le niveau d'informations disponibles pour chaque participant·e.

L'importance de l'écrit et des décisions formelles est aussi à relativiser. S'il existe par exemple un codex d'action, peu de personnes ayant rejoint la Grève du Climat après sa rédaction l'ont

60 Dans les faits, il arrive que ce soit finalement une autre personne qui rédige et envoie ce message récapitulatif.

61 Ou, théoriquement, qui lit le procès-verbal. Mais je montre dans le chapitre 2.6.2 que ce n'est pas toujours si simple.

62 La loi fédérale sur la réduction des émissions de CO_2 a été rejetée dans les urnes en juin 2021. Son but était de limiter les émissions de gaz à effet de serre. Une partie de la Grève du Climat et de la gauche radicale l'a combattue, la jugeant socialement injuste et écologiquement contre-productive.

63 "[…] some people have ways of finding what's happening that others do not". Ma traduction.

effectivement lu, y compris les personnes connaissant son existence. D'ailleurs, suite à ce constat, en partie lié à l'élaboration de ce mémoire, un « guide pour nouvelleaux » incluant ce codex a été rédigé pour le groupe cantonal neuchâtelois. Si les appels décisionnels nationaux, les réunions de groupes régionaux ou de groupes de travail et les congrès nationaux ont abouti à de nombreuses décisions formelles, elles sont appliquées avec souplesse. Le mouvement s'organise plutôt autour de grands principes (la transparence, le transfert d'information, la participation du plus grand nombre…) que de décisions formelles sur un mode juridique. Si l'idée d'une sorte de constitution ou de recueil de règles et valeurs de base du mouvement surgit régulièrement, par exemple lors du congrès de juin 2022, elle n'a jamais été concrétisée. Si des listes et recueils de décisions sont régulièrement créées, ils sont rarement tenus à jour, et peu de monde les lit. Il semble également qu'il soit rare que les groupes régionaux discutent de manière systématiques les décisions prises au niveau national. De plus, de nombreuses décisions concernent des groupes de travail dédiés à un thème ou une action, et ne constituent pas vraiment des règles de base du mouvement. Ces règles de base (du moins les règles formelles) semblent peu nombreuses : codex d'action, codex de solidarité avec les activistes d'autres mouvements, écriture inclusive, autonomie des groupes régionaux, transparence. Elles me semblent être largement intégrées par les militant·es, souvent de manière inconsciente, et semble-t-il le plus souvent sans savoir que ces principes ont fait l'objet de décisions formelles.

Il existe toutefois une forme de tradition orale-écrite qui fait référence à des décisions formelles consignées par écrit. La relation du mouvement à ces écrits est complexe. D'une part, même si cela n'est pas conscient, il y a une tendance à ne pas trop se focaliser sur ces écrits (procès-verbaux, consignations de décisions prises en congrès, codex…). Cela permet d'entretenir un flou légitimant des pratiques souples et mouvantes, ce qui peut aussi permettre d'éviter qu'un groupe maîtrisant mieux que les autres les documents devenus ainsi officiels dominent le mouvement. L'anthropologue James C. Scott explique dans son livre sur les groupes non-étatisés d'Asie du Sud-Est que l'absence d'écriture est un phénomène répandu dans des groupes ayant longtemps échappé aux processus d'étatisation, et qu'elle permet de ménager des marges de manœuvre à même d'élaborer des solutions souples et *ad hoc* lorsque la situation change [Scott 2019 : 406-438]. Toutefois, comme Weber le souligne, « l'adaptation des *hommes* au respect des normes et des règles habituelles se perpétue indépendamment des formulaires administratifs » [Weber 2013 : 102] et les activistes suivent *de facto* des principes même s'iels ne se réfèrent pas explicitement aux documents les consignant. Si les décisions formelles et écrites sont parfois ignorées, elles peuvent revêtir une certaine importance, et il arrive des militant·es s'y réfèrent explicitement afin de cadrer des discussions ou des actions, emportant ainsi des décisions non par des arguments relatifs à une situation précise, mais par l'appel au respect d'une décision passée considérée comme légitime et contraignante. Mais de manière générale, l'écrit à la Grève du Climat permet surtout d'augmenter la transparence et le transfert d'information, et donc de réduire les chances de voire apparaître des hiérarchies ou des bureaucraties ; et non pas de constituer des recueils de règles

à suivre.

Nous pouvons conclure que les processus, pratiques et valeurs au centre du fonctionnement interne de la Grève du Climat n'ont pas engendré l'apparition d'une domination bureaucratique. Il n'y a dans ce mouvement pas de domination par l'organisation, ni « maîtres »[64], ni « appareil » à leur service, et donc pas de « dominés » au sens wéberien du terme [Weber 2013 : 58]. Cela n'exclut toutefois pas des rapports de pouvoir parfois conflictuels, ni le fait que certaines personnes puissent avoir un ascendant sur d'autres. C'est pourquoi je traite aussi d'un second type de domination au sens wéberien, la domination charismatique [Weber 2013 : 269 sqq.].

2.3.2 Le charisme au sein de la Grève du Climat

Il est très clair, à la fois dans les faits et dans les représentations de nombreux·ses militant·es de la Grève du Climat, que certain·es activistes ont une plus grande influence que d'autres sur le mouvement.

Alors qu'une structure bureaucratique est stable, et relève d'une « configuration quotidienne » [Weber 2013 : 269], la domination charismatique, elle, repose sur une influence personnelle, et connaît moins de règles formelles et fixes. Weber explique :

> Par opposition à toute forme d'organisation administrative bureaucratique, la structure charismatique ignore tout mode ou toute procédure réglés d'embauche ou de licenciement, toute grille de « carrière » ou d'« avancement », tout « salaire » et toute régulation de la formation professionnelle ou des ses assistants ; elle ne connaît pas non plus d'instance de contrôle ou de recrutement, ni de divisions en secteurs administratifs, ni de définition de compétences objectives exclusives ; enfin, elle ne dispose pas non plus d'institutions permanentes dont l'existence à la façon des « autorités » bureaucratiques, ne dépendrait pas de ce charisme purement personnel. [Weber 2013 : 271]

Alors que « pour les fonctionnaires bureaucratiques, le principe est que la validité des ordres concrètement donnés dépend d'une "compétence" particulière attestée par une "règle" » [Weber 2013 : 122], l'existence d'une domination charismatique devrait permettre de passer outre une règle. Dans le cadre de la Grève du Climat, où il n'y a pas de domination au sens de « chance pour un ordre de rencontrer une docilité » [Weber 1995 : 95], cette notion de charisme peut toutefois être étendue. Si le charisme joue un rôle important, on peut s'attendre non seulement à ce que la personne porteuse d'un tel charisme puisse influencer de manière importante les processus décisionnels sans se référer à des règles fixes, mais aussi à ce qu'elle puisse outrepasser une règle censée exister dans des assemblées où les activistes adoptent un registre « horizontal-formaliste » [Him-Aquili 2020b : 14]. Dans son type pur (qui nous permet de monter en abstraction dans cette analyse, même s'il n'existe jamais vraiment) « le charisme n'est pas une formation institutionnelle permanente » [Weber 2013 : 273], et « [d]ans son essence, le statut de l'autorité charismatique est par suite spécifiquement instable » [Weber 2013 : 274],

64 En allemand, *Herren*, c'est-à-dire les personnes prenant formellement les décisions de fond (par exemple un gouvernement).

il « ne connaît d'autre "légitimité" que celle d'une puissance personnelle sans cesse confirmée. Le héros charismatique ne tire pas son autorité de règlements ni de statuts […] et cette autorité ne procède pas non plus […] de la coutume traditionnelle ni d'un engagement féodal de fidélité » [Weber 2013 : 274]. Autrement dit, la personne porteuse de charisme doit faire la preuve de ses qualités, et les activistes qui la suivent doivent aller bien, comme le dit Weber, ou, plutôt, penser aller bien (c'est-à-dire continuer à faire confiance ou croire en la personne porteuse de charisme).

Précisons toutefois que Weber explique également que le charisme peut devenir « une qualité objective qui peut être transmise par certains moyens » [Weber 2013 : 315]. En l'absence de structure stable et étendue existant sur une longue période, le seul moyen de transmettre ce charisme à la Grève du Climat serait, me semble-t-il, qu'une personne particulièrement charismatique légitime une tierce personne qui lui serait proche, au point que les autres militant·es traitent cette tierce personne comme si elle était elle-même charismatique. Ni les données produites pour ce mémoire, ni mon expérience militante ne laissent penser que ce soit le cas.

Le charisme dépend d'une « puissance personnelle ». Dans des cas extrêmes, cette puissance peut mener à une domination presque totale sur des individus. Prenant l'exemple du très hiérarchisé Democratic Workers Party dans les années 1970 aux États-Unis, la sociologue et ex-membre dudit parti Janja Lalich explique :

> Autant qu'iels les aiment, les membres craignent leurs leaders à cause du pouvoir qu'iels exercent sur la vie des membres. […] Le sens du devoir du ou de la membre se partage l'espace avec la culpabilité […]. Se sentant tenu·es par le poids du devoir et obligé·es, les membres se retrouvent à participer à des activités qui, dans d'autres circonstances, auraient potentiellement violé un code éthique personnel. Le ou la leader est maintenant le ou la seul·e arbitre moral·e. [...] Au travers de l'autorité charismatique, le ou la membre en est venu·e à s'identifier à la ou au leader.[65] [Lalich 2009 : 126-127]

Dans ce parti marxiste-léniniste, il y avait certes des structures formelles, mais elles dépendaient d'un charisme personnel, lié à une des fondatrices du parti. Cette fondatrice avait réussi à modeler toute l'organisation autour d'elle, décidant non seulement des orientations tactiques mais aussi des valeurs morales du groupe. Ce genre de dynamique est absente de la Grève du Climat (bien qu'il arrive qu'une ou quelques personnes arrivent à provoquer des changements conséquents). J'ai pris cet exemple afin de contraster la situation du Democratic Workers Party avec celle de la Grève du Climat. Les militant·es de cette dernière ne s'identifient pas à un·e ou des leaders au point de leur déléguer le règlement de questions éthiques. De plus, les personnes pouvant être considérées comme leaders ne cherchent généralement pas à imposer une ligne particulière par des techniques manipulatives. Celles-ci

65 "As much as members love their leaders, so do they fear them because of the power they hold over the members' lives. [...]The member's sense of duty shares space with guilt […]. Feeling duty-bound and obligated, members find themselves participating in activities that in other circumstances may have violated a personal ethical code. The leader is now the only moral arbiter. […] Through charismatic authority, the member has come to identify with the leader." Ma traduction.

se révéleraient d'ailleurs probablement largement inefficaces, étant donné qu'il n'existe pas de réel moyen de coercition au sein du mouvement, et que les autres activistes ne se sentiraient pas obligé·es de soutenir la position d'une personne prenant le contrôle du mouvement ou d'un de ses groupes. Sans compter que l'absence de centralisation du mouvement permettrait difficilement de contrôler entièrement un groupe, comme cela peut être le cas dans une organisation fortement centralisée. Lorsque je parle d'éléments charismatiques dans le cadre de la Grève du Climat, cela ne signifie pas une domination effective en termes wéberiens, mais une déviation par rapport à l'idéal horizontal que j'ai formulé comme la *tendance à l'égalisation des possibilités de participation, à la participation effective du plus grand nombre aux décisions, ainsi qu'à la possibilité pour le plus grand nombre d'initier des actions et d'y participer*.

La domination charismatique en termes wéberiens, ou des cas comme celui décrit par Lalich, n'existent pas au sein du mouvement. Mais des éléments pouvant potentiellement mener à une telle domination existent. C'est d'ailleurs une préoccupation de nombre d'activistes. Cela ne signifie pas que ces activistes considèrent que la Grève du Climat n'a rien d'horizontal, mais cela signifie qu'iels estiment qu'il y a une marge d'amélioration. Cela reste en phase avec la présentation de l'horizontalité comme « un processus continu qui défie la centralisation du pouvoir pour atteindre une égalité entre acteurices aussi grande que possible »[66] [Maeckelbergh 2011b : 2]. Empêcher la domination, notamment charismatique, est une tâche sans fin.

Le charisme n'est toutefois pas le seul facteur qui explique l'influence différenciée des militant·es. Le fait de pouvoir ou vouloir investir plus de temps ou d'énergie dans le mouvement explique également en partie les différences observées. Pour y voir plus clair, partons d'une anecdote tirée de l'un des entretiens réalisés pour mon mémoire.

Lors de l'entretien que j'ai mené avec elle, Lucia, qui en 2019 faisait partie du noyau dur du groupe de la Grève du Climat au lycée Blaise-Cendrars, à La Chaux-de-Fonds, est revenue sur les débuts du mouvement. Un petit groupe, formé autour d'amitiés pré-existantes, s'est constitué fin 2018, début 2019. Le 30 décembre 2018, quelques lycéennes se sont rendues à Berne pour la première réunion nationale de ce qui allait alors s'appeler la Grève du Climat (ou, pour un temps, Grève pour le Climat dans le canton de Neuchâtel). Avec un ex-lycéen de La Chaux-de-Fonds (qui était alors étudiant à Lausanne, et qui allait faire partie du noyau dur de la Grève du Climat dans le canton de Vaud), elles ont monté un groupe très actif au lycée. Plus tard, alors que l'ex-lycéen (qui se trouve aussi être un de mes amis) a cessé de s'impliquer pour le groupe chaux-de-fonnier, j'ai en quelque sorte pris sa place, selon Lucia. En effet, il semble selon cet entretien que j'ai eu un effet important sur ce groupe, motivant les lycéennes, notamment parce que j'avais l'air de savoir quoi faire. Lucia développe :

66 "a continuous process of challenging the centralization of power to attain as much equality as possible between actors". Ma traduction.

> Eric avait pas mal suivi au début, parce qu'on lui avait dit « nous on n'a aucune expérience » donc il avait dit « je peux vous aider pour certains trucs », et après toi t'es arrivé, donc… […] Ouais, toi, t'as lancé le truc.

Rebondissant sur ma réaction surprise, elle poursuit :

> Nous, ça nous a renforcé vachement, parce que nous, on n'avait aucune idée, et toi t'as pris des responsabilités qui nous ont vraiment genre aidé de fou. Tu savais pas ça ? […] On était hyper contentes d'avoir Robin […] maintenant on peut faire des trucs sérieux. Typiquement, le premier truc qu'on avait eu avec les journalistes, c'était n'importe quoi.

Suit ma réponse :

> Moi je me rappelle surtout que j'étais arrivé en retard, que j'avais pas fait la moitié du boulot que j'étais censé faire.

Cette brève anecdote met en valeur deux aspects importants du militantisme à la Grève du Climat. Tout d'abord, elle montre que même dans des groupes relativement grands et très actifs (comme l'était celui du lycée Blaise-Cendrars en 2019), quelques personnalités jouent un rôle majeur (dont, en l'occurrence, deux personnalités qui n'étaient plus au lycée). C'est une problématique largement mise en évidence par mes observations. D'un point de vue militant, c'est également un problème dont je m'étais rendu compte depuis 2019. J'ai d'ailleurs souvent fait remarquer que plusieurs militant·es faisaient un travail admirable et important et qu'iels devraient oser agir sans attendre l'aval d'autres activistes. Plusieurs militant·es actif·ves dans le canton de Neuchâtel ont toutefois dit et répété, en entretien mais aussi lors de réunions et interactions n'ayant rien à voir avec mon mémoire, qu'iels ne se sentaient pas légitimes. Coralie explique :

> Je me sentais hyper illégitime de faire cette présentation de la Grève du Climat. Parce que du coup ça faisait genre quelques mois que j'étais re-dedans. […] J'ai conscience que c'est un sentiment d'illégitimité un peu… Enfin ce sentiment est de toute façon pas forcément fondé. Si j'y réfléchis rationnellement ça a pas de sens. Mais sur le moment voilà, quoi.

Puis :

> Je galère tellement à faire ces trucs […] c'est des trucs qui demandent énormément d'efforts et que j'ai l'impression que je les fais pas bien. Alors que c'est pas forcément le cas. Mais c'est juste que ça me stresse beaucoup de les faire et du coup ça prend beaucoup de place dans ma tête.

Cet état de fait confère à certaines personnes qui osent plus que les autres (qui osent trancher entre plusieurs propositions, faire des propositions ou prendre la parole en public) un certain charisme, ces personnes faisant montre d'une « puissance personnelle » pour reprendre les termes de Weber.

Mais l'entretien avec Lucia a également dévoilé un aspect dont je n'étais jusqu'alors pas conscient. Il

semble que j'ai joué pour le groupe du lycée chaux-de-fonnier un rôle d'inspirateur, voire de modèle. Je ne m'étais jamais vraiment vu comme ça (même si je me suis souvent efforcé de ne pas devenir un modèle, craignant que cela inhibe l'activité des autres militant·es et que cela ne nuise à l'aspect démocratique et horizontal du mouvement). J'ai l'impression qu'à l'université, où j'ai rapidement tenu un rôle central, les autres mettaient plutôt en avant mon engagement important, une ténacité voire un certain courage. J'imagine que ces personnes, souvent elles-mêmes déjà actives politiquement (au sens large) et dans des associations me voyaient comme un égal, qui faisait certes beaucoup. Mais il semble donc que pour certaines personnes, j'ai plutôt servi de modèle. Cette vision explique peut-être pourquoi quelques individus ont plus de poids. Lors de mes entretiens, lorsque j'ai demandé qui prenaient les décisions, plusieurs types de réponses ont émergé. Certaines personnes ont commencé par dire que tout le monde décidait ensemble. D'autres que celleux qui décidaient étaient surtout les personnes qui étaient les plus actives, ou qui faisaient les propositions. D'autres ont commencé par citer mon nom[67], ou les noms d'un groupe restreint de personnes (qui a varié durant la période qu'a prise mon mémoire). Notons, pour reprendre l'anecdote avec Lucia, que l'admiration et l'encouragement étaient réciproques. Les personnes ayant le plus de poids sont probablement celles qui à la fois sont reconnues comme capables dans de nombreux domaines, et qui osent se lancer, proposer des choses, agir sans se faire prier. Cette catégorie de personnes ne correspond toutefois pas, du moins dans le groupe neuchâtelois, à celles que les activistes considèrent légitimes à adopter des comportements plus actifs, voire plus cavaliers – en fait, dans le groupe neuchâtelois, toutes les personnes actives durant la réalisation de mon mémoire ainsi que la quasi-totalité des personnes gravitant autour de la Grève du Climat sont considérées comme légitimes et encouragées à se lancer. Cela n'empêche pas que certaines personnes soient plus écoutées. Par exemple, Louisa relève que si elle ne sait pas quoi voter en congrès national, elle va probablement voter comme une ou deux personnes du groupe neuchâtelois.

S'il est évident d'après mes observations que dans le canton de Neuchâtel certaines personnes ont plus de poids que d'autres, cette anecdote montre que le sentiment d'illégitimité de certain·es activistes face aux décisions à prendre, et surtout aux propositions à faire, vient en partie du fait que certaines personnes sont vues comme plus capables que d'autres[68]. Les raisons derrière cela peuvent notamment être liées à l'âge ou au genre, comme cela ressort fortement de mes entretiens. Notons que si je parle de sentiment, c'est que d'après mes observations et mon expérience, les autres militant·es estiment que ces personnes sont en fait tout à fait légitimes, dans l'immense majorité des cas. Lucia, active dès le début du mouvement, estime qu'il aurait probablement fallu essayer d'intégrer tout le monde, mais que c'est compliqué et demande du temps. Elle relève aussi que ne pas prendre trop d'initiatives présente aussi un côté « confort », tant dans les positions les plus actives que les plus passives. Elle relève toutefois

67 Probablement parce que c'est moi qui menais l'entretien. Mais en creusant, la plupart de mes interlocuteurices actif·ves dans le groupe neuchâtelois ont estimé que j'avais effectivement un poids important au sein du groupe cantonal.

68 En-dehors du groupe neuchâtelois, d'autres dynamiques sont à l'œuvre, n'ayant pas toujours trait aux capacités supposées des personnes concernées.

également que tout le monde avait la possibilité de poser des questions et d'agir, et que personne n'avait, selon ses termes, plus de pouvoir. Mais certaines personnes avaient plus d'impact. Ce dernier constat ressort toujours de mes observations tant dans le groupe neuchâtelois que dans les groupes inter-régionaux, au début 2023. Manon relevait en entretien qu'il est possible dans chaque région de nommer quelques figures marquantes et centrales.

Au niveau national, quelques personnes ont un poids très important. Cela explique que de nombreux·ses militant·es romand·es, notamment du canton de Vaud ont souvent parlé « du national » en considérant que ce « national » était formé d'un petit groupe de personnes, relativement bien identifiées[69]. Si ce poids supplémentaire n'est pas formalisé (à part peut-être un temps à Fribourg, et dans une moindre mesure dans le canton de Vaud) il est bien réel et ressenti par beaucoup de militant·es. Par exemple, lors de la première réunion nationale (congrès) à laquelle iel a participé, Sam a bien senti que lors des plénières, l'avis de certaines personnes était mieux pris en compte. Ainsi, des modifications de processus décisionnels (pourtant déjà lancés) ont été mises en place sur demande d'une personne sans légitimité formelle particulière, alors que l'avis d'autres militant·es avait été ignoré. Ce congrès a été particulièrement tendu en raison des débats autour d'un référendum contre la Loi CO_2. Irène estime qu'elle a été témoin de techniques de manipulation flagrantes durant ce processus. Elle relève que dans une ambiance confuse où la plupart des gens ne comprenait pas ce qui se passait, certaines personnes ne voulaient pas respecter le résultat des votes. Cela a énervé Irène, d'autant plus qu'elle-même aurait accepté des décisions avec lesquelles elle n'était pas d'accord. Si ce congrès me semble être un cas assez particulier et rare à la Grève du Climat, cela n'empêche pas Lucia de remarquer que durant une certaine période, vers le début de la pandémie de covid-19, on voyait une différence entre les « vieux » et les « nouveaux «, particulièrement lors des réunions nationales, où les « vieux » étaient comme « chez eux » contrairement aux autres. Les différences d'influence s'expliquent tout à la fois par un certain charisme – qui va plus ou moins de pair avec le fait d'oser faire des propositions et réaliser des actions – par le temps et l'énergie consacrés au mouvement, mais aussi par la maîtrise des codes, une connaissance fine du fonctionnement de la Grève du Climat… Dans certains cas, l'accès aux outils informatiques, aux locaux, au matériel ou le fait d'être connu par des journalistes ou par des acteurices politiques compte aussi, indépendamment des volontés de remises en cause de processus.

Certaines personnes acquièrent un poids plus important que d'autres au sein de la Grève du Climat. Mais les volontés instrumentales visant à tirer parti de cette différence de poids sont probablement rares et ont une influence concrète faible sur les décisions prises, notamment grâce à des processus permettant de lisser ces différences de poids. Mes observations au niveau neuchâtelois, mais aussi en

69 À titre militant, je me suis souvent opposé à cette vision, arguant que « le national » n'existait pas vraiment, mais était constitué d'une multitude de groupes de travail dont certains totalement autonomes des personnes visées. J'ai aussi souvent rappelé que certain·es militant·es vaudois·es faisaient précisément partie des figures importantes au niveau national.

congrès national et dans d'autres situations, montrent plutôt que lorsque des individus se savent influents, ils s'efforcent de faire participer au mieux les autres. C'est aussi une volonté collective. Elle s'exprime par exemple par le recours à des tours de parole, qui facilitent la prise de parole par chacun·e, y compris les personnes les plus timides. Il est fréquent que lors d'une réunion, une personne (formellement chargée du rôle de modération ou non) demande aux militant·es qui n'ont pas parlé, ou se sont peu exprimé·es, s'iels souhaitent donner leur avis, ce qui aboutit souvent à une prise de parole par les personnes concernées. Le recours à des groupes de discussion réduits permet aussi à certaines personnes peu à l'aise en public de faire part de leur avis plus facilement, même s'il est parfois souligné que lorsque l'on passe de ces petits groupes à la réunion plénière, on perd de nombreuses informations. Le recours à des gestes de la main pour indiquer, toustes en même temps, un avis positif ou négatif permet également de réaliser des « prises de température » et de savoir si l'avis des personnes s'exprimant le plus est vraiment majoritaire.

D'une manière générale, la formation de hiérarchies informelles est une préoccupation constante de nombreux·ses militant·es, qui luttent contre l'apparition de telles hiérarchies, par exemple *via* une discussion sur l'opuscule *La Tyrannie de l'absence de structure* [Freeman 2017] en congrès, par l'attribution de rôles formels par tirage au sort dans le canton de Vaud, par la création d'un bureau élu dans le canton de Fribourg, ou, au contraire, par la formalisation d'une certaine informalité dans le canton de Neuchâtel. La question de l'apparition de hiérarchies informelles, souvent charismatiques mais aussi fondées sur un accès inégal à l'information, est à nuancer. Tout d'abord, cela ne semble pas gêner tout le monde. C'est le cas de Camille, qui m'expliquait en décembre 2020 :

> Ben au sein de la Grève du Climat, en fait pour moi au début, y avait une espèce d'innocence, un truc un peu où tout le monde est arrivé déjà très jeune, aussi. Très très très jeune, entre 14 ans, 13 ans… On s'est retrouvé avec… voilà. Et ça, ça initié un espèce de… une hiérarchie qui était basique et très déstructurée. Je pense quelque chose d'hyper naïf en mode bon… un peu comme si on voulait attraper une étoile et qu'on était tous partis avec notre attrape-papillons. Et ça, évidemment que ça change, c'est normal. À ça, on y a gentiment ajouté un chemin pour aller attraper l'étoile. Et petit à petit, y a des gens qui sont ressortis, des têtes du mouvement. Des gens qui ont besoin d'exprimer notamment leur pouvoir, leur puissance par le mouvement. Et c'est génial, moi je suis pas du tout contre ça. Parce qu'en fait, tant que ça se renouvelle, tant qu'il y a des gens qui viennent, qui partent… Ben là notamment ces derniers temps, y a beaucoup eu Eliana qui est sortie… Y a… Voilà, tout le temps des têtes du mouvement qui changent. C'est organique, ça marche comme ça. Et pour moi au sein de la Grève du Climat la démocratie évolue comme ça, je pense, un peu vers quelque chose de plus mature.

L'apparition d'une certaine hiérarchisation ne signifie pas forcément la fin de la démocratie au sein du mouvement, les « têtes du mouvement » étant nombreuses et se contre-balançant[70]. Les militant·es ont mis en place de nombreux outils et processus pour limiter l'apparition de figures charismatiques et de hiérarchies. De plus, le charisme lui-même peut avoir une portée révolutionnaire, à même de répondre aux besoins ou envies de changement des activistes :

70 La situation a cependant peut-être évolué depuis décembre 2020, et cette personne n'étant plus active à la Grève du Climat, je ne sais pas si elle penserait toujours cela.

> Le charisme pour Weber joue un rôle essentiel dans le changement politique : « il transforme toutes les valeurs et brise toutes les normes traditionnelles et rationnelles ». Le charisme est donc assez important pour que Weber affirme qu'il « est bel et bien la force révolutionnaire spécifiquement créative de l'histoire. »[71] [Shukaitis 2005 : 8]

Plus important encore, le charisme peut être ne pas être attaché à un individu en particulier, mais à une action collective :

> Que ce soit dans les piquets argentins de pneus brûlés, dans les actions directes des black blocs masqués de Seattle, ou dans les pink blocs qui dansent de manière insurrectionnelle et colorée en agitant des plumes, il y a un glissement dans l'investissement d'une énergie symbolique et d'une résonance non pas dans un individu particulier, mais dans les processus et espaces sociaux crées au travers d'actes de résistance. Cela va fortement à l'encontre de la notion wéberienne traditionnelle du charisme, où il est attaché à un individu particulier et ensuite routinisé sous une forme ou une autre.[72] [Shukaitis 2005 : 9]

En plus des questions structurelles, les activistes de la Grève du Climat s'efforcent surtout – et consciemment – d'empêcher la domination charismatique en transmettant savoirs et savoir-faire, en formalisant certains processus, en modérant les réunions, en développant une forme de « culture de discussion » ou encore en s'efforçant d'assurer une grande transparence. Mais iels l'empêchent (ou l'évitent) également en ayant plusieurs « têtes du mouvement » qui s'équilibrent et en attachant l'attrait charismatique non pas à un individu mais à des situations et manières d'agir.

Les activistes neuchâtelois·es estiment dans l'ensemble que les décisions sont prises toustes ensemble. Néanmoins, quand une personne propose quelque chose, c'est presque toujours accepté, on peut donc dire que la personne qui fait une proposition décide, comme me le disait Manon en avril 2022. Elle ajoutait toutefois que lorsqu'une personne a des réticences, cette personne décide, étant donné qu'elle bloque la décision. On peut voir cela comme un veto informel – quoique d'après mes observations dans le canton de Neuchâtel et quelques discussions collectives à ce sujet, il semble que les autres militant·es soient généralement convaincu·es par les réticences avancées. Les décisions sont donc prises collectivement, mais sans vote et au consensus (à l'exception du soutien au référendum contre la Loi CO_2, qui avait été mis au vote). Manon m'a d'ailleurs confié, durant l'entretien, qu'elle se rendait compte en m'expliquant le fonctionnement de divers groupes de travail auxquelles elle avait participé, que de nombreuses décisions étaient prises, alors qu'elle n'en avait pas forcément l'impression. En effet, la plupart des décisions ne font pas l'objet d'un vote ou d'une autre formalité de ce style. L'ambiance consensuelle évoquée n'a pas empêché Manon mais également d'autres activistes

71 Charisma for Weber plays an integral role in political change: "it transforms all values and breaks all traditional and rational norms." Charisma is thus important enough that Weber declares that it "is indeed the specifically creative revolutionary force of history." Ma traduction.

72 Whether in the Argentinean tire burning piquetes, the direct actions of masked black blocs from Seattle to Prague, or in the colorfully insurrectionary dancing and feather duster-waving pink blocs, there is a shift in investing a symbolic energy and resonance not in a particular individual, but in the social processes and spaces that are created through acts of resistance. This is sharply opposed to the traditional Weber-ian notion of charisma, where it is attached to a particular individual and then routinized in some form. Ma traduction.

de considérer que l'avis de certain·es (dont le mien) avaient probablement un poids plus grand que celui des autres.

La structure et le fonctionnement de la Grève du Climat ont empêché la formation d'une domination au sens wéberien du terme. Cela se fait toutefois au prix d'efforts constants. De plus, cela n'empêche pas les inégalités et les rapports de pouvoir. Nous pouvons à ce stade élargir à nouveau notre perspective et considérer que la domination est plus large que « la chance de trouver des personnes déterminables prêtes à obéir à un ordre de contenu déterminé » [Weber 2013 : 46]. Une optique plus foucaldienne nous permet d'aller plus loin que la perspective wéberienne :

> Nous pouvons appréhender la domination comme la concentration de pouvoir sur un certain point dans un système. Une part du système, ou un point dans le système – l'être humain, un parti, un État, un homme ou une institution quelconque – crée un cadre de sens qui, s'il n'est pas accepté, peut être accueilli par de l'exclusion et/ou une agression. La domination signifie de dénier à d'autres parties de la société le pouvoir d'agir, partiellement ou entièrement, ou de les en priver de force et, ce faisant, en faire des objets.[73] [Nûjiyan 2020 : 57]

Dans ce sens plus large, il est évident que le fonctionnement de la Grève du Climat ne satisfait pas et ne satisfera jamais totalement aux valeurs d'égalité prônées par les activistes. La lutte contre la domination devient donc une tâche sans fin – ce que nombre de militant·es assument, à la Grève du Climat et ailleurs, comme par exemple cet·te zadiste qui explique :

> Quelles que soient les luttes qu'on mène, on va jamais vraiment arriver à une destination où tout sera parfait, je pense qu'on va jamais pouvoir arriver à un modèle de société où on pourra s'asseoir et se dire ah, c'était du bon travail, maintenant y a tout qui fonctionne. […] Et puis même ces milieux dans lesquels je crois tellement, y a encore tellement de choses problématiques, de dynamiques de domination qui se reproduisent, qui se calent sur celles du monde qu'on essaie de combattre. [Ultraviolet.t 2021]

L'horizontalité relève donc bien dans cette optique d'« un processus continu qui défie la centralisation du pouvoir pour atteindre une égalité entre acteurices aussi grande que possible »[74] [Maeckelbergh 2011b : 2].

2.4 Une activité bouillonnante

Les activités des militant·es comportent des manifestations, des conférences, des interventions médiatiques, mais aussi la rédaction de publications pour les réseaux sociaux ou de communiqués de presse, des formations internes, la confection de banderoles ou de *piñatas*, des visites de chantier, du

73 This way we can grasp dominance as a concentration of power at a certain point within a system. A part of, or a point of the system – the human being, a party, a state, a man or any institution – creates a frame of meaning, which, if not accepted, might be answered with exclusion and/or aggression. Dominance means to deny to other parts of the society the power to act, partly or as a whole, or to take it from them by force and, by this, make them objects […]. Ma traduction.

74 "a continuous process of challenging the centralization of power to attain as much equality as possible between actors". Ma traduction.

tractage, de l'affichage, la participation à de nombreuses réunions en présentiel ou en ligne, le soutien à d'autres mouvements, des récoltes de signatures, des blocages… Cette activité repose surtout sur un nombre assez restreint d'activistes, qui en assument la charge mentale et l'essentiel de la réalisation.

L'activité importante de la Grève du Climat est ouvertement abordée par les activistes, qui sont souvent partagé·es entre fierté et admiration d'une part, inquiétude d'être surchargé·e d'autre part, et parfois impression de ne quand même pas en faire assez au vu des enjeux climatiques, écologiques et sociaux qui sont au centre de leurs préoccupations. S'il est évidemment difficile de déterminer sans démarche comparative si la Grève du Climat fait beaucoup, beaucoup de militant·es ont l'impression que c'est effectivement le cas.

Cette impression est souvent verbalisée, parfois publiquement, et souvent entre membres du mouvement, par exemple lors de réunions mensuelles de la Grève du Climat Neuchâtel qui comportent un ordre du jour imposant et permettent d'avoir une vue d'ensemble des activités au niveau cantonal, parfois au-delà (dans le cas de mobilisations inter-régionales, nationales et internationales, lorsque l'on y discute de groupes de travail inter-régionaux ou nationaux ou encore au travers d'un agenda militant participatif introduit par un·e militant·e à la fin des procès-verbaux de la Grève du Climat Neuchâtel, et qui est reproduit et modifié dans les procès-verbaux d'autres réunions, par exemple de la Grève pour l'Avenir). C'est un sujet de préoccupation au sein du mouvement, et des efforts sont faits afin d'essayer d'enrayer la fatigue des militant·es et de prévenir les *burn-outs*. C'est aussi un motif d'éloignement, parfois très court, parfois peut-être définitif, de la Grève du Climat. Ce sujet est également ressorti dans plusieurs de mes entretiens. Coralie explique que suite a une année 2021 bien chargée :

> On a fait... [un repas de Noël] Je pensais en termes d'événements, mais en vrai du coup on a fait des trucs entre nous, c'était cool. Mais du coup, là, cette année [en 2022], c'était plus Grève pour l'Avenir, où on a fait le 12 février [une mobilisation concernant le système de retraites]. Du coup là aussi j'ai participé à la manif et un peu suivi les conférences. J'ai pas hyper participé à l'organisation. J'étais quand même assez régulièrement là aux réus […]. J'ai fait des gâteaux. […] Et ensuite y a eu la *critical mass*, j'ai aussi participé… Putain, j'ai fait beaucoup trop de trucs en vrai. […] Bon, c'est Estelle qui a pris les devants, heureusement, mais j'ai quand même répondu présente pour certains trucs. Et puis le 9 avril [mobilisation nationale de la Grève pour l'Avenir]. Du coup j'ai aussi participé un peu sans prendre de responsabilités. […] Là par contre ce qui est hyper cool, j'ai participé au sablier [un sablier géant en papier mâché, destiné à être détruit durant la manifestation du 9 avril], à construire le sablier, genre on a fait du papier mâché et de la peinture. C'était vraiment très cool. En fait là je me suis aussi rendu compte que si j'ai autant ce sentiment d'illégitimité, c'est aussi que je fais des trucs qui me demandent personnellement beaucoup d'efforts, genre faire […] une présentation devant les gens, ou genre écrire des communiqués de presse, ça me stresse hyper. Alors que genre faire du bricolage, c'est hyper cool et hyper *chill*, et ça nous a quand même pris du temps. […] ça ça m'a fait plus plaisir de faire que les autres trucs.

2.4.1 Un exemple : répondre à une demande médiatique

Ce bouillonnement se retrouve également dans certains processus ou dans certaines actions, parfois réalisées rapidement tout en impliquant un nombre relativement conséquent de militant·es. Je vais

présenter, à titre d'exemple, la manière dont le collectif neuchâtelois de la Grève du Climat a répondu à une demande de réaction médiatique. Ce récit se base sur mes observations personnelles (principalement des notes prises le jour-même), et correspond largement à mon point de vue, il n'est donc peut-être pas totalement complet. Comme souvent, la plupart des discussions ont eu lieu *via* des groupes de discussion et des conversations privées sur Telegram, un service de messagerie instantanée très utilisé au sein de la Grève du Climat.

> En février 2022, alors que le Conseil d'État neuchâtelois doit présenter son plan climat, une chaîne de télévision locale souhaite recueillir l'avis de la Grève du Climat. Un journaliste m'appelle donc. Dormant encore, je ne réponds pas. Mais, me réveillant et consultant mes messages environ un quart d'heure plus tard, vers 9h30, je vois que Manon, une autre militante de la Grève du Climat, a écrit dans le groupe du « comité » pour annoncer la demande de la télévision. Vivant elle-même dans un autre canton, elle dit que le journaliste préférerait quelqu'un·e sur place.
>
> Très vite, je demande si le plan est déjà sorti. Manon répond qu'elle ne sait pas, qu'il y a sûrement un embargo. Je demande alors à quelle heure est la conférence de presse du Conseil d'État, et dis que des éléments sont déjà sortis dans la presse le jour précédent. Je dis que je peux répondre mais que c'est volontiers si quelqu'un·e d'autre le fait. Manon suggère Agathe ou Nathan, qui ont participé à la consultation du plan climat. Elle précise qu'il ne faut pas se sentir forcé. Quelques considérations pratiques sont discutées, par Manon, Agathe, Nathan et moi-même.
>
> Vers 10h15, Agathe demande, sur un groupe dédié à la consultation du plan climat à laquelle nous avions participé, si on peut plutôt discuter sur ledit groupe, pour ne pas encombrer le groupe « comité ». Ce qui est fait. Dans les minutes qui suivent, un lieu est proposé pour l'interview, qu'Agathe donnera, et nous décidons comment procéder pour réunir les informations relatives au plan climat et les idées que nous souhaitons faire passer dans les médias. J'échange des messages privés avec Agathe et Manon, et des messages sont envoyés dans les deux groupes sus-mentionnés. Vers 10h30, le journaliste a reçu une première réponse : nous pourrons donner une interview avant 14 heures, comme il le souhaitait.
>
> Manon me dit qu'elle espère qu'elle n'a pas trop mis la pression à Nathan et Agathe pour qu'iels réalisent l'entretien. Je lui réponds que je trouve que c'était adéquat, et que c'est bien de faire varier les personnes qui apparaissent dans les médias. D'autant plus qu'une formation sur la communication aux médias avait été organisée au sein du groupe neuchâtelois de la Grève du Climat.
>
> Vers 11 heures, je poste dans le groupe de la consultation du plan climat le lien d'un document Google Doc permettant de réunir, de manière participative, quelques arguments saillants que nous souhaitons donner au journaliste. Je demande dans le groupe « comité » si nous souhaitons écrire un communiqué de presse pour les autres médias. Vers 11h45, j'envoie le lien d'un second document pour rédiger le communiqué de presse.
>
> Après une soixantaine de messages dans deux groupes, au moins une soixantaine d'autres messages en conversations privées, des discussions entre Agathe et Nathan, deux documents participatifs, la réalisation d'un visuel pour les réseaux sociaux, sa validation ainsi que celle du texte l'accompagnant dans le canal Telegram dédié – par des militant·es du canton de Neuchâtel impliqué·es dans cette interview et ce communiqué de presse – l'interview est donnée vers 12h45, et des publications sont réalisées sur Facebook, Instagram et Twitter. Un communiqué de presse est envoyé aux médias, et reproduit sur le site web de la Grève du Climat Neuchâtel.

Sur une période de temps d'environ quatre heures, six personnes ont participé ou réagi à ce qui se passait, alors que la demande d'interview est arrivée à peine trois heures et demie avant qu'elle soit réalisée. Les discussions ont eu lieu en ligne, *via* Telegram. Deux documents participatifs, deux groupes et un canal Telegram ainsi que des conversations privées ont été le lieu de ces échanges. De plus, l'intervention a été largement préparée par d'autres personnes que celle qui a répondu au journaliste, étant donné qu'elle travaillait ce matin-là. L'idée d'écrire aux groupes parlementaires pour

demander de refuser le classement d'une motion populaire de la Grève du Climat a aussi été évoquée durant ce laps de temps.

Si ce processus a pu être décrit de manière fine, c'est parce que j'étais impliqué dans les discussions de groupe et la plupart des conversations privées, et car le processus a duré environ une demi-journée, impliquant moins d'une dizaine de personnes. Mais il s'agit en fait d'une situation relativement simple. Pour des processus plus longs ou récurrents, il peut y avoir plusieurs dizaines de personnes impliquées, et un même sujet peut être discuté dans de multiples groupes Telegram (parfois Signal, voire WhatsApp) dont les membres ne sont pas toujours les mêmes. Les discussions privées, en ligne ou de vive voix, sont également très importantes. Il est ainsi très difficile de retracer l'émergence d'un projet de manière fine, les détails étant éparpillés, et l'existence de processus formels pour avancer étant rare. Cela ne signifie toutefois pas que les personnes impliquées décident de manière opaque ce qu'elles font. Si les personnes qui ont envoyé le communiqué de presse, répondu au journaliste et rédigé un argumentaire n'ont jamais été formellement mandatées pour cela, et s'il n'y a pas eu de processus formel pour les valider (sauf le visuel et le texte pour les réseaux sociaux, soumis à un processus formel de validation, généralement respecté), ces personnes bénéficient toutefois d'une certaine légitimité. Elles ont respecté le codex d'action de la Grève du Climat, adopté formellement en congrès. Mais surtout, leurs discussions ont eu lieu en partie dans des groupes de discussion ouverts à toustes les militant·es de la Grève du Climat, et les projets ont été soumis aux autres activistes, dont deux ont réagi en remerciant les quatre personnes impliquées, après l'interview. Cette manière de faire, lorsqu'il y a une certaine urgence (en l'occurrence, d'un point de vue militant, il était important de réagir rapidement afin de profiter de l'opportunité offerte par la télévision), est généralement considérée comme légitime, du moins au sein du groupe neuchâtelois de la Grève du Climat.

2.4.2 Une activité et une intensité qui pèsent

Cette activité intense est parfois mal vécue par les activistes. Plusieurs militant·es interrogé·es m'ont confié une tendance à vite prendre beaucoup de tâches. La surcharge qui peut en résulter est une préoccupation collective. Un des moyens fréquemment mis en avant pour réduire cette charge est le recrutement de nouvelles personnes. Mais une personne a très justement fait remarquer, lors d'une discussion à ce sujet pendant le congrès de juin 2022, que lorsque de nouvelles personnes rejoignent le mouvement, le rythme ne diminue pas, car les militant·es réalisent plus d'actions. Parfois, iels n'arrivent pas à assumer toutes les tâches qu'iels voudraient réaliser. Cela cause souvent un sentiment de culpabilité. Coralie, une militante neuchâteloise, relate :

> On avait un peu plein de projets. Et genre je me souviens que là j'étais genre motivée, j'avais plein d'idées et tout. Sauf que après je me suis vite fait rattraper par le stress de l'uni, et genre j'ai plus trop participé. Et je m'en voulais un peu. […] J'avais dit des trucs où j'étais motivé à le faire, et au final, je l'ai pas fait.

Coralie n'est pas la seule à parfois s'en vouloir. Plusieurs personnes m'ont confié en entretien (et parfois dans le cadre de la Grève du Climat) se sentir parfois coupable de ne pas faire assez. Iels estiment que cette culpabilité est surtout personnelle. Louisa explique par exemple :

> Je pense que y a pas de pression mis par les autres, je pense que c'est la pression que tu te mets à toi-même. Moi je suis assez douée pour ça. […] Parce que j'aimerais faire plus, et que je trouve pas le temps. […] ça me déçoit parce que j'aimerais bien faire des trucs.

Dans certains cas, la pression que l'on peut rencontrer à la Grève du Climat a pu conduire à un *burn-out*. C'est le cas pour Alix, active dans un groupe romand début 2019. Elle précise :

> C'est pas tant le stress et la pression, c'est plutôt la détérioration des relations et l'impression de pédaler dans la semoule du coup. [...] c'est surtout le fait d'avoir l'impression que quelqu'un.e allait repasser derrière moi pour faire les trucs et que j'allais probablement me retrouver avec des bâtons dans les roues si j'essayais de faire un truc parce qu'on me faisait pas confiance.

Au début, un noyau dur d'une petite dizaine personnes, plus quelques personnes dans des écoles, assumait la gestion du groupe. Selon Alix, s'il y avait au départ environ la moitié d'hommes et de femmes, des hommes ont rapidement pris beaucoup de places, et des femmes sont parties. Un petit nombre de personnes, dont elle-même, « monopolisaient » les apparitions médiatiques. Cette militante se retrouvait souvent seule pour assumer de nombreuses tâches, sans reconnaissance selon elle, en tout cas pas assez pour qu'elle continue. Si des camarades d'un autre collectif dont elle était membre – et qui prêtait du matériel – la félicitaient, étaient « ultra chou, méga à l'écoute », elle a subi des reproches au sein de la Grève du Climat. Certaines personnes estimaient en effet qu'elle avait trop de pouvoir. Pour elle, c'était surtout une question de temps et de ressources à disposition, et personne ne prenait ses tâches. Elle va plus loin, estimant que personne ne la défendait et que son travail (elle utilise, pour le qualifier, le terme de « sacrifice ») n'était pas reconnu. Elle nuance tout de même :

> Y avait des gens qui prenaient soin de moi au sein du collectif. Mais je crois que y avait une rupture un peu de « générations » entre ceux qui voyaient pas parce qu'iels débarquaient et voyaient peut-être pas les dynamiques, les comprenaient pas ou savaient pas quelle position adopter, et les ancienn.e.s qui étaient beaucoup à être parti.e.s ou ne voyaient juste pas.

Le discours d'une personne en particulier a eu un impact très fort sur elle. Alors qu'auparavant, elle considérait la Grève du Climat un peu comme une famille (dont elle aurait été en quelque sorte la maman – ce qui lui pesait aussi), le mouvement est devenu à ses yeux une entreprise qui l'exploite. Elle parle de « productivisme extrême » et considère qu'« on se battait pour l'humain, mais en se détruisant, et en détruisant toute part d'humanité dans ce mouvement », ce qui l'a « horrifiée ».

Une autre personne a pris un poids très important dans le groupe, et a, selon Alix, imposé une nouvelle structure pour éviter la création de hiérarchies informelles. La situation a beaucoup pesé sur

Alix. Elle explique :

> Y a des gens, la première chose qu'ils ont dite en arrivant dans le mouvement c'est « Alix elle a trop de pouvoir, il faut qu'elle en ait moins » […] J'étais là, « les gars, c'est pas une question de pouvoir, c'est une question de moyens à disposition et j'essaie de vous les donner un maximum, et je prends un maximum à ma charge pour pas que ce soit autant lourd pour vous, mais si vous voulez prendre ces charges-là, franchement, prenez-les. » Mais au final personne les prenait.

Un militant en particulier lui reprochait tout de même la situation, estimant qu'elle avait trop de pouvoir – Alix reconnaît d'ailleurs avoir eu beaucoup de pouvoir – et a poussé à refondre la structure du groupe. « Personne voyait le problème de ce reproche là », alors que du point de vue d'Alix :

> Pour moi c'était douloureux, parce que du coup j'avais pas l'impression […] qu'on voyait la charge de travail que je prenais pis, dans une certaine mesure, les sacrifices que je faisais aussi pour le groupe, en fait. Et même les gens qui le voyaient prenaient pas la parole pour me défendre […] J'avais un peu l'impression d'être toute seule, dans le sens, où, comme j'ai dit... Au début, on était vraiment un groupe, on avait envie de bosser ensemble et tout ça. Et tout d'un coup, y a un peu cette personne qui est arrivée, qui a eu ce discours-là, pis tout d'un coup ce sentiment de groupe a un peu disparu[75]. […] Le coup de grâce, ça a été que cette personne me dise qu'elle me faisait pas confiance dans mon travail.

La situation a rapidement changé du tout au tout pour elle. Le militant incarnant selon elle la posture productiviste qu'elle dénonce a mis en place une structure que personne ne comprenait, ce qui a déplacé le pouvoir vers lui. Alix précise :

> Tout d'un coup avec cette structure, y avait cette espèce de machin de « alors, je connais la réponse donc je vais te la dire par contre théoriquement tu devrais passer par telle personne qui devrait passer par telle personne pour ensuite aller te transmettre la réponse. »

Ne pas renvoyer vers la bonne personne devenait alors une « erreur », ce qu'elle juge « hyper culpabilisateur ». De même si on réalisait une tâche en retard : on n'était plus digne de confiance. La militante relève qu'on ne peut pas juste s'arrêter de vivre, qu'il y a des études, peut-être un travail rémunéré, qu'il faut voir ses ami·es. Pourtant, cela devenait une mauvaise chose. Selon Alix :

> tu pouvais faire partie de ce groupe seulement si t'étais d'accord de mettre ta vie de côté. Mais mettre ta vie de côté ça implique que […] t'as pas besoin de gagner ta vie, t'as pas besoin de trop étudier […] donc probablement t'as déjà un *background* bien académique.

Suite à cela, elle a quitté le mouvement, et milite désormais dans une jeunesse de parti politique. Elle a fait un *burn-out*, qui n'a pas été causé que par le fonctionnement de la Grève du Climat évidemment, mais celui-ci y a contribué.

S'il s'agit là d'un cas quelque peu extrême, il n'est pas unique. Dans le canton de Neuchâtel

75 Elle m'a précisé par écrit : « Pour moi en tout cas, j'ai eu l'impression de me retrouver un peu acculée, comme si j'œuvrais "contre" l'assemblée »

également, certain·es militant·es ont vécu des périodes d'épuisement. C'est le cas de Manon, qui explique s'être engagée d'abord surtout *via* la Grève pour l'Avenir, début 2020. Il fallait d'abord trouver une alternative aux actions prévues, à cause de la pandémie de covid-19. Elle adorait trouver des actions symboliques, elle estime qu'au niveau du temps, ça allait bien, qu'entre ses études et le confinement elle n'avait pas de peine à suivre des réunions en ligne sur Discord. Par contre, c'était émotionnellement plus prenant. Si elle avait beaucoup d'énergie au début, elle a commencé à faire graduellement de plus en plus. Plus elle savait faire de choses, plus elle s'engageait, prenait des responsabilités, rejoignait des groupes de travail. Elle prenait une à deux demi-journées par semaine sur son travail pour gérer les réseaux sociaux de la Grève du Climat, et assistait à trois ou quatre réunions par semaine, auxquelles s'ajoutaient les manifestations. Cela a commencé à faire trop : elle n'avait plus de temps pour ses loisirs, parfois même pas pour se faire à manger. Comme Alix, Manon a senti un changement lorsque certaines tâches qui étaient un plaisir sont devenues pour elle une corvée (en l'occurrence, notamment la gestion des réseaux sociaux). De plus, un déménagement dans un autre canton et d'autres changements dans sa vie ont mené à ce quelle ressente une « déconnexion » avec le groupe neuchâtelois. Elle a prévenu qu'elle serait moins active, et a peu à peu laissé la place à d'autres personnes dans les domaines où elle concentrait des connaissances (plusieurs mois après, il lui est encore arrivé d'en transmettre). Elle avait l'espoir de revenir rapidement, mais ça lui a fait beaucoup de bien de prendre du recul, et ce retour ne s'est pas fait. Elle continue tout de même à lire les messages dans certains groupes, à se sentir faire partie de la Grève du Climat, à transférer certains messages Plusieurs mois après ce qui ressemble à un *burn-out* (elle-même utilise le terme), elle me confiait se sentir fragile vis-à-vis du regard des autres. Elle relève que la confrontation est pour elle difficile (par exemple face à la police), et qu'elle l'avait apprise à la Grève du Climat, mais qu'elle n'avait désormais « plus les épaules » pour l'assumer.

Le militantisme à la Grève du Climat peut fortement peser sur certain·es activistes. L'épuisement et le mal-être sont toutefois des sujets fortement thématisés au sein du mouvement, et les militant·es s'efforcent d'adopter des fonctionnements, processus et pratiques permettant de faire face à ces défis et d'accueillir au mieux un maximum de monde.

2.5 Prévenir le mal-être des activistes : inclusivité et bienveillance

Pour garantir l'égalisation des possibilités de participation et la participation effective à la Grève du Climat, les activistes s'efforcent d'adopter des pratiques permettant d'inclure le plus grand nombre et de faire en sorte que tout le monde puisse se sentir bien, ainsi que de casser l'émergence de hiérarchies ou de situations de domination.

2.5.1 Permettre au plus grand nombre de participer

Les militant·es de la Grève du Climat s'efforcent de permettre au plus grand nombre de participer aux activités du mouvement. Les motivations pour cela sont sans doute variées, et pas forcément explicites, mais tournent autour de l'idée que pour que la Grève du Climat soit vraiment démocratique et horizontale, chaque personne doit pouvoir y participer. Cette vision est corroborée par un document stratégique du groupe cantonal neuchâtelois de la Grève du Climat, publié en mai 2022 [annexe 1] et qui défend notamment que :

> La Grève du Climat est et doit rester une porte d'entrée vers le militantisme. Il faut pour cela s'assurer que le plus grand nombre puisse y prendre part, y compris les personnes qui ne peuvent ou ne veulent pas endosser de grandes responsabilités ou ne peuvent ou veulent pas consacrer beaucoup de temps à la Grève du Climat. La Grève du Climat doit également rester ouverte aux personnes qui n'ont pas une grande expérience pratique, théorique ou idéologique de la politique, et rester un espace d'apprentissage permettant de former des militant·es qui n'iraient pas forcément dans un autre type d'organisation.
> La Grève du Climat est et doit rester un espace d'apprentissage pratique et idéologique. Cela passe par des formations formelles ou informelles, la préparation et la réalisation d'actions, les discussions entre militant·es, les conférences, les ateliers…
> Les personnes qui n'ont pas d'expérience militante doivent pouvoir venir à la Grève du Climat, et y apprendre quelque chose en termes de militantisme ou de compréhension du monde dont nous faisons partie.
> Un effort doit être fait afin d'intégrer les nouvellaux et d'assurer la transmission d'expérience et d'information, en gardant à l'esprit qu'il est aujourd'hui probablement plus difficile de rejoindre la Grève du Climat qu'en 2019, lorsque le mouvement restait encore à créer.

Ce souci d'intégration façonne largement l'ensemble des processus internes du mouvement, et se traduit par des efforts explicitement voués à permettre ladite intégration et la participation d'un maximum de personnes. Étant donné que tout le monde n'a pas le même bagage (politique, émotionnel, militant, culturel…), certaines personnes sont *a priori* désavantagées quant à leur participation. Les militant·es de la Grève du Climat s'efforcent de former leurs pairs, de permettre aux personnes timides de s'exprimer, de corriger les inégalités de genre, d'offrir des espaces accueillants pour les personnes anxieuses, de prendre soin des personnes qui ont des besoins particuliers, d'éviter les *burn-out*, etc.

Le succès de ces efforts est difficile à évaluer. D'un côté de nombreux·ses activistes ont quitté le mouvement, parfois à cause des difficultés à concilier travail salarié, vie de famille et militantisme ; parfois à cause d'un surmenage voire d'un *burn-out*[76] ; parfois à cause de difficulté à militer avec certaines personnes. D'autres sont resté·es, mais sont chroniquement au bord du *burn-out* ou, du moins, sont physiquement et émotionnellement fatigué·es. D'un autre côté, les activistes de la Grève du Climat sont nombreux·ses à insister sur le fait qu'iels se sentent bien au sein du mouvement, que les gens prennent soin les un·es des autres, qu'une attention particulière est portée aux risques d'épuisement, que les *care teams* sont utiles… Il n'est donc pas question ici d'évaluer la réussite des efforts consentis pour intégrer le plus grand nombre et pour prendre soin de soi et des autres, mais de présenter les

76 Et souvent sans que l'on sache exactement pourquoi, ce qui est une des limites du présent travail.

mécanismes mis en place pour essayer de garantir qu'un maximum de personnes puisse prendre part à la vie du mouvement.

2.5.2 Les questions de genre

Les questions de genre et la lutte contre la domination patriarcales sont fortement thématisées au sein de la Grève du Climat, et ses activistes estiment généralement que la situation n'est pas entièrement satisfaisante. Manon estime à la fois que « nous sommes le reflet de la société », donc imprégné·es de logiques sexistes, mais également que le mouvement est chouette à ce niveau-là, et que les militant·es sont plus conscient·es qu'ailleurs de cette problématique. C'est l'impression générale qui ressort de mes entretiens : la Grève du Climat est loin d'être parfaite concernant les questions de genre, mais la situation y est meilleure qu'en beaucoup d'autres endroits. Certain·es estiment même que le mouvement est particulièrement accueillant.

« Reflet de la société », la Grève du Climat est traversée par des problématiques liées au genre. Cela résonne avec divers travaux sur divers mouvements sociaux, y compris des mouvements spécifiquement féministes. Selon le sociologue et politiste Alban Jacquemart, « ces travaux ont souligné la reproduction de la domination masculine dans les espaces féministes mixtes, tant par la propension des hommes à monopoliser la parole que par leur mise en avant dans l'espace public, notamment lors des manifestations de rue » [Jacquemart 2013 : 50]. De plus, « des travaux menés à partir d'observations ont déjà montré que les hommes avaient tendance à prendre davantage la parole et à être des détenteurs privilégiés des savoirs militants » [Jacquemart 2013 : 53]. L'inégalité dans les prises de parole est considérée comme un problème important à la Grève du Climat, et divers moyens sont mis en œuvre pour la contrer, mais aussi pour la quantifier.

Des *gender watches* (monitorages des prises de parole selon le genre des intervenant·es) ont été réalisés en congrès et lors de réunions de la Grève du Climat dans le canton de Vaud. J'ai utilisé les données de onze réunions vaudoises ayant eu lieu entre le 30 avril 2020 et le 26 février 2022 (les seules où les données semblent complètes) afin d'essayer de quantifier une éventuelle inégalité de temps de parole. Le *gender watch* vaudois prévoit trois catégories pour les personnes participant à la réunion : h (homme cis), f (femme cis), t (trans). Sur l'ensemble des réunions, 54,135 % des participant·es étaient des hommes cis, 36,09 % étaient des femmes cis et 9,774 % des personnes trans. Les prises de parole des hommes cis représentent 59,22 % de la durée totale des interventions, celles des femmes cis 28,043 % et celles des personnes trans 12,735 %, avec des variations très importantes d'une réunion à l'autre. En corrigeant ces pourcentages grâce à la formule [(temps de parole des hommes cis)/(temps de parole total)]/[(nombre d'hommes cis)/(nombre de personnes présentes)][77], on obtient la valeur d'environ 1,09. Cela signifie que les hommes cis parlent un peu plus que ce qui serait attendu si la proportion du temps de parole correspondait à la proportion des participant·es. Il est difficile d'en

77 Soit la proportion de temps de parole des hommes cis divisé par la proportion d'hommes cis.

déduire une conclusion forte, au vu du nombre relativement restreint d'observations et d'autres facteurs que je ne maîtrise pas (par exemple, certaines personnes ont plus de facilité à être concises que d'autres – et cela dépend en partie de la formation scolaire). Un deuxième ensemble de données concerne le congrès national de novembre 2022. Dans ce cadre-là, les personnes étaient réparties entre hommes cis (*cis men*) et FINTA* (femmes, intersexes, non-binaires, trans, agenres). Il y avait 52 FINTA* et 35 hommes cis. Le temps de parole des personnes n'ayant pas voulu se catégoriser d'une manière ou de l'autre n'ont pas été pris en compte. Le *gender watch* a été établi par l'équipe d'organisation du congrès, tout comme les calculs. Un message récapitulatif a été envoyé aux participant·es, avec la liste suivante (que j'ai traduite de l'anglais), incluant le thème de la discussion et les valeurs corrigées correspondant au temps de parole proportionnel des hommes cis et des personnes FINTA* :

Samedi (dès midi) :
Appels décisionnels
Hommes cis 37%
FINTA* 63%
Unifier la Grève du Climat
Hommes cis 44%
FINTA* 56%
Revendications concernant la crise énergétique
Hommes cis 68%
FINTA* 32%
Dimanche
Initiative pour les glaciers
Hommes cis 82%
FINTA* 18%
Revenu de base
Hommes cis 75%
FINTA* 25%
Unifier la Grève du Climat
Hommes cis 48%
FINTA* 52%
Manifestation de l'Alliance climatique
Hommes cis 58%
FINTA* 42%
Revendication concernant la crise énergétique
Hommes cis 68%
FINTA* 32%

Le message comportait également une liste différenciant les délégué·es des groupes de travail (qui présentaient leurs conclusions ou propositions en ouverture des discussions) et l'ensemble des participantes à la discussion (toutes les personnes présentes pouvaient participer à une discussion suivant le modèle du *fishbowl*).

Samedi (dès midi)
Délégué·es
Hommes cis 34%
FINTA* 66%
Discussion

Hommes cis 49%
FINTA* 51%
Dimanche
Délégué·es
Hommes cis 75%
FINTA* 25%
Discussion
Hommes cis 42%
FINTA* 58%

Là encore on voit que d'une discussion à l'autre, les valeurs diffèrent de manière importante. Il est difficile de déterminer si les hommes cis prennent proportionnellement plus de place que les autres personnes. Toutefois, le relatif équilibre entre hommes cis et FINTA* résulte d'efforts importants, notamment en termes de modération des discussions mettant fortement l'accent sur l'équilibre des genres et de processus d'*awareness* (le fait de prendre conscience ou faire prendre conscience de problématiques particulières).

La lutte contre les inégalités de genre au sein du mouvement peuvent parfois prendre un tournant quelque peu conflictuel, ou du moins oppositionnel : des femmes et des personnes qui ne sont pas des hommes cis peuvent reprocher ouvertement et explicitement certains comportements aux hommes cis – souvent, dans leur ensemble. Cela passe par exemple par un message Telegram indiquant que très peu d'hommes cis se sont inscrits pour prendre les procès-verbaux, peu avant le congrès de novembre 2022. Ou par une prise de parole d'une femme au nom d'un groupe FINTA* au début de ce même congrès, pour dénoncer la division genrée du travail militant. On peut considérer que malgré la bienveillance régnant dans le mouvement, y compris concernant les questions de genre, on assiste à une forme de « conscience d'opposition », un terme utilisé par la politologue Jane Mansbirdge pour désigner « la pensée politique qui porte des classes dominées et dénigrées à contester les dominants » [Dupuis-Déri 2009 : 190]. Dupuis-Déri explique que

> [p]lusieurs conditions sont nécessaires à l'émergence de cette conscience d'opposition: que les personnes se reconnaissent comme appartenant à un groupe dominé ; qu'elles reconnaissent que la situation de ce groupe est injuste et qu'il est dans l'intérêt du groupe d'éliminer cette injustice; et enfin, qu'elles veuillent s'opposer à cette injustice. [Dupuis-Déri 2009 : 190]

À la Grève du Climat, un grand nombre de militant·es estiment que les rapports de genre sont insatisfaisant, et s'organisent collectivement pour répondre à cette problématique. Les réponses passent notamment par une modération des réunions de manière à casser les rapports de pouvoir genrés, par des groupes de discussion en mixité choisie[78] (sans homme cis – parfois, des groupes sans femmes cis sont également prévus, mais n'ont à ma connaissance pas beaucoup de succès), ou encore par des prises de parole s'adressant aux hommes cis, comme celle que j'ai évoquée ci-dessus. Le fait qu'il existe une

78 Parfois appelée non-mixité. Mais le terme mixité choisie est souvent revendiqué pour reconnaître que les personnes incluses dans le groupe sont diverses (en l'occurrence, femmes cis, personnes trans et non-binaires – soit tout le monde sauf les hommes cis).

domination de genre au sein du mouvement semble faire presque consensus. Toutefois, il me semble que certaines personnes, surtout des hommes cis, ont tendance à agir (ou du moins parler) comme si cela ne les concernait pas personnellement (ce qui n'est pas propre à la Grève du Climat, voir par exemple Jacquemart 2013). Dupuis-Déri continue :

> Dès lors, la communauté des femmes constitue une classe qui n'existe que dans sa relation inégalitaire avec la communauté des hommes, et son émancipation signifierait, en principe, la disparition des classes de sexe. [Dupuis-Déri 2009 : 190]

Si la disparition des classes de sexe fait l'objet de débats importants dans les cercles féministes, il n'est pas rare de parler d'« abolitionnisme de genre », ou "*gender abolitionism"* au sein de la Grève du Climat – c'est-à-dire l'objectif de détruire les catégories de genre. Cela n'empêche pas, dans le même temps, la constitution de groupes FINTA* (ou TINFA*) qui mettent en avant les antagonismes de genre de manière collective, ni la mise en avant d'éléments genrés (pronoms, habillement…) par des femmes cis et des personnes trans. Notons que je n'ai jamais eu connaissance de quelqu'un·e qui remettrait en cause la légitimité des identités non-binaires, et qu'il est fréquent dans le mouvement de s'opposer aux branches du féminisme qui excluent les personnes trans et/ou non-binaires. Il est aussi répandu de donner ses pronoms d'usage lors du tour d'introduction en début d'une réunion, et il n'est pas rare de voir des personnes porter des vêtements ne correspondant pas aux normes liées à leur genre perçu ou adopté, par exemple en congrès. La lutte féministe, profondément ancrée et allant de soi dans le mouvement, participe selon les activistes de la Grève du Climat – du moins les activistes neuchâtelois·es et celleux dont j'ai pu entendre ou lire le discours en congrès ou dans des groupes Telegram –, d'un mouvement plus large que le mouvement écologiste, qui lutte de manière globale contre un système d'oppressions capitalistes, productivistes, racistes et patriarcales. Lors d'un discours prononcé à l'occasion du 1er Mai en 2021 au Locle, une militante neuchâteloise expliquait :

> Notre système économique est basé sur une croissance infinie. Cette croissance entraîne l'exploitation de notre environnement et des humains, la destruction de la nature. Nous ne pouvons pas nous permettre une croissance infinie dans un monde fini ! Préserver le *statu quo*, c'est foncer droit dans le mur, en accélérant toujours plus. Dans ce cadre, les luttes écologistes, féministes, antiracistes, internationalistes et syndicales ne se contentent pas de s'additionner. Elles se complètent et se renforcent !

Cela ne signifie toutefois pas que la lutte anticapitaliste fréquemment mise en avant par les activistes soit vue comme identique à la lutte antipatriarcale. Si une partie de la gauche considère que la chute du capitalisme entraînerait automatiquement celle du patriarcat (voir par exemple Dupuis-Déri 2009), les discours au sein de la Grève du Climat insistent sur le fait que ce ne serait pas le cas, et donc qu'il faut lutter de manière spécifique contre les dominations de genre. Les activistes se réfèrent souvent au concept d'intersectionnalité, né au sein du *Black feminism* étasunien et popularisée par la juriste et féministe Kimberle Crenshaw [1989][79]. Cette notion postule que lorsqu'une personne est à

79 D'autres traditions, notamment françaises, ont abouti à des concepts similaires, voir Mazouz 2015.

l'intersection de plusieurs oppressions (c'est à dire de plusieurs relations de domination, ou de plusieurs relations de pouvoir asymétriques), elle occupe une position sociale singulière, qui ne résulte pas de la simple addition de toutes les oppressions. Par exemple, une femme noire dans la société étasunienne subit des oppressions non seulement en tant que femme et en tant que noire, mais également en tant que femme noire. Dans cette logique, les différentes luttes portées par la Grève du Climat (baisse des émissions de gaz à effet de serre, féminisme, démocratisation de la société, anti-racisme…) ne sont pas hiérarchisées selon leur importance supposée, mais sont considérées comme d'importance égale, ce qui justifie la convergence des luttes (avec le fait que ces luttes visent un ennemi commun). Cela n'empêche pas que l'essentiel des efforts de la Grève du Climat vise à diminuer les émissions de gaz à effet de serre. La lutte antipatriarcale se justifie aussi par le fait que les femmes sont plus touchées que les hommes par les crises écologiques et sociales. La justice climatique est une revendication nationale du mouvement, qui prend en compte les questions sociales et pas uniquement la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans ses combats. Si l'importance des luttes féministes ou antiracistes n'est pas remis en cause, leur articulation des luttes fait parfois débat. Pour des questions stratégiques et tactiques, un congrès en 2019 a refusé de soutenir la grève féministe du 14 juin 2019. Suite à ce refus, plusieurs groupes ont communiqué régionalement leur soutien. Un texte rédigé par le groupe jurassien, et repris notamment par le groupe neuchâtelois, disait :

> Nous, militant·e·s de la Grève du Climat, sommes conscient·e·s que les bouleversements induits par les problèmes environnementaux risquent de frapper en premier lieu les populations déjà défavorisées. Dans une société qui reste patriarcale, les femmes* risquent hélas d'être particulièrement affectées. C'est pourquoi nous revendiquons la « justice climatique », qui stipule qu'il faut lutter contre les inégalités induites ou accentuées par le changement climatique et s'assurer que la transition écologique ne se fasse pas sur le dos des opprimé·e·s. Aujourd'hui encore, les femmes* accèdent moins facilement à la parole que les hommes dans les espaces publics. C'est malheureusement aussi parfois le cas au sein de notre mouvement, où leur participation est pourtant cruciale. Nous souhaitons agir afin que ces inégalités disparaissent, pour que chacun·e ait les mêmes possibilités de s'exprimer et de participer aux décisions collectives. L'urgence écologique nous oblige aussi à repenser l'organisation du travail : pour préserver l'environnement et endiguer le changement climatique, nous devons abandonner le productivisme et sortir du système de croissance. En clair : il faudra produire moins, consommer moins et répartir différemment le travail. Nous pensons que les mouvements féministes ont un rôle important à jouer dans cette transformation sociale. En effet, les femmes* continuent bien souvent de porter le fardeau du double travail : le travail salarié d'une part, et le travail reproductif de l'autre – en particulier les tâches de soin (*care*), non reconnues, car non rétribuées. Il est urgent que cela change ! De façon générale, nous pensons que la mise en mouvement des femmes* doit être saluée par celles et ceux qui se battent contre l'ordre actuel des choses. […] La révolution écologique sera féministe ou ne sera pas. [GdC JU 2019]

La lutte contre les dominations de genre est surtout menée par des personnes FINTA*, mais est également perçue comme une responsabilité collective, et comme une responsabilité des hommes cis. C'était par exemple un des axes de la prise de parole féministe au congrès de novembre 2022, la militante la prononçant s'étant adressé aux hommes cis, et leur ayant reproché de ne pas en faire assez. Il existe des cercles de parole et un groupe Telegram au niveau national destinés à parler de masculinité critique, entre hommes. Si des discussions sont organisées, par exemple lors de congrès nationaux ou

de camps d'été, peu de résultats concrets en ressortent, et le groupe Telegram est très peu actif. Parfois, les questions de genre sont aussi discutées en groupes ouverts à tout le monde. Lors du congrès de juin 2022, plusieurs militant·es romand·es ont ainsi décidé de discuter ensemble, hommes, femmes et personnes non-binaires confondu·es, plutôt que de rejoindre les groupes de discussions entre hommes ou personnes FINTA* – notons que l'argument principal semble avoir été celui de la langue. Lors du camp d'été romand en 2021, des discussions formelles ont eu lieu en plénière sur le déroulement des discussions, ce qui a permis de mettre en avant les dimensions genrées – et inégalitaires – influençant les prises de parole.

Dans le canton de Neuchâtel, d'après les personnes avec qui je me suis entretenu, il ne semble pas y avoir de grand problème lié aux questions de genre – mais cela ne signifie de loin pas que tout soit parfait. Plusieurs militant·es neuchâtelois·es (dont la quasi-totalité des personnes avec qui j'ai réalisé des entretiens) relèvent par contre voir et ressentir des dynamiques de genre inégalitaires au niveau national. Lucia fait toutefois remarquer que la taille réduite du groupe cantonal et le petit nombre d'hommes cis en son sein rend toute conclusion difficile. De plus, il est probable que la taille réduite du groupe et le fait que les activistes se connaissent bien freinent moins les personnes plus timides (souvent des personnes socialisées en tant que femmes). Sam, par exemple, s'exprime très facilement au sein du groupe neuchâtelois, mais en congrès, iel est mal à l'aise en plénière – malaise allant jusqu'à la phobie sociale. Même en petits groupes, iel moins à l'aise que dans des cadres mieux connus et peut-être plus restreints. Les hommes cis sont par ailleurs très minoritaires dans ce groupe régional – et donc en très petit nombre. Les hommes cis sont également minoritaires dans de nombreux groupes régionaux et groupes de travail, même si ce n'est pas systématique.

2.5.3 Le *care* – prendre soin de soi et des autres

Le *care* désigne, de manière large mais également assez floue, un ensemble de pratiques et de logiques visant à prendre soin de soi et des autres. Cette notion peut être comprise comme englobant également la « culture d'appréciation » [Care Team 2022a] ou la « culture de reconnaissance » (traitée plus bas). Le terme *care* est utilisé dans l'expression « *care team* », tant en anglais qu'en français et en allemand, il apparaît dans le nom de la « bibliothèque du *care* », dans de nombreuses discussions orales en écrites au sein du mouvement, et il est également apparu dans certains des entretiens que j'ai menés.

L'expression la plus évidente de ce *care* est probablement l'existence de *care teams* (équipes de *care*, équipes qui prennent soin). De telles équipes sont organisées pour prendre en charge les personnes qui en auraient besoin, lors de certaines manifestations. Il semble qu'une telle équipe a été présente lors des manifestations fribourgeoises dès février 2019, selon un entretien que j'ai mené avec une ex-militante ; il y en a régulièrement lors de manifestations en Suisse alémanique, notamment à Berne ; il n'y en a pour l'instant pas eu lors de manifestations de la Grève du Climat ou de la Grève pour l'Avenir dans le canton de Neuchâtel, mais il y en a eu lors du défilé contre les violences sexistes

et sexuelles du 25 novembre 2022, dans le cadre d'une mobilisation co-organisée par la Grève du Climat ; et il existe un intérêt pour une formation *street medic*, c'est-à-dire pour prendre en charge les victimes de violences lors de manifestations – une telle équipe, quoique peu structurée, a été organisée lors d'une manifestation contre la Journée des Banquiers à Neuchâtel en 2022, contre-manifestation soutenue par la Grève du Climat. Une *care team* est également mise sur pied lors de congrès nationaux. Lors de ces congrès, les membres de l'*équipe* sont identifié·es à l'aide d'un signe distinctif. Une « salle *care* » ou « *care room* » est généralement disponible en cas de besoin. Cette équipe, cette salle, cette notion de *care* ainsi que celle d'« *awareness* » (le fait de prendre conscience) sont mises en avant explicitement, et ce depuis longtemps à la Grève du Climat (à part peut-être la notion d'*awareness*, qui est apparue au plus tard lors du congrès national de juin 2022, mais dont je ne me souviens pas avoir entendu parler auparavant). Ainsi, un message envoyé sur un canal Telegram regroupant toutes les personnes inscrites au congrès national de novembre 2022 disait :

> Care et Awareness pendant la rencontre nationale 🤍
>
> 🤗Welcome desk
> Le matin et à midi, des personnes seront présentes au Welcome Desk pour donner des informations et réponses à tes questions
>
> 🌈Salle care
> Si tu as besoin d'une pause, tu peux te retirer dans la salle care. C'est la salle 14 dans le rez-de-chaussée.
>
> 😘Team care
> Si tu as une question/un besoin ou tu ne te sens mal à l'aise, tu peux t'adresser à [@identifiant Telegram]. Toutes les personnes du team care, qui portent un bracelet, répondent également volontiers à tes questions.

La reconnaissance

Une *care team* plus ou moins pérenne est organisée au niveau suisse. Il s'agit d'un groupe d'activistes de la Grève du Climat organisé·es à l'échelon national, qui a notamment développé une « bibliothèque du *care* », c'est-à-dire un ensemble d'articles publiés sur le site de la Grève du Climat[80] ayant pour but de renforcer l'attention et le soin portés aux militant·es. Dans un article sur la culture de reconnaissance, cette équipe écrit :

> Le manque d'appréciation peut être très fatigant et peut conduire à une ambiance de travail désagréable. Surtout dans les groupes où l'on critique souvent – ce qui est parfois nécessaire – il est important de respecter et d'apprécier le travail des autres. La critique reste plus longtemps en nous que les compliments et l'appréciation. C'est pourquoi il est important de montrer de l'estime et du respect les uns envers les autres, surtout dans les situations et les discussions critiques. Ce n'est qu'ainsi que les militant·e·x·s ne perdent pas leur joie et leur énergie pour continuer à pratiquer un activisme sain et durable. En outre, cela permet aux groupes de durer plus longtemps, de travailler ensemble de manière plus efficace et plus constante, et il est plus agréable pour de nouvelles personnes de s'y joindre.
> Pour ne pas perdre courage, il est important de s'encourager mutuellement et d'être là les uns pour les

80 https://climatestrike.ch/fr/care-library

autres : “*Let's take care of each other so that we can be dangerous together*”[81]. [Care Team 2022a]

Une telle situation de manque d’appréciation correspond par exemple à la situation qu’a vécue Alix, que j’ai présentée ci-dessus. Il est toutefois fréquent au sein de la Grève du Climat de remercier les personnes, par exemple lorsqu’elles ont réalisé quelque chose de particulier, mais parfois également parce qu’il est agréable de travailler avec elles. Par exemple, après les actions du *Black Freeday* en novembre 2022 à Neuchâtel, un·e militant·e a dit à plusieurs activistes de la Grève du Climat qu’il était agréable de travailler avec elleux et de savoir qu’on pouvait compter sur elleux en cas de besoin. Ces remerciements et cette reconnaissance s’expriment oralement de manière informelle, oralement lors de tours de fin de la plupart des réunions (spécialement pour remercier les personnes qui ont pris le procès-verbal, modéré ou interprété la séance), par écrit par message privé, dans les groupes Telegram en utilisant des réactions par émojis (typiquement des cœurs), lors de réunions ou rassemblements en utilisant des gestes faits avec les mains (là encore, souvent des cœurs)… Un·e activiste de la Grève du Climat Neuchâtel a parlé, lors d’une discussion privée avec moi, de « culture de la reconnaissance », expression que j’estime tout à fait adaptée pour qualifier tout cela (et qui serait probablement un meilleur terme que l’« appréciation » utilisée dans le texte de la *care team* retranscrit ci-dessus). Notons qu’il est d’usage (quoique probablement moins fréquent) de remercier aussi les personnes avec qui l’on n’est pas d’accord, voire avec qui l’on est en froid. Cela participe indubitablement à façonner une ambiance bienveillante et à pousser à essayer de travailler ensemble plutôt que de lutter contre les propositions des personnes avec qui l’on n’est pas d’accord.

Lors du congrès national de novembre 2022, cette culture de la reconnaissance s’est incarnée d’une manière atypique mais, me semble-t-il, assez représentative de nombreuses interactions moins spectaculaires entre militant·es. À l’occasion d’une prise de parole sur un projet dans le domaine de l’éducation, un·e activiste en a profité pour exprimer sa reconnaissance au mouvement. Iel a offert un tableau (représentant la flamme de la Grève du Climat sur fond bleu) au mouvement, pour qu’il soit transporté d’événement en événement. Cette personne se sent tellement bien accueillie et acceptée par la Grève du Climat dans sa non-binarité qu’elle a décidé de donner en retour ce tableau. Les personnes présentes (plusieurs dizaines) semblent avoir été largement touchées par le geste et les remerciements de cet·te activiste.

Faire face à l’épuisement et au mal-être

Mais le *care* va plus loin et constitue un souci constant (en théorie du moins) de faire en sorte que les autres se sentent bien et d’éviter le mal-être et l’épuisement.

Ce qu'il faut souligner ici, c'est que l'estime ne doit pas tout à coup servir de moteur à l'activisme de

81 « Prenons soin les un·es des autres, pour que nous puissions être dangereux·ses ensemble ». Cette phrase a aussi été postée sur les réseaux sociaux de la Grève du Climat.

> burnout. L'estime ne consiste pas à célébrer les personnes qui en font extrêmement beaucoup et qui dépassent leurs propres limites dans leur activisme. L'estime, c'est savoir apprécier chaque tâche à accomplir, chaque participation, qu'elle soit grande ou petite. [Care Team 2022a]

En effet, cette culture du *care* vise notamment à contrebalancer la « culture du burnout militant », faite de « pratiques militantes malsaines » [Care Team 2022b] dont la *care team* dresse une liste succincte :

> Est-ce que je fais/mon groupe fait des blagues sur le fait que je vais/nous allons mal ?
> Est-ce que nous nous comparons selon qui dort le moins, fait le plus d'activisme, se sent le plus mal, mange le moins équilibré, etc.
> Est-ce que je/mon groupe blâme les personnes qui se mettent des limites saines et font des pauses ?
> Est-ce que je/mon groupe considère le travail des activistes comme allant de soi ?
> Est-ce que je suis conscient·e du temps que je passe à militer ?
> Est-ce que je me sens fièr·e lorsque je fais (trop) d'activisme et que je me sens mal à cause de cela ?
> Est-ce que je me sens mal si je consacre moins de temps à l'activisme que d'habitude et que cela me fait me sentir bien ?
> Est-ce que je/mon groupe me mets/nous mettons des limites saines et je fait/nous faisons des pauses ? [Care Team 2022b]

Cet exemple, ainsi que les pratiques de *care*, de reconnaissance et d'appréciation mises en place au sein du mouvement, montrent que les militant·es sont conscient·es, du moins en bonne partie, de la manière dont iels militent. Des efforts sont faits afin d'améliorer les aspects positifs relevés (culture du *care*, culture de la reconnaissance, culture de l'appréciation…) et pour contrecarrer les éléments négatifs (« activisme de burnout » pour reprendre les termes utilisés ci-dessus).

Cela ne va pas de soi, et les réponses à l'épuisement et au mal-être se développent de plus en plus depuis 2019. Une des manières de faire face est de s'octroyer des pauses. Coralie explique :

> J'étais en train de me dire que je faisais beaucoup. Et que j'aurais besoin de faire moins, pour la Grève du Climat ou Grève pour l'Avenir. […] Du coup on a fait un peu des vacances, enfin, entre guillemets des vacances.

Le fait d'assumer des moments moins actifs est généralement valorisé, même si les activistes elleux-mêmes se mettent la pression, et même si le bouillonnement décrit plus haut n'aide pas toujours.

Un autre moyen est de renforcer les savoirs-faire et d'améliorer la confiance en soi. Coralie poursuit :

> Je galère tellement à faire ces trucs […] c'est des trucs qui demandent énormément d'efforts et que j'ai l'impression que je les fais pas bien. Alors que c'est pas forcément le cas. Mais c'est juste que ça me stresse beaucoup de les faire et du coup ça prend beaucoup de place dans ma tête.

Pour réduire ce stress, les activistes s'efforcent de se former et de former les autres, de s'encourager, mais également de collaborer. Par exemple, plusieurs activistes neuchâtelois·es relèvent que le fait que les communiqués de presse soient généralement écrits collectivement (*via* un document participatif) les

aide à oser se lancer, car iels savent que d'autres personnes pourront les épauler. Il est souvent relevé que l'action du groupe (l'« intelligence collective ») permet d'obtenir de meilleurs résultats. La bienveillance régnant dans le collectif, le fait de partager des valeurs et des pratiques communes, le soin et l'attention portés aux autres militant·es participent à créer un groupe où les gens se sentent bien. Sam écrivait par exemple, fin 2021 :

> Mais tous les gens avec qui je bosse directement c'est des gens efficaces et sympas et ça me plaît, et je pense que ça contribue au fait que je me sens bien à la GdC

Manon estime aussi qu'à la Grève du Climat, on peut apprendre à militer, et que « les gens sont cools ». Pour elle, ce n'est pas le cas partout, elle estime que dans un autre collectif où elle a été active, certaines personnes sont intimidantes, et que cela la freinait.

Les militant·es tentent de freiner le bouillonnement évoqué ci-dessus ou du moins de le rendre plus supportable, en s'efforçant de rendre les informations les plus accessibles et digestes possibles, en s'efforçant collectivement de ne pas se lancer dans des projets qui demanderaient trop de ressources, et en renforçant les logiques de *care*. Les activistes s'efforcent également de susciter des moments et agréables. Un atelier banderoles est souvent un moment apprécié par les militant·es, qui peuvent se retrouver et partager une activité sans pression et en profiter pour discuter. Cela permet aussi de diversifier les types de tâches à réaliser. Rappelons nous de Coralie qui disait :

> Là par contre ce qui est hyper cool, j'ai participé au sablier, à construire le sablier, genre on a fait du papier mâché et de la peinture. C'était vraiment très cool.

Cette construction d'un sablier en papier mâché a été très appréciée par les personnes qui y ont participé, malgré les longues heures qu'il a fallu consacrer à sa fabrication. Les militant·es mettent en avant l'ambiance agréable, sans trop de stress, permettant de discuter, d'échanger. Ce genre d'activité pourrait selon Kirsty Robertson et Lindsay Leitch constituer une « alternative au *burn-out* militant – une manière de guérir qui reste, dans son essence, subversive »[82] [Robertson 2007 : 212]. En effet, tricoter (le sujet du chapitre de Roberston), réaliser un sablier en papier mâché ou peindre des banderoles peut constituer une manière de créer des connexions à travers des lignes sociales fragmentées par le système capitaliste [Robertson 2007 : 213]. Dans le cas de la Grève du Climat, de telles activités ont permis d'inclure, au moins le temps de l'atelier, des personnes qui ne viennent pas aux réunions, tout en renforçant les liens entre les activistes qui se connaissaient déjà. Le fait de s'adonner à des activités manuelles, à un rythme bien plus lent que le rythme effréné rapporté plus haut, permet de se reposer mentalement. Un·e militant de Londres, d'un collectif de tricot au début des années 2000, estime que le tricot est non seulement méditatif, mais aussi que lorsque l'on tricote, on est

82 "an alternative to activist burnout – a way of healing that remains, in its essence, subversive". Ma traduction.

prêt·e à écouter [Robertson 2007 : 215]. Des moments comme la réalisation d'un sablier en papier mâché se distinguent assez fortement d'autres activités à la Grève du Climat, régies par des impératifs d'efficacité et par le temps réduit à disposition. Ils permettent de tisser des liens inter-personnels, de discuter sans devoir atteindre un résultat clair, de prendre le temps, de s'extraire un peu du productivisme ambiant. Cela permet également de prendre conscience du travail nécessaire pour façonner certains objets, et d'ainsi souligner les lignes invisibles du système capitaliste globalisé [Robertson 2007 : 217]. Une autre activiste citée par Robertson estime enfin que « [c]réer quelque chose de nos mains nous donne un faux sentiment de contrôle alors qu'on en a peu »[83] [Robertson 2007 : 216], ce qui peut, à la Grève du Climat également, permettre de contrecarrer des sentiments d'impuissance ou d'éco-anxiété.

L'importance de ces moments dépasse largement l'intérêt du *Do It Yourself* présenté plus haut. Au-delà de leur valeur participative et directe, ils permettent de renforcer les liens entre militant·es, d'offrir un espace agréable, de former également une sorte de soupape de sécurité à même de lutter contre le *burn-out*.

Le GT Sieste

S'il n'a pas de *care team*, le groupe neuchâtelois de la Grève du Climat s'est doté d'un GT (groupe de travail) « sieste ». Il est notamment dédié à la « lutte contre le burnout militant », pour reprendre les mots écrits sur un badge réalisé spécialement pour ce GT. Ce groupe a organisé quelques réunions dédiées à parler, notamment, de *burn-out*, et des manières d'y faire face. Le message récapitulatif d'une telle réunion a la teneur suivante ;

> Quelques points discutés/évoqués aujourd'hui (pour avoir une trace):
>
> - Globalement, ça peut être épuisant d'être à la GdC.
> - C'est difficile de doser son engagement.
> - C'est difficile de militer à la GdC quand on bosse à côté (et, ajoute-je, partout).
> - Il peut exister un sentiment de culpabilité si on ne "fait pas assez".
> - Des gens sont partis parce que c'est trop dur de toujours discuter de choses difficiles (éco-anxiété toussa).
> - Il est important de gérer ses priorités (et de ne pas se lancer dans 7582910149 trucs à chaque occasion).
> - Il est aussi important d'estimer nos forces, collectives et personnelles (mais ça peut être difficile).
> - Difficile d'avoir un niveau d'engagement intermédiaire (soit on ne fait pas grand-chose, soit on fait énormément).
> - On se met parfois une pression "inutile" pour certaines choses (par exemple poster quotidiennement sur les réseaux sociaux).
> - Certaines personnes sont plus à l'aise en présentiel (mais parfois, flemme de se déplacer).
> - Beaucoup de gens font ou faisaient plein de trucs, mais sans donner d'impulsion (manque de sentiment de légitimité?).
>
> Quelques trucs qui peuvent être utiles:
> - Apprendre à refuser de faire certaines choses.
> - Prévoir du temps pour des activités imprévues (ne pas bosser en permance [*sic*] en flux tendu).

83 "Creating something with our hands gives us a false sense of control when we have little". Ma traduction.

- Utiliser les dossiers sur Telegram, et mettre en non-lu ce qui doit être traité plus tard (il y a des dossiers automatiques "non-lu" et "discussions personnelles").
- Ne pas se lancer dans des projets qu'on ne peut pas mener (mais sur Neuch, on se débrouille bien pour ça).
- Faire des choses qui nous plaisent, au sein de la GdC (genre des apéros) (mais ne pas trop prendre les choses à la légère, et quand même faire les trucs chiants, genre débattre contre Favre et Huguenin-Elie[84]).
- Ça peut être bien d'avoir des tâches définies (genre responsable e-mails).
- Il ne faut pas trop se prendre la tête, on n'a pas besoin, par exemple, que chaque communiqué de presse soit un chef-d'œuvre littéraire (on ne jetterait pas une banderole parce qu'on a fait une tache de peinture dessus, pourquoi est-ce qu'on abandonnerait un CP qui n'est pas parfait?).

N'hésitez pas à compléter si j'ai oublié des points importants 💗

Mais l'essentiel des activités de ce groupe est l'organisation de « moments *chill* », c'est-à-dire de situations collectives reposantes, agréables, conviviales. Il s'agit notamment de planifier des apéros, de se retrouver au bord du lac, de passer un après-midi ensemble… Le GT est également doté d'un groupe Telegram, où s'échangent des ressources sur l'épuisement militant, et où s'organisent certaines activités du groupe.

Si les activistes se retrouvent régulièrement pour des moments informels car iels se connaissent en-dehors de la Grève du Climat, et s'il n'est pas rare d'aller boire un verre après une réunion, l'existence d'un GT Sieste permet d'institutionnaliser le fait de prendre soin de soi et des autres. Les activités de détente deviennent ainsi une responsabilité collective, réalisée dans le cadre du mouvement. Le fait de les organiser par le biais d'un groupe de travail officiel permet probablement d'inclure plus facilement des membres du mouvement qui n'ont pas de liens personnels forts avec d'autres membres que si ces moments étaient organisés en marge du mouvement entre gens se connaissant.

La pandémie de covid-19

Durant la pandémie de covid-19, le fonctionnement du mouvement a passablement évolué : les appels Discord, puis Zoom ou Webex, ont presque entièrement remplacé les réunions physiques. Toutefois, celles-ci n'ont pas disparu, et plusieurs congrès, des camps d'été nationaux et romand, des ateliers banderoles, des réunions cantonales, des manifestations et une occupation de la Place fédérale ont eu lieu durant cette période. Les activistes se sont efforcé·es de rester actif·ves et de mener des actions, au sein et en marge de la Grève du Climat. Des campagnes d'affichage ont par exemple eu lieu début 2020 dans le canton de Neuchâtel, coorganisées par des membres du mouvement mais de manière discrète et sans communiquer à l'ensemble du groupe. La journée d'action du 15 mai 2020 de la Grève pour l'Avenir a bel et bien et lieu, sous une forme profondément remaniée. En bref, malgré la pandémie, le mouvement a continué à être actif.

Durant les activités du mouvement, un soin particulier a été porté à la question sanitaire. Souvent, les

84 Des politiciens contre qui la Grève du Climat a débattu à l'occasion d'un référendum contre la construction d'une route à La Chaux-de-Fonds.

militant·es sont allé·es plus loin que les règles en vigueur, par exemple en exigeant des auto-tests négatifs pour des congrès ou des camps d'été alors que les autorités ne les rendaient pas obligatoire. En novembre 2022, alors que toutes les mesures officielles avaient été levées, les participant·es au congrès ont porté des masques chirurgicaux. De manière générale, les individus rechignant à porter un masque ou à se faire tester ont été fortement confronté·es par les autres, qui partaient du principe qu'il était de la responsabilité collective de protéger les personnes les plus vulnérables, et de manière générale de ne pas mettre les autres en danger. Soulignons que cela n'a pas empêché de violer les mesures officielles, par exemple lors de l'occupation de la Place fédérale. Mais lors de cette occupation, les participant·es étaient invité·es à porter un masque – et la plupart en portaient – et un concept sanitaire avait été mis en place pour la cuisine. Pour l'anecdote, j'ai participé à cette occupation, et j'ai dormi à Berne la nuit précédant l'action. À l'endroit où j'ai dormi, les contacts des militant·es ont été collectés, afin de pouvoir les contacter en cas de contamination (mais la liste n'aurait pas été, le cas échéant, transmise aux autorités)[85]. Lors d'une soirée organisée à la fin de la semaine d'action Debout pour le Changement, les coordonnées des personnes ont aussi été prises (bien que le port du masque fût plus partiel).

Une préoccupation constante malgré quelques ratés

Parfois, le filet social formé par le mouvement n'est pas suffisant. D'une part, le stress, les situations inconfortables, la fatigue et même l'épuisement n'épargnent pas les militant·es. Si je traite dans ce mémoire avec le cas d'Alix un cas remontant à 2019, et si des efforts sont faits afin d'éviter que ce genre de situation se reproduise, nous avons vu que l'activité du mouvement reste non seulement importante mais également intense. D'autre part, un nombre important de personne a quitté la Grève du Climat, y compris des personnes très actives. Certaines ont arrêté de militer, d'autres ont continué ailleurs, parfois après une pause. Il n'est pas question ici d'essayer de rendre compte de manière précise de la situation, tant les profils sont divers (personnes ayant fait un *burn-out*, travailleureuses n'arrivant pas à concilier leurs horaires et la façon de fonctionner de la Grève du Climat, personnes lassées, personnes ayant des impératifs familiaux, activistes estimant être plus utiles ou mieux à leur place dans d'autres structures ou d'autres luttes…). Je me permets toutefois de relever un cas particulièrement peu représentatif, mais qui permet de mettre en avant la volonté d'améliorer la manière dont on prend soin les un·es des autres au sein du mouvement. En janvier 2023, un collectif antifasciste a publié une notice [nazifrei.org 2023] présentant une activiste néo-nazie, proche ou membre de la Junge Tat (un groupe néo-nazi actif en Suisse alémanique et, de plus en plus, en Suisse romande également). Cette activiste avait été une membre active de la Grève du Climat à Bâle. À l'occasion de la pandémie de covid-19, elle a totalement changé de bord (selon ses déclarations publiques, c'est surtout la question du genre qui a pesé). Suite à cette publication, une personne a posté un message dans un groupe Telegram

85 Dans le même registre, la ZAD de la Colline a été l'un des premiers lieux hors des centres médicaux où il était possible de se faire tester.

national de la Grève du Climat, rappelant de faire attention à ce qu'on pouvait héberger sur le Google Drive national, qui est public, ou du moins, largement accessible à qui veut y accéder – y compris cette ex-militante de la Grève du Climat, qui avait même un accès lié à son e-mail. S'en est suivi une petite discussion, lors de laquelle un·e militant·e bâlois·e a écrit plusieurs messages (en anglais) dont voici quelques passages :

> Quelque chose comme ça ne devrait jamais se reproduire dans notre mouvement ! On n'a vraiment pas assez pris soin les un·es des autres[86] dans notre activisme de burn-out (auparavant plus qu'aujourd'hui). Il n'y avait pas assez de liens à un niveau personnel au-delà du communiqué de presse suivant ou de l'organisation de manifestations, et ensuite le choc au début du Covid. […] Ce serait bien sûr une bonne idée d'avoir une discussion centrée sur le care et de réfléchir régulièrement à la culture de notre mouvement. D'un autre côté, peut-être pas discuter de ça comme d'un cas unique, mais se demander où est-ce qu'on peut soulager des individus du poids qui pèse sur eux, évaluer après chaque projet et prendre plus de temps pour créer des liens au niveau personnel dans nos groupes régionaux/locaux (plus de temps de qualité ensemble). […] Et quand j'y pense, j'ai l'impression qu'on prend (ou prenait) souvent soin des gens « actifs » et qu'on valorise la quantité de travail (visible) que quelqu'un·e réalise. Inconsciemment/structurellement/volontairement en pensant à la capacité potentielle d'une nouvelle personne active. Même au début du Covid, on a organisé plein d'appels pour mobiliser les gens, néanmoins, on n'a pas vraiment pris soin des grévistes du climat resté·es derrière/plus visibles. Un problème que je vois est que les disparitions sont peu visibles (unterschwellig), peu importe à quel point la personne a pu être active. De plus en plus de camarades militant·es de Bâle qui se sont épuisé·es[87] en 2019 ont recommencé à se mobiliser durant l'année dernière, mais surtout dans d'autres mouvements

Au-delà de ce cas très particulier, ces messages montrent que la perte de militant·es – y compris d'une activiste devenue néo-nazie – est interprétée par certaines personnes au moins comme une sorte d'échec collectif, et la réponse à apporter doit être le renforcement des liens sociaux, au-delà des activités strictement militantes. Nous l'avons vu, cette réponse passe également par le fait de passer des moments agréables ensemble, de trouver de la joie dans son militantisme, de se ménager des espaces permettant de sortir du productivisme capitalisme, mais aussi du productivisme militant. Cela passe par des apéros après les réunions, par les activités du GT Sieste, par le fait d'avoir mené la première réunion de 2023 d'un inter-collectif neuchâtelois sous forme d'apéro (quoique cette rencontre ait été au final plus formelle que prévue), par des « petits Noëls » de la Grève du Climat ou de la Grève pour l'Avenir, par le fait également de mener des activités militantes qui plaisent aux activistes, comme la confection d'un sablier en papier mâché pour Coralie. Cette préoccupation n'est pas propre à la Grève du Climat. Un·e zadiste témoigne ainsi :

> Quelles que soient les luttes qu'on mène, on va jamais vraiment arriver à une destination où tout sera parfait, je pense qu'on va jamais pouvoir arriver à un modèle de société où on pourra s'asseoir et se dire ah, c'était du bon travail, maintenant y a tout qui fonctionne. […] On utilise beaucoup le terme de *burn-out*, je pense que c'est plus large et complexe que juste cette notion de *burn-out*, mais juste cette espèce de fatigue émotionnelle qui peut surgir et le fait de toujours se dire waouh, mais y a tellement de travail à faire, et puis même ces milieux dans lesquels je crois tellement, y a encore tellement de choses problématiques, de dynamiques de domination qui se reproduisent, qui se calent sur celles du monde qu'on essaie de combattre. C'est pour ça que pour moi, cette notion de trouver de la joie dans ce qu'on

86 "take care of each other"
87 "were wasted"

> fait, elle est méga importante. Et je considère pas du tout ça comme quelque chose de dépolitisé. […] L'idée de prendre du plaisir dans ce qu'on fait, c'est hyper important, en fait de se dire, ben voilà, les choix qu'on fait, en fait les raisons qui nous poussent à ces choix, à ces actions, sont des raisons qui sont tellement importantes pour nous, qui font tellement sens… En fait, c'est quelque chose de ouf de pouvoir vivre ces convictions-là, de pouvoir vivre des trucs pareils. […] C'est une amplitude émotionnelle qui peut être fatigante, parce que les bas sont très bas, enfin, les questions d'échecs, les questions de déchirement de groupes, les questions de répressions, c'est des choses méga méga lourdes, qui peuvent être très très difficiles à gérer. Mais y a quand même des moments de sentiment de puissance collective, et puis de *fun* et d'aventures qui pour moi ont une profondeur qui est beaucoup plus grande que ce que je pourrais ressentir dans d'autres milieux peut-être dépolitisés. Franchement, c'est une notion d'aventure qui a une dimension que je trouve assez incroyable. Je considère que ce sentiment d'aventure, c'est une forme de résistance aussi. [Ultraviolet.t 2021]

Tout comme l'horizontalité, le *care* et la joie militante sont liés au « postulat des acteurices du mouvement d'une stratégie préfigurative pour le changement social »[88] [Maeckelbergh 2012 : 211]. Le fait de se préoccuper du bien-être des activistes est, pour les militant·es évoqué·es dans ce mémoire, une manière de commencer à créer un monde débarrassé du productivisme, du stress, de l'épuisement. Iels n'envisagent pas leur action politique sans ce volet-là. Même si certain·es d'entre-elleux estiment qu'il faut parfois accepter de réaliser des tâches qui ne procurent aucune joie, et de faire « trop » afin d'avoir une chance de répondre aux enjeux de la crise climatique, iels estiment également que le *care* est une condition *sine qua non* pour arriver à leurs fins – c'est le sens du slogan "*Let's take care of each other so that we can be dangerous together"*[89].

2.6 Transparence et transmission d'informations

Les activistes sont très attaché·es à la transparence (c'est-à-dire au fait que les décisions mais aussi le déroulement des processus soient accessibles à toustes les participant·es au mouvement), d'éventuels manquements provoquent souvent des réactions négatives, et une décision formelle prise en congrès en 2019 la consacre comme principe fondamental du mouvement. La transparence peut permettre au plus grand nombre d'avoir accès aux informations importantes et donc de maîtriser les enjeux et d'avoir accès aux espaces décisionnels. Elle permet de limiter l'apparition de hiérarchies, qui, au moins en partie, se développent dans les groupes égalitaires parce que « certaines personnes ont les moyens de savoir ce qu'il se passe, alors que d'autres non »[90] [Graeber 2013b : 222]. Elle ne suffit néanmoins pas à permettre un accès utile et aisé aux informations. En effet, le foisonnement de groupes Telegram, procès-verbaux, messages de mobilisations, réunions etc. rend difficile de suivre ce qui se passe au sein du mouvement. Les activistes s'en rendent généralement compte, et tentent de pallier le problème. Un moyen pour cela est de hiérarchiser l'information, par exemple *via* un *chat* par où passent les messages censés être redistribués à tout le mouvement. Ainsi, un certain tri est fait, et les informations peuvent être transférées plus simplement. Ce tri s'opère également en considérant les groupes Telegram comme

88 "movement actors' assumption of a prefigurative strategy for social change." Ma traduction.
89 « Prenons soin les un·es des autres, pour que nous puissions être dangereux·ses ensemble »
90 "[…] some people have ways of finding what's happening that others do not". Ma traduction.

des espaces où des types d'information différents peuvent ou doivent circuler. Dans le cas neuchâtelois, par exemple, un effort est fait pour ne pas poster trop de messages dans le groupe « comité », où sont envoyées les informations synthétisées ou résumées, et où sont prises certaines décisions jugées importantes. Des discussions jugées moins essentielles ou trop longues sont menées dans un groupe de discussion, ou dans des groupes attribués à un groupe de travail ou l'autre, afin de faciliter la recherche et la lecture des messages et de ne pas « spammer » le groupe « comité » (y envoyer trop de messages peu ou pas utiles). Enfin, un effort est fait pour rendre les informations assimilables facilement. Il est d'usage après une réunion de rédiger un message récapitulatif envoyé sur Telegram (ce qui permet de suivre sans devoir lire tout le procès-verbal), et dans le cas du collectif neuchâtelois, des résumés des courriels reçus sont envoyés dans le groupe « comité ».

La transparence est importante pour l'horizontalité à la Grève du Climat, mais ce n'est pas le cas partout. Certains groupes fonctionnant de manière plus fermée, avec une « culture de sécurité » plus stricte, peuvent tout à fait fonctionner de manière horizontale[91]. Il me semble que la différence réside dans la taille du groupe : un petit collectif fermé et soudé peut être très horizontal mais ne rien laisser filtrer à l'extérieur, alors que la Grève du Climat se veut ouverte et accessible et cultive le brouillage de la limite entre sphère privée et sphère publique du mouvement, et le brouillage des limites du mouvement, rendant la transparence nécessaire.

2.6.1 La culture de sécurité : une entorse à la transparence ?

Il arrive qu'à la Grève du Climat, certaines situations remettent en cause l'application du principe de transparence. Les militant·es souhaitent en effet se protéger, que ce soit de la répression étatique, de l'extrême-droite, ou de leurs employeureuses, familles ou connaissances (voir par exemple Lachance et Przygoda 2022 à ce sujet). Pour faire face à ces pressions externes, émanant surtout des appareils judiciaires et policiers, les activistes choisissent parfois de militer de manière plus discrète et mettent en place une « culture de sécurité ». C'est un terme utilisé par les militant·es, mais l'utilisation du terme « culture » me semble scientifiquement pertinent et résonne avec certaines définitions qu'on peut en trouver dans la littérature scientifique. Le politologue Francis Dupuis-Déri explique par exemple :

> La culture est un concept flou en sciences sociales. Elle désigne un cadre aux contours souvent poreux qui compte un ensemble d'éléments structurants, soit des normes, des symboles, des rituels, des modèles et contre-modèles […]). La culture influence l'individu sans jamais le déterminer totalement. Elle l'aide à se définir et à distinguer des attitudes correctes. [Dupuis-Déri 2009 : 189]

La culture de sécurité désigne un ensemble de pratiques voué à devenir des automatismes, afin de se prémunir de la répression. Elle implique notamment de « compartimenter » et « minimiser »[92] les flux

91 Merci à la personne, qui se reconnaîtra probablement, qui m'a permis d'arriver à ce constat.

92 Je reprends ces termes d'une présentation sur la culture de sécurité à laquelle j'ai assisté lors de mes activités militantes, début 2021. Je les ai ensuite réutilisé moi-même lors d'une discussion sur le sujet que j'ai animée lors du camp d'été romand de la Grève du Climat en 2021.

d'information. Si le terme de culture est utilisé, c'est car le but est de rendre ces pratiques habituelles – c'est-à-dire, pour reprendre les termes de Dupuis-Déri, de créer un cadre structurant. Puisque la surveillance est généralisée (quoique pas pour autant toujours cohérente ou efficace [Bigo 2009 : 60]), les pratiques de la culture de sécurité ont vocation à aller de soi et être mises en œuvre en tout temps, dans l'idée que plus elles sont répandues, moins elles sont suspectes. Cette idée de culture de sécurité est répandue dans les milieux d'extrême-gauche qui ont recours à des moyens d'action illégaux, par exemple dans le cadre de la ZAD de la Colline, établie fin 2020 sur la colline du Mormont, dans le canton de Vaud. Un article publié par CrimethInc développe en quoi il est pertinent dans ce type de cas de parler de culture, et non pas simplement de protocole :

> Avoir mis en place une telle culture peut éviter aux membres du groupe de réinventer à chaque fois la roue en la matière, et contribue à limiter les sentiments de paranoïa et de panique dans des situations stressantes — ça peut aussi vous éviter d'aller en tôle. La différence entre protocole et culture est qu'une culture devient inconsciente, « instinctive », et bouffe donc au final peu d'énergie ; une fois que le comportement le plus sûr est devenu commun à toustes dans les cercles au sein desquels vous voyagez, vous pouvez passer moins de temps à en souligner le besoin, à souffrir des conséquences de ne pas en disposer, et à vous inquiéter de savoir à quel point vous êtes en danger, sachant que vous faites déjà tout ce que vous pouvez pour être prudent·e. Si vous avez l'habitude de ne pas confier quoi que ce soit de sensible à votre propos, vous pouvez collaborer avec des inconnu·e·s sans vous demander s'illes sont des indics ou non ; si chacun·e est au courant de ce dont il ne faut pas parler au téléphone, vos ennemi·e·s pourront mettre vos lignes sur écoute tant qu'illes voudront, cela ne les mènera nulle part. [CrimethInc 2004]

Dans les grandes lignes, il s'agit de ne pas donner d'informations à la police ou aux services de renseignement, ce qui implique de garder le silence en cas d'interrogatoire, ou encore d'éloigner les appareils électroniques lors de réunions sensibles. Mais cela implique aussi de ne pas poser certaines questions à l'interne (et le cas échéant de refuser d'y répondre) et de ne pas se vanter d'avoir participé à telle ou telle action. Notons qu'il ne s'agit pas d'une question de confiance. Ainsi, Si les zadistes ne parlaient pas à la police et sélectionnaient soigneusement ce qu'iels révélaient aux médias, iels cloisonnaient également certaines informations entre elleux. Certaines réunions n'étaient pas ouvertes, y compris aux ami·es, comme me l'a expliqué une zadiste avec qui j'ai réalisé un entretien. CrimethInc développe cette idée :

> [U]ne procédure rapide qui peut être utilisé en début de réunion est le jeu du « qui répond de qui » : pour chaque personne présente, toustes celleux qui peuvent se porter garant·e·s d'elle lèvent la main. On peut espérer que chaque personne soit connectée à une autre par un maillon de la chaîne ; sinon, chacun·e sait au moins à quoi s'en tenir. Un·e camarade qui comprend l'importance de la sécurité ne se sentira pas insulté·e si personne ne peut répondre d'ellui, et que les autres lui demandent de partir. [CrimethInc 2004]

Ce cloisonnement se retrouve dans certaines activités de la Grève du Climat, par exemple lorsqu'avec la coalition Debout pour le Changement, elle a participé à l'occupation de la Place fédérale, à Berne. À cette occasion, les canaux de transmission habituels de la Grève du Climat ont été remplacés

par des canaux plus sécurisés et fermés, rompant avec le principe de transparence communément admis. Les lieux où les activistes ont dormi avant l'occupation ont aussi été communiqués de manière discrète, parfois à la dernière minute et uniquement aux personnes ayant besoin de savoir où elles devaient aller. L'objectif lui-même, à savoir l'occupation de la Place fédérale, a lui-même été tenu à peu près secret jusqu'au tout dernier moment. Cette culture de sécurité peut aussi impliquer de mettre des mots de passe sur ses appareils électroniques et applications de messagerie, de supprimer régulièrement certains messages et documents, d'utiliser des pseudonymes (souvent appelés « blases ») ou encore de se masquer lors de certaines actions.

Dans le cas de la Grève du Climat, ces mesures entrent en tension avec les impératifs d'ouverture et de transparence auxquels le mouvement est attaché, mais ne semblent pas déranger les activistes. Au contraire, iels jugent important de recourir à une culture de sécurité plus stricte qu'à l'accoutumée lorsqu'il s'agit de mener certaines actions. Sam, militant·e de la Grève du Climat Neuchâtel, ne considère pas que cette tension soit un problème, car le mouvement s'est fixé des objectifs démocratiquement, et ceux-ci nécessitent parfois d'adopter des pratiques sécurisées. Ainsi, même si le principe de transparence n'est pas totalement respecté, ce n'est pas un gros problème, car l'important reste de parvenir aux objectifs fixés collectivement.

D'un point de vue militant, il convient de réfléchir à la pertinence de ces mesures (par exemple il ne sert à rien d'utiliser des moyens de communication sécurisés si les liens des procès-verbaux sont envoyés partout), de peser les risques et de ne pas sombrer dans la paranoïa (un risque mis en avant par Graeber 2009 : 196, 299, 421). Cette culture de sécurité est explicitement construite au sein de la Grève du Climat, par exemple lors de discussions précédant l'occupation de la Place fédérale, lors de la dernière plénière juste avant ladite occupation ; en congrès national ou au sein de groupes de travail ; au travers d'un atelier que j'ai animé lors du camp d'été romand de la Grève du Climat en 2021 ; par le biais de la circulation de brochures anti-répression au sein du mouvement ; ou encore *via* l'organisation d'un atelier d'auto-défense numérique par la Grève du Climat Neuchâtel, avec l'aide d'un·e intervenant·e (également militant·e) externe. La règle générale reste de considérer que les procès-verbaux et groupes Telegram sont publics, et que chacun·e doit avoir accès au maximum d'informations possibles sur le mouvement. Une compartimentation – et une entrave au principe d'exhaustivité des procès-verbaux – s'effectue toutefois à l'occasion de certaines actions ou dans le cadre de relations avec d'autres collectifs.

2.6.2 Le procès-verbal

Le procès-verbal (généralement appelé, tant à l'oral qu'à l'écrit, PV) est un outil central dans l'élaboration de la transparence au sein de la Grève du Climat. L'anecdote qui suit permet d'éclairer certains aspects importants du fonctionnement interne de la Grève du Climat qui, s'il n'est pas totalement différent de ce qu'on peut trouver ailleurs, se distingue d'usages répandus dans d'autres

cercles :

> La section neuchâteloise du mouvement fait partie des comités du 1er Mai (la Fête des Travailleureuses) des Montagnes neuchâteloises et de la ville de Neuchâtel. Alors qu'elle a besoin d'une information précise concernant un point particulier de la mobilisation, Irène, militante de la Grève du Climat, demande à Arthur, secrétaire syndical tenant un rôle administratif important dans l'un de ces comités, de lui transmettre le procès-verbal de la séance. Arthur est presque paniqué, se demande ce qui va lui tomber dessus. Il transmet le procès-verbal à Irène, précisant bien qu'il ne s'agit que de ses notes de séance et que le PV n'est pas validé.
>
> On reparle de cette anecdote au repas clôturant le congrès d'un syndicat, celui pour lequel Arthur travaille, et où je suis délégué. Arthur m'explique qu'il avait peur que quelque chose soit contesté, ou qu'il y ait un problème potentiellement grave. Pourtant, Irène, qui m'avait raconté cette anecdote auparavant de son point de vue, ne cherchait qu'à retrouver une information précise dont elle avait besoin pour réaliser une tâche particulière. Arthur, qui me dit avoir depuis compris que cela correspondait à nos usages démocratiques, m'explique l'importance des procès-verbaux au syndicat, ou du moins dans son secteur, alors que je lui explique notre fonctionnement, assez différent bien qu'il s'agisse dans les deux cas de rédiger un compte-rendu d'une séance.

Pour Arthur, il est d'usage qu'un PV ne soit considéré valable qu'une fois formellement validé, à la réunion suivante (il fait d'ailleurs remarquer que ce peut être problématique sur le plan démocratique, quand les séances sont très espacées), et qu'il a connu des cas où le contenu du procès-verbal est important, notamment lorsqu'il est contesté.

À la Grève du Climat, généralement, les procès-verbaux sont rédigés sur un document participatif, un Google Doc hébergé sur le Google Drive national ou, pour la section neuchâteloise, sur un dossier hébergé sur le Google Drive personnel d'un militant. Ce document est aussi celui où est inscrit l'ordre du jour, que chacun·e peut modifier avant la séance – et parfois pendant. Si la qualité du PV varie, pouvant aller d'un bref résumé décisionnel à une retranscription précise des prises de parole (c'est notamment le cas pour les appels décisionnels nationaux), si son aspect général peut changer, s'il peut inclure ou non une liste de tâches… il est toujours vu comme un outil de travail, permettant d'archiver les discussions et décisions, mais aussi de satisfaire à l'exigence de transparence au sein du mouvement en permettant à chacun·e d'accéder facilement aux PV, auxquels on peut se référer pour retrouver ce qui a été discuté, et quelles sont les tâches définies lors de la réunion. Au sein de la Grève du Climat, les procès-verbaux ne sont jamais formellement validés, et à ma connaissance, ils ne sont jamais contestés non plus.

L'on voit donc qu'un même outil, ici le procès-verbal, peut remplir des rôles différents. Si au syndicat – et dans les comités du 1er Mai de Neuchâtel et des Montagnes neuchâteloises – il sert à fixer les propos tenus, peut être objet de contestation, est soumis à une validation formelle et est envoyé par e-mail parfois plusieurs mois après la séance concernée, et avant tout pour être accepté, les membres de la Grève du Climat l'utilisent comme moyen de rendre les discussions transparentes et pour tenir au courant les militant·es qui n'étaient pas présent·es. S'il ne fait jamais l'objet de validation formelle, il est soumis à un certain contrôle, les participant·es à une réunion pouvant voir en direct la prise du PV

(en ligne, tout le monde ou presque l'a sous les yeux ; lors de réunions physiques, il y a fréquemment plus d'une personne qui l'a sous les yeux, et il est courant de voir plusieurs personnes co-écrire le procès-verbal, y compris des personnes qui n'ont pas été désignées pour ce rôle). Il peut être modifié ou commenté facilement sur le document original au besoin. Irène, qui confirme que le procès-verbal est pour elle « juste un outil », ajoute :

> Pour moi, le PV ça sert aussi à quand on décroche des discussions en cours, on peut toujours relire vite fait. C'est pour ça que c'est très pratique qu'il soit directement à disposition de tout le monde. C'est vraiment un genre "d'aide-mémoire" de tout ce qui a été dit (soyons honnêtes on peut pas retenir tous les détails)

Pour Arthur, il y a peut-être une différence générationnelle concernant l'usage des outils électroniques. Alors que la Grève du Climat fait un usage important des outils participatifs, notamment pour les PV, et des messageries instantanées (principalement Telegram), Arthur dit ne pas arriver à suivre, notamment les discussions sur Telegram. Camille, qui a été très active à la Grève du Climat, dans un entretien réalisé fin 2020, relevait déjà qu'on peut facilement se « perdre » dans les nombreux groupes Telegram du mouvement. Le procès-verbal de la première assemblée générale neuchâteloise, en février 2019, comporte déjà la remarque suivante : « Question des noms des groupes n'étant pas assez explicites quant au rôle de chacun de ces groupes et leurs membres. On s'y perd… » Le 28 février 2022, j'ai compté que j'étais membre d'environ 200 groupes et canaux Telegram (dont un grand nombre inactifs ; le total peut varier de quelques unités selon les groupes inclus ou non et d'éventuelles erreurs de comptage) liés à la Grève du Climat, à la Grève pour l'Avenir ou à Debout pour le Changement. À cela s'ajoutent plusieurs groupes WhatsApp, inactifs pour la plupart et un serveur Discord lui aussi inactif. Je n'ai pas compté les conversations privées – plusieurs dizaines au moins.

Certain·es militant·es soulignent que les procès-verbaux ont des limites. Ainsi, Jean estime qu'un PV qui ne consigne pas l'entier des débats et discussions ne permet pas de se faire une bonne idée des réunions. Louisa, quant à elle, explique que le PV n'est pas suffisant pour rester actif·ve :

> Pour l'instant je fais rien, donc c'est pas très représentatif. Enfin, j'essaie de lire les PV, mais les dernières fois j'ai pas vraiment eu le temps, je vais faire ça dès que j'aurai un moment. Je viens pas aux séances, ce qui est quand même embêtant, parce que si tu viens pas aux séances, tu peux moyennement faire partie de... enfin, moyennement être actif, en fait, parce que tu sais pas ce qui se passe. Donc ouais, c'est un peu le problème quand tu peux pas venir aux séances, parce que tu sais pas ce qui s'organise, tu sais pas ce que tu peux faire pour aider à avancer, tu sais rien, en fait. Même en lisant le PV, souvent, tout est déjà pris[93], donc en fait tu peux juste attendre la prochaine séance et espérer que tu pourras.

Et même si la Grève du Climat Neuchâtel tient habituellement une réunion cantonale par mois :

> en fait si t'as pas lu le PV d'avant, peut-être que ça a changé. Et donc quand tu découvres trois jours

93 Toutes les tâches.

> avant qu'y a une séance, ben généralement, c'est un peu tard, quoi. Donc ouais, moi j'ai de la peine à être active sans être aux séances, parce que je sais jamais ce que je peux faire pour aider. [...] C'est un peu la seule façon d'être réellement active. Je pense que c'est moins important d'aller aux réunions nationales. Mais les réunions cantonales. si on veut être actif dans le concret, on a intérêt à y être.

De plus, les PV ne permettent pas toujours de saisir tout ce qui est en train de se passer au sein du mouvement. Matthias, qui a été très actif mais ne l'est plus au moment où je termine ce mémoire, après avoir été à l'étranger un certain temps, abonde dans ce sens. En septembre 2022, j'ai passé une soirée avec quelques ami·es à la Braderie de La Chaux-de-Fonds. Pour elleux, la plupart ont participé au mouvement. Céline a été très active en 2019, mais ne l'est plus[94]. Emmanuelle n'a jamais été membre du noyau dur, mais a aidé à faire à manger lors d'un événement. Enfin, Matthias a fait remarquer que même s'il avait lu le PV de la dernière réunion, il n'avait pas tout compris. Matthias et Céline sont d'accord pour dire que globalement, il y a trop d'informations pour suivre ce qui se passe. Pour assurer la participation du plus grand nombre, les militant·es de la Grève du Climat doivent donc non seulement assurer la transparence, mais permettre au maximum de personnes de pouvoir assimiler les informations pertinentes.

2.6.3 Les messageries instantanées

Les activistes s'organisent largement au travers d'outils de messagerie instantanée. L'application Telegram mérite qu'on s'attarde sur son utilisation, tant elle est importante pour la Grève du Climat. Telegram est une application de messagerie disponible sur *smartphone* et ordinateur de bureau. Elle offre de nombreuses fonctionnalités, la plupart gratuites, qui sont largement utilisées par les activistes. La diversité de ses usages et le volume de messages échangés (il y a plusieurs centaines de groupes, plus ou moins actifs) en font un outil incontournable pour comprendre le fonctionnement du mouvement.

Au départ, la messagerie la plus utilisée était WhatsApp, déjà utilisée par de nombreux·ses jeunes actif·ves au début des grèves étudiantes pour le climat. Le passage généralisé à Telegram a été largement volontaire, et discuté en congrès. Telegram offrait notamment deux avantages face à son concurrent : il était possible de s'enregistrer sans *smartphone* (ce n'est plus le cas) et d'utiliser l'application uniquement sur ordinateur de bureau ; et il est possible de rendre l'historique des conversations accessibles aux nouvellaux membres d'un groupe, contrairement à WhatsApp. Telegram est ainsi devenu le mode de communication interne privilégié. Quelques groupes WhatsApp subsistent, certains groupes de travail s'organisent sur Signal (une autre application, considérée plus sécurisée), un groupe réfléchissant à se détourner des grandes entreprises utilise Matrix, et un serveur Discord a été créé pour éviter de devoir rejoindre des dizaines de groupes Telegram – son usage s'est toutefois rapidement réduit à néant. Telegram est donc le moyen de communication numérique privilégié, et

94 J'en ai quand même profité pour discuter avec elle d'un événement à venir, pour lequel elle donnait un coup de main au travers d'une autre association.

même, pourrait-on-dire, par défaut au sein de la Grève du Climat.

Telegram est à la fois le support de discussions abstraites, un outil d'organisation pour des tâches concrètes, un moyen de diffuser des informations et d'améliorer la transparence, un moyen de réunir des informations et de les centraliser, ou de réunir des images prises lors d'événements nationaux décentralisés, un lieu de débats, un espace de prise de décisions, une espace de partage d'articles de presse, un espace de relaxation et de partage de « mèmes » , le lieu d'organisation de moments festifs…

Pour cela, deux types de fonctionnalités sont utilisés : les canaux ou *channels* et les groupes (ou *chats*). Les *channels* sont des canaux de diffusion que des gens peuvent rejoindre mais où seules les personnes disposant de droit d'administration peuvent écrire. Ils servent surtout à diffuser des informations à un public externe ou semi-externe – mais le groupe gérant les réseaux sociaux francophones en utilise également un comme canal de validation des publications, en tirant profit de la facilité à créer des sous-conversations. Il est aussi possible d'y adjoindre un groupe de discussion et de permettre aux « *subscribers* » (les personnes abonnées au canal) de réagir aux publications avec des émojis. Les groupes, eux, permettent à toustes ses membres d'écrire. Il est toutefois possible de donner des droits différenciés à des personnes ayant des droits d'administration. Telegram permet surtout d'envoyer des messages textuels, mais aussi des images, des vidéos ou d'autres fichiers. Les liens hypertextes sont cliquables et facilement ouverts. Il est possible de réagir aux messages avec des émojis (si le groupe est paramétré de façon à le permettre). Il est aussi possible d'épingler des messages, qui sont ainsi mis en évidence dans le groupe. Une fonctionnalité permet également de créer des sondages sous forme de questionnaires à choix multiples, directement dans l'application. Les outils à disposition des activistes sont nombreux. Ils permettent ainsi des utilisations variées. Dans le même temps, l'usage de l'écrit et la communication au sein de la Grève du Climat sont largement conditionnées par les technologies utilisées, même si les activistes mettent avantageusement à profit des fonctionnalités diverses.

Prise de décision et transparence

De nombreuses réunions sont organisées, physiquement ou en ligne, afin de prendre des décisions. Mais de nombreuses décisions sont également prises sur Telegram. Il est fréquent que les militant·es discutent de ce qu'il faut faire dans un *chat*. De longues discussions peuvent aussi se développer, les activistes avançant leurs arguments et essayant (généralement) de construire un consensus. Souvent, les groupes Telegram sont utilisés pour demander l'avis des autres militant·es, par exemple pour décider d'un lieu de réunion ou d'une réponse à envoyer à une autre organisation. Fréquemment, un·e activiste peut ne pas se contenter de demander l'avis des autres, mais propose directement ce qui pourrait être fait. Les autres militant·es peuvent alors se prononcer, soit en écrivant un message (notamment en utilisant la fonction « répondre », qui permet de visualiser facilement à quel message on répond), soit

en utilisant des émojis (pouce en l'air, cœur, pouce en bas…) pour accepter ou rejeter la proposition. L'outil sondage (ou des sondages externes, par exemple Framadate) est souvent utilisé lorsqu'une décisions devrait être prise entre des options claires. Il est typiquement utilisé pour choisir une date. Alix relève que dans le cas fribourgeois, en 2019, le recours à l'écrit (en l'occurrence surtout *via* Discord) concernait surtout des discussions très factuelles, ou au contraire très « méta », par exemple sur le sens du mouvement. Au niveau neuchâtelois, c'est généralement aussi le cas. Lorsque les activistes estiment qu'un point doit être discuté de manière approfondie, la discussion et l'éventuelle décision se font habituellement lors d'une réunion. Au niveau inter-régional, il arrive également que des discussions approfondies aient lieu par messages, notamment dans les groupes qui ne parviennent pas à organiser de réunions (typiquement par manque de forces disponibles). Notons que le recours à des discussions par messages plutôt qu'à des réunions est souvent ressenti comme un problème par les activistes.

Telegram et ses groupes permettent également d'améliorer la transparence, en mettant les informations jugées utiles à disposition des autres militant·es. Une des manières de faire cela est d'annoncer que l'on va réaliser une tâche, par exemple en écrivant un message du type « Si personne n'émet d'opposition ou ne se propose pour à ma place ou avec moi, je vais faire telle chose à tel moment ». Ce genre de messages permet non seulement d'informer les autres de ce qui se passe au sein du mouvement, mais aussi de leur permettre, s'iels le souhaitent, de s'impliquer, dans une logique de fonctionnement horizontal, le moins spécialisé possible, et de transmission de savoir-faire. Cela permet également de légitimer une action, et parfois de l'améliorer en profitant des avis des autres.

L'usage des groupes Telegram est passablement codifié, et les activistes s'efforcent d'utiliser les bons canaux pour communiquer tel ou tel type d'information. Tout comme les réunions, l'usage des outils de messagerie instantanée voit le déploiement d'un registre « horizontal-formaliste » [Him-Aquili 2020b : 14].

2.6.4 Le devenir des documents écrits

Le mouvement produit des écrits (et également des images) en abondance. Ceux-ci sont stockés sous de nombreuses formes. Des documents papier sont conservés par les activistes – et souvent oubliés ou jetés sans contrôle collectif. Les messages Telegram sont pour l'instant conservés *ad aeternam*, et il arrive que des militant·es recherchent d'anciens messages pour s'y référer ou trouver des informations utiles qu'ils contiennent. Il arrive que certains messages soient perdus, par exemple lorsqu'un groupe Telegram se retrouve dépourvu d'adminstrateurice et est abandonné. Parfois, certains groupes sont également supprimés. Dans certains cas, les militant·es s'assurent auparavant que les documents importants aient été archivés. Les procès-verbaux (la plupart d'entre eux du moins) et de nombreux autres documents (photographies d'événements, tableurs, logos, etc.) sont quant à eux hébergés sur Google Drive – et parfois également sur les ordinateurs de certain·es activistes. Si l'usage de Google

Drive est répandu dans certains cercles associatifs et militants, il n'est de loin pas généralisé. Son usage semble fortement apprécié dans le cadre des activités de la Grève du Climat, malgré des critiques récurrentes sur la dépendance à Google. Quand elle parle de sa découverte de Google Drive, Manon explique que pour elle, « c'était un truc de ouf ». À la fois outil de stockage et d'archivage, comme le souligne Alix, le *drive* est un outil central et essentiel dans l'organisation du mouvement. Lors de la création d'un groupe de travail, la création d'un dossier partagé est fréquente, à l'instar de la création d'un groupe Telegram. De très nombreux documents se trouvent sur le *drive* national, quoique les activistes peinent souvent à y trouver ce qu'iels cherchent.

J'ai écrit plus tôt que les procès-verbaux étaient surtout des outils de travail. Mais ils fixent également, aux côtés de documents spécifiquement dédiés à cela, des décisions formelles, notamment des décisions prises en congrès national. À titre d'exemple, des militant·es zurichois·es ont distribué des bières aux maçons en grève en novembre 2022. Lors du congrès national de novembre 2022, quelqu'un·e a demandé s'il y avait une base pour faire cela au nom de la Grève du Climat. Un activiste a répondu qu'une décision permettant de se rallier à une action syndicale avait été prise en 2019. Relevons toutefois que je ne sais pas si cet activiste s'est référé à un document écrit, et s'il l'a fait, si c'était avant ou après s'être rappelé de cette décision. Il semble en effet que les militant·es s'appuient – collectivement et individuellement – plutôt sur leur mémoire que sur les documents officiels du mouvement. Cela n'empêche pas de régulièrement s'appuyer sur des décisions formelles.

Une tradition orale-écrite ?

La Grève du Climat produit de nombreux documents, vus généralement comme des outils à court terme (ou pertinents tant qu'ils sont utilisés). À l'exception de quelques textes tels que le codex d'action, la plupart de ces documents ne sont que rarement remis en lumière. Concernant le codex, il est parfois utilisé pour cadrer des discussions sur les actions de la Grève du Climat, et il figure sur le site web national. Toutefois, il semble que la grande majorité des activistes ne se réfèrent pas à ce codex, voire, pour la plupart, ne l'ont jamais lu – son texte varie d'ailleurs, de traduction en retraduction. Il en va de même pour les revendications nationales, qui connaissent une variabilité encore plus grande. Mais certains de ces documents portent des décisions formelles auxquelles les activistes peuvent se référer, parfois après une période d'oubli ou de non-prise en compte. C'est le cas de la décision sur l'action syndicale évoquée ci-dessus. Les documents formels de la Grève du Climat ne sont pourtant pas vraiment considérés comme une loi fondamentale du mouvement, et sont utilisés de manière souple et souvent instrumentale, selon la nécessité ou l'objectif du moment. Au-delà de la décision exacte, c'est souvent l'esprit de la décision qui est invoqué. Par exemple, même si une décision prise en congrès est censée régler la manière d'épicéniser les textes, cette décision est ignorée. Mais *de facto*, les textes sont presque toujours écrits de manière épicènes ou au moins corrigés pour l'être. La modalité exacte (point, point médian, x ou non, etc.) importe peu. On a donc une situation où

les décisions formelles abondent, sont consignées par écrit, sont souvent oubliées mais parfois remises au goût du jour – généralement car un·e militante s'en souvient et juge une décision pertinente dans un contexte particulier et non pas car les activistes vont rechercher les décisions passées.

La relation de la Grève du Climat à l'écrit et aux décisions formelles est complexe. Je me permets un détour par le travail de l'anthropologue James C. Scott sur les groupes non-étatisés d'Asie du Sud-Est afin d'éclairer cette question. Suivant Pierre Clastres qui écrit dans *La Société contre l'État* que « [l]'écriture est pour la loi, la loi habite l'écriture ; et connaître l'une, c'est ne plus méconnaître l'autre » [Scott 2019 : 407], Scott développe l'idée que se passer de l'écriture au profit d'une tradition orale permet une plus grande souplesse et d'éviter la domination, notamment étatique. Pour Scott,

> [à] bien des égards, une tradition orale est intrinsèquement plus démocratique qu'une tradition écrite […] il existe rarement une façon simple d'« arbitrer » entre les différentes variantes d'une histoire orale, et il n'existe pas de texte écrit stabilisé auquel il est possible de rapporter ces variantes pour juger de leur véracité. [Scott 2019 : 424]

Lorsqu'il existe des textes, ils peuvent être déterrés à tout moment et fournir la base d'une orthodoxie [Scott 2019 : 420]. La personne ou le groupe de personnes ayant pu stabiliser un texte et son interprétation peuvent prendre l'ascendant sur les partisan·es d'une autre lecture ou sur les personnes n'ayant pas d'autre document ou décision formelle à opposer. Cela n'est pas forcément négatif pour les militant·es de la Grève du Climat : iels peuvent s'appuyer sur des décisions considérées comme légitimes, ce qui permet non seulement de se réclamer d'une légitimité collective, mais également de maintenir un équilibre et une unité entre régions et groupes de travail – bien que certaines décisions formelles n'aient pas toujours été respectées. Scott poursuit :

> Parce que les traditions orales ne survivent que dans la répétition, elles agrègent des interprétations nouvelles à mesure qu'elles sont transmises. Chaque récitation reflète surtout les intérêts en présence les relations de pouvoir du moment et les vues qui ont cours au sujet des sociétés et des clans voisins. [Scott 2019 : 426]

À la Grève du Climat, le fait de s'en tenir, au moins vaguement, à des décisions figées par l'écrit pousse les militant·es à se réunir et à modifier collectivement les décisions précédentes plutôt que de les réinventer oralement – et peut-être différemment de groupe en groupe. Cela permet d'engager des processus participatifs, de s'assurer de l'avis du maximum de militant·es, et de forger une horizontalité non seulement au sein de groupes relativement petits et soudés (comme des groupes régionaux), mais également au niveau national, en impliquant des gens qui n'interagissent que rarement[95].

Une mémoire orale, plutôt que basée sur des documents écrits supposément appliqués à la lettre, évite de fixer une généalogie ou une histoire unique. Scott explique :

95 Évidemment, seules les personnes se rendant en congrès ou aux réunions légitimes pour changer tel ou tel point prennent effectivement les décisions ; et leur application n'est de loin pas mécanique.

> Lorsqu'il existe différentes versions de ces généalogies et de ces histoires, le crédit qu'on y accorde dépend pour beaucoup de la réputation du « barde » concerné et de la façon dont le récit se conforme aux intérêts et aux goûts du public. [Scott 2019 : 424]

Si cela peut éviter l'émergence d'une bureaucratie et éviter qu'un groupe prenne l'ascendant sur un autre, cela peut également conduire à l'émergence d'une légitimité charismatique dans une composante du mouvement qui remettrait en cause l'unité de la Grève du Climat. Il me semble que le recours à un registre « horizontal-formaliste » [Him-Aquili 2020b : 14] et le fait de pouvoir de se référer à des documents portant le texte exact d'une décision adoptée (dans le cadre d'un congrès national ou d'un appel décisionnel national) et/ou le contenu des discussions ayant mené à cette décision (ce n'est pas toujours possible) permet de casser le développement de relations charismatiques. Les activistes peuvent faire échec à la tentative (volontaire ou non) d'un individu de s'arroger trop de pouvoir en prenant appui sur une décision portant la légitimité du mouvement dans son ensemble (ou du groupe de travail concerné).

Dans les faits, les militant·es qui se réfèrent à des décisions passées ne se réfèrent pas tant aux documents écrits qui en ont résulté qu'à leur propre mémoire et à leur interprétation des discussions (ce qui peut à la fois permettre de mieux saisir l'esprit de la décision et fausser la perception de la décision en adoptant une perception qui ne regroupe pas tous les enjeux traités). De plus, même si les textes existent et peuvent, pour la plupart, être déterrés, cela ne signifie pas qu'ils soient facilement accessibles si une militant·e ne s'en rappelle pas – ou ne retombe pas dessus. À titre d'exemple, je ne suis pas sûr d'avoir retrouvé la décision évoquée plus haut permettant de s'associer à une action syndicale[96]. De plus, les décisions prises au début du mouvement ne sont pas toutes bien archivées. Le procès-verbal de la première réunion nationale, le 30 décembre 2018, est assez partiel, et les versions en allemand et en français ne correspondent pas tout à fait. De nombreux groupes locaux et groupes de travail éphémères n'ont pas laissé de trace, du moins pas claires et facilement accessibles. Il semble donc encore une fois que les références à des décisions précédentes soient le fait d'une mémoire personnelle (parfois collective), que l'on pourrait qualifier d'orale mais qui transmet aussi par des messages écrits – notamment sur Telegram. Toutefois, il est souvent possible de retrouver le texte exact adopté. Il est possible d'envisager, dans une certaine mesure, ces documents écrits comme des aides-mémoires (ce qui va dans le sens d'Irène qui considère que le PV, « est vraiment un genre "d'aide-mémoire" de tout ce qui a été dit »), et non comme le support d'une loi. Scott estime en effet que certains systèmes d'écriture servant d'aide-mémoire au service d'une histoire orale n'ont pas le même rôle que les écritures permettant le développement d'une littérature et de documents complexes, pouvant servir de base à un pouvoir pérenne [Scott 2019 : 418-420]. Dans le cas de la Grève du Climat,

96 Mais j'ai pu retrouver sur le *drive* national une décision étant peut-être celle-ci, dont je ne me rappelais pas alors que je l'ai votée en congrès. Cela m'a d'ailleurs amené à commenter le document du « guide pour nouvelleaux » [annexe 2] avec le lien de la décision actualisée sur le soutien unilatéral. Mais cette décision date de 2020, pas de 2019.

on peut envisager un système hybride entre une forme de mémoire orale et de ré-invention constante[97] qui va avec ; et une forme de fixation écrite de décisions formelles qu'il est possible d'exhumer, sur laquelle il est possible de s'appuyer pour justifier ou emporter une décision subséquente. C'est par exemple le cas avec l'invocation de principes formels dans le cadre de conflits entre partisan·es et opposant·es au référendum contre la Loi CO_2. On assiste à une forme de « bricolage » [Scott 2019 : 429] construit non pas uniquement sur des bases orales, mais incluant de nombreux éléments écrits mobilisés à court terme ainsi que de nombreux documents pouvant être remis en lumière au gré des nécessités stratégiques ou des redécouvertes fortuites. La flexibilité observée combinée au respect, même partiel, de décisions formelles permet un fonctionnement souple laissant beaucoup de place à l'initiative personnelle et à l'initiative des différents groupes composant le mouvement tout en favorisant un fonctionnement collectif au niveau national et en freinant l'émergence de figures charismatiques (en leur confrontant des principes relevant non pas d'une « puissance personnelle » mais de délibérations collectives). Notons que la mémoire orale ne s'appuie pas que sur les décisions formelles et les discussions y ayant mené, mais également sur les pratiques, qui peuvent être normalisées et/ou invoquées par la suite pour justifier une action. La légitimé peut ainsi provenir de précédents plutôt que de décisions formelles.

2.7 Une « culture de discussion » dans les réunions et au-delà

Les réunions jouent un rôle important dans le fonctionnement de la Grève du Climat. Elles sont abondamment codifiées, et certains éléments reviennent de manière récurrente dans les représentations et, bien souvent, les pratiques des activistes. Mais l'élaboration de consensus et la communication entre activistes passe également par d'autres moments.

2.7.1 Les réunions

Les réunions de la Grève du Climat ne se déroulent pas toujours exactement de la même manière, mais certains éléments sont constants ou presque.

Le premier élément est le placement en cercle. S'il n'est pas toujours appliqué, par exemple lors de réunions du groupe neuchâtelois dans des salles universitaires rendant cela difficile, il constitue la norme. De cette façon, les militant·es se font face (même si lors de congrès nationaux, il y a généralement plusieurs rangs de chaises). Il n'y a donc d'habitude pas de tribune ou de présidence de séance faisant face à l'auditoire (à part, là encore, quand l'agencement de la salle pousse à cela). Jean, militant neuchâtelois, considère que le placement (y compris lorsque l'on n'est pas en cercle) est non-hiérarchique, et relève que les gens se tournent pour écouter les autres – personne ne va donc devant le groupe pour parler. En comparaison, lors des congrès et assemblées des délégué·es nationales du

97 Scott souligne que l'histoire écrite permet également des ajustements, mais de manière moins discrète [Scott 2019 : 432].

syndicat Unia, une présidence est placée sur une estrade, faisant face aux délégué·es. Lors des prises de parole, les militant·es se viennent devant l'assemblée. C'est également là où se trouvent les microphones, qui permettent d'amplifier la voix dans la salle mais aussi de permettre aux interprètes d'entendre les interventions. Aux congrès de la Grève du Climat, ce sont généralement les microphones qui se déplacent dans la salle, les interprètes sont dans la même pièce, et les personnes assurant la modération sont au centre du cercle.

Le second élément est la prise d'un procès-verbal (PV). Une ou plusieurs personnes se désignent pour cette tâche au début des réunions, de manière générale. Parfois, par exemple lors de congrès nationaux ou lors de certains appels, la ou les personnes prenant le procès-verbal sont définies à l'avance. Ce PV va de pair avec un ordre du jour généralement donné à l'avance, qui est suivi assez scrupuleusement. Dans le canton de Neuchâtel, les PV des réunions mensuelles et de la quasi-totalité des autres réunions sont systématiquement pris dans le même document que l'ordre du jour, c'est-à-dire un document participatif hébergé sur un *drive*, que les militant·es peuvent modifier librement.

Un troisième élément est la désignation d'une personne (parfois plus, notamment en congrès national) pour assurer la modération de la séance (parfois appelée facilitation dans d'autres collectifs). Dans les réunions neuchâteloises, cette personne est choisie (c'est souvent la première personne qui se propose) sur le moment. À noter qu'une ou plusieurs personnes se dévouent systématiquement pour ces deux tâches (PV et modération). Dans de très rares cas où il est décidé au début d'une réunion (parfois quand il y a très peu de monde) de ne pas avoir de modérateurice, une personne finit par adopter ce rôle. Une codification qui n'est pas souvent mise en avant par les activistes (y compris lors des entretiens que j'ai menés) mais qui est largement intégrée est le respect des tours de parole. Lorsqu'ils ne sont pas respectés, cela arrive, la personne chargée de la modération s'assure qu'ils le soient. Jean considère que cette personne préside également la séance, car elle s'assure du respect de l'ordre du jour.

Un quatrième élément est l'existence d'un « tour de bienvenue », parfois appelé « météo » qui permet à chaque personne de dire comment elle va, et, lorsque les gens ne se connaissent pas tous, de donner son prénom (ou pseudonyme) et souvent ses pronoms. Un tour de fin est également mené – bien que quelquefois il soit très court ou remplacé par un apéro – qui sert à dire comment on a trouvé la réunion et comment on se sent. Ce tour permet également de remercier les personnes présentes, plus particulièrement celles ayant réalisé la modération, le procès-verbal et le cas échéant l'interprétation.

Un autre élément est que les participant·es à une réunion ont toustes, du moins formellement, un poids égal, et leur participation est non seulement acceptée, mais encouragée. Il est habituel qu'une ou plusieurs personnes (pas forcément chargées de la modération) demandent aux personnes présentes depuis peu de temps si elles ont bien compris les discussions, sollicitent leur avis. Les activistes

s’efforcent également de favoriser la bienveillance dans leurs réunions en évitant de pointer du doigt une personne en particulier lorsque l’on évoque un problème, comme l’a souligné Manon en entretien.

Cette codification importante n’est pas propre à la Grève du Climat, et elle ne va pas de soi. La sociolinguiste Manon Him-Aquili a remarqué, dans des assemblées d’anarchistes et d’autonomes en France, que

> tandis que certains locuteurs voient dans la formalisation des rencontres (distribution de statuts métainteractionnels, typification des interventions, séquentialisation explicite des thèmes sous forme d’ordre du jour, etc.) des règles permettant la mise en place d’une horizontalité entre les participants, d’autres, au contraire, y voient le symptôme d’une névrose, l’occasion d’une manipulation ou d’un spectacle. [Him-Aquili 2020b : 18]

À la Grève du Climat, les activistes semblent considérer presque unanimement que la formalisation des réunions est essentielle afin de permettre à chacun·e de pouvoir s’exprimer et de voir son avis pris en compte, et afin de mener au mieux les discussions. Les remises en cause du fonctionnement des réunions sont rares, du moins depuis la fin 2019 (avant cela, les congrès nationaux étaient souvent un peu brouillons, et la question du consensus – qui a été abandonné depuis – créait des tensions). Le seul contre-exemple majeur que j’ai pu retrouver est la dernière plénière du congrès national de 2020, lorsqu’il était question d’adopter un document stratégique prévoyant un référendum contre la Loi CO_2. J’ai déjà évoqué dans la partie sur la domination charismatique qu’une personne en particulier avait réussi à modifier le processus décisionnel en cours de route. Mais en plus de cela, le modérateur était une personne externe au mouvement. Il a fini par être poussé à quitter la modération, quand tant des personnes partisanes du référendum que des opposant·es ont estimé qu’il ne maîtrisait pas assez les pratiques et valeurs de la Grève du Climat, et qu’il bousculait des principes importants tels que la transparence ou le fait que chacun·e a le droit de rejoindre les groupes de travail de son choix.

La modération

La modération joue un rôle essentiel dans les réunions de la Grève du Climat – et une modération jugée insatisfaisante génère des résistances[98]. Elle permet d’assurer le suivi de l’ordre du jour (ce qui permet d’avoir des discussions et décisions claires et un PV compréhensible), et de couper court lorsqu’une discussion s’enlise. Parfois, une personne est spécifiquement chargée de faire attention au temps, mais lors des réunions neuchâteloises, ce n’est pas la norme. La modération permet aussi d’assurer une participation équilibrée et d’éviter que certaines personnes prennent l’ascendant. La modération a souvent un rôle important dans la distribution genrée de la parole. Alors que les hommes cis sont souvent enclins à parler plus et plus longtemps, à avancer plusieurs arguments en une prise de parole alors que les femmes ont tendance à n’en avancer qu’un seul – ce qui pousse de plus les femmes à ne pas prendre la parole puisque leur argument a déjà été avancé (une militante a fait remarquer cela

98 Ce n’est pas le cas dans certaines de mes autres expériences militantes.

lors du camp d'été romand de 2021) – la personne assurant la modération permet d'aplanir ces différences. Cela ne va pas de soi. Par exemple, Alix, ex-militante fribourgeoise, m'a dit que lorsque c'était une femme qui faisait la modération, les autres femmes de l'assemblée avaient plus la parole. De plus, les hommes modérateurs avaient plus tendance à donner leur avis avant de laisser parler les autres.

L'importance de la modération est bien illustrée par la fin du congrès de 2020, après que le modérateur externe ait été remplacé par des militant·es de la Grève du Climat. Alors que le ton montait au sujet d'un possible référendum contre la Loi CO_2 en discussion aux chambres fédérales, un débat a été improvisé. La discussion sur ce référendum a atteint une rare intensité. Un certain factionnalisme s'était mis en place. Cela a par ailleurs contribué à briser une tentative d'un groupe semi-clandestin (qui n'avait jamais été très efficace) de militant·es révolutionnaires de s'organiser au sein du mouvement, ses membres n'étant pas toustes d'accord sur la question du référendum. De nombreux messages Telegram s'échangeaient sur des groupes peu ou pas ouverts ou en privé, et un groupe en faveur du référendum s'était formé informellement, en sus du groupe de travail qui avait fait la proposition. L'idée de ce référendum a émergé du groupe vaudois, et fait partie d'un document stratégique finalement adopté lors de ce congrès de 2020[99]. Durant toute la journée, les discussions avaient beaucoup tourné autour de la question du référendum, et le processus décisionnel en avait été modifié, créant une certaine confusion. La discussion étant tendue et aucun consensus ne se dessinant, un débat supplémentaire a été mis en place. Les deux camps se faisaient face. Au milieu de la salle, par terre, avec les autres militant·es assis·es autour sur des chaises, quelques personnes en faveur et en défaveur du référendum pouvaient présenter brièvement leurs arguments. Un petit nombre de militant·es de chaque camp se tenaient accroupi·es ou assis·es, et une personne se levait (en alternance pour chaque camp) pour défendre sa position. À un moment donné, il a été demandé par la modération qu'une personne qui n'était pas un homme cisgenre prenne la parole. Nous avons demandé à une militante neuchâteloise relativement discrète de parler en faveur du référendum. Donner la parole à cette personne a été important. D'une part car il était essentiel d'un point de vue militant, comme la modération l'a fait, de demander aux hommes cis de laisser la place aux femmes et aux minorités de genre ; d'autre part car faire parler une personne peu clivante permettait de débattre des arguments plutôt que de se lancer dans une lutte entre personnalités. En effet, la plupart des personnes s'étant exprimées pour le référendum, hommes cis ou non, étaient des gens plutôt vindicatifs et connus de nombre de militant·es. Il semble que ce type de réflexion a été minoritaire, qu'il n'a eu que très peu d'influence sur le processus, et la femme en question n'en était pas consciente. Elle a d'ailleurs précisé, en octobre 2022, « [m]oi j'avais compris que c'était parce que j'étais pas un homme cis ». De fait, elle a

99 J'étais d'abord en défaveur de ce référendum, mais ai été convaincu de m'engager pleinement le premier soir du congrès. J'ai passé une bonne partie de la soirée à peaufiner des arguments et une tactique pour faire adopter la stratégie correspondante et le référendum en vue des décisions du lendemain (j'ai ensuite défendu le non à la Loi CO_2 jusqu'à la votation, en juin 2021).

été sollicitée car elle n'était pas un homme cis (et qu'elle était en faveur du référendum). Sa personnalité n'a au final pas joué un rôle notable, car la discussion était organisée de sorte à minimiser les risques que quelques personnes prennent l'ascendant sur les autres. La modération a joué un rôle important, en exigeant de donner la parole à des personnes qui n'étaient pas des hommes cis (ce qui a *in fine* poussé quelques activistes dont je faisais partie à demander à la militante dont il est question de participer à la discussion, ce qu'elle n'aurait probablement pas fait spontanément) et en limitant le temps de parole. La modération a donc permis d'éviter que le débat se cristallise autour de quelques individus, d'éviter que des hommes cis prennent une place disproportionnée par rapport aux femmes et minorités de genre, et de pousser plus d'activistes à s'exprimer et à prendre part au processus. Ce rôle de modération existe dans la plupart des réunions à la Grève du Climat, et le contrôle de la parole qu'il incarne permet, comme Him-Aquili l'a développé [Him-Aquili 2020b], de casser les rapports de pouvoir.

Si nous considérons qu'une domination est « la concentration de pouvoir sur un certain point dans un système » [Nûjiyan 2020 : 57], et que comme le dit Foucault, « le pouvoir ce n'est pas une institution et ce n'est pas une structure, ce n'est pas une certaine puissance dont certains seraient dotés : c'est le nom qu'on prête à une situation stratégique complexe dans une société » [Foucault 1976, cité par Olivier 1988 : 88], un des rôles de la modération est d'éviter qu'une telle situation stratégique, et donc une telle concentration de pouvoir, puisse survenir. Ou plutôt, comme certaines personnes ont déjà plus de pouvoir – du moins potentiellement – que d'autres au sein du mouvement, du fait de leur âge, de leur genre, de leur éducation, de leur capacité à s'exprimer de manière concise (tous des points revenant régulièrement et explicitement dans les entretiens que j'ai menés, mais également dans les discussions et fonctionnements au sein de la Grève du Climat), la modération a pour rôle de modifier la situation afin d'éviter une concentration de pouvoir pouvant mener à une domination, notamment charismatique ou de genre. Cela passe par une limitation du pouvoir des personnes qui sont en position de domination dans la société ou qui font preuve d'un certain charisme, en les empêchant de prendre une place disproportionnée dans les discussions, en limitant leur temps de parole ou parfois en les rappelant à l'ordre. Cela passe aussi par un *empowerment* (ou empouvoirement) des personnes plus timides, moins sûres d'elles, moins habituées aux débats en grand groupe, moins prêtes à assumer un conflit, par exemple en leur demandant personnellement si elles souhaitent émettre un avis. Cet empouvoirement passe également par l'usage de gestes et le placement « non hiérarchique » qui n'oblige pas à se mettre physiquement en avant.

La communication non-verbale

Lors de presque toutes les réunions en présentiel, même informelles, auxquelles j'ai prêté attention dans le cadre de ce mémoire, un geste – ou plutôt un ensemble de gestes – revient : lorsqu'une personne veut prendre la parole, elle lève un doigt ; lorsqu'une autre personne lève déjà un doigt, la

deuxième personne en lève deux, et ainsi de suite. Cela permet de matérialiser l'ordre de parole, et permet le cas échéant de modifier ledit ordre, par exemple par un échange de regard. De tels changements interviennent typiquement lorsqu'une personne qui s'est déjà exprimée veut laisser sa place à un individu qui n'a pas encore parlé. Cela présuppose bien évidemment que l'on parte du principe qu'on doit parler chacun·e à son tour, et qu'il ne faut pas couper la parole (même si cela arrive tout de même). Il existe d'ailleurs un geste permettant de réagir directement sans attendre son tour : la personne rapproche ses poings, index levés, et les agite alternativement de haut en bas. Une telle réponse rapide sert normalement à donner une information factuelle ou à confirmer ou infirmer une affirmation. Elle n'est pas censée permettre d'amener un nouvel argument à la discussion (même si cela arrive). Si j'ai observé fréquemment ce geste en congrès, il est semble-t-il absent du répertoire neuchâtelois. En 2019 dans le groupe fribourgeois, il semble d'après un entretien que j'ai mené que ce geste a été très fréquemment utilisé juste après son introduction, puis presque plus, et finalement de nouveau un peu.

Un autre geste emblématique est celui qui consiste à agiter les mains en l'air, afin de manifester son accord. Les activistes que j'ai interrogé·es, de même que plusieurs militant·es ayant expliqué de tels gestes au fil de l'histoire du mouvement, estiment qu'il permet de donner facilement son avis, et de manière claire. Il n'y a pas besoin de prendre la parole pour s'exprimer, ce qui évite que les personnes les moins timides emportent une décision alors que leur avis n'est pas majoritaire. Cela permet également de voir quand une personne n'approuve pas. D'après une ex-militante du groupe fribourgeois, en 2019, lorsqu'une personne ne manifestait pas son approbation, on lui demandait explicitement son avis. Ce geste peut être utilisé lors d'une prise de décision, mais aussi lors d'une prise de température – généralement appelée *temperature check* tant en français qu'en allemand – permettant de sonder l'avis d'un groupe de manière non-contraignante. Le pendant négatif de ce geste a d'abord été les bras croisés au dessus de la tête. Jugé trop violent, ce geste est désormais réservé aux cas de veto ou d'oppositions les plus sévères. Dans les autres cas, les activistes agitent leurs mains vers le bas lorsqu'iels ne sont pas d'accord, ou à plat à mi-hauteur lorsqu'iels n'ont pas un avis tranché.

2.7.2 Des pratiques variées et variables, le consensus au centre

Les éléments évoqués en début de chapitre sont typiques des réunions de la Grève du Climat Neuchâtel, mais également de la quasi-totalité des groupes de travail nationaux de la Grève du Climat, et même des congrès. Toutefois, de nombreuses manières de prendre des décisions et de préparer les prises de décision ont été expérimentées, notamment en congrès.

Tout d'abord, lorsqu'un vote a lieu, il faut savoir comment le mener. La première manière de faire a été de chercher le consensus : lors des premiers congrès nationaux, une seule opposition pouvait bloquer une décision. Certain·es activistes ont jugé cela problématique, car cette logique pouvait empêcher d'avancer ensemble. De plus, lorsqu'il était certain avant de voter qu'il n'y aurait pas

d'unanimité, la formulation de la question déterminait le résultat du vote[100]. Le consensus strict a été abandonné en 2019, remplacé par plusieurs modalités de vote. Des votes simples à la majorité des deux tiers ou des 90 % ont eu lieu. Le principe du jugement majoritaire, où chaque proposition est notée et où la proposition ayant la meilleure note est retenue, a été utilisée lors du congrès de 2020. Ces votes peuvent se faire à main levée, en levant des feuillets de couleur, en votant grâce à une application ou un site web – par exemple Kahoot en novembre 2022, un outil de quiz mis à profit par les activistes.

Quelques autres manières de prendre des décisions peuvent parfois être mises en œuvre, comme le fait de se placer physiquement sur un axe, comme je l'évoque dans la partie sur l'occupation de la Place fédérale. Un processus proche a été mené en congrès. Les gens devaient s'asseoir dans des rectangles dessinés au sol, correspondant à un veto, à une acceptation avec de grosses réserves, à une acceptation avec des réserves mineures, ou à l'acceptation de la proposition. Le groupe a l'origine de la proposition a présenté son projet. Les militant·es se sont réparti·es dans les rectangles. La parole a ensuite été donnée aux personnes opposant un veto, puis à celles ayant des réserves. L'équipe de proposition pouvait répondre aux critiques ou inquiétudes, et modifier de manière mineure le projet. Durant ces discussions, les activistes pouvaient se déplacer d'un rectangle à l'autre s'iels changeaient d'avis. Le processus a duré jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de veto.

Lors de la pandémie de covid-19, les réunions se sont surtout tenues en ligne. Selon Manon, ces réunions étaient assez semblables aux réunions physiques. Elles ont d'abord eu lieu surtout sur Discord, puis Zoom et parfois Webex. Les votes ont généralement été organisés *via* l'outil de vote intégré à Zoom lors de réunions réunissant beaucoup de participant·es. À quelques reprises, les votes se sont faits en écrivant son nom dans le document Google Doc du procès-verbal, mais cela avait tendance à faire planter le document. Dans les réunions en petit groupe, les votes se font souvent en écrivant dans le *chat*, en utilisant un émoji dans l'application ou en levant la main face à la caméra, et souvent une combinaison de plusieurs de ces modalités.

De manière générale, beaucoup de militant·es tiennent beaucoup au consensus. Il n'est pas rare qu'après qu'une décision ait été prise, on demande aux personnes qui n'étaient pas très enthousiastes, ou dans le cadre d'un vote, aux personnes qui ont voté non, si la décision leur convient. Cela est parfois formalisé, comme lors du congrès de 2020, où il était prévu de créer un groupe comprenant des personnes opposées au document stratégique adopté afin de l'améliorer après coup. À l'issue du processus avec le placement physique dans des rectangles décrit ci-dessus, je me suis retrouvé être le seul à maintenir mon veto. Ayant obtenu des garanties que je jugeais satisfaisantes concernant la proposition (un changement de structure du mouvement), je me suis levé, suis sorti des rectangles et ai annoncé faire un *stand aside* – littéralement se tenir à côté, c'est-à-dire annoncer ne pas soutenir la

100 Par exemple, si la question est « continue-t-on avec le consensus ? » et qu'il n'y a pas unanimité, le consensus est abandonné. Si au contraire la question est « abandonne-t-on le consensus ? », le consensus est conservé.

proposition mais ne pas la bloquer non plus. Cette abstention était pour moi justifiée par la quasi-unanimité (j'étais moi-même très opposé au consensus strict), et le fait qu'en cas d'échec d'implémentation de la proposition, on reviendrait à la situation qui prévalait à ce moment-là. J'estimais également qu'il valait mieux adopter une proposition qui me semblait mauvaise mais qui serait appliquée par une majorité plutôt que de m'arc-bouter sur un *statu quo* qui ne convainquait pas de nombreux·ses activistes. Peu après, un militant qui a soutenu la proposition est venu me dire que j'aurais dû maintenir mon opposition, car je n'étais pas satisfait, et car je portais probablement l'avis d'autres activistes qui n'étaient pas présent·es.

J'ai indiqué que l'objectif absolu du consensus avait été abandonné dès 2019. Toutefois, cela ne signifie pas que les décisions se prennent dorénavant en ignorant les principes consensuels. S'est en fait développé ce que David Graeber appelle le « consensus modifié » [Graeber 2013b : 216], c'est-à-dire un ensemble de modalités et de pratiques qui permettent de prendre des décisions en l'absence d'unanimité, mais qui reposent sur une logique visant à permettre au plus grand nombre d'adhérer à la proposition. Une illustration de ce consensus modifié a été mis en application à plusieurs reprises en congrès. Ceux-ci sont souvent divisés en périodes de travail en petit groupe et en plénière. Lors des premières plénières, un groupe peut proposer un projet, un positionnement, etc. Si la proposition n'obtient pas une unanimité immédiate, les personnes opposées au projet approchent le groupe de travail, et celui-ci modifie sa proposition – ou l'abandonne s'il le juge opportun, par exemple face à une trop grande opposition. Le groupe peut alors présenter sa proposition modifiée. Cela peut se faire à plusieurs reprises. Lors de la dernière plénière – ou d'une plénière désignée à l'avance –, les participant·es au congrès votent une dernière fois sur la proposition. Cette fois, l'unanimité n'est pas requise, il suffit de réunir deux tiers (typiquement pour des propositions pratiques) ou neuf dixièmes (typiquement pour les décisions jugées importantes, portant par exemple sur des revendications nationales) d'avis positifs. Ce type de processus itératifs permet d'obtenir régulièrement des consensus en congrès national. Au sein du groupe neuchâtelois, ces processus existent également mais ne sont pas codifiés, du moins pas formellement. Dans ce groupe, la quasi-totalité des décisions en réunion se prend à l'unanimité, sans vote. Il arrive toutefois assez fréquemment que des décisions soient prises sur Telegram en utilisant l'outil sondage ou en réagissant à une publication avec des émojis, par exemple pour décider d'une date ou trancher entre plusieurs propositions d'affiches.

2.7.3 Au-delà des réunions – une « culture de discussion »

Le consensus ne se réduit pas à une liste de pratiques, il repose en fait surtout sur des principes et des valeurs. Dans un texte militant, David Graeber défend l'idée que

> [l]e consensus n'est pas un ensemble de règles. C'est un ensemble de pratiques. En fait, j'irais même plus loin en disant que si on va vraiment jusqu'au fond des choses, il peut se résumer à deux principes : tout le monde devrait avoir le même poids (appelons cela l'« égalité »), et personne ne devrait être forcé

> à faire quelque chose qu'iel n'a vraiment pas envie de faire (appelons cela la « liberté »).[101] [Graeber 2013a]

Cela résonne avec cette citation de Camille, déjà reproduite plus haut :

> pour moi, dès le moment où y a une volonté d'écoute et de bienveillance, de compréhension, surtout, y a de la démocratie, en fait. Et au sein de notre mouvement, parce que dès le mouvement où t'es dans un processus d'écoute et de compréhension, tu vas laisser de la place à tout le monde. Donc tu vas instaurer un système démocratique. Parce que tout le monde va se sentir suffisamment à l'aise, parce que tout le monde va pouvoir s'épanouir comme il se doit au sein du mouvement. Et c'est ça le principe de la démocratie, c'est pouvoir s'exprimer…

Elle poursuit :

> Ben même au-delà des structures internes du mouvement, elle [la démocratie] se... mais elle se définit entre autres par nos façons de penser de base, déjà, par un espèce de... bah entre autres, bon c'est hyper pompeux, mais d'éveil qu'on a l'un et l'autre, déjà. Donc tous dans ce mouvement, qui est déjà très présent, qui est de dire « ben non, on va essayer de comprendre, en fait. »

Les visées horizontales des militant·es de la Grève du Climat ne se traduisent pas uniquement par les modes de décision utilisés en congrès ou lors des réunions formelles, aussi codifiées soient-elles. La construction du consensus – ou d'un « consensus modifié » qui s'en rapproche – passe par un « cadre aux contours souvent poreux qui compte un ensemble d'éléments structurants, soit des normes, des symboles, des rituels, des modèles et contre-modèles » [Dupuis-Déri 2009 : 189], qui forment ce que l'on pourrait appeler une « culture de discussion», comme il y a une « culture de sécurité ». Cette culture de discussion se déploie dans les réunions, mais également dans les échanges sur Telegram, dans les actions, dans les interactions informelles, durant les moments de pause… Comme le dit Camille, cette « culture » repose sur la volonté d'écoute et de bienveillance. Elle est composée de nombreux éléments qui visent à permettre à chacun·e de s'exprimer, et à prendre en compte les avis de toustes les activistes concerné·es.

Cela passe par des discussions fréquentes, sur tous les sujets ou presque. Par exemple, lors du congrès de novembre 2022, une longue discussion a eu lieu entre un groupe de militant·es zurichois·es et des militant·es romand·es qui s'étaient opposé·es durant la journée, afin d'essayer de mettre à plat les différends et de mieux comprendre l'avis des autres. Des discussions sont régulièrement organisées au niveau national, sous la forme d'appels d'échange par exemple, et au niveau neuchâtelois, par exemple dans le cadre du GT Sieste ou en janvier 2023 pour discuter du fonctionnement du groupe. De manière générale, il est courant de sonder l'avis d'autres activistes, en groupe ou individuellement, ou de faire part d'idées ou de projets à d'autres personnes, et pas uniquement lorsqu'une décision formelle

101 "Consensus is not a set of rules. It's a set of principles. Actually I'd even go so far to say that if you really boil it down, it ultimately comes down to just two principles: everyone should have equal say (call this "equality"), and nobody should be compelled to do anything they really don't want to do (call this, "freedom.")" Ma traduction.

est attendue.

La « volonté d'écoute et de bienveillance, de compréhension » est rendue possible non pas uniquement par le recours fréquent à des discussions, mais également par des pratiques et processus permettant que ces discussions permettent de s'écouter et se comprendre – et d'écouter et comprendre tout le monde. On peut citer le recours à des groupes en mixité choisie – afin que les minorités de genre notamment puissent s'exprimer plus librement ; le recours à des discussions en petits groupes – ce qui permet aux personnes mal à l'aise en public de participer plus facilement ; le fait de régulièrement prendre des nouvelles des autres et s'assurer qu'iels vont bien ; les encouragements à prendre la parole adressés aux personnes qui ne se sont pas encore exprimées ; les gestes de communication non-verbale ; mais aussi par exemple la prise de parole réalisée au nom d'un groupe FINTA lors du congrès de novembre 2022 et qui visait à encourager à la fois les personnes FINTA à s'affirmer et les hommes cis à prendre plus de tâches comme la prise de procès-verbaux et à laisser plus de place aux personnes FINTA.

Certains de ces éléments sont largement utilisés hors des réunions. Par exemple, les gestes pour prendre la parole ou exprimer son accord ou son désaccord sont régulièrement utilisés dans des cadres informels. Il est également courant de demander l'avis des personnes ayant peu parlé dans une discussion informelle si elles ont quelque chose à dire, ou de faire attention à ce que les hommes cis ne monopolisent pas la parole. Il est également fréquent de s'assurer que tout le monde comprenne les termes de la discussion. Cette « culture de discussion » favorisant la participation du plus grand nombre et largement basée sur la bienveillance dépasse donc largement le cadre des réunions formelles, et est déployée dans la plupart des interactions entre militant·es de la Grève du Climat.

2.7.4 Des pratiques partagées

Le déroulement des réunions à la Grève du Climat et les logiques d'écoute et de recherche de consensus qui les sous-tendent ne sont pas propres à la Grève du Climat. D'une part, ces pratiques (et l'utilisation d'ordre du jour/procès verbaux participatifs) influencent fortement la Grève pour l'Avenir, qui a été lancée par la Grève du Climat. Elles semblent également influencer, parfois très fortement, les militant·es et ex-militant·es du mouvement, et inspirer ensuite le fonctionnement des associations et même des partis dont ces activistes sont membres. Les gestes des mains, notamment l'agitation des mains pour signifier un accord et les levers de doigts pour les tours de paroles, sont également utilisés lors de moments informels, y compris en-dehors du strict cadre militant. D'autre part, nous l'avons vu, la Grève du Climat n'a pas totalement inventé ses manières de fonctionner. D'autres mouvements, par exemple Extinction Rebellion ou la mouvance zadiste, partagent en partie ce que j'appelle un répertoire organisationnel collectif, en référence au concept de répertoire d'action collectif développé par Tilly. Cela explique par exemple que l'inter-collectif neuchâtelois adopte un fonctionnement très proche de celui de la Grève du Climat, sans que cela ne pose de problème. Cela explique également pourquoi il

est possible de retrouver le même type de réunions dans des cadres différents, essentiellement dans des mouvements et événements inscrits dans une logique horizontale. Notons tout de même que l'usage de l'ordre du jour/procès-verbal participatif et son archivage dans un drive facilement accessible n'est pas une pratique souvent rencontrée.

La réunion finale de l'occupation de la Place fédérale, décrite dans la partie 2.2.3, comportait plusieurs éléments identifiés ci-dessus, à savoir une modération, le placement « non hiérarchique », le poids (supposément) égal de chaque participant·e, le fait de ne pas se couper la parole… J'ai également observé une réunion semblable dans le cadre du dit Quartier vivant ou Quartier libre de Clendy-Dessous, à Yverdon-les-Bains, où, comme pour Debout pour le Changement, on peut considérer « l'assemblée comme le message en lui-même »[102] [Graeber 2013b : 22], ou plutôt, là encore, comme une partie du message. Je commence mon récit, tiré de mes notes de terrain, par la manifestation qui a précédé l'occupation, car les similitudes avec le fonctionnement de la Grève du Climat ne s'arrêtent pas à la réunion, et car la Grève du Climat elle-même a été impliquée.

> Le 16 octobre 2021, je me rends à Yverdon pour une manifestation sous le mot d'ordre « Reprenons la ville : Yverdon ville vivante », soutenue par la Grève du Climat. La manifestation semble, comme souvent, un peu improvisée. Des camarades de la Grève du Climat Vaud me demandent si je voudrais faire un discours. Je réponds que je peux peut-être en faire un, mais pas sur le plan climat vaudois, comme demandé. À l'issue de la manifestation, dans la cour de Sports 5, quelques prises de parole s'enchaînent. Deux organisatrices (plus ou moins identifiées), avec qui j'ai déjà échangé quelques mots durant le cortège – et que j'avais connu au travers de la Grève du Climat – me font signe de venir parler. Je commence mon allocution improvisée par une phrase du style « je viens d'être bombardé porte-parole de la Grève du Climat » avant de parler de béton, d'urbanisation, de droit à la ville. Durant les discours, des tracts circulent, appelant à continuer la journée quelques rues plus loin. Il y a même un plan avec trois chemins tracés. La plupart des manifestant·es se rendent à Clendy-Dessous, un quartier voué à la destruction. Je comprends seulement une fois sur place que l'action est illégale. D'où les trois chemins, pour ne pas trop alerter la police. Effort vain : les bleu·es nous ont évidemment suivi·es, et même en partie précédé·es. Ce qui ne change rien, puisque que la police semble bien empruntée. À Clendy, on commence un potager sur un terrain herbeux. Chaque personne s'engage comme bon lui semble, y va de son avis, et prend part tant aux plantations qu'aux décisions – comme pour l'emplacement des toilettes sèches. Un œil attentif – ou connaisseur – repère quand même tout de suite les meneureuses, même s'iels ne sont pas identifié·es. Avec un·e camarade de la Grève du Climat Vaud, on échange quelques mots. On se met d'accord pour relayer l'action sur Instagram et annoncer le soutien de la Grève du Climat. Un message de mobilisation sera ensuite envoyé sur Telegram. Je réussis ensuite à me retrouver au guichet à l'accueil, à expliquer aux passant·es l'action que j'ai découverte à peine quelques dizaines de minutes auparavant. On ne peut pas dire que l'organisation soit rigide. On voit quand même quelques personnes maîtriser les grandes lignes, que ce soit pour planter les légumes, faire des frites ou, plus discrètement, organiser une équipe de guetteureuses pour la nuit, semble-t-il choisi·es sur la base de la confiance personnelle.
>
> Je reviens le lendemain. La vie suit son cours. On apprend que durant la nuit, quelques personnes ont décidé d'élargir l'occupation aux bâtiments vides alentours. Une plénière est organisée. Là encore, l'œil averti voit que certaines personnes sont organisées en groupes d'affinité. Tout le monde peut participer, militant·es ou voisin·es. Un ordre du jour est élaboré sur le moment, les points sont ajoutés à la volée. Alors qu'elle a déjà commencé, quelqu'un propose d'expliquer ce qu'est une plénière, et ce que sont les signes utilisés. On se déplace de quelques mètres pour qu'il y ait moins de bruit, on se rassied par terre, et on explique. Agiter les mains en l'air pour signifier son accord ou en bas pour un désaccord, lever un ou plusieurs doigts pour demander la parole, et les gestes pour demander le silence, signifier un problème de langue, faire une réponse rapide. Même si le geste n'est pas expliqué, celui

102 "assembly as the message itself". Ma traduction.

> pour demander de parler plus fort – les paumes tournées vers le haut, agitées de haut en bas en les gardant à plat – est utilisé. Des tours de parole s'organisent. Les personnes donnent souvent un blase – un pseudonyme – plutôt que leur prénom. Quelques personnes sont masquées. À l'oral, le x inclusif se fait entendre. On parle de militantexs. Une personne qui assumait jusque-là ce rôle de manière informelle demande si quelqu'un veut faciliter la discussion – on ne parle pas de modération, ici. Après une brève explication, on a recours à un *temperature check*. Des sous-groupes – l'équivalent des groupes de travail de la Grève du Climat – sont formées, quelques personnes se désignent pour les coordonner. La prochaine plénière sera convoquée par un sous-groupe qui doit revenir avec une proposition avant qu'on puisse continuer les discussions.

Au travers de cet exemple, on voit déjà que les militant·es de la Grève du Climat présent·es ont décidé rapidement, sans trop se soucier de processus formels, d'annoncer le soutien du mouvement à l'action en cours. Il est en effet généralement admis (même si cela cause parfois de petites tensions) que certaines situations justifient d'agir rapidement. Mais même là, les militant·es se sont consulté·es avant d'annoncer l'inauguration du Quartier Libre sur Instagram et d'appeler à le rejoindre. On voit ensuite que les pratiques organisationnelles de la Grève du Climat ne lui sont pas propres – du moins pas toutes – et qu'elle les partage avec d'autres mouvements proches, formant une sorte de « mouvement de mouvements » [Shepard 2007 : 189] uni par « une expression créative et la praxis, plutôt que par une certitude idéologique gravée dans le marbre »[103] [Shepard 2007 : 189]. Notons que cette dernière citation s'applique également à la Grève du Climat elle-même.

2.8 La constitution d'un mouvement démocratique

Le fonctionnement actuel (je reviens ci-dessous sur ce qu' « actuel » peut signifier) de la Grève du Climat a émergé dans des conditions relativement floues et spontanées, sans qu'un contrôle central soit exercé sur le mouvement, sur ses pratiques et sur ses processus internes. Au fil des mois puis des années, il s'est stabilisé. Cela ne signifie pas que toute innovation ou tout changement soit dorénavant inexistant. Cela signifie simplement que comparativement aux premiers mois de 2019, le fonctionnement interne de la Grève du Climat est désormais plus homogène et change moins rapidement. Je fais un détour par la littérature pour éclairer l'émergence d'un mouvement démocratique tel que celui de la Grève du Climat. J'explore ensuite la stabilisation de son fonctionnement interne, avant d'aborder quelques éléments formant le « cosmos » [Eliade 1958] de la Grève du Climat, ainsi que quelques négociations et contestations internes, tout en soulignant que cette stabilisation ne signifie pas que le mouvement s'est figé, ni qu'il serait homogène.

2.8.1 Une démocratie novatrice… ou presque

Le début de l'année 2019 a vu exister un véritable bouillonnement au sein de la toute jeune Grève du Climat. Ses militant·es y ont expérimenté de nombreuses façons de s'organiser, d'une manière généralement novatrice. Aujourd'hui encore, il est fréquent que les activistes de la Grève du Climat ou

103 "creative expression and praxis, rather than iron-clad ideological certainty". Ma traduction.

de mouvements semblables expliquent qu'il est difficile d'expliquer l'autogestion, l'horizontalité, l'absence de hiérarchie, tant un fonctionnement de ce type tranche avec les expériences quotidiennes de la majorité de la population. Il est souvent rappelé que ces militant·es sont dans une phase d'exploration, d'apprentissage, de création de nouvelles manières de s'organiser. Et il est indéniable que pour la vaste majorité des militant·es, ces fonctionnements sont effectivement nouveaux.

Toutefois, les similitudes entre le fonctionnement de la Grève du Climat et d'autres expériences politiques, notamment nées dans le sillage d'Occupy Wall Street en 2011, sont frappantes. À la lecture des articles de Maeckelbergh sur le mouvement du 15 mai à Barcelone [Maeckelbergh 2011a, 2011b, 2012] ou des écrits de Graeber sur les événements de New York [Graeber 2013b], l'on se rend compte que les pratiques de la Grève du Climat ne viennent pas de nulle part. Il est évident que les pratiques et idées circulent. Des gestes des mains utilisés pour communiquer, par exemple, étaient déjà utilisés à Genève en 2011 lors du mouvement Occupy, et de nombreuses tactiques et pratiques internes sont inspirées du mouvement allemand Ende Gelände. Les pratiques d'Occupy Wall Street elles-mêmes proviennent, si l'on suit Graeber, de sources aussi diverses que le féminisme radical, le quakerisme ou des traditions amérindiennes [Graeber 2013b : 195]. Comme l'écrit le collectif Zerowork, « [i]l n'y a rien de simple à propos d'un circuit de lutte. La lutte de classes a de nombreux circuits, secteurs, divisions internes et contradictions, mais ce n'est ni une unité mystique, ni un désordre chaotique »[104] [Shukaitis et Graeber 2007 : 111]. Je ne prétends pas pouvoir faire un travail d'historien ou éclairer les voies par lesquelles ces pratiques se sont répandues, tant elles sont nombreuses, floues et entrecroisées. Mon propos ici est plutôt d'éclairer les logiques derrière l'apparition d'un mouvement démocratique, horizontal – alors qu'il aurait pu se doter d'un secrétariat central ou d'une présidence, avoir recours à des élections ou encore appliquer le principe du centralisme démocratique.

À la fin 2018 et au début 2019, des grèves étudiantes pour le climat et autres mobilisations rapidement regroupées sous le label « Grève pour le Climat » ou « Grève du Climat » (en allemand *Klimastreik*, en italien *Sciopero per il Clima*) ont rythmé l'actualité politique. Ces mobilisations ont été accompagnées de la constitution d'un mouvement-organisation, assez vite structuré. Elles ont été initiées et portées par de très nombreuses personnes, souvent très jeunes (entre 14 et 25 ans), d'horizons très variés. De nombreux·ses manifestant·es et organisateurices étaient des primo-militant·es. Toutefois, il y avait également beaucoup de membres d'organisations déjà constituées, des associations ou des partis politiques, notamment la Jeunesse socialiste, les Jeunes Vert·es, les Vert'libéraux·ales ou encore solidaritéS[105]. Si ces partis se revendiquent tous de principes démocratiques, leur fonctionnement interne n'a pas grand-chose à voir avec l'horizontalité de la Grève du Climat, et leurs aspirations non plus. Je me rappelle par exemple d'un membre du Mouvement pour le Socialisme[106]

104 "There is nothing simple about a cycle of struggle. The class struggle has many circuits, sectors, internal divisions, and contradictions, but it is neither a mystical unity nor a chaotic mess." Ma traduction.

105 Un parti de gauche, de tradition trotskiste.

106 Une autre organisation de tradition trotskiste.

rencontré dans le cadre de la Grève du Climat qui rêvait d'unir toutes les forces socialistes en un seul parti, alors qu'à titre personnel je considère que les modèles organisationnels tels que celui de la Grève du Climat, avec autonomie importante des membres et des groupes et encouragement à la spontanéité et aux structures nébuleuses sont bien plus appropriés. Pourtant, les militant·es de ces partis se sont investi·es avec ardeur dans la construction d'un mouvement tranchant avec leurs propres pratiques, à l'exception d'une poignée de militant·es de l'Étincelle[107], qui tenaient à appliquer le centralisme démocratique et un système de délégué·es à la Grève du Climat.

Pourquoi donc des membres d'organisations hiérarchisées se sont-iels attelé·es à construire un mouvement où chacun·e dispose d'une énorme autonomie, où personne n'a théoriquement plus de pouvoir que les autres ou encore où il n'y a pas de qualité claire de membre ? Mon hypothèse est qu'aucune organisation n'était capable d'imposer sa volonté face aux autres organisations et aux primo-militant·es, dont un certain nombre se méfiaient des partis politiques. Par exemple, nous demandions aux organisations de ne pas prendre leurs drapeaux en manifestation. Au début 2019, suite à une discussion très serrée en assemblée générale cantonale neuchâteloise, nous avons demandé à solidaritéS de cesser de tracter en manifestation (cette demande a été retirée par la suite). Certain·es militant·es ont été dès le début très attentif·ves à ce qu'iels voyaient comme un risque de récupération. Un activiste écrivait ainsi, dans le groupe Telegram du noyau dur de la Grève du Climat à l'Université de Neuchâtel, en février 2019 :

> C'est ça que je crains fortement, qu'on se fasse endormir par une apparente volonté de "collaborer" de la part de partis qui n'ont pas dans leur logiciel intellectuel néolibéral l'idée de transition ou simplement celle de limite. J'ai l'impression qu'on est obligé d'avoir un discours beaucoup plus radical, il faut décrédibiliser ces tentatives d'établir des consensus, qui voleront en éclat dès qu'on devra se pencher sur des questions plus concrètes telles que la régulation des multinationales ou la répartition des richesses. Ces tentatives de dépassement de clivages politiques sonnent pour moi comme une tentative de dépolitiser des enjeux qui sont à la base fondamentalement politiques. Quitte à être clivants, il faut être exigeants! Il faut en aucun cas qu'on se démobilise d'ici les élections même si des partis verdissent leur programme à des fins électorales!!! Le néolibéralisme et le capitalisme, qui restent le fond de commerce de beaucoup de partis, nous ont foutu dans le mur, comment peuvent-ils faire tels-quels partie de la solution?

La méfiance envers les partis était largement de mise, malgré que des membres de partis étaient très actif·ves dans le mouvement (dans le canton de Neuchâtel, notamment un membre de solidaritéS et une membre des Jeunes Vert·es) ou y participaient (notamment quelques membres des Jeunes POP[108]). Mais surtout, les organisations constituées étaient, je pense, tout simplement dépassées par les événements, et n'auraient de toute manière pas pu créer une direction rigide. Ainsi, tout le monde a dû improviser collectivement un fonctionnement qui permette d'une part d'avancer malgré des différences en termes d'analyse, de stratégie ou de tactique, et d'autre part d'empêcher une autre organisation ou un courant quelconque de prendre le contrôle de la Grève du Climat de manière irrémédiable. C'était

107 Une organisation trotskiste, active notamment au sein de la Jeunesse socialiste.
108 Une organisation communiste, de tradition marxiste-léniniste.

probablement aussi une volonté de la plupart des militant·es, et c'était assurément quelque chose d'apprécié. Une activiste vaudoise relate ainsi :

> La naissance des grèves du climat en 2018 et 2019 m'a marquée à jamais. On a vécu là, collectivement, des moments incroyables de lutte. Ce mouvement social était très créatif. On n'était sous la coupe de personne, ni d'aucun parti. [Calame 2022 : 21]

Le fait qu'en-dehors, ou du moins en marge, du contrôle des organisations hiérarchisées, les gens tendent à s'organiser démocratiquement et horizontalement n'est pas inédit. Ainsi, comme l'explique David Graeber :

> Si l'histoire était vraiment écrite, il me semble que la véritable origine de l'esprit démocratique – et probablement de bon nombre d'institutions démocratiques – repose précisément dans ces espaces d'improvisation juste en-dehors du contrôle des gouvernements et des Églises organisées.[109] [Graeber 2013b : 182]

Il poursuit :

> La créativité démocratique, par conséquent, a le plus de chances d'apparaître quand on a un ensemble hétérogène de participant·es, venant de traditions très différentes, avec un besoin urgent de réguler leurs affaires communes indépendamment d'une autorité pré-existante prédominante.[110] [Graeber 2013b : 186]

Ainsi, la Grève du Climat a su créer un mode de fonctionnement différent de ceux connus par ses militant·es (quoique pas totalement novateur), basé sur des principes démocratiques et horizontaux. Ce fonctionnement a émergé dans un espace d'improvisation, sans direction centrale. S'il s'est largement stabilisé, comme je l'explique ci-dessous, les principes d'horizontalité restent fortement présents – quoique les militant·es vivent souvent comme un défi de les maintenir et de les améliorer.

2.8.2 La stabilisation du fonctionnement interne

> Un peu comme si on voulait attraper une étoile et qu'on était tous partis avec notre attrape-papillons. Et ça, évidemment que ça change, c'est normal. À ça, on y a gentiment ajouté un chemin pour aller attraper l'étoile.[111]

Au début de mon mémoire, j'envisageais de traiter du fonctionnement interne de la Grève du Climat sans nécessairement m'attarder sur une période précise. Je souhaitais – et souhaite toujours – faire

109 "If the history were truly written, it seems to me that the real origin of the democratic spirit – and, most likely, many democratic institutions – lies precisely in those spaces of improvisation just outside the control of governments and organized churches." Ma traduction.

110 "Democratic creativity, in turn, is most likely to occur when one has a diverse collection of participants, drawn from very different traditions, with an urgent need to regulate their common affairs, free of a preexisting overarching authority." Ma traduction.

111 Citation tirée d'un entretien réalisé en décembre 2020 avec une ex-militante de la Grève du Climat.

comprendre et ressentir l'ambiance générale qui peut régner dans ce mouvement, et détailler les pratiques et représentations qui y ont cours sans pour autant faire un travail d'historien. Il était toutefois clair dès le début que mes descriptions et analyses ne s'attarderaient pas sur les dernières semaines de 2018 ni sur le premiers mois de 2019. En effet, outre que les souvenirs s'effacent peu à peu, que de nombreux·ses militant·es ne sont plus actif·ves dans le mouvement et que notre archivage laissait à désirer (de nombreux procès-verbaux n'ont pas été conservés, des réunions n'ont pas laissé de trace écrite, et les notes prises lors des réunions sont souvent bien plus incomplètes que celles prises lors de réunions plus récentes), le mouvement fonctionnait assez différemment. Il y avait beaucoup plus de groupes actifs. Par exemple, dans le canton de Neuchâtel, des groupes existaient au Lycée Blaise-Cendrars à La Chaux-de-Fonds, dans au moins un des lycées de Neuchâtel et à l'université, plus un groupe cantonal. La première grève, le 18 janvier 2019, a ainsi été organisée en grande partie par le groupe de l'université, mais aussi au travers d'une coordination cantonale encore hésitante, et par d'autres groupes et individus. Le groupe du Lycée Blaise-Cendrars a été très actif, et a organisé une mobilisation importante à La Chaux-de-Fonds, avant que de nombreux·ses lycéen·nes descendent manifester à Neuchâtel. Ces groupes multiples et créés assez spontanément ont fait vivre le mouvement dans ses premiers mois, en mobilisant dans diverses écoles, en organisant des stands pour collecter de l'argent, en transmettant les informations. Des groupes de travail (GT) nombreux se sont rapidement mis en place, notamment un GT Revendications et liens avec les autorités et médias, qui a un temps tenu lieu de comité cantonal, bien qu'un « comité »[112] ouvert à toustes ait été rapidement mis sur pied. Des manifestations et grèves étudiantes très rapprochées ont été organisée : grève étudiante le 18 janvier 2019 à Neuchâtel, manifestation le 2 février à Neuchâtel, grève étudiante le 15 mars à Neuchâtel, manifestation le 6 avril à La Chaux-de-Fonds, participation à la manifestation du 1er Mai au Locle, manifestation le 4 mai à Ins, manifestation le 24 mai à Neuchâtel, action contre l'UDC (un parti d'extrême-droite) le 21 juin à Neuchâtel puis à Cernier, participation à la relance de la *critical mass* à Neuchâtel le 26 septembre, grève étudiante et manifestation sauvage (après une Landsgemeinde) le 27 septembre à Neuchâtel, participation à la manifestation de l'Alliance climatique le 28 septembre à Berne, manifestation le 29 novembre à La Chaux-de-Fonds… Cela n'inclut de loin pas toutes les activités, et il est fréquent qu'à l'occasion d'une manifestation dans une ville, une mobilisation ait été organisée ailleurs plus tôt dans la journée. Des motions populaires ont été lancées (la première a récolté plus de 1000 signatures valables, sans grand effort, alors qu'il en fallait 100), le Conseil d'État neuchâtelois a invité la Grève du Climat à discuter… Bref, le mouvement grouillait de vie. Et personne ne contrôlait vraiment ce qui se passait. Beaucoup de personnes se sont impliquées, de manière assez inattendue. Une militante active en 2019 dans le canton de Fribourg dit par exemple : « Je sais pas comment on a réussi à mobiliser autant de monde », d'autant plus que pour organiser la première grève étudiante, le noyau dur était constitué d'environ sept personnes et avait une vingtaine de jours à

112 Le nom « comité », avec les guillemets, a été choisi lors de la première assemblée générale neuchâteloise, le 20 février 2019 (au moins une autre réunion cantonale a eu lieu auparavant, le 12 janvier 2019).

disposition, comme dans le reste de la Romandie. Lucia, une autre activiste active dans le canton de Neuchâtel, se souvient que c'était « tellement intense » pendant quatre à cinq mois, jusqu'au premier été. De nombreuses initiatives, souvent collectives, parfois individuelles, voyaient le jour, sans que personne n'ait une vision d'ensemble ni qu'une coordination un tant soit peu exhaustive existe. Pour cette même activiste, au début, le mouvement était « hyper-random » et on « essayait des trucs ». Irène considère que désormais, on est « moins éparpillé ».

Au fil des mois, dans le canton de Neuchâtel mais aussi dans les autres cantons et au niveau national et interrégional, le fonctionnement du mouvement s'est peu à peu précisé et stabilisé. Cela n'empêche pas les innovations (appels nationaux lors de la pandémie de covid-19 et après, groupe du Jura bernois créé le 15 mars 2020 – lors d'une assemblée populaire neuchâteloise, refonte de la gestion des réseaux sociaux francophones à l'été 2021…) mais l'impression globale est que la Grève du Climat a, depuis fin 2019, un fonctionnement relativement stable. Cette stabilisation va notamment de pair avec une mutation de la Grève du Climat, d'abord très large, hétérogène et ouverte, et à présent devenue de plus en plus une organisation clairement structurée. Cette mutation, accélérée voire provoquée par la pandémie de covid-19, a renforcé certains groupes, notamment le groupe neuchâtelois, sortis plus efficaces et soudés de la crise sanitaire. D'autres groupes n'ont pas eu cette chance, même si cela n'est peut-être pas dû au covid-19. Le groupe jurassien bernois a disparu, tout comme le groupe valaisan avant d'être refondé en janvier 2023, et le groupe jurassien ainsi que le fribourgeois peinent. Dans les cantons de Genève et Vaud, l'activité est variable mais souvent importante. De manière générale, le mouvement – ou l'organisation – s'est resserrée autour d'un noyau dur. Si l'on considère que la Grève du Climat comportait trois cercles – noyau dur, deuxième cercle actif, troisième cercle de sympathisant·es (sur le modèle d'engagement développé par Aric McBay dans *Full Spectrum Resistance*[113] [Floraisons 2019]), elle a assez rapidement perdu le deuxième cercle[114]. Ou, comme me l'a dit Coralie en entretien, on peut considérer que la Grève du Climat avait une partie mouvement et une partie organisation. En 2019, lorsqu'elle allait en manifestation, puis fin 2020, quand elle s'est impliquée dans le référendum contre la loi CO_2, son engagement était, selon elle, assez différent, tout comme son identification au mouvement. Elle explique :

> J'ai l'impression que ça avait pas la même signification qu'aujourd'hui […] Je me sentais faire partie d'un truc où j'étais dans la rue, j'étais dans l'énergie d'un mouvement de rue, et là, oui, je me sentais en faire partie. Mais la Grève du Climat en tant que groupe, mouvement plus ordonné, structuré… en tant qu'organisation [….], là, du coup, avant de comprendre mieux son organisation et de m'y investir […] je me sentais pas faire partie de l'organisation.

Il est clair que ce deuxième cercle, ou la partie mouvement de la Grève du Climat, a presque disparu.

113 Qui comporte quatre cercles : cadres, leaders, combattant·es ; auxiliaires ; base de masse ; population générale. Mais la Grève du Climat n'a pas de cadres ni combattant·es, et donc pas vraiment d'auxiliaires. Le modèle organisationnel de McBay ne s'applique que partiellement.

114 Quoique certaines personnes présentes dès le début continuent à graviter autour de la Grève du Climat.

Cela se ressent assez clairement, au moins dans le canton de Neuchâtel, lorsque nous interagissons avec des personnes qui ne font pas partie du noyau dur. Alors qu'au début, des personnes peu actives venaient aux assemblées générales, participaient aux actions ponctuellement, collaient des affiches au nom du mouvement, elles approchent aujourd'hui la Grève du Climat en tant qu'individus qui s'adressent à une organisation dont elles ne sont pas membres. S'il était possible de se sentir faire partie de la Grève du Climat en tant que *mouvement* sans pour autant faire partie de l'*organisation*, c'est désormais bien plus rare. Notons que cela ne signifie pas que la Grève du Climat fonctionne en vase clos. Dans de nombreux cantons, les liens avec d'autres structures sont forts. Dans le canton de Neuchâtel, ces liens passent notamment par la Grève pour l'Avenir, qui permet une action commune avec le syndicat Unia et avec le Syndicat des Services Publics ; et par un inter-collectifs créé en octobre 2021 dans l'idée de réaliser un projet commun (en l'occurrence un marché gratuit lors du Black Friday) et qui s'est pérennisé. Cette seconde coordination regroupe des membres de la Grève du Climat, d'Extinction Rebellion, de l'association étudiante AED, de L'Amar et de solidaritéS, mais aussi des individus intéressés par le projet du Black Freeday et qui ne sont membres d'aucune organisation de la coordination. De plus, par le jeu des appartenances multiples, des membres de groupes comme la Grève féministe, la Chorale révolutionnaire, un groupe de percussions, la Fédération Libertaire des Montagnes et la Grève pour l'Avenir y prennent aussi part. La Grève du Climat ou certain·es de ses membres permettent aussi des liens plus ou moins proches avec les Jeunes POP, les Jeunes Vert·es, la Jeunesse socialiste ou encore des député·es. La Grève du Climat participe aussi aux comités du 1er Mai des Montagnes neuchâteloises et de Neuchâtel, un·e de ses militant·es est membre du comité régional d'Unia et un autre est membre de l'assemblée régionale des délégué·es du même syndicat, sans compter les liens avec des organisations étudiantes, le parlement des jeunes de La Chaux-de-Fonds et bien d'autres encore. Cette mutation et l'affaiblissement de la partie « mouvement » de la Grève du Climat ne signifient donc pas que la Grève du Climat soit moins intégrée dans des dynamiques collectives ou soit moins forte. Les nombreuses actions menées depuis fin 2019 abondent en ce sens : occupation de la Place fédérale en septembre 2020, référendum – gagné, contre la Loi CO_2 au niveau fédéral, référendum – perdu, contre un contournement routier à La Chaux-de-Fonds, Grève pour l'Avenir, manifestations, blocages, soutien à la ZAD de la Colline, motions populaires neuchâteloises...

Il parait toutefois évident que le fonctionnement de la Grève du Climat, depuis cette mutation (évidemment progressive) est devenu plus stable, et souvent plus formalisé. Les procès-verbaux suivent des canevas (différents aux niveaux national et neuchâtelois)[115], les réunions neuchâteloises se ressemblent presque toutes, avec modération et procès-verbal, et ressemblent aux réunions d'autres groupes cantonaux et groupes de travail nationaux, des processus et habitudes se mettent en place…

115 Et ces canevas sont parfois utilisés en-dehors du cadre strict de la Grève du Climat. Celui de la Grève du Climat Neuchâtel est ainsi utilisé pour les ordres du jour/procès-verbaux de la coordination romande de la Grève pour l'Avenir depuis janvier 2022.

Reste à discuter de pourquoi, et de ce que cela implique du point de vue des militant·es. Nous verrons qu'au sein de la Grève du Climat, les analyses et surtout les réponses à y apporter ne font pas consensus. En sus de mes observations, j'ai fait part de l'idée que la Grève du Climat serait moins inventive, moins imaginative qu'au début à quelques camarades (aussi parce que c'est une préoccupation militante), et j'ai demandé aux personnes avec qui j'ai réalisé des entretiens ce qui, selon elles, avait changé depuis le début (en sachant qu'un certain nombre de militant·es ont rejoint le mouvement après 2019). Même au sein du groupe neuchâtelois, les réponses ont été assez variées. En me basant sur mes observations et les discussions que j'ai menées, je vais maintenant traiter de la stabilisation du fonctionnement de la Grève du Climat comme constitution d'un « cosmos » [Eliade 1958][116], de quelques négociations, contestations et redéfinitions dudit cosmos, et enfin de quelques raisons possibles des changements observés au sein de la Grève du Climat.

2.9 Un cosmos horizontal

S'il est fréquent de considérer les mouvements sociaux sous l'angle identitaire ou culturel, et de les qualifier de contre-culturels ou sub-culturels [Giugni 2019 : 77], je me permets ici un petit détour par la science des religions, pour aborder l'identité collective de la Grève du Climat comme un « cosmos ». Cette notion me semble opportune pour montrer comment le mouvement de la Grève du Climat s'est constitué autour de ce qu'on peut appeler des « rituels » structurant la vie quotidienne au sein mais aussi autour du mouvement, mais aussi de « mythes » formant une histoire presque légendaire. Cette notion permet aussi d'insister sur la *distinction* que les activistes (ou du moins leur noyau dur) effectuent entre ce qu'iels estiment faire partie de leur mouvement et ce qui n'en fait pas partie. Ce cosmos peut être rapproché de la notion d'idéologie, pour autant que l'on considère, comme je l'ai fait plus haut, que les pratiques de la Grève du Climat forment une part importante de ladite idéologie.

Pour Eliade, « *[p]our vivre dans le Monde, il faut le fonder* – et aucun monde ne peut naître dans le "chaos" de l'homogénéité et de la relativité de l'espace profane » [Eliade 1958 : 7]. Concrètement, si l'on considère que la Grève du Climat, comme tout mouvement social, n'est pas qu'instrumentale mais recèle une part culturelle et identitaire (comme le suggère Giugni [2019 : 77]), cela signifie que les activistes de la Grève du Climat ont créé (probablement largement inconsciemment) un « monde », un « cosmos » [Eliade 1958 : 8] distinct du reste de la société, du moins dans les représentations. Ce cosmos – qui ne s'arrête pas aux limites de la Grève du Climat – est résolument écologiste et décroissant, mais aussi démocratique et féministe, et non-institutionnel. Ce cosmos s'oppose à un « chaos », qui regroupe pêle-mêle le productivisme, les institutions politiques, l'extrême-droite ou les banques, mais aussi les organisations hiérarchiques. Le cosmos de la Grève du Climat, qui regroupe des pratiques, des valeurs, des processus, des revendications, peut être vu comme un allant-de-soi (mais pas

116 Je remercie la camarade, qui se reconnaîtra, avec qui j'ai discuté cette question et qui m'a suggéré cet angle d'analyse et les références pour l'étayer.

comme un impensé) : il va de soi à la Grève du Climat que l'on défend la réduction massive des émissions de gaz à effet de serre, que l'on est organisé démocratiquement, que l'on respecte les minorités sexuelles et de genre… Cela n'est jamais remis en question. Notons que si cela va de soi en termes de représentation, cela ne signifie pas que tout va bien, ou qu'aucun défi ne subsiste au sein du mouvement concernant notamment ces problématiques. Mais cette notion de cosmos permet de comprendre que de nombreux·ses activistes ont l'impression de faire partie d'un ensemble qui dépasse largement la Grève du Climat, mais qui n'inclut tout de même pas l'ensemble des organisations (notamment des partis) qui défendent les mêmes revendications.

Ce cosmos repose sur des revendications telles que la neutralité carbone, mais aussi sur un ensemble de modes d'organisation et de pratiques qui peuvent marquer la distinction entre un mouvement horizontal et d'autres parties de la société. Notons tout de même que l'hétérogénéité de la Grève du Climat et des autres structures fait qu'il n'y a jamais de limite nette entre ce qui est perçu comme semblable ou comme foncièrement différent. Par exemple, les liens entre les zadistes de la Colline (dont un certain nombre étaient passé·es par la Grève du Climat) et la Grève du Climat sont complexes, malgré un soutien fort et assumé de la Grève du Climat à la ZAD. Dans un autre registre, l'identification aux syndicats, par exemple au syndicat Unia qui est fortement hiérarchisé, est également très variable. De manière générale :

> L'importance de la formation d'alliances avec d'autres acteurs et actrices par exemple, comme la grève féministe ou les syndicats, n'est pas seulement instrumentale mais, selon la conception de la Grève du Climat, elle est justifiée en tant que partie solidaire d'un mouvement global progressif. [Schaupp et al. 2022b : 6]

Mais ces autres acteurices ne partagent pas toustes ce que j'ai appelé plus haut le répertoire organisationnel collectif de la Grève du Climat. Si j'ai écrit ci-dessus que la notion de cosmos permet de penser la distinction entre la Grève du Climat et le reste, il conviendrait plutôt de penser cela comme un gradient, qui part d'un centre flou mais qui s'appuie sur des pratiques communes. Ces pratiques, lorsqu'elles s'imposent dans la durée et sont partagées par un grand nombre de militant·es, deviennent des formes de rituels qui structurent l'espace physique et mental des activistes, renforçant le cosmos. Pour Eliade, la constitution du cosmos passe en effet par la consécration de l'espace. Et des pratiques devenues rituels consacrent l'espace dans le cadre des activités de la Grève du Climat. Pour l'espace physique, ce peut par exemple être la constitution d'un cercle pour tenir une réunion. Pour l'espace immatériel, ce peut être un tour de parole qui marque le début d'une réunion. Pour l'espace informatique, ce peut par exemple être l'envoi message sur des groupes généraux sur Telegram pour annoncer l'ouverture d'un nouvel espace militant (c'est-à-dire d'un groupe respectant le principe de transparence cher à la Grève du Climat). D'autres signes plus quotidiens montrent que l'on entre dans un espace formé de personnes partageant le même cosmos, comme l'usage de signes des mains pour

communiquer, y compris en-dehors des réunions officielles – pour le groupe neuchâtelois, il s'agit surtout de lever un ou plusieurs doigts pour marquer les tours de parole dans une discussion, et parfois d'agiter les mains pour signifier son accord ou sa désapprobation. Lorsque l'on se retrouve dans une situation qui n'est *a priori* pas militante et que l'on utilise ces gestes des mains emblématiques de certains mouvements sociaux, on crée implicitement un espace qui rejoint le « cosmos » et réunit des personnes qui partagent une identité, des valeurs et des pratiques communes.

Ce cosmos ne repose pas que sur des pratiques quotidiennes, mais également sur une sorte de récit idéalisé qui permet de resserrer les rangs autour de certains événements. On peut considérer qu'il existe une succession de faits (grèves étudiantes, manifestations, sommet européen à Lausanne en 2019, occupation de la Place fédérale à Berne en 2020, soutien à la ZAD de la Colline…) qui constitueraient, dans cette optique, une « histoire sacrée » [Eliade 1971 : 129 sqq.]. Les grèves étudiantes de 2018 et 2019, ainsi, peut-être, que la rencontre nationale du 30 décembre 2018 et les premiers congrès de 2019, constituent le « commencement » de l'« histoire primordiale » [Eliade 1971 : 130] – notons que la figure de Greta Thunberg ne semble pas extrêmement présente, certain·es militant·es ne la connaissaient pas avant de rejoindre le mouvement : c'est le cas de Lucia, qui a participé à la première réunion nationale. On peut considérer que certaines valeurs, pratiques et processus sont sacrés. Soit parce qu'ils vont de soi (la démocratie, l'inclusivité, le féminisme), soit parce qu'ils ont été érigés comme centraux au terme d'une décision explicite (le codex d'action, la transparence). Les pratiques actuelles sont largement basées, du moins dans les représentations, sur une série de « mythes » fondateurs participant à une forme de cosmogonie de la Grève du Climat. Toutefois, selon mes observations (notamment au sein du groupe neuchâtelois de la Grève du Climat et en congrès national en juin 2022) et entretiens, l'unité de la Grève du Climat n'est pas si claire. Malgré des appels à plus se concentrer sur ce qui unit les activistes, les discussions tournent souvent autour des divergences. De plus, l'« histoire sacrée » n'est pas la même d'un canton à l'autre, ni d'une région linguistique à l'autre. Il s'agirait ainsi non pas d'une histoire sacrée, encore moins d'une « histoire sacrée et permanente » [Scott 2019 : 432], d'un canon comme celui des religions organisées, mais d'un ensemble de récits interconnectés qui fait la part belle aux expériences personnelles et aux reconfigurations. Cela n'empêche pas que la Grève du Climat en tant que label soit souvent vue comme un moyen pour les groupes régionaux avec moins de forces de se greffer à quelque chose de plus grand. L'idée de se rattacher à quelque chose de plus grand ressort également de plusieurs de mes entretiens. Ainsi, même si le lien avec les structures dites nationales et l'implication au niveau supra-cantonal est parfois faible pour les militant·es neuchâtelois·es, le sentiment d'appartenance à un collectif qui dépasse largement le groupe neuchâtelois est bien présent. Si mes interlocuteurices ont souvent mis l'accent sur l'aspect motivant de se savoir faire partie d'un mouvement large afin de continuer à lutter politiquement, il me semble que la question des valeurs et du fonctionnement interne de la Grève du Climat est essentielle pour comprendre ce sentiment d'appartenance. Les militant·es ne se sentent pas faire partie de la Grève

du Climat seulement parce qu'iels adhèrent à ses revendications (beaucoup ne connaissent d'ailleurs pas parfaitement les revendications exactes qui ont été formulées au fil des ans), mais aussi car iels se sentent bien au sein du mouvement, et car iels partagent une série de pratiques, y compris ritualisantes, qui les réunit. Je pense que l'aspect quotidien de la Grève du Climat est bien plus importante pour comprendre l'unité du mouvement que cette histoire sacrée que j'ai évoquée ci-dessus. Cela s'explique probablement par l'importance que les activistes donnent à l'aspect préfiguratif de leur militantisme. Certains « mythes » jouent toutefois un rôle important dans les représentations des activistes. Mais la mémoire militante ne commence pas fin 2018 :

> La mémoire, particulièrement la mémoire collective, peut servir à porter les mouvements à travers le temps, même à travers les générations. […] Quand les activistes ou activistes en devenir commencent à acquérir l'habitus du mouvement, iels reçoivent souvent une forme d'histoire orale sur « le mouvement ». Des éléments d'une tradition de lutte transmise peut être focalisée sur « le mouvement » où l'individu est en train de s'impliquer, ou la poésie du mouvement peut s'inspirer d'une lutte pour le changement sociale proche, qui fournit une inspiration significative »[117] [Isaac 2008 : 50].

L'histoire (mythifiée) de la Grève du Climat, elle-même multiple, croise les histoires d'un « mouvement global progressif » [Schaupp et al. 2022 : 6]. Cette intersection participe à la conception d'un cosmos qui dépasse la Grève du Climat pour inclure d'autres collectifs et mouvements ou parties de mouvements qui partagent non seulement des objectifs similaires et des pratiques communes, mais aussi une histoire en partie partagée.

Ce détour par Eliade permet de mieux comprendre ce qui fait tenir le mouvement ensemble (un réseau d'histoires interconnectées, des valeurs centrales, des pratiques communes, une identité collective), mais l'analogie avec les religions a une limite évidente. Si certaines valeurs allant de soi peuvent être considérées comme des valeurs sacrées plus ou moins intangibles, il n'y a pas de divinités auxquelles se réfèrent les activistes de la Grève du Climat[118]. Il n'y a pas non plus d'« Ancêtres mythiques » [Eliade 1971 : 130] étant donné que les fondateurices de la Grève du Climat y sont, pour certain·es, encore. C'est-à-dire que la légitimité des pratiques, discours et représentations repose sur les activistes elleux-mêmes. Et que ces pratique et discours peuvent être changés de manière légitime et explicite par lesdit·es activistes. Cela n'empêche toutefois pas qu'une forme de mémoire mythifiée se soit mise en place, qui fait souvent l'impasse sur les pratiques quotidiennes qui sont pourtant au cœur des préoccupations de nombreux·ses militant·es.

117 "Memory, especially the collective variety, can serve to carry movements across time, even across generations. […] When activists or would-be activists begin to acquire the movement habitus, they are often receiving a form of oral history about "the movement." Elements of a passed-along tradition of struggle may be selectively focused on "the movement" to which an individual is becoming involved, or movement poetry may be drawn from a different but related struggle for social change that provides especially significant inspiration." Ma traduction.

118 Du moins collectivement, car certain·es activistes pratiquent une religion.

2.9.1 Une histoire mythifiée : dévoiler la construction du mouvement

Si j'ai relativisé l'importance de l'« histoire sacrée » [Eliade 1971 : 129 sqq.] de la Grève du Climat dans son identité, je pense utile de revenir à ce qui fonde cette histoire sacrée. Le sacré est considéré par le Collège de sociologie comme une « force centrifuge au centre de n'importe quel groupe social »[119] [Grindon 2007 : 97]. Pour ce Collège, les mythes seraient l'agent viral au-travers duquel le sacré est communiqué et activé dans la société. Certains faits mythifiés, comme évoqué plus haut, forment une sorte d'armature permettant non seulement de maintenir le mouvement de la Grève du Climat et de fonder en partie une identité collective et un ensemble culturel auquel les activistes peuvent se rattacher, mais aussi de diffuser une certaine image de la Grève du Climat vers l'extérieur. Des anecdotes sont ainsi régulièrement racontées et transmises (des histoires d'arrestation, d'occupation de la Place fédérale, de la montée presque au pas de course au Château de Neuchâtel lors de la manifestation du 18 janvier 2019, de moments festifs en congrès…), et des faits et décisions sont régulièrement invoqués pour soutenir une position ou légitimer une action (codex d'action, soutien unilatéral, habitudes diverses, précédents…). Au fil des plus de quatre années d'existence de la Grève du Climat, une forme de récit, ou plutôt, comme je l'ai écrit plus haut, un ensemble de récits interconnectés faisant la part belle aux expériences personnelles, s'est mis en place, basé sur des valeurs (horizontalité, démocratie, inclusivité), des principes (transparence, inclusivité), des pratiques quotidiennes (gestes de la main, tours de parole) et les mythes évoqués ci-dessus. Notons que certains mythes reflètent un idéal qui n'est pas toujours appliqué. À titre d'exemple, lorsque j'ai demandé à mes interviewé·es ce qu'était une réunion typique, plusieurs m'ont tout de suite dit que lors d'une réunion typique, l'on se mettait en cercle. C'est une pratique qui est fréquente, mais de loin pas systématique pour autant, par exemple lorsque la configuration de la salle rend la pratique malaisée. D'autres idéaux ou traits distinctifs, par exemple le recours à un langage qui ne repose pas sur le masculin générique ou à des signes des mains pour communiquer, sont fortement ancrés dans les représentations des activistes, mais ne sont pas systématiquement mis en œuvre.

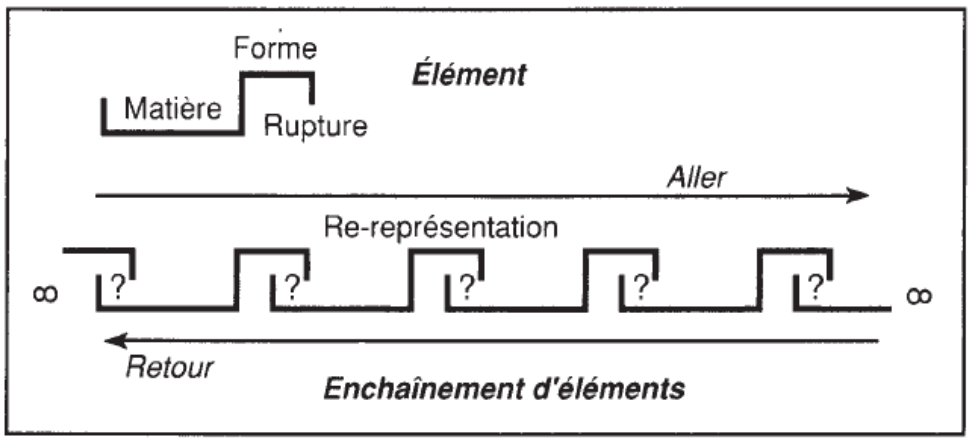
Les bases du cosmos de la Grève du Climat ont été, me semble-t-il, jetées très vite. Dès le début, l'horizontalité a été un allant-de-soi, tout comme la défense des droits des femmes et des minorités de genre et sexuelles ou encore l'antiracisme. Certaines pratiques courantes évoquées ci-dessus (comme utiliser des signes des mains pour communiquer ou se mettre en rond lors de réunions) ont rapidement été intégrées. Quelques décisions ont affiné tout cela, par exemple celle disant que le mouvement était transparent, même s'il l'était déjà largement *de facto*. Les tentatives de formaliser des rôles, voire d'élire des bureaux fixes, ont existé, mais les fonctionnements horizontaux et flous reviennent régulièrement[120]. Quelques éléments semblent donc former une sorte de toile de fond sur laquelle les actions, processus et revendications de la Grève du Climat se greffent.

119 "[…] centrifugal force at the center of every social group […]". Ma traduction.
120 Il est évidemment encore un peu tôt pour savoir si cette tendance à l'horizontalité durera dans le temps.

Toutefois, ces éléments ne forment pas une histoire complète du mouvement. Si les défis, notamment autour de l'inclusivité et de l'efficacité des actions, ne sont pas tus, et sont même parfois mis en avant, l'image de la Grève du Climat portée par les activistes s'articule soit autour d'éléments positifs (horizontalité – même imparfaite, actions réussies, organisation efficace, gestion de la fatigue – même très imparfaite…) soit autour d'éléments qui justifient et légitiment l'existence du mouvement écologiste et ses actions (répression, promesses non tenues d'autorités ou de figures politiciennes, mais aussi conviction que les problèmes au sein de la Grève du Climat, notamment autour des questions de genre, sont moins pires qu'ailleurs, si j'en crois mes entretiens…), parfois autour d'éléments permettant une certaines distinction du mouvement avec les autres façons de s'organiser et d'agir (horizontalité, transmission de matériel posé dans un train et récupéré dans une autre gare, banderoles réalisées par les activistes plutôt qu'imprimées…). Beaucoup d'éléments, notamment ceux pouvant être liés à des échecs, sont ainsi laissés de côté. L'image que les activistes (se) donnent d'elleux-mêmes et de leur mouvement reflète donc partiellement l'histoire de la Grève du Climat. Par exemple, lors d'un camp d'été romand en 2021, il a été décidé de réformer la gestion des réseaux sociaux en français, et notamment d'introduire un processus de validation des publications. Ce processus existe encore début 2023, et est généralement suivi à la lettre. Ce succès, du point de vue militant, est souvent mis en avant. Mais lors de ce camp d'été, il a aussi été décidé d'un processus pour gérer une boîte de messagerie électronique romande, qui inclut notamment un tournus pour relever les e-mails. Ce tournus n'existe plus, mais cet élément est peu mis en avant, et est probablement oublié par certain·es des participant·es à ce camp. Le fait de faire voyager le matériel en train sans accompagnateurice est également devenu très rare, bien que ce mode de déplacement soit encore fréquemment rappelé. Dans un tout autre registre, les débats autour de l'anticapitalisme sont aujourd'hui largement ignorés, les quelques personnes profondément libérales ayant été *de facto* largement minorisées et l'anticapitalisme étant devenu un allant-de-soi. Mais surtout, de nombreux éléments du quotidien ne sont souvent pas pris en compte (le temps nécessaire pour coller des affiches, la nécessité de mettre les sites web à jour, les efforts consentis pour entrer en contact avec d'autres organisations, les démarches réalisées pour s'assurer l'accès à une salle de réunion, le transport de matériel…), et de nombreuses personnes étant passées par la Grève du Climat ont été plus ou moins oubliées, les souvenirs mis en avant tournant beaucoup autour de personnes étant vu comme occupant ou ayant occupé un rôle central et pas autour de celles n'étant venues qu'à un petit nombre de réunions ou ayant participé à une action unique, malgré que ce type de participation a fait énormément avancer le mouvement.

La constitution du cosmos de la Grève du Climat, de ses pratiques et de ses processus internes, est donc plein d'éléments oubliés, ou du moins pas ou peu mis en avant. La complexité de l'histoire de la Grève du Climat laisse la place à une succession lissée d'éléments mis en avant, et régulièrement remémorés, et des éléments vus comme des point de détail mais permettant de passer d'une étape à l'autre, des « médiations intermédiaires » [Latour 2007 : 219] sont peu à peu oubliées. Le schéma de

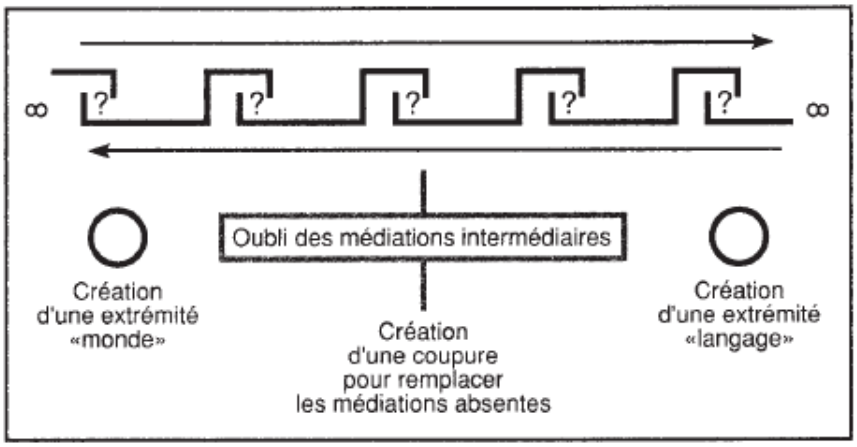
Bruno Latour ci-dessous illustre bien le phénomène : les éléments s'enchaînent, et sont agencés dans une chaîne formant *a posteriori* une histoire relativement cohérente. Toutefois, lorsque l'on se penche sur le détail du déroulé d'événements passés, on se rend compte qu'elle repose sur une partie seulement des éléments qui ont effectivement constitué cette histoire. Prenons par exemple l'exemple de la motion populaire, un outil législatif permettant à des citoyen·nes de demander au Grand Conseil (le législatif cantonal) de se pencher sur un texte qui lui est soumis, et utilisé par la Grève du Climat Neuchâtel. Pour réaliser ces motions, il a fallu enchaîner un grand nombre d'actions. L'idée a dû être formulée. Puis discutée. Puis affinée. Des propositions ont dû être faites, discutées, améliorées et triées. Des réunions ont dû être organisées. Pour cela, des lieux ont dû être trouvés. Des activistes ont dû récolter des signatures. Pour cela, des feuilles ont dû être réalisées en suivant des indications qu'il a fallu demander à la chancellerie. Les feuilles de signatures ont dû être triées puis expédiées ou amenées séparément aux contrôles des habitant·es de chaque commune pour faire vérifier les paraphes. Un rendez-vous a dû être pris avec le bureau du Grand Conseil. Les signatures ont dû être amenées au Château de Neuchâtel. Des communiqués de presse et communications aux partis politiques ont dû être rédigés. Pour cela, des documents participatifs ont dû être créés, des gens ont dû écrire au moins des brouillons, d'autres ont dû les compléter, les relire, les commenter. En bref, un nombre incalculable de petites actions ont été réalisées pour faire aboutir des motions populaires. Entre chaque action s'établit une « médiation » permettant de passer à l'étape suivante (et une médiation permettant de se représenter l'action). Une médiation est aussi une rupture entre les actions (et entre les actions et les représentations). Une chaîne d'événements qui irait d'un point A étant l'idée du lancement d'une motion populaire à un point B étant la fin du processus peut être représentée comme ceci :



Latour 2007: 216

Toutefois, au fil du temps, l'histoire est lissée, les médiations intermédiaires (marquées « ? » sur le schéma) oubliées s'accumulent, et une histoire mythifiée s'installe peu à peu. Au fil du temps, les

mythes, valeurs et processus stables sont acceptés comme allant de soi, et les actions multiples qui ont mené à leur mise en place sont de moins en moins prises en compte. On se retrouve ainsi avec une rupture entre le point A et le point B[121], et il n'est plus possible de remonter la chaîne des événements. Autrement dit, on pense que le chemin allant de l'idée d'une motion à l'aboutissement du processus politique est presque automatique. Et même si l'on sait que ce n'est pas le cas, on ne se rappelle plus du chemin exact qu'il faut prendre pour réitérer le processus.



Latour 2007: 219

Si, comme Latour l'a montré dans ses travaux, ce type de processus pose un défi à la compréhension scientifique des processus sociaux, il pose également un défi aux militant·es. En effet, lorsque l'on oublie les médiations intermédiaires, on ne prend plus en compte les conditions d'émergence de tel ou tel processus ou action, et on ne pense plus consciemment à ces médiations. Dans la pratique de la Grève du Climat, ces médiations peuvent par exemple être des contacts personnels entre des activistes de la Grève du Climat et des personnes externes au mouvement, le recours à des ressources matérielles difficile d'accès, des sessions de collage d'affiches… Lorsqu'elles ne sont plus prises en compte, on peut avoir l'impression que les choses se font toutes seules, d'elles-mêmes. À titre d'exemple, il est question fin 2022 au sein de la Grève du Climat Neuchâtel de lancer une nouvelle motion populaire. Lors des discussions, il a été relevé que c'était une démarche assez simple, et que la Grève du Climat en avait déjà déposé plusieurs, assez facilement. Toutefois, lorsque l'on se penche sur les détails concernant les motions antérieures, on se rend compte qu'une motion ne se fait et ne se dépose pas toute seule. Quelques activistes (dont je fais partie) ont donc appelé à considérer tous les éléments nécessaires à un tel projet.

Toutefois, les militant·es de la Grève du Climat, ou du moins certain·es d'entre elleux, s'efforcent de reconstituer ce genre de processus, notamment afin de former au mieux les activistes ayant rejoint le

121 Le schéma de Latour utilise comme point A le monde tel qu'exploré par des scientifiques, et comme point B le discours scientifique qui en découle. Mais la logique reste la même ici.

mouvement récemment, afin de transmettre les savoirs et savoir-faire (ce qui renforce l'horizontalité et la résilience du mouvement), ou afin de permettre à un groupe donné d'avoir une idée plus claire de quel genre de forces il faut mobiliser pour un projet particulier. Des guides pour nouvelleaux, des messages d'explications sur Telegram, des articles sur un wiki, des documents récapitulatifs, des tutoriels vidéo et des discussions souvent informelles permettent de faire ressurgir des connaissances sur certains processus, mais aussi de faire connaître à de nouvelleaux activistes des actions passées, des rencontres avec d'autres organisations, des anecdotes sur le fonctionnement du mouvement. Ce mémoire par exemple joue un rôle, pas forcément énorme mais bien réel, dans ce type de processus. Il a ainsi poussé des militant·es neuchâtelois·es à se repencher sur le congrès de septembre 2020 et les décisions autour de la Loi CO_2. Ce faisant, certaines personnes (y compris des personnes qui ont vécu ces événements, dont moi-même) ont modifié leur perception de cette période. Des discussions autour de mon travail ont fait prendre conscience que le codex d'action de la Grève du Climat, censément central pour l'action du mouvement, était en fait très peu connu des militant·es, notamment celleux arrivé·es après son adoption[122]. Suite à cela, un « guide pour nouvelleaux » intégrant ce codex a été rédigé.

Ceci nous amène à un point très important : cette histoire mythifiée n'est pas figée, et les médiations intermédiaires n'ont pas toutes totalement sombré dans l'oubli. Les mythes peuvent être remplacés ou modifiés, les processus re-conscientisés, des faits, décisions, actions être rappelés à la mémoire des activistes. Ainsi, si un certain cosmos s'est formé et si le fonctionnement de la Grève du Climat s'est quelque peu stabilisé, le mouvement continue d'évoluer, et les représentations des activistes également. Et ceci se fait parfois tout à fait consciemment, voire volontairement. Cela explique que malgré une identité commune et des valeurs centrales fortes, des positions parfois difficilement conciliables ont pu se cristalliser.

2.9.2 Négociations, résistances et remises en cause

La Grève du Climat a produit un certain nombre de décisions formelles, ainsi que de précédents, que l'on peut qualifier de jurisprudence afin d'en saisir l'importance. Ces décisions successives, formelles ou non, ont abouti à une certaine stabilisation de la Grève du Climat et à des homogénéisations partielles dans certains domaines (déroulement des réunions, structure des ordres du jour et procès-verbaux, utilisation de certaines plateformes de messagerie, gestes de la main…).

Un répertoire d'action collective a peu à peu été constitué. Il forme « une série limitée de routines qui sont apprises, partagées et exécutées à travers un processus de choix relativement délibéré » [Tilly 1995, cité par Péchu 2009 : 454]. Si ce répertoire est limité, il n'est pas figé. Les activistes l'étendent, en réalisant d'autres types d'action. Si le mouvement a commencé par des grèves étudiantes et des manifestations de rue, il a rapidement intégré des conférences, ateliers, actions de blocage relevant de

122 Cela ne signifie pas qu'il n'a pas eu d'influence sur ces personnes.

la désobéissance civile, mais aussi motions populaires, référendums, marchés gratuits, projection de films… Si l'on considère que les pratiques internes font partie des actions de la Grève du Climat (ce que je défends, étant donné que l'aspect préfiguratif des pratiques internes est crucial pour les militant·es), cette même logique s'applique au fonctionnement du mouvement-organisation qu'est la Grève du Climat : congrès nationaux, réunions cantonales, groupes de travail, appels nationaux, usage de Telegram, gestes des mains, ordre du jour/procès-verbal participatif… À côté du répertoire d'action collective s'est donc également développé un répertoire organisationnel collectif. Notons que tout comme le répertoire d'action, ce répertoire organisationnel peut évoluer, et certains éléments peuvent parfois en sortir (comme le recours à un serveur Discord, probablement définitivement abandonné, ou certains gestes de communication non-verbale).

Les débats sur le référendum contre la Loi CO_2, entre arguments de fond et appel à des principes formels

Les militant·es s'appuient parfois explicitement sur des éléments de ce répertoire, notamment les éléments fortement ancrés ou ayant fait l'objet d'une décision officielle, pour légitimer leur action. Par exemple, lors de débats internes sur un référendum contre la Loi CO_2, des activistes s'appuyaient non seulement sur des arguments ayant trait à ladite loi, mais aussi à des décisions et des valeurs propres à la Grève du Climat. Après l'adoption d'une stratégie prévoyant de lancer le référendum, certaines personnes se sont opposées à la décision. Rapidement, des sections régionales ont annoncées qu'elles n'étaient pas motivées, ou qu'elles s'opposeraient au référendum. Certaines ont fini par soutenir ouvertement la loi. Les tensions étaient importantes (peut-être les plus importantes qu'a connues le mouvement). Elles reposaient d'une part sur l'appréciation différente de l'opportunité du référendum selon les groupes et les individus, d'autre part sur une remise en cause de la légitimité de la décision. Les pro-référendum estimaient que le résultat du processus décisionnel était clair. Iels avançaient notamment l'argument que de nombreuses personnes favorables au référendum étaient parties avant la fin du processus, pensant qu'il était terminé, comme cela avait été annoncé par la modération du congrès. Et que même si le résultat avait été serré en regard des règles fixées, une immense majorité des participant·es au congrès avaient accepté la stratégie. Ainsi, pour les pro-référendum, les modifications en cours de parcours du processus décisionnel étaient presque un argument supplémentaire pour légitimer la décision de lancer un référendum : malgré les multiples étapes ajoutées à la dernière minute pour répondre aux demandes des anti-référendums, la stratégie avait été adoptée à une vaste majorité. Pour certaines personnes opposées au référendum, à l'inverse, le processus semblait illégitime. Les pro-référendums auraient utilisé des temps d'information supplémentaires pour défendre leur position plutôt que pour informer, et la décision finale aurait été adoptée sous une pression intolérable. En effet, lors du vote final, la stratégie a recueilli un tout petit peu moins de 90 % des voix, seuil fixé pour légitimer le choix. Mais juste après ce vote, un militant (pourtant opposé au référendum) a pris la parole pour dire qu'il appelait les gens à changer leur vote et

à accepter la stratégie malgré le référendum, pour que l'on ne reparte pas du congrès – qui était dévolu uniquement à l'adoption d'un document stratégique – sans rien. Et quelques personnes ont changé leur vote. Suite à cette situation vue comme inextricable, les militant·es qui s'apprêtaient à lancer le référendum ont accepté que la position officielle de la Grève du Climat soit que la loi est insuffisante, mais que le référendum serait lancé uniquement au nom de groupes régionaux et pas au nom du mouvement au niveau national. Cela n'a pas suffi à calmer les tensions. Une réunion en ligne, vouée à la discussion, a été mise sur pied. Le but n'était pas de discuter de la position des référendaires, mais d'annoncer leur intention (ce qui a été fait au début de la séance). S'il n'était pas prévu de pouvoir vraiment débattre, nombre de militant·es ont semblé apaisé·es d'avoir pu s'exprimer sur le sujet. Cela a d'ailleurs été considéré, à l'interne du groupe portant le référendum, comme assez étrange. Un militant écrivait ainsi (en anglais) : « JE NE COMPRENDS PAS les gens de la GdC. Je crois qu'ils sont fous. Ils viennent d'accepter le processus le plus injuste et le plus stupide que j'ai jamais vu et ils ont l'air d'accord » dans un groupe Telegram semi-clandestin constitué du groupe référendaire. Je pense toutefois que cette réunion a permis de calmer les tensions car elle a donné la parole à tout le monde et a permis de réaffirmer que nous restions un mouvement uni et qu'il y avait plus de choses qui nous unissaient que de choses qui nous divisaient. Ceci étant, les tensions ont baissé mais n'ont pas disparu. Quelques personnes ont ainsi plus ou moins activement tenté d'empêcher les référendaires de mener leur projet à bien. Certaines sont allées jusqu'à demander à ce que les référendaires n'aient pas le droit d'utiliser l'argent et le logo de la Grève du Climat. Face à cela, j'ai rédigé l'argumentaire suivant (en anglais) à l'attention des référendaires :

> Certaines personnes veulent nous interdire d'utiliser l'argent et le logo de la GdC.
> Nous ne devrions pas débattre de ça.
> Nous devons rappelons à ces gens que :
> - Les individus et groupes ont le droit de réaliser des actions au nom de la GdC à la seule condition qu'ils respectent le codex d'action.
> - Les groupes régionaux peuvent faire ce qu'ils veulent tant que cela ne va pas à l'encontre d'une décision nationale.
> - Si les groupes régionaux avaient lancé le référendum de leur côté, nous n'aurions pas cette discussion. Nous l'avons uniquement parce que nous avons décidé à la dernière réunion nationale que le référendum serait lancé au nom de la GdC Suisse. Puisque certaines personnes ne veulent pas respecter cette décision, c'est maintenant fait au nom de groupes régionaux. Rien dans cette situation ne dit que les groupes régionaux et les individus sont illégitimes pour faire ce référendum.
> - Les groupes régionaux peuvent être remboursés sans justification supplémentaire. Leurs actions n'ont pas à être acceptées au niveau national.
> - Certaines groupes impliqués dans le référendum ont donné beaucoup d'argent au compte national, et nous disons aux gens qui veulent nous faire un don de le donner au compte national. Cet argent est censé être utilisé pour des projets nationaux, mais aussi pour financer des projets régionaux et des actions individuelles qui respectent notre codex.
> - Confisquer cet argent, et interdire aux groupes régionaux de s'identifier à la GdC violerait les principes que nous avons acceptés en réunions nationales.
> - Cela créerait un dangereux précédent et mettrait en danger l'autonomie des régions, et ça voudrait dire que notre codex d'action n'a plus de valeur.

Un autre militant a renchéri (en anglais toujours) : « Ce qui est encore plus ridicule : Il n'y a pas eu

de rejet du référendum au niveau national, il y a eu approbation. Les régions ont bloqué ça, et maintenant veulent bloquer d'autres régions. » Cette situation, très particulière, a mis en lumière à la fois des arguments de fond sur les revendications du mouvement, mais aussi des dissensions sur les processus internes. Après une phase conciliante, les référendaires se sont rabattu·es sur des décisions passées jugées centrales pour le mouvement afin de couper court aux débats, et de justifier la position référendaire sur le plan formel. Cette utilisation était clairement instrumentale. Mais cela ne signifie pas que les référendaires (dont je faisais partie) ne pensaient pas que leurs arguments étaient fondés. Au contraire, l'autonomie des régions et la place du codex d'action ont été remis en avant non seulement pour promouvoir le référendum, mais également pour défendre une certaine vision de l'organisation interne du mouvement. Ainsi, l'invocation de ces principes formels était largement considéré comme une question de fond, allant bien au-delà de la question du référendum.

L'appel à des éléments faisant partie, selon les activistes qui les mettent en avant, du répertoire organisationnel du mouvement, et donc étant légitimes, peut également viser à stimuler des actions de militant·es qui ne se sentent pas légitimes. À titre d'exemple, des militant·es dans le canton de Neuchâtel mettent fréquemment en avant le fait que le codex d'action permet un large éventail de pratiques, et qu'il est parfois légitime de se lancer sans attendre une décision formelle. Il est aussi fréquemment rappelé au sein du mouvement qu'il ne faut pas hésiter à demander le remboursement de frais divers (organisation d'un apéro pour toucher les lycéen·nes neuchâtelois·es, billets de train…). L'invocation d'un répertoire considéré comme légitime permet donc de justifier diverses pratiques.

Mais les éléments de ce répertoire ne forment pas un ensemble homogène appliqué mécaniquement. Ils constituent plutôt un large assortiment dans lequel les militant·es peuvent puiser pour construire leurs actions, les justifier ou les légitimer, parfois de manière opportuniste ou instrumentale. De plus, le répertoire personnel de chacun·e des militant·es ne se limite pas aux éléments propres à la Grève du Climat, et même au sein du répertoire de la Grève du Climat, des incohérences et contradictions existent, et les divers éléments du répertoire, qui sont *a priori* considérés comme légitimes, peuvent être invoqués pour défendre des positions opposées, comme on l'a vu ci-dessus avec l'exemple de la Loi CO_2, où chaque camp s'appuyait sur l'autonomie des régions. Notons encore une fois que la situation autour de ce référendum était très particulière. Si je l'ai développée, c'est parce qu'elle a clairement mis en avant des tensions au sein du mouvement (et, d'un point de vue militant, certaines limites des processus internes).

Toutefois, d'autres tensions, moins importantes, surviennent de manière récurrente, selon beaucoup de militant·es. Les « dramas » (conflits, situations tendues) sont souvent évoqués pour parler de la situation du mouvement – quoique cela ne signifie pas forcément que les activistes estiment que le mouvement est divisé. Le procès-verbal d'une réunion en ligne entre la Grève du Climat et Fridays for Future Suède en juillet 2021 contient le passage suivant (traduit de l'anglais et remis en forme) :

> En général, il y a beaucoup de tensions qui structurent le mouvement : partie francophone contre partie germanophone ; modes d'actions – beaucoup de choses sont essayées ; réformisme contre révolution – et parmi les révolutionnaires, les léninistes veulent faire un parti et les anarchistes sont content·es avec la décentralisation ; de manière générale, on est en désaccord, des gens se servent des conflits pour avancer leur agenda politique, mais on reste quand même uni.

Ainsi, certain·es activistes considèrent que le mouvement, quoiqu'uni, est parcouru de nombreuses tensions. Cela résonne avec les conclusions d'une autre étude qui estime que « la Grève du Climat est un mouvement hétérogène mais pas divisé » [Schaupp et al. 2022b : 6]. Mais même lorsqu'une décision ou une pratique semble faire consensus, cela ne signifie pas qu'elle ne sera jamais remise en cause. Il arrive parfois que des pratiques bien ancrées, soit par l'usage, soit après une décision formelle, soient remises en cause, explicitement ou *de facto*. Parfois, cela n'est pas discuté, et ne fait pas l'objet d'un débat, comme le fait que l'épicénisation des textes ne se fasse plus seulement au moyen d'un point. Tant que l'écriture est considérée inclusive, la forme exacte est généralement peu débattue. Parfois, au contraire, cela mène à des oppositions explicites et importantes.

Communication externe, positions et remises en question du processus

Les prises de position officielles de la Grève du Climat peuvent être décidées de multiples manières. Celles qui viennent tout d'abord à l'esprit sont les décisions prises en congrès national ou lors d'un appel décisionnel national, qui sont censées s'appliquer à l'ensemble du mouvement. Une seconde manière de prendre position est de le faire au niveau d'un groupe régional ou cantonal, par exemple sur des votations populaires, ou pour appeler à une manifestation qui n'est pas organisée par la Grève du Climat. Mais dans les faits, la position (ou les positions) de la Grève du Climat se construit au travers de processus multiples – et pas toujours très cohérents ou légitimes du point de vue des militant·es. Les discours, interventions lors de débats, apparitions médiatiques, etc. façonnent aussi le discours de la Grève du Climat, tout comme les articles publiés sur les différents sites web du mouvement ou la réalisation d'actions ou la participation à des actions. La place des réseaux sociaux est centrale, d'une part parce que c'est sur les réseaux sociaux que la Grève du Climat communique le plus au grand public, d'autre part parce que le fonctionnement des groupes de travail concernés fait l'objet de nombreuses discussions, et parfois de remises en question importantes.

Je décris ici une discussion observée en octobre 2021, sur un groupe Telegram censé coordonner la communication au niveau national (mais étant de fait surtout alémanique). Suite à un sondage Telegram (interne à l'application) lancé par Laura dont l'intitulé disait que peu de personnes, et uniquement germanophones, participent aux appels et qui demandait en gros pourquoi, un débat s'est enclenché dans le *chat*. Les échanges se sont tous déroulés en anglais. Les noms et pseudonymes ont bien évidemment été modifiés, en gardant leur connotation linguistique et de genre.

Laura, alémanique, répondant à son sondage

Et les 23 autres personnes de ce groupe ?

Jean-Charles, romand parlant allemand
On a toujours (toujours eu ?) beaucoup de discussions très très larges sur des points peu clairs à l'ordre du jour qui rendent les appels très long avec peu de résultat et ces derniers temps je n'ai plus eu l'énergie de participer
Je viendrais de nouveau si c'était plus court et que c'était vraiment pour coordonner la communication (et pas, comme souvent (et je pense que c'est problématique) de décider de la position de la GdC sur un sujet x ou y)

Gino, tessinois
Je suis d'accord, je vois les appels comme trop longs, surtout pour le but [l'utilité ?] qu'ils ont. Je serais ravi de rejoindre un style de réunion différent :)
Aussi, j'ai généralement une autre réunion en même temps, qui est aussi très régulière (du Tessin)

Laura, alémanique
okay, peut-être que ça aurait du sens de diviser l'appel en deux sections (une partie business, une partie discussion > c'est ce qu'on fait dans nos appels SoMe[123]) ou est-ce que vous avez d'autres idées pour changer concrètement la longueur et l'aptitude de ces appels ?

Carlo, alémanique, approuve Laura d'un emoji

Erika, alémanique, répondant au message de Laura
Je suis d'accord, je pense que le problème est qu'il n'y a pour le moment pas d'autre groupe qui s'occupe de tout ce qui est coordination de la GdC et c'est le seul groupe national qui a des réus régulières (à part les RS[124], je pense). Du coup, si un autre groupe s'occupait de ces choses je pense que nos appels seraient plus courts.

Brocoli, alémanique
Mais je pense que « l'autre groupe » serait juste les mêmes personnes qui viennent déjà à cet appel en vrai [1]

Erika, alémanique
Oui je suis d'accord, c'est pour ça que pour moi c'est OK que ces appels prennent du temps.

Brocoli, alémanique
Aussi ces temps c'est juste à peu près 1 heure, pas 2 comme avant, mais peut-être que c'est juste parce que y a plus beaucoup de monde qui vient

Lea, alémanique, répondant au message [1] de Brocoli
hmm ouais ^^ mais peut-être qu'on pourrait envoyer un message dans le chat ouvert ou un truc du genre pour demander aux gens de rejoindre ce groupe et de participer à l'appel, parce que sinon, c'est vraiment, vraiment pas transparent (je pense pas qu'on ait annoncé ce groupe dans les gros groupes)

Laura, répondant à Lea
hm, mais du coup si des gens veulent rejoindre la coordination mais pas les truc de communication ? Je pense qu'on devrait pas mélanger ça encore plus

Jessica, alémanique, répondant au sondage
Je suis pas d'accord que ce groupe décide des positions de la gdc. Comme je ne pense pas que ce groupe est légitime à faire ça, je ne viens pas aux appels. Quand on aura réglé ce problème à un niveau national et commencé un processus pour vraiment trouver des positions communes à la gdc et qu'on utilisera ces appels pour coordonner la communication je reviendrai volontiers

123 Les appels dédiés aux réseaux sociaux germanophones.
124 Réseaux sociaux. En l'occurrence, c'est surtout valable pour le groupe de travail germanophone. Le groupe de travail francophone a organisé quelques réunions entre l'été 2021, après un camp d'été les ayant formellement instituées, jusqu'en janvier 2022, mais n'en tient plus désormais.

Laura
okay du coup on peut peut-être discuter de ça dans notre prochain appel ? (si des gens ne veulent ou peuvent pas venir, ils peuvent écrire leurs inputs dans le PV)
Je pense que ce serait plus simple pour trouver des solutions à nos problèmes en parlant (pas juste dans un chat:)
Vous en pensez quoi ?

Lea, répondant au message de Laura
++

Sandra, alémanique, répondant au message de Laura
Je pense que c'est une bonne idée:)

Ce genre d'échanges peut nous éclairer sur le fonctionnement de la Grève du Climat. Tout d'abord parce qu'après cette discussion s'étant déroulée sur six heures en soirée, le premier message le surlendemain annonçait qu'un groupe local de la Grève du Climat avait été invité à l'appel suivant et que ce serait peut-être compliqué d'en plus revenir sur la discussion traduite ci-dessus. Ensuite parce que cette discussion soulève de nombreux points jugés sensibles et importants par de nombreuses personnes actives à la Grève du Climat.

Premièrement, la durée des réunions est un problème qui est régulièrement remis sur la table. De plus, formellement, le codex d'action de la Grève du Climat laisse à entendre que quiconque respecte ledit codex peut légitimement se revendiquer de la Grève du Climat. On peut donc considérer que le groupe de travail concerné est formellement légitime. Mais un autre élément entre en jeu lorsque Jean-Charles annonce qu'il considère que décider de positions de la Grève du Climat dans ce groupe pose problème. La légitimité d'un groupe ne peut pas se réduire au seul respect du codex d'action. Dans ce cas concret, le besoin d'une légitimation collective supplémentaire vient probablement du rôle central dans l'image de la Grève du Climat qu'occupe le groupe de travail communication. Jessica va jusqu'à remettre en cause explicitement la légitimité du groupe. Mais d'autres militant·es font remarquer qu'il faut bien que quelqu'un·e décide de la communication du mouvement, et que pour des raisons pratiques, il est bon que ce soit ce groupe de travail qui s'en charge. La contradiction semble à ce stade insoluble. Mais Lea va évoquer une autre valeur très importante de la Grève du Climat : la transparence. On comprend qu'un des problèmes de fond dans la situation décrite est que le groupe de travail communication n'est pas transparent sur ses activités réelles, et que, les autres militant·es n'étant pas bien informé·es, iels n'ont pas la possibilité de se forger un avis éclairé sur le travail du groupe, et éventuellement de le rejoindre. À la fin de l'année 2022, le problème n'est pas réglé, et des positions nationales sont annoncées sans qu'un réel processus formel et transparent ait été respecté. Et ce, sur les réseaux sociaux (alémaniques), mais aussi *via* des communiqués de presse (généralement réalisés par des Alémaniques) ou la newsletter de la Grève du Climat (celle du 23 août 2022 appelait à voter contre AVS21 et pour l'initiative pour une Suisse sans élevage intensif, alors qu'aucune décision nationale n'avait été prise avant cela).

Le groupe de travail se chargeant des réseaux sociaux francophones n'aborde pas la légitimité des positions de la même manière que ce qui est décrit ci-dessus. Les publications font souvent preuve d'une certaine prudence. Ainsi, une publication contre AVS21 datant du 26 août 2022 annonçait que « [l]e groupe de travail System Change de la Grève du Climat, de nombreux·ses militant·es dans toutes la Suisse ainsi que la Grève pour l'Avenir (initiée par la Grève du Climat) luttent activement contre AVS21 et appellent à voter 2x non le 25 septembre prochain. » Souvent, les publications mentionnent également un groupe régional (« La Grève du Climat Neuchâtel s'engage pour une alimentation plus respectueuse de l'environnement. », « La GdC Vaud appelle à rejoindre le rassemblement pour la libération d'Allwaddin, requérant d'asile afghan, et contre son renvoi. »). Cette mention existe lorsqu'une position n'a pas fait l'objet d'une décision formelle au niveau national et ne semble pas – ou ne fait explicitement pas, consensus. Elle n'est généralement pas présente lorsque les publications et les positions explicites ou implicites qu'elles portent, même traitant d'une action d'un groupe régional, ne font pas débat. La légitimité des positions, dans le cadre des réseaux sociaux francophones, ne dépend donc pas d'une décision formelle au niveau national, mais peut s'appuyer sur des groupes qui ne sont pas présentés comme représentatifs de l'entierté du mouvement. Notons que cela est en phase avec le principe d'autonomie des groupes régionaux adopté en congrès national. Les positions des groupes régionaux ont donc une place légitime dans la communication du mouvement (au moins en Romandie) même si elles ne font pas consensus. Par exemple, un appel à la grève militaire a été publié au nom des groupes vaudois et genevois. Les autres groupes romands ont refusé de la soutenir, mais la légitimité du groupe vaudois à lancer cet appel ou celle du groupe genevois à le soutenir n'ont pas été discutées. Cela ne signifie pas qu'il n'y a jamais de dissensus. Par exemple, en octobre 2021, une communication lancée par des militant·es du canton de Vaud autour de la COP26 insistait sur le terme « écosocialiste », alors que certain·es activistes ne jugent pas opportun de s'en revendiquer. Mais là encore, la mention des groupes régionaux soutenant cette communication a été ajoutée aux publications sans que personne ne s'y oppose, ce qui a mis un terme à la question (sans la régler tout à fait : des discussions assez houleuses ont eu lieu dans différents groupes Telegram, et certaines personnes, y compris du canton de Vaud, ont remis en cause la légitimité de cette communication). Une exception importante à cette autonomie régionale en termes de communication a toutefois eu lieu autour du référendum contre la Loi CO_2, les réseaux sociaux francophones n'ayant que peu mis en avant les positions des référendaires[125].

2.9.3 Une stabilisation… mais laquelle ?

Nous l'avons vu, même si le fonctionnement interne de la Grève du Climat s'est stabilisé, il reste hétérogène, mouvant et parfois ouvertement remis en cause. Diverses façons de structurer la Grève du Climat ont été évoquées ou expérimentées au fil des ans. Néanmoins, il existe des points communs dans ces structurations qui traversent tout le mouvement – certains ont déjà été évoqués.

125 Notons que la majorité des membres du groupe de travail réseaux sociaux soutenaient le référendum.

Un aperçu du fonctionnement général : groupes régionaux, groupes de travail et communication transversale

Les groupes régionaux et cantonaux sont des groupes organisés sur une base régionale, que ce soit un canton (Neuchâtel, Vaud, Zurich), un espace géographique plus étendu (Suisse centrale) ou au contraire un espèce sub-cantonal (Jura bernois, lorsque le groupe existait encore). Certains de ces groupes sont ou étaient subdivisés en groupes locaux. Dans le canton de Neuchâtel, il n'y a plus de groupe local, même s'il y a des tentatives pour mieux intégrer le Groupe Climat du lycée Blaise-Cendrars à la Grève du Climat. Dans certains cantons, des groupes plus restreints (par exemple Oberland bernois) ou des groupes d'établissement scolaires sont restés actifs plus longtemps voire ont été créés au fil des ans. La plupart de ces groupes régionaux se sont constitués fin 2018 ou début 2019. Souvent, ils ont commencé par être une coordination entre groupes d'établissements scolaires et se sont peu à peu autonomisés, jusqu'à parfois être le seul groupe restant, comme dans le canton de Neuchâtel. Ces groupes régionaux ont un champ d'activité larges, et il a été décidé lors d'un congrès national en 2019 qu'ils devaient être largement autonomes. Les membres de tels groupes, par exemple au niveau cantonal neuchâtelois, se côtoient régulièrement et leurs membres se voient souvent physiquement. L'usage de technologies comme Telegram ou Google Drive joue toutefois un rôle important.

En plus de ces groupes généralistes existent des groupes de travail thématiques, au niveau suisse ou interrégional (notamment pour les réseaux sociaux, où des groupes existent pour chaque région linguistique). Ces groupes sont, sauf rares cas dictés par des raisons de sécurité, ouverts à toute personne participant au mouvement. Les groupes régionaux peuvent aussi avoir des groupes de travail.

S'il est extrêmement rare qu'un nouveau groupe régional soit créé (un groupe jurassien bernois s'est formé en mai 2020), il en va très différemment des groupes de travail. Certains de ces groupes de travail, généralement appelés tant à l'oral qu'à l'écrit GT (en allemand *AG* pour *Arbeitsgruppe* ou *WG*, de l'anglais *working group*), existent depuis plusieurs années, par exemple ceux dédiés à la communication générale du mouvement ou à sa structure informatique. Certains d'entre eux ont été légitimés en congrès national début 2019, lorsque certaines priorités ont été décidées. Mais de manière générale, les GT sont souvent modifiés (par exemple lorsqu'à l'été 2021 il a été décidé de fusionner totalement les groupes gérant les comptes Instagram, Facebook et Twitter francophones) ou créés de manière *ad-hoc* pour faire face à un problème particulier, comme l'organisation d'un événement ponctuel ou la réponse à la crise énergétique. Il n'y a pas vraiment de règle pour créer un groupe. Toutefois, la création d'un groupe se manifeste presque inévitablement par la création d'un groupe Telegram, et souvent par la création d'un dossier dédié dans un Google Drive (celui de la Grève du Climat Suisse ou un autre). La création d'un tel groupe est généralement annoncé dans des *chats* plus généraux, et parfois ajoutés à des annuaires (si l'annuaire neuchâtelois est à peu près tenu à jour, il existe de multiples annuaires nationaux, dont aucun n'est exhaustif, et leur existence est souvent méconnue). Le plus souvent, un lien d'invitation et une petite description du groupe sont envoyés

largement dans les *chats* du mouvement, et toute personne intéressée peut le rejoindre, même si, dans la pratique, nombreux·ses sont les militant·es à estimer qu'il est impossible d'avoir une vue d'ensemble et qu'il est au contraire très facile de se « perdre » entre tous ces groupes. C'est d'ailleurs une problématique souvent discutée en congrès national, depuis 2019. Si la situation n'est de loin pas optimale du point de vue de la plupart des militant·es, certain·es ne s'en inquiètent pas. C'est par exemple le cas de Camille qui me disait en entretien en décembre 2020 qu'il était tout à fait possible d'avoir accès aux informations si on le voulait (elle parlait pourtant elle aussi de la facilité à se perdre entre tous les groupes). Mais *de facto*, il me semble très difficile d'avoir ne serait-ce qu'une vague vue d'ensemble. Il est difficile de connaître l'existence de certains groupes, et de connaître leur rôle. Ce dernier point peut provoquer des tensions. Rappelons-nous de Jessica qui disait, au sujet du rôle du groupe de communication national :

> Je suis pas d'accord que ce groupe décide des positions de la gdc. Comme je ne pense pas que ce groupe est légitime à faire ça, je ne viens pas aux appels. Quand on aura réglé ce problème à un niveau national et commencé un processus pour vraiment trouver des positions communes à la gdc et qu'on utilisera ces appels pour coordonner la communication je reviendrai volontiers

Il semble clair pour nombre d'activistes que la communication interne n'est pas optimale (quoiqu'on puisse considérer que la communication puisse être satisfaisante même si elle est quelque peu brouillon, comme Camille lors de l'entretien susmentionné). Mais la question a été prise au sérieux dès le début du mouvement, et des tactiques plus ou moins formalisées ont été mises en place. On peut considérer qu'à l'instar des réunions, les groupes Telegram sont le lieu de déploiement d'un registre « horizontal-formaliste » [Him-Aquili 2020b : 14]. Ainsi, très rapidement, un groupe chargé de relayer les messages prioritaires à tout le mouvement a été instauré, après une série de décisions prises en congrès. Le principe en est simple : chaque groupe régional est représenté par deux à quatre activistes chargé·es de relayer les messages envoyés dans le *chat* à leur groupe. Mais dans les faits, il n'a jamais été possible de garantir cette transmission, malgré des efforts répétés. Il s'agit tout de même d'un outil important dans la transmission d'informations, ce qui, pour les activistes de la Grève du Climat, est censé renforcer l'aspect horizontal du mouvement en permettant à chacun·e de se faire une opinion éclairée et donc[126] de participer aux actions ou d'en proposer. D'autres tactiques visent le même but. Il existe quelques groupes Telegram assez généraux au sein du mouvement, notamment un groupe national multilingue, un groupe romand et un autre groupe national mais *de facto* surtout alémanique, et peu actif. Lorsqu'un groupe de travail est formé ou qu'il estime avoir des informations pertinentes à diffuser dans tout le mouvement, un message (généralement en anglais, souvent en allemand et français, plus rarement en italien) est envoyé dans ces *chats*, ainsi que dans le groupe chargé de relayer les messages prioritaires. Cette logique de transparence est largement intégrée par les activistes. Par exemple, pour en revenir à l'exemple de la controverse sur le groupe de communication national, Lea

126 Dans les faits, le lien entre accès à l'information et implication réelle, notamment en ce qui concerne le fait de faire des propositions, n'est de loin pas aussi mécanique.

écrivait :

> hmm ouais ^^ mais peut-être qu'on pourrait envoyer un message dans le chat ouvert ou un truc du genre pour demander aux gens de rejoindre ce groupe et de participer à l'appel, parce que sinon, c'est vraiment, vraiment pas transparent (je pense pas qu'on ait annoncé ce groupe dans les gros groupes)

Si ce message montre que la logique est bien intégrée, il montre aussi que la pratique ne suit pas toujours (« je pense pas qu'on ait annoncé ce groupe dans les gros groupes »). Le partage dans des groupes Telegram n'est pas le seul moyen auquel les activistes ont recours. Pour continuer avec le même exemple, Laura proposait: « si des gens ne veulent ou peuvent pas venir, ils peuvent écrire leurs inputs dans le PV [procès-verbal] ». Dans la très grande majorité des cas, un procès-verbal (PV) est pris lors des réunions, et que ce PV est pris sur un document participatif (généralement un Google Doc) qui sert aussi d'ordre du jour. Ainsi, les termes « ordre du jour » (ou OdJ, OJ, ODJ) et « procès-verbal », en anglais "*agenda*" et "*minutes*", en allemand «*Traktanden*» et «*Protokoll*», sont utilisés comme des synonymes. Mais ces ordres du jour et procès-verbaux servent aussi de support de discussion différée ou de recueil d'opinions et informations, et de manière générale d'outils de travail, et chaque personne peut librement contribuer à ces documents. De nombreuses informations sont aussi envoyées dans un canal d'information Telegram de la Grève du Climat.

La logique des groupes de travail régionaux diffère de celle des groupes de travail nationaux, au moins dans certains cas, et leur usage peut varier d'une région à l'autre. Dans le cas neuchâtelois, les groupes de travail (c'est-à-dire les groupes Telegram) actifs sont constitués presque tous des mêmes personnes. Ils servent en fait surtout à regrouper les discussions et informations concernant un sujet précis à un endroit bien identifié, ce qui permet de les retrouver facilement et de ne pas envoyer trop de messages dans le groupe principal, qui est celui du « comité », ouvert à toustes et chargé de régler les affaires courantes. Un autre groupe, d'abord voué aux discussions peu précises, aux blagues, ou à d'autres types d'échanges qui ne nécessitent pas d'être connus par tout le monde (et qui sert aussi à éviter que le groupe principal ne soit noyé de messages peu pertinents) accueille parfois lui aussi quelques discussions voire décisions, lorsque les activistes jugent qu'il est utile de passer par un groupe (plutôt que d'agir seul·e ou de contacter quelqu'un·e en privé) mais aussi qu'il serait contre-productif de « spammer » le groupe du « comité ». Ceci vise à permettre à chacun·e de suivre au mieux le fonctionnement du mouvement, en tentant d'atteindre un équilibre permettant de retrouver toutes les informations utiles sans submerger les activistes d'informations impossibles à traiter.

Si la logique de groupes de travail et groupes régionaux généralement matérialisés par des groupes Telegram (et souvent par des dossiers Google Drive) qui travaillent de manière autonome tout en rendant compte au reste du mouvement imprègne toute la Grève du Climat, cela permet néanmoins une grande variété de fonctionnements. Cette variété possible est particulièrement visible lorsque les

activistes essaient consciemment de modifier la structure du mouvement ou d'une partie de celui-ci, ou lorsqu'iels songent à formaliser certains rôles.

2.9.4 Formaliser les rôles et structures ? Et comment ?

La question de la formalisation des rôles et structures fait largement débat. En effet, l'horizontalité ou d'autres expressions d'une « quête démocratique » dans des mouvements comme la Grève du Climat constituent « un enjeu et une finalité structurelle » [Legault 2019 : 32], et pas seulement une revendication. Par exemple, dans le canton de Vaud, il a souvent été question de formaliser certains rôles, en définissant relativement clairement des responsabilités. C'est à ma connaissance le seul groupe régional qui a tenté de définir clairement ce qu'est un·e membre de la Grève du Climat. Le groupe a beaucoup discuté de l'apparition de hiérarchies informelles, se basant notamment sur l'opuscule de Jo Freeman *La Tyrannie de l'absence de structure* [Freeman 2017], basé sur l'expérience du mouvement féministe étasunien. Un militant vaudois a d'ailleurs organisé un groupe de lecture de ce texte lors d'un congrès national. Freeman introduit son texte ainsi :

> Tout au long des années de formation du Mouvement de Libération des Femmes, on a beaucoup plébiscité les dénommés « groupes sans leader ni structure », comme étant la principale, sinon l'unique forme d'organisation du mouvement. L'origine de cette idée se trouve dans la réaction naturelle à la société sur-structurée dans laquelle nous sommes plongé-e-s, à l'inévitable contrôle sur nos vies qu'elle confère à certain-e-s, et à l'élitisme constant de la gauche et de groupes similaires parmi celles et ceux qui étaient supposé-e-s combattre cette sur-structuration.
> Pourtant, l'idée d'absence de structure est passée du stade de saine contre-tendance à celui d'idée allant de soi. Les notions qu'elle implique sont aussi faiblement analysées que le terme est fortement utilisé, devenant malgré tout une part intrinsèque et indiscutable de l'idéologie du Mouvement de Libération des Femmes. À l'étape de gestation du mouvement, cette question avait peu d'importance. [...]
> Les problèmes ne commencèrent à surgir que lorsque les petits groupes d'action épuisèrent les vertus de la conscientisation et décidèrent qu'ils voulaient faire quelque chose de plus concret. Face à cette décision, les groupes, en général, s'enlisèrent, parce que la plupart d'entre eux ne voulaient pas changer leur structure alors que leurs tâches changeaient […] Il est ainsi nécessaire de comprendre pourquoi « l'absence de structure » ne marche pas. Contrairement à ce que nous aimerions croire, il n'existe pas de groupe sans structure. Tout groupe de personnes qui, pour certaines raisons, s'unit pendant un temps déterminé et avec un objectif quelconque, se donnera inévitablement une forme ou une autre de structure : celle-ci pourra être flexible et pourra varier dans le temps, peut-être servira-t-elle à distribuer les tâches de manière équitable ou injuste, ou à distribuer le pouvoir et l'influence entre les divers membres du groupe, indépendamment des personnalités, facultés ou intentions des personnes impliquées. Le simple fait d'être des êtres aux compétences variées, de prédispositions et d'origines diverses rend cela inévitable. [Freeman 2017 : 3-4]

Une idée importante à retenir de cette introduction est qu'il n'existe pas de groupe sans structure. Pour Freeman, une structuration informelle entraîne généralement des hiérarchies informelles, avec des « élites » qui ne doivent rendre de compte à personne et agissent de manière non-transparente. Le groupe vaudois de la Grève du Climat a souhaité casser ces hiérarchies informelles en suivant les recommandations de Freeman, notamment en déléguant des tâches de manière claire à certaines personnes. Freeman insiste toutefois aussi sur « [l]a distribution de l'autorité au plus grand nombre de personnes raisonnablement possible » [Freeman 2017 : 21], ce qui va aussi avec la rotation des tâches.

Pour faciliter cette rotation des tâches, le groupe vaudois a décidé d'instaurer un tournus basé sur un tirage au sort pour certaines tâches, comme la gestion de la boîte e-mail. Ce tirage au sort était basé sur l'appartenance à un groupe Telegram. Cela a poussé certaines personnes à le quitter. Je ne sais pas à quel point cela a fonctionné, mais lors d'une discussion informelle en octobre 2022 avec des activistes ou ex-activistes du canton de Vaud, certaines personnes m'ont dit que cela avait mal fonctionné, et que ce n'était pas une idée excellente. Toutefois, ces personnes semblaient assez convaincues que formaliser certaines tâches et instaurer un tournus quelque peu rigide restait une bonne idée, et que le problème venait plutôt du tirage au sort retenu comme méthode pour décider de certains rôles. De plus, un militant, qui n'est plus actif à la Grève du Climat, a ainsi jugé que c'était une assez bonne chose que ce tirage au sort lui ait fait prendre conscience qu'il ne souhaitait plus s'investir. Pour ma part, j'ai estimé que cela nuisait au principe de transparence. À ma connaissance, ce fonctionnement a duré moins d'une année.

Le groupe vaudois n'est pas le seul à avoir essayé de formaliser une structure quelque peu rigide avec des rôles formels. Le groupe cantonal fribourgeois a rapidement constitué un bureau, avec des militant·es élu·es pour gérer les affaires courantes. Les membres de certains groupes de travail étaient également élu·es, alors que d'autres, comme le groupe chargé des interventions médiatiques, étaient ouverts à toute personne intéressée. Ce fonctionnement n'a toutefois pas fait consensus. Avant d'expliquer comment ce bureau s'est mis en place, il faut revenir sur l'état de la Grève du Climat dans ce canton au début du mouvement[127]. Un petit noyau dur de sept personnes a organisé les premières mobilisations. Une militante, Alix, assumait de nombreuses tâches. Pour d'autres, la situation posait problème car cette militante avait trop de pouvoir. Selon elle c'était surtout une question de ressources à disposition, et personne ne voulait reprendre ses tâches. Alors qu'un militant[128] lui reprochait la situation, les autres activistes ne s'en mêlaient pas.

Ce militant en particulier a poussé à la création d'une nouvelle structure afin d'éviter qu'Alix ait trop de pouvoir. Cette nouvelle structure a été mise en place après avoir été élaborée par ce militant activiste et un autre activiste actif dans le groupe fribourgeois. Le but était de réviser la structure du collectif afin d'éviter qu'une personne ait une influence disproportionnée – autrement dit, pour reconfigurer la distribution du pouvoir et éviter sa concentration. Cela ne semble pas avoir vraiment fonctionné, si l'on en croit Alix. Elle estime que s'est mis en place un « productivisme extrême », que j'évoque dans la partie 2.4.2. Mais surtout :

> Cette personne-là, qui a mon sens incarnait vraiment cette dynamique productiviste, elle a mis en place une structure pour que j'aie moins de pouvoir. Mais elle était tellement complexe qu'y avait personne

127 Je me base presque exclusivement sur un entretien réalisé avec une militante alors active dans le groupe fribourgeois (qui n'a pas apprécié le changement de structure), et sur quelques souvenirs et de rares discussions informelles. Il est possible que d'autres militant·es auraient une vision différente sur ce sujet.

128 Par ailleurs très actif dans de nombreux groupes de travail interrégionaux et nationaux, et dont le travail était généralement apprécié.

> qui la comprenait. Pis au final, tout le pouvoir lui est revenu à lui. Parce que c'était le seul à se rappeler comment elle fonctionnait, et pis à la connaître, en fait. Au lieu de limiter le pouvoir, au contraire, ça l'a renforcé. Ça l'a juste déplacé, c'est pas moi qui l'avait c'était quelqu'un d'autre. Et pis ça l'a rendu hyper déshumanisant, et hyper hiérarchisé, en fait.

Elle précise bien qu'il s'agit de son sentiment, que l'autre personne en question aurait probablement un autre avis. Mais elle a le sentiment que le groupe s'est fortement hiérarchisé. Et :

> Du coup, ça compliquait tout. […] Avant, c'était compliqué parce que s'ils avaient une question, la majorité des gens venaient vers moi. Pis du coup c'était lourd à porter parce que j'avais tout le temps des messages, machin. Mais en soi, ce que j'avais commencé à faire, c'est de dire « écoute, je suis pas trop sûr, pose la question sur le groupe », ou « ah, c'est pas moi qui suis responsable de ça, c'est tel et tel ». Pis même quand j'avais la réponse, je renvoyais autre part. Je trouvais que ça marchait mieux comme ça, parce que ça créait vraiment un réseau. Tandis que là, tout d'un coup avec cette structure, y avait cette espèce de machin de « alors, je connais la réponse donc je vais te la dire par contre théoriquement tu devrais passer par telle personne qui devrait passer par telle personne pour ensuite aller te transmettre la réponse ». Ou alors perso je renvoyais aussi juste au PV.

Mais cette militante met également en avant une question d'attitude, plus que de structure :

> J'ai un peu un peu l'impression que les rapports d'influence et de hiérarchie, ils existent forcément, et que tu peux pas les faire disparaître en faisant disparaître des rôles officiels de hiérarchie. À mon sens, c'est pas parce qu'il y a pas de structure de comité […] que dans les faits y a pas un rapport de pouvoir […] sur le reste.

Cette analyse, qui rejoint celle de Jo Freeman abordée en introduction, serait à mon avis également partagée par la personne ayant le plus poussé à réformer la structure de la Grève du Climat Fribourg. Mais Alix poursuit :

> On peut essayer de le limiter [le pouvoir, la hiérarchie], on peut essayer d'en avoir conscience, mais on peut surtout faire en sorte que ça n'impacte pas directement sur les membres qui font pas partie de ce comité […]. Mais du coup, je pense qu'il y a différents rapports qu'on peut établir entre les personnes au sein d'un collectif […]. Je pense qu'un rapport d'influence de confiance, et d'écoute, et de solidarité, de soutien interpersonnel […] reste un rapport d'influence, c'est clair, est quand même plus avantageux qu'un rapport de culpabilisation.

Ainsi, la formalisation de la structure fribourgeoise ne semble pas avoir abouti à casser les hiérarchies, au contraire. Il est toutefois difficile d'en tirer des enseignements généralisables. En effet, sans compter que dès 2021 le groupe s'est largement affaibli et que la structure a à nouveau profondément changé, la militante que j'ai interrogée est désormais active dans une jeunesse de parti politique au fonctionnement non horizontal. Pour elle, dans ce cadre-là, la structure et les titres participent surtout à la reconnaissance de son travail, et ne donnent pas vraiment plus de pouvoir. Cela n'empêche pas Alix de considérer que lorsque le groupe de la Grève du Climat Fribourg était moins formalisé, cela fonctionnait mieux, parce que se créait vraiment un réseau – l'aspect réticulaire est d'ailleurs également important dans sa jeunesse de parti, ce qu'elle apprécie. Elle précise concernant la

Grève du Climat :

> Je trouve que ça fonctionnait mieux parce que la répartition du travail se faisait de façon organique et qu'il y avait une reconnaissance importante du travail (il me semble) qui était plus de l'ordre de l'interpersonnel que du symbolique, alors que quand il y a eu restructuration il y a eu, a mon sens, imposition d'un système auquel le groupe a dû s'adapter et non la formalisation du fonctionnement organique [...]

La littérature montre parmi les mouvements altermondialistes une « valorisation du côté relativement peu structuré des réseaux », « favorisant des liens fluides et éphémères plutôt qu'institués » [Pleyers 2009 : 94]. Le fonctionnement en réseau est jugé intéressant par nombre d'activistes, qui y voient un moyen de rassembler largement – y compris des individus et collectifs issus de traditions différentes et fonctionnant différemment –, de rester souple, d'éviter toute bureaucratisation, de se rendre ingouvernable (ou, pour reprendre les termes que j'ai utilisés plus haut, d'éviter l'émergence d'une domination au sens wéberien), de cultiver un certain flou permettant d'esquiver certains débats houleux, d'être particulièrement réactif·ve et résilient·e… Cette notion de réseau est fortement ancrée dans certains cercles. Pleyers indique que

> [v]oyant dans la forme du réseau une structure organisationnelle capable d'empêcher certaines dérives bureaucratiques et oligarchiques des mouvements de la société industrielle, les altermondialistes ont privilégié la forme du réseau au nom d'une nouvelle culture politique qu'incarnait selon eux le mouvement altermondialiste. [Pleyers 2009 : 97]

Plus encore :

> Les réseaux sont privilégiés parce qu'ils permettent une participation directe des militants, sans médiation, ce qui est essentiel pour ces activistes (McDonald, 2003 : 79-83 et 2006): « Tu ne peux déléguer cette parole sinon tu t'en remets à quelqu'un qui va parler au nom de ta singularité, de ta spécificité, de tes désirs et de ce que tu as besoin en termes de droits » (un militant liégeois). Au sein des réseaux, la rotation des tâches d'organisation du groupe et le refus du leadership visent également à limiter la distinction entre les entrepreneurs de la mobilisation et d'autres militants « de base » qui en deviendraient davantage des consommateurs passifs. [Pleyers 2009 : 101]

Si Pleyers montre également que la logique du réseau peut répondre à deux ensembles de préoccupations qui ne vont pas nécessairement de pair – l'horizontalité et l'efficacité [Pleyers 2009], la citation ci-dessus explicite l'impression d'Alix que le fonctionnement en réseau, plutôt que *via* des chaînes de communication rigides, est meilleur : cela permet (du moins dans certains cas) une implication plus grande des activistes. Nous l'avons vu plus haut, cela permet de répondre à une ambition préfigurative de nombre de militant·es, qui souhaitent une démocratie fortement participative, continue, imprégnée d'une logique *Do It Yourself*. Outre les aspects strictement militants (réunions, actions, prises de décision, formulation de revendications…), la construction de ces réseaux passe également par le renforcement de liens interpersonnels, comme ceux permis par le GT sieste

neuchâtelois.

Mais tout groupe actif de manière prolongée finit forcément par adopter une structure. Il convient donc de distinguer la *structuration* du mouvement de la *formalisation* de cette structuration. De plus, il faut éviter de confondre la formalisation d'une structure et le fait de rendre une structure plus rigide ou précise. Relevons tout d'abord que la formalisation du fonctionnement d'un groupe n'implique pas nécessairement l'attribution de mandats exclusifs ou de postes fixes. Par exemple, dans le canton de Neuchâtel, de nombreuses discussions informelles et quelques discussions formelles me laissent penser que malgré un attachement de façade à une structure quelque peu floue et mouvante, les activistes sont très conscient·es du fonctionnement de leur groupe. Dans le collectif neuchâtelois, il n'y a ni mandat, ni poste fixe – sauf *de facto* la gestion du site web cantonal, mais depuis fin 2022, quelques personnes ont manifesté l'envie de donner un coup de main. Cela n'empêche pas qu'à chaque réunion une ou plusieurs personnes se chargent de la modération, que l'ordre du jour contienne systématiquement un point dédié aux tâches récurrentes (mettre de l'ordre dans les tâches à réaliser, écrire un message de résumé et l'envoyer dans le groupe du « comité », écrire un message d'invitation pour la réunion suivante – ce qui va souvent de pair avec la création de l'ordre du jour, gestion de la boîte mail cantonale…), ou encore qu'un « guide pour nouvelleaux » explique le fonctionnement du mouvement de manière (me semble-t-il) claire[129]. Une réunion sur le fonctionnement interne a eu lieu en janvier 2023, et les personnes présentes (y compris des nouvelleaux) ont largement disséqué le fonctionnement du groupe, de manière fine et critique. Il a par exemple été relevé, comme Manon le faisait déjà dans un entretien mené en avril 2022, que les personnes qui faisaient des propositions emportaient souvent la décision par défaut, à moins qu'il y ait des oppositions. Ainsi, le fait de prendre les décisions collectivement n'empêche pas que le poids de certain·es militant·es soit plus important, car iels définissent les bases des discussions.

Mais pour ces militant·es, une grande souplesse, des responsabilités limitées à une tâche *ad hoc*, l'absence de qualité claire de membre, et même un certain flou (cohabitant pourtant avec une organisation largement basé sur un registre « horizontal-formaliste » [Him-Aquili 2020b : 14]) sont des éléments très importants, permettant à ces activistes de se sentir bien dans le mouvement, d'augmenter leur participation, et, au moins selon certain·es d'entre elleux, de garantir un maximum d'horizontalité. Un fonctionnement proche a été *de facto* adopté par le groupe cantonal neuchâtelois de la Grève pour l'Avenir, où les militant·es de la Grève du Climat sont majoritaires, avant d'être formalisé – sans changement. Ainsi, reconnaître formellement une structure ne mène pas nécessairement à la rigidifier.

En tant que militant, j'ai souvent soutenu que définir une structure trop précise et rigide entravait la créativité et la diversité du mouvement. Je me suis par exemple, en 2019, opposé à la création d'une sorte de comité national chargé des affaires courantes. Ce comité n'a finalement jamais vu le jour,

129 Notons que ce guide a été envisagé dès 2019, mais a été réalisé en 2022 seulement.

probablement par manque de militant·s motivée·es à le mettre en place, alors que son principe avait été adopté en congrès. Les projets plus ou moins fortement formalisés et rigides renaissent toutefois de temps à autre, volontairement ou implicitement, provoquant des réactions souvent négatives – sans que les enjeux soient toujours très clairement identifiés. Il semble que nombre d'activistes de la Grève du Climat sont attaché·es à une structure réticulaire et souple. Camille, active dans les groupes neuchâtelois puis jurassien bernois, me disait même en 2020 qu'« [i]l faut pas qu'on se fige. Dans un mouvement comme ça, si on commence à cliver, des normes et des structures précises, on perd *tout le monde*. » Ce n'est toutefois pas l'avis de tout le monde. Dans le cadre d'une discussion en petit groupe lors du congrès de juin 2022, un militant (alémanique mais ayant aussi été présent à Lausanne) a expliqué qu'il pensait que définir une structure claire pour certains processus permettrait au contraire d'encourager la créativité. Selon lui, avoir un cadre clair permettrait de pouvoir se préoccuper d'autres questions plutôt que de revenir sans cesse sur les mêmes points de fonctionnement. Bien que n'étant, en tant que militant, pas convaincu par les menées visant à fixer trop de fonctionnements (on remarquera que le « trop » est largement subjectif), je pense que ce genre de logique n'est en fait pas si éloigné de celle du groupe neuchâtelois. Si j'estime que trop routiniser le fonctionnement d'un groupe mène à une certaine perte de créativité et à des processus peu à peu de moins en moins en phase avec les valeurs défendues, le fait de mener de temps à autre des discussions – comme celle de janvier 2023 à Neuchâtel – pour parler du mode de fonctionnement et le rendre explicite pour toustes les militant·es actif·ves peut réduire le problème.

Cette explicitation est ainsi un moyen d'éviter la formation de hiérarchies informelles. Si, comme nous l'avons vu dans la partie sur la domination, « les hiérarchies se développent parce que certaines personnes ont les moyens de savoir ce qu'il se passe, alors que d'autres non »[130] [Graeber 2013b : 222], alors une des manières d'éviter la formation de hiérarchies est de permettre à un maximum de personnes d'avoir accès à l'information, au travers de discussions sur le fonctionnement du groupe, mais aussi au travers de formations internes, de résumés des réunions, de procès-verbaux structurés de manière accessible, d'un tri pertinent des informations diffusées…

Nous pouvons également ajouter que des hiérarchies informelles peuvent se développer quand une minorité seulement du groupe est force de proposition, car cette minorité définit les bases des débats. La même logique s'applique aux apparitions médiatiques : les activistes neuchâtelois·es estiment qu'il est important que plusieurs personnes apparaissent publiquement, afin de diversifier les arguments présentés – ce n'est en effet pas parce que les militant·es sont d'accord les un·es avec les autres qu'iels mettent les mêmes choses en avant. Dans le cas neuchâtelois, les personnes les plus actives médiatiquement encouragent ouvertement les autres à prendre la parole publiquement, que ce soit pour des discours ou pour répondre aux médias. Si le manque de connaissances sur des sujets spécifiques

130 "[…] some people have ways of finding what's happening that others do not". Ma traduction.

découragent certaines personnes, d'autres freins sont à l'œuvre, comme l'impression (fondée ou non) de ne pas être capable de répondre sans bafouiller ou se tromper, ou la crainte de parler en public. Une formation dédiée au travail médiatique a été menée avec une personne externe à l'été 2021. En janvier 2023, l'idée d'organiser de petits ateliers rhétoriques a été lancée. Le renforcement de l'horizontalité ne passe pas que par le partage d'informations intellectuelles, mais également par la transmission et l'acquisition de savoir-faire.

On peut retenir que de nombreuses pratiques présentées dans ce mémoire permettent d'éviter la « tyrannie de l'absence de structure » sans forcément créer de hiérarchies formelles, mais en formalisant une certaine souplesse, un certain flou, voire une certaine informalité. Ces processus permettent non seulement un travail politique efficace, mais permettent également aux activistes neuchâtelois·es de se sentir (relativement) bien à la Grève du Climat, condition indispensable pour poursuivre leurs activités[131].

2.9.5 Un mouvement moins actif ?

La Grève du Climat est probablement moins active qu'au début 2019. Cela a par exemple fait dire à la militante fribourgeoise citée plus haut, lors d'un entretien mené en février 2022, qu'il était « peu probable » que le mouvement « renaisse de ses cendres ». Près d'une année plus tard, en janvier 2023, un militant qui a été actif dans le canton du Jura écrivait quant à lui, en lien avec le partage d'une affiche appelant à la première journée de grève nationale pour le 18 janvier 2019, que

> Quatre ans plus tard, le mouvement de masse n'est plus (bien que des noyaux durs subsistent). Mais ce n'est sans doute qu'une question de temps avant qu'il ne ressurgisse, sous d'autres noms, sous d'autres formes, plus mature et plus combatif qu'en 2019

Et de fait, de nombreux·ses activistes encore présent·es dans le mouvement s'inquiètent de la santé de la Grève du Climat. À titre d'illustration, le message suivant a circulé fin 2022, début 2023 :

> Hé, nous, un groupe random de grévistes climatiques actifs, aimerions organiser une réunion d'échange en février. En tant que mouvement, nous ne sommes pas au mieux de notre forme. Comme nous n'avons plus que très peu de réunions physiques, l'échange nécessaire fait défaut.

Pourtant, de très nombreux événements sont organisés presque en permanence dans toute la Suisse. En 2022, plusieurs dizaines de manifestations ont par exemple eu lieu, ainsi que des dizaines et des dizaines de réunions, des ateliers, le dépôt d'une motion populaire cantonale neuchâteloise, des conférences, de nombreuses publications, des actions pour interpeller des élu·es, une mobilisation importante contre la construction d'une centrale à gaz en Argovie…

131 Évidemment, cela est valable pour les activistes qui n'ont pas quitté le mouvement. Pour ces dernier·ères, ce point n'était peut-être pas satisfaisant. Mais, c'est une des limites de ce mémoire, je n'ai pas pu me pencher de manière conséquente sur ces personnes-là.

Nous avons vu, dans le chapitre 2.4 ainsi que tout au long de ce chapitre, que l'activité reste non seulement importante mais aussi intense, malgré la perte de ce que Coralie a appelé la partie « mouvement » de la Grève du Climat, l'épuisement de certain·es militant·es, une pandémie, la réduction de la taille du noyau dur et même la disparition de certains groupes régionaux.

2.9.6 Un mouvement qui ose moins ?

Pour Lucia, le mouvement a « clairement beaucoup changé ». Alors qu'au début tout était « hyper-random » et qu'on « essayait des trucs », le mouvement s'est peu à peu « professionnalisé », les militant·es ont appris comment fonctionnent des réunions, à écrire un procès-verbal, à ranger le *drive*... Cet apprentissage pratique est d'ailleurs souvent relevé dans mes entretiens.

Si de nombreux·es activistes, moi y compris, considèrent que cela peut être une bonne chose, je suis de celleux qui considèrent qu'en se routinisant (ou, pour utiliser un terme plus fort et analytiquement peu fondé, en se sclérosant), le mouvement devient moins créatif, comme je l'ai exposé plus haut. C'était d'ailleurs un point de vue qui a servi de base à certaines questions dans mes entretiens, quoique je le nuance ci-dessus. Mais un entretien que j'ai mené avec Louisa, une jeune militante active dans le canton de Neuchâtel (ayant rejoint la Grève du Climat fin 2020, mineure – elle a participé à sa première réunion, en ligne, en janvier 2021, soit en pleine pandémie) a fait ressortir un élément important selon elle : on est devenu « de plus en plus sage » malgré un discours plus radical, au moins à l'interne :

> Je pense qu'on a perdu une part d'utopie. Ce qui fait qu'on sera peut-être moins vindicatifs – pas vraiment vindicatifs, mais plutôt qu'y a des trucs qu'on va pas revendiquer, parce qu'on sait que ça passera jamais. On est un peu moins rêveurs, comme ça, un peu moins naïfs. Et je pense que c'est dommage, parce que je pense qu'il faut toujours essayer de viser le plus haut possible. […] L'idée, c'est de faire évoluer la société vers quelque chose qui pour l'instant paraît impossible.

Elle relève que la répression policière joue un rôle là-dedans – et que des actions comme le fait d'apposer des mains rouges de peinture sur une banque ne se feraient plus (je n'en suis personnellement pas si sûr). Le fait d'oser moins est également ressorti implicitement de l'entretien avec Manon. Plusieurs mois après ce qui ressemble à un *burn-out* (elle-même utilise le terme), elle me confiait se sentir fragile vis-à-vis du regard des autres. Elle relève que la confrontation est pour elle difficile (par exemple face à la police), et qu'elle l'avait apprise à la Grève du Climat, mais qu'elle n'avait désormais « plus les épaules » pour l'assumer.

Au-delà de la question de la répression, il est probable que l'élan collectif pousse à oser plus de choses, et que lorsque le mouvement reflue, les activistes ont plus de peine à – ou moins envie de – se lancer dans des actions confrontationnelles. Cet aspect collectif est aussi mis en avant par Louisa pour expliquer le fait que la Grève du Climat serait devenue « plus sage ». Notons tout de même que des actions illégales et parfois audacieuses sont toujours menées par des activistes de la Grève du Climat,

en son nom, dans le cadre du collectif Debt for Climate (qui a par exemple perturbé un aéroport destiné aux jets privés des invité·es du Forum économique de Davos en 2023) ou dans des ZAD en France ou en Allemagne par exemple.

2.10 Faire mouvement

Par l'expression « faire mouvement », je veux signifier que la Grève du Climat – mais cela serait valable pour n'importe quel autre collectif un tant soit peu pérenne – repose sur des interactions entre activistes dans les cadres des strictes activités de la Grève du Climat, mais également sur des interactions qui non seulement dépassent le cadre formel, mais également recouvrent des activités sociales qui n'ont qu'un lointain rapport avec ce qui pourrait à première vue être considéré comme des activités politiques. Ainsi, des événements comme les ateliers papier mâché évoqués plus haut (qui permettent des moments apaisés dans le cadre d'activités militantes), aller boire des verres après les réunions, partager des mèmes sur Telegram, organiser des camps où le travail militant est mis au second plan, aller se baigner dans l'Aar ou de faire du patin à roulettes à la Reitschule durant un congrès national, les repas pris en commun, les repas de Noël, etc. permettent de tisser des liens allant au-delà du strict cadre militant. De tels liens sont également tissés avec des personnes n'étant pas membres de la Grève du Climat, mais en étant proche au travers de liens interpersonnels ou faisant partie du même « mouvement global progressif » [Schaupp et al. 2022 : 6] (ou progressiste) ou du même « mouvement de mouvements » [Shepard 2007 : 189], par le biais de contacts interpersonnels, lors d'événements festifs, dans le cadre associatif ou *via* d'autres mobilisations politiques (manifestations, participation à la ZAD de la Colline ou au Quartier Libre à Yverdon, actions syndicales…). Autour de la Grève du Climat s'est formé une sorte de communauté large et informelle comprenant à la fois des membres actif·ves du mouvement, des militant·es en pause, d'ancien·nes activistes, des ami·es, des connaissances d'autres groupes politiques.

2.10.1 Une « bande d'ami·es » ?

Le groupe neuchâtelois, comme d'autres unités de la Grève du Climat, est parfois considéré comme une « bande de potes » par les activistes. Lucia explique par exemple que « le truc, c'est qu'on était surtout une bande d'amies », lors du début du mouvement au Lycée Blaise-Cendrars. Les militant·es estiment quelquefois que cela peut poser problème, car les personnes ne faisant pas partie des réseaux amicaux en place seraient exclues. Mais dans les faits, le recrutement de nouvelleaux activistes en 2020, 2021 ou 2022 dans le groupe neuchâtelois ne suit pas vraiment ce schéma. Les canaux d'entrée à la Grève du Climat sont multiples : tantôt les militant·es sont convaincu·es par leurs ami·es ; tantôt iels contactent la Grève du climat par intérêt politique, parfois sans connaître personne qui y soit actif·ve ; quelquefois elles rejoignent le mouvement après une conférence ou une présentation publique ; dans au moins deux cas des militant·es sont entré·es d'abord à la Grève pour l'Avenir. Les personnes actives

dans le noyau dur du groupe neuchâtelois semblent toutes satisfaites de l'accueil qui leur est réservé[132]. Par exemple, alors que nous buvions une bière après une réunion, Joseph m'a dit qu'il remerciait les activistes de la Grève du Climat pour le bon accueil qu'iels lui avait réservé. Il m'a précisé que son entrée à la Grève du Climat a changé sa vision du militantisme, qu'il appréciait que chacun·e puisse donner son avis, alors qu'il pensait avant cela que le mouvement était plus hiérarchique. Le fait d'être ami·e avec les personnes déjà présentes dans le mouvement n'est donc pas une condition pour s'intégrer au groupe.

Mais la dimension amicale est tout de même souvent mise en avant par les activistes. Se rappelant les débuts de la Grève du Climat, Lucia estime qu'« on est tous devenu des amis ». Manon explique aussi que ses camarades sont devenu·es des ami·es. La construction de liens interpersonnels amicaux n'est pas une obligation pour militer dans le mouvement, mais elle est très largement souhaitée, et encouragée consciemment au travers de divers moments informels. Ces moments informels et les liens qui en découlent permettent de rendre le militantisme plus agréable pour les membres du noyau dur. Il peut aussi permettre d'attirer plus largement. Louisa explique :

> Je pense que le côté informel, y a aussi beaucoup pour recruter des gens, j'ai l'impression que c'est plus facile de faire des apéros ou des ateliers banderoles que des séances de deux heures. […] Pour [...] avoir toujours des bras et faire que ce mouvement continue, je pense que c'est surtout les moments informels.

Pour elle, les moments informels permettent également d'apprendre à se connaître et de créer un « esprit d'équipe ». Je pense que cet esprit d'équipe se manifeste notamment par une confiance accordée aux autres militant·es. Plusieurs de mes interlocuteurices actif·ves ou ayant été actif·ves dans le canton de Neuchâtel insistent sur la confiance que les activistes se portent les un·es aux autres, ce qui permet au groupe de bien fonctionner. *A contrario*, mon interlocutrice active dans le canton de Fribourg estime que lorsque la confiance entre certain·es membres du collectif a été rompue, le fonctionnement du groupe s'est fortement détérioré. La confiance en soi et dans les autres permet notamment de se sentir légitime, respectivement de construire une légitimité commune : les militant·es peuvent se permettre d'agir, souvent sans recourir à des processus formels, car les autres ont confiance en elleux et qu'iels font confiance aux autres. Cette confiance dépend également de la bienveillance déployée dans le mouvement. Elle repose sur les activités militantes communes, mais également sur la connaissance des un·es et des autres bâtie dans des cadres informels.

Les activistes s'efforcent toutefois de permettre aux personnes n'étant pas insérés dans des réseaux amicaux de s'investir et de suivre ce qui se passe dans le mouvement, par exemple au travers du GT Sieste, en prenant et diffusant des procès-verbaux les plus complets et compréhensibles possibles et des messages récapitulatifs, en écrivant dans des groupes Telegram pour informer les autres, en récapitulant ce qui s'est passé le mois précédent lors des réunions mensuelles du groupe neuchâtelois…

132 Encore une fois, il manque dans mes recherches le point de vue de la plupart des gens qui ont quitté le mouvement.

2.10.2 Une nébuleuse large

Les parcours des membres et ex-membres du noyau dur sont divers : engagement dans un parti politique puis à la Grève du Climat ou inversement ; activité associative intense ; débuts à la Grève du Climat puis passage à Extinction Rebellion ou chemin opposé ; participation à des groupes anarchistes ; insertion dans les milieux autonomes ou syndicaux, parfois les deux à la fois ; rapprochement ou éloignement de la politique institutionnelle ; activité intense et continue ; activité entrecoupée ; coups de main ponctuels… Les profils sont extrêmement variés. L'identification au mouvement aussi : alors que certaines personnes qui ne sont plus actives estiment avoir quitté le mouvement, à l'instar d'Eric, d'autres, comme Manon, estiment que la Grève du Climat fait partie d'elleux et qu'iels en font partie. En avril 2022, après plusieurs mois d'éloignement, Manon disait d'ailleurs « j'appelle toujours ça une pause ». Lors de mes entretiens, mes interlocuteurices ont souvent peiné à définir clairement ce qui permet de dire que quelqu'un·e fait partie de la Grève du Climat. Globalement, faire partie du mouvement, c'est y participer activement, notamment, selon Louisa, en participant aux réunions. Mais certain·es, comme Manon, considèrent qu'on fait partie du mouvement aussi longtemps que l'on se voit comme membre dudit mouvement – et probablement, aussi longtemps que les autres activistes considèrent également que c'est le cas. Très concrètement, il n'y a pas de règle claire, ni formelle ni informelle, et l'immense majorité des militant·es ne semblent pas tenir à clarifier la qualité de membre.

Au début 2023, sans être redevenue très active, Manon continue de transférer des messages d'un groupe Telegram à l'autre. Eric, lui, a transmis fin 2022 une demande médiatique qui lui était parvenue. De nombreux·ses militant·es ayant plus ou moins quitté le mouvement – voire ne l'ayant jamais rejoint, du moins pas son noyau dur ou ce que Coralie appelle la partie « organisation » de la Grève du Climat – continuent à y participer ponctuellement, notamment au travers de groupes Telegram : échanges de mèmes, partages d'articles de presse, traductions, relectures de publications pour les réseaux sociaux, consultation des procès-verbaux… Les ex-membres du noyau dur semblent souvent garder un pied dans le mouvement, ce qui est rendu possible par les technologies utilisées (notamment les groupes Telegram), des liens interpersonnels forts et dépassant largement le strict cadre militant, mais aussi le modèle organisationnel flou, informel et ouvert de la Grève du Climat. Le cadre de la Grève du Climat s'étend en fait au-delà des individus qui se considèrent membres du mouvement. Il englobe des personnes faisant partie de groupes Telegram et lisant les messages ; des personnes qui considèrent qu'elles ont quitté le mouvement mais y participent encore ponctuellement ; des personnes qui n'ont pas les ressources ou pas l'envie de se consacrer pleinement à la Grève du Climat mais tiennent à garder un pied dedans – ou du moins n'ont pas assez envie de le quitter pour se retirer de tous les groupes Telegram.

Cette nébuleuse de personnes gravitant autour du noyau dur du mouvement joue parfois un rôle non-négligeable, en fournissant des bras pour des tâches spécifiques ; en participant ponctuellement aux

réunions – ce qui est généralement très apprécié ; en réalisant des tâches de relecture ou de traduction ; ou encore, comme l'a fait une militante ayant participé à la Grève pour l'Avenir et au référendum contre la Loi CO_2 fin 2022, en mettant en lien des militant·es neuchâtelois·es et une personne voulant bien aider à remettre certains sites web du mouvement d'aplomb.

2.10.3 Au-delà et en plus des liens interpersonnels : une « culture militante » ?

Dans le canton de Neuchâtel, un effort est fait pour construire une « culture militante » commune. Suite à plusieurs discussions lors desquelles certaines personnes déploraient le fait de ne pas avoir un socle théorique ou idéologique commun, un groupe Telegram a été créé en août 2021 dans le but de bâtir une telle culture militante[133], dans une démarche analogue à la construction d'une « culture de sécurité ». Des recommandations de lecture y sont proposées, de même que quelques invitations à des conférences. Il était au départ question d'en faire une sorte de club de lecture, ce qui n'a jamais vraiment été mis en place. Les militant·es neuchâtelois·es semblent nombreux·ses à déplorer le manque de succès de ce groupe. Notons tout de même que quelques livres papier circulent entre les activistes, et qu'une vague d'échanges de ressources a eu lieu dans le groupe cantonal à la fin 2022. De plus, les textes publiés sur les réseaux sociaux, les articles partagés à l'interne, les discussions – souvent informelles – entre membres de la Grève du Climat, des travaux académiques (comme des panneaux réalisés dans le cadre d'une exposition publique [Augsburger et al. 2021] ou un dossier que j'ai réalisé avec deux autres personnes sur la Grève pour l'Avenir Neuchâtel [non publié]), des articles publiés sur le site de la Grève du Climat par des membres du mouvement[134], le magazine netto.null (dont le dernier numéro a été publié en 2020) ou encore des textes publiés dans des médias militants (comme Augsburger 2022b) participent à créer une culture militante commune. La création de cette culture militante relève (au moins partiellement) d'une volonté et d'un effort conscients.

La constitution d'une culture militante comme alternative à la culture dominante

Un ensemble de pratiques centrées sur l'horizontalité et l'empêchement de la domination s'est développé au sein de la Grève du Climat. Ces pratiques sont au centre du « cosmos » [Eliade 1958] du mouvement au même titre que, par exemple, la neutralité carbone. Elles constituent également une large part de l'idéologie de ce mouvement. J'ai également indiqué que ces pratiques permettent une distinction entre la Grève du Climat, y compris au sein du « mouvement global » progressiste dans lequel s'insère le mouvement [Schaupp et al. 2022b : 6]. Elles visent, dans une logique préfigurative, à construire le changement de système réclamé par les militant·es. Ainsi, la constitution d'une culture militante, basée tant sur la lecture d'ouvrages théoriques que sur la pratique (tant la pratique d'actions

133 La description de ce groupe dans l'annuaire de la Grève du Climat Neuchâtel est la suivante : « Développer des réflexions communes et concrètes sur nos activités militantes & construire une culture politique commune dans la Grève du Climat Neuchâtel ».

134 https://climatestrike.ch/fr/news

tournées vers l'extérieur que la pratique d'une démocratie horizontale à l'interne) permet de se démarquer d'une certaine culture dominante – ou de ce qui est perçu comme tel.

Le sociologue Marco Giugni relève que les « nouveaux mouvements sociaux » [Giugni 2019 : 63 sqq.] éprouvent « une méfiance à l'égard du marché et s'engagent pour une distribution égalitaire des ressources, mais aussi rejettent la régulation de la conduite intellectuelle et collective par les bureaucraties publiques et privées, demandent la démocratie participative et l'autonomie par rapport au marché et à l'État » [Giugni 2019 : 63]. Il considère que la Grève du Climat s'inscrit dans ces nouveaux mouvements sociaux [Giugni 2019 : 67]. Ceux-ci, comme tous les mouvements sociaux, comportent « une forte composante culturelle et identitaire » [Giugni 2019 : 77], qui peut selon lui se matérialiser, selon les courants, en une contre-culture ou une sub-culture [Giugni 2019 : 77]. S'il n'est pas ici utile de discuter cette distinction, il est utile de souligner le fait que la Grève du Climat tend à se constituer en mouvement contre-culturel (en termes gramsciens, on parlerait de modèle contre-hégémonique), au travers de ses actions et de ses revendications, mais également au travers de son fonctionnement interne (qui ne peut pas être totalement isolé des actions et revendications). Les éléments préfiguratifs déployés au sein de la Grève du Climat, autant que ses revendications et ses actions tournées vers l'extérieur, permettent donc de proposer un contre-modèle au système politique en place, un contre-modèle fondé notamment sur la discussion, la bienveillance, l'empêchement des dominations, l'inclusivité, en bref sur l'horizontalité comme tendance à l'égalisation des possibilités de participation, à la participation effective du plus grand nombre aux décisions, ainsi qu'à la possibilité pour le plus grand nombre d'initier des actions et d'y participer.

3. Conclusion

3.1 Militant et chercheur : une étude menée au sein d'un collectif auto-critique

En introduction, j'ai indiqué que je considérais qu'« une stratégie [de recherche] participative fournit l'accès le plus adéquat et le plus enrichissant aux idées, théories et débats des activistes »[135] [Gordon 2007 : 280] d'autant plus que, comme la Grève du Climat « les mouvements *anti-corporate* contemporains sont d'une auto-réflexivité peu commune » et que leurs pratiques « cassent la distinction entre participant·e et observateurice »[136] [Juris 2007 : 164]. À la Grève du Climat, les militant·es ne se contentent pas d'une « compréhension […] déjà accomplie dans les activités courantes de la vie ordinaire » [Pharo 1985, cité par Coulon 1996 : 8]. Au contraire, iels s'inscrivent, au moins en partie, dans une « connaissance savante » [Coulon 1996 : 49-50]. Iels produisent des réflexions théoriques conséquentes, les couchent par écrit dans leurs documents stratégiques, lisent une quantité importante de livres, mais aussi de brochures et de fanzines et citent des études scientifiques dans leurs communiqués de presse. Iels essaient de cartographier leur propre mouvement et se renseignent sur des corpus théoriques anarchistes, marxistes, féministes, décoloniaux. Iels ont publié trois magazines, les infokiosques ne sont pas rares en congrès et lors de certains événements, iels organisent des cercles de réflexion sur les questions de genre. Iels tentent de décrire leur mouvement sur un wiki, iels ont planché sur *La Tyrannie de l'absence de structure*, qui m'a également été recommandée comme ressource dans le cadre universitaire… Certains aspects analytiques utilisés me viennent directement de militant·es, par exemple la distinction pensée par Coralie entre la Grève du Climat « organisation « et la Grève du Climat « mouvement », la distinction entre pensée critique et pensée tactique opérée par des activistes du Quartier Libre de Clendy-Dessous, ou même le concept d'intersectionnalité, forgé dans le cadre des luttes afro-féministes.

Les militant·es de la Grève du Climat sont hautement conscient·es des fonctionnements de leur mouvement, et le montrent également dans des cadres informels. Par exemple, lors du repas de Noël 2021 du groupe neuchâtelois, au prétexte d'écrire une carte de remerciement à une membre des Grands-Parents pour le Climat qui nous avait offert des livres, les activistes ont entamé un processus décisionnel caricaturant les fonctionnements de la Grève du Climat afin de choisir quelle carte envoyer. Cela montre déjà que les activistes ont une connaissance pratique mais également critique de leurs activités. Suite à cela, une militante m'a recommandé de noter ce qui se passait pour mon mémoire, puis la discussion s'est faite plus sérieuse sur le fonctionnement du mouvement. Les autres militant·es

135 "A participatory strategy provides the most adequate and enriching access to (fellow) activists ideas, theories and debates". Ma traduction.

136 "break down the divide between participant and observer", "contemporary anti-corporate movements are uniquely self-reflexive". Ma traduction.

se sont d'elleux-mêmes presque érigé·es en auxiliaires pour mon travail.

Les activistes avec qui j'ai réalisé des entretiens se sont de plus montré·es extrêmement critiques – et n'ont d'ailleurs pas hésité à me « critiquer » pour souligner leurs propos. Mais c'est aussi le cas lorsqu'il s'agit de penser aux structures du mouvement en congrès, ou lorsque, comme en janvier 2023 dans le canton de Neuchâtel, iels réfléchissent au fonctionnement de leur groupe régional. La qualité des discussions informelles, par exemple lors de repas en congrès ou même d'apéros, m'a souvent fait penser à des discussions que j'ai pu moi-même mener en séminaire universitaire – j'y ai prêté une attention particulière après avoir lu Gordon, qui fait remarquer que dans les cercles anarchistes, la communication orale est centrale et les discussions souvent d'excellente qualité d'un point de vue intellectuel [Gordon 2007 : 285] (j'ajouterais que la généralisation de services de messagerie instantanée permet d'étendre cette logique à certaines formes écrites), de même pour la littérature, quoiqu'elle ne respecte pas toujours des critères académiques [Gordon 2007 : 285] et qu'elle soit souvent constituée de brochures et fanzines parfois mal imprimés [Gordon 2007 : 284]. La production écrite passe également par les réseaux sociaux, sites web et canaux Telegram.

Cette configuration brouille fortement la distinction entre enquêté·es et enquêteurices. Même si certaines personnes sont plus actives sur le terrain théorique et auto-réflexif que d'autres, je n'ai pas senti de rupture entre mon travail militant et mon travail d'ethnologue. D'une part parce que j'estime que mon travail d'ethnologue est une contribution militante, d'autre part car les modes de pensée, de réflexion déployés collectivement au sein de la Grève du Climat sont très proches des modes de pensée académiques – d'autant plus qu'une grande majorité des activistes ont atteint au moins le niveau gymnasial, et qu'un grand nombre d'entre elleux ont une formation scientifique. Ma position de chercheur-militant est proche de celle de Juris, qui estime que « [q]uand presque tout le monde s'engage dans la théorisation, l'auto-publication, et la distribution instantanée au travers de réseaux de communication globaux, la fonction traditionnelle de l'intellectuel·le organique – fournir une analyse stratégique et une direction politique – est sapée. Dans ce sens, l'ethnographie militante n'offre pas de directives programmatiques »[137] mais elle peut « fournir des outils pour l'(auto-)réflexion des activistes et la prise de décision »[138] [Juris 2007 : 172]. Les analyses présentées dans ce mémoire ne sont pas en rupture avec les réflexions militantes, mais en constituent plutôt le prolongement – et parfois la source, quand mon travail de mémoire a influencé ma pratique politique.

Je me suis demandé si pour les militant·es, la réalisation de ce travail est plus importante ou impactante que son rendu (au terme des entretiens, plusieurs activistes m'ont remercié de leur avoir permis de réfléchir au fonctionnement du mouvement – et, dans un cas, l'entretien a été explicitement

137 "When nearly everyone engages in theorizing, self-publishing, and instant distribution through global communication networks, the traditional function of the organic intellectual – providing strategic analysis and political direction – is undermined. In this sense, militant ethnography does not offer programmatic directives". Ma traduction.

138 "provide tools for ongoing activist (self-)reflection and decision making". Ma traduction.

comparé à une séance de psy), même si de nombreuses personnes semblent intéressées voire enthousiasmées par la lecture de mon mémoire. Plusieurs personnes m'ont également suggéré de rédiger une version raccourcie ou de faire des présentations pour vulgariser mon travail.

Je peux conclure en estimant que j'ai réalisé ce mémoire non pas seulement *sur* mes camarades de lutte, mais également *avec* elleux, d'abord grâce au temps qu'iels m'ont accordé pour des entretiens, mais également grâce à quelques retours sur ce travail, à un intérêt continu et à une auto-réflexivité importante qui a abondamment nourri mon travail. Notons au passage qu'étudier un mouvement dont les membres réfléchissent comme des scientifiques m'a demandé un travail de distanciation, et de ne pas croire sur parole ces gens qui pensent et parlent comme moi, mais à confronter leurs dires (et mes propres conceptions) non seulement aux entretiens, mais également aux observations que j'ai réalisées.

3.2 Limites de ce mémoire et ouvertures possibles

Premièrement, ma position centrale dans le groupe neuchâtelois de la Grève du Climat et mon implication importante dans d'autres parties du mouvement que j'ai étudiées ont probablement une influence importante sur ce mémoire – pas forcément positive ni négative. Des travaux de personnes externes *et* la multiplication des travaux émanant de participant·es au mouvement seraient bienvenus afin d'éviter que les analyses et observations produites soient aussi centrées autour d'un individu. Si je craignais que les militant·es neuchâtelois·es n'osent pas se montrer totalement honnêtes dans leur évocations de situations auxquelles je suis mêlé, ça n'a pas été le cas. J'espère que je n'ai pas inconsciemment laissé de côté certains éléments moi-même.

La richesse et l'hétérogénéité des réponses de mes interlocuteurices me laissent penser qu'il aurait été possible d'approfondir ma recherche en réalisant d'autres entretiens. J'y ai renoncé par manque de temps.

Un des angles morts de mon étude est l'absence du point de vue de la plupart des gens qui se sont éloignés du mouvement. De plus, il serait pertinent de creuser la circulation importante des activistes, qui rejoignent et quittent la Grève du Climat fréquemment, y reviennent parfois, gravitent autour… Dans le cas neuchâtelois par exemple, des dizaines et des dizaines de personnes ont participé a l'activité de ce que j'ai appelé le noyau dur, alors que ce dernier est toujours resté d'une taille relativement modeste. Mon travail donne probablement trop l'impression d'un groupe statique, alors que la stabilité organisationnelle du collectif neuchâtelois s'accompagne d'une grande variabilité concernant les participant·es.

Je montre qu'un modèle horizontal peut être pérenne, mais mon travail évacue presque totalement la question de l'efficacité de l'horizontalité dans la lutte pour le changement de système souhaité par le mouvement. Notons que l'efficacité de l'horizontalité comme base de fonctionnement du mouvement

me semble assez valablement démontrée dans ce mémoire[139].

Les questions de genre mériteraient d'être traitées plus finement. J'ai globalement considéré que les relations de pouvoir se concentraient sur deux ensembles : les hommes cis, et les autres (parfois appelé·es FINTA ou TINFA). Plus de nuances seraient probablement pertinentes afin de mieux qualifier les rapports de genre et d'éviter de considérer qu'il n'y aurait que deux classes de genre, chacune relativement homogène.

Finalement, à l'inverse du travail de l'institut de sociologie de l'université de Bâle [Schaupp et al. 2022a], mon travail est très centré sur la Romandie, et ignore ou simplifie largement ce qui se passe en Suisse alémanique, et encore plus au Tessin. En Romandie-même, la perspective neuchâteloise prend largement le pas sur les réalités des autres cantons.

Au-delà de ces limites, il me paraîtrait intéressant de poursuivre les recherches sur la Grève du Climat en se focalisant plus sur les questions linguistiques ; sur les technologies utilisées ; sur la circulation physique des objets ; sur le rapport au corps (Camille a insisté en entretien sur le fait qu'utiliser son corps *via* des gestes ou des déplacements rendait les processus plus démocratiques, par exemple) ; ou encore sur l'avis et le vécu des personnes participant au mouvement sans faire partie de son noyau dur.

De manière générale, renforcer les approches ethnographiques dans les études portant sur les mouvements sociaux, et notamment de ce type de mouvements horizontaux, me semble crucial.

3.3 Conclusion

Le fonctionnement interne de la Grève du Climat repose largement sur la notion d'horizontalité au sens de tendance à l'égalisation des possibilités de participation, à la participation effective du plus grand nombre aux décisions, ainsi qu'à la possibilité pour le plus grand nombre d'initier des actions et d'y participer. Les activistes de la Grève du Climat, dans le canton de Neuchâtel mais également dans le reste de la Suisse, ont réussi et réussissent efficacement à empêcher la domination au sens wéberien de « chance pour un ordre de rencontrer une docilité » [Weber 1995 : 95]. Iels réussissent également à limiter fortement la domination dans un sens plus large de « concentration de pouvoir sur un certain point dans un système » [Nûjiyan 2020 : 57]. La volonté horizontaliste des activistes semble donc largement exaucée.

L'horizontalité à la Grève du Climat passe par une souplesse importante, des expérimentations fréquentes et variées et des reconfigurations parfois importantes (au moins localement) des modes de fonctionnement du mouvement. Dans le même temps, la Grève du Climat connaît une structuration

139 L'efficacité des principes horizontaux a aussi été mise en lumière par Darcy Leach [2016] dans un article attaquant assez frontalement les assertions selon lesquelles l'horizontalité est inefficiente.

relativement claire et explicite. Dans certains cas, cela peut passer par la formalisation d'une structure assez rigide. Dans d'autres cas, notamment dans le cas du groupe cantonal neuchâtelois, les activistes formalisent une certaine informalité, c'est-à-dire qu'iels reconnaissent et acceptent explicitement que certains processus restent flous ou flexibles. Ainsi, structuration ne rime pas toujours avec formalisation, et la formalisation des structures ne signifie pas qu'elles soient figées. Si certaines pratiques forment un socle de base (gestes de la main, modération des réunions, prise de procès-verbaux…), le fonctionnement du mouvement repose largement sur des valeurs (horizontalité, transparence, autonomie des régions…) qui, tant qu'elles sont respectées, admettent de traiter des décisions formelles avec souplesse.

Les pratiques des activistes de la Grève du Climat, sous des dehors souvent opposés à une trop grande formalisation des fonctionnements internes, sont caractérisées par des logiques « horizontales-formalistes ». Les réunions, qui sont cruciales pour le mouvement, font l'objet de nombreuses codifications, la plupart formellement reconnues, qui permettent la prise en compte de l'avis du plus grand nombre et la participation des personnes timides ou dans des positions sociales qui les minorisent. L'existence d'une modération lors des réunions est pour cela cruciale, notamment pour éviter l'émergence d'une (proto-)domination charismatique. En plus de cette modération, l'utilisation de gestes réalisés avec les mains, le recours fréquent à des tours de parole, les processus récursifs permettant de construire un consensus ou du moins un consensus modifié et la transmission des savoirs et des savoir-faire permettent d'égaliser les possibilités de participation et d'encourager la participation effective.

Cette égalisation des possibilités de participation passe également par une transparence importante. Celle-ci est permise par le fait que les réunions sont ouvertes à tout le monde, par le recours (presque) systématique à un procès-verbal librement accessible, par l'accessibilité également de la quasi-totalité des documents de travail, et par des efforts réalisés afin de rendre les nombreuses informations non seulement disponibles, mais également assimilables par les activistes, notamment grâce aux messages de résumé envoyés après les réunions.

La transparence, de même que le travail militant quotidien, passe énormément par des outils électroniques, la messagerie Telegram et la suite et espace de stockage Google Drive en tête. Ces outils permettent une communication permanente et immédiate, facilitent le travail collectif, permettent un archivage relativement efficace et garantissent l'accessibilité des informations aux militant·es. La multiplication des canaux et le volume de messages échangés et d'informations stockées peut toutefois rendre difficile le suivi de ce qui se passe, et décourager certain·es activistes.

L'activité intense ne se limite pas à la communication mais se retrouve également dans le volume des réunions et dans les très nombreuses actions tournées vers l'extérieur. Cette intensité, couplée au

sentiment d'urgence face à la crise écologique et climatique ainsi qu'à la répression étatique, explique la fatigue ressentie par certain·es activistes, fatigue qui peut aller jusqu'au *burn-out*. Face à cela, des processus de *care* sont mis en place, au niveau interpersonnel mais également de manière collective, par exemple au travers de diverses *care teams* ou d'un GT Sieste au niveau neuchâtelois. Ces efforts permettent, dans une certaine mesure au moins, aux militant·es de pouvoir poursuivre leur engagement malgré les pressions sus-mentionnées.

Les participant·es à la Grève du Climat, du moins celleux faisant partie du noyau dur neuchâtelois, mais également du noyau dur de manière générale, semblent largement satisfait·es du fonctionnement du mouvement, et louent son horizontalité. Iels estiment néanmoins que l'horizontalité, à la fois valeur et pratique, ne peut jamais être totalement atteinte, et que des efforts constants sont nécessaires pour l'améliorer. De plus, il faut s'habituer à l'horizontalité, et créer des processus et structures qui n'existent souvent pas dans la société suisse. L'horizontalité continue non seulement à être alimentée, mais se développe également, prenant en compte des aspects de plus en plus nombreux et de manière de plus en plus fine. Les pratiques de *care* sont ainsi de plus en plus présentes et de plus en plus verbalisées et construites volontairement et explicitement. De même, les problématiques liées au genre provoquent des innovations. Lors du congrès d'avril 2023, un groupe composé d'activistes trans a fait part de sa volonté de se développer, et les participant·es à la réunion nationale ont chargé un groupe de travail de développer un processus pour traiter les violences et agressions, notamment genrées, au sein de la Grève du Climat.

L'horizontalité ne passe pas que par les moments et processus formels, mais se construit grâce à une « culture de discussion » qui imprègne également les moments informels (y compris non-militants) ainsi que l'ensemble des processus internes. Cette culture de discussion va de pair avec une bienveillance importante, qui permet à la fois l'inclusion de plus de monde et l'amélioration du bien-être des activistes. Cette bienveillance se traduit notamment par une « culture de reconnaissance » qui a pour effet de souder le groupe et de renforcer la confiance en soi. Le renforcement de cette confiance en soi et dans le groupe est également renforcée par l'habitude de réaliser certaines tâches (comme l'écriture d'un discours) à plusieurs.

La bienveillance s'accompagne d'une inclusivité importante, que ce soit en terme d'âge, d'expérience politique ou encore d'identité de genre. La grande majorité des activistes ont toutefois étudié au moins jusqu'au niveau gymnasial, et certains groupes sociaux (apprenti·es, ouvriers·ères, agriculteurices, personnes issues de l'immigration extra-européenne...) sont largement sous-représentés dans le mouvement. Ce constat est quelque peu nuancé par les liens nombreux entre la Grève du Climat et divers autres organisations et mouvements (syndicats, associations, partis politiques…) qui permettent de toucher plus largement.

Le registre horizontal-formaliste déployé en réunion, la généralisation de la transparence, une culture de discussion étendue et les outils électroniques (qui facilitent le travail collectif) permettent à la fois de faciliter les initiatives individuelles (qui se transforment souvent rapidement en projets de groupe) et la légitimité des actions entreprises, les autres militant·es étant mis·es au courant et pouvant intervenir. En dépit de cela, le poids de certaines personnes demeure disproportionné, car les individus osant le plus proposer des actions pèsent largement sur les décisions, étant donné qu'ils décident des bases de discussion. Cela étant, la situation semble satisfaire les activistes du canton de Neuchâtel.

Les pratiques et logiques déployées sont largement des allant-de-soi, mais ne sont la plupart du temps pas impensées ni inconscientes. Ces pratiques sont une part importante d'un « cosmos » qui acte une rupture avec les logiques institutionnelles et le fonctionnement de nombreuses organisations, y compris considérées comme alliées et partenaires ; et en même temps, elles inscrivent la Grève du Climat dans un « mouvement de mouvements » plus large.

Annexes

Annexe 1 : Orientations stratégiques et priorités régionales, Grève du Climat Neuchâtel, mai 2022

Orientations stratégiques et priorités régionales

Grève du Climat - Neuchâtel
Mai 2022

Introduction

Dans le cadre d'un processus stratégique qui a lieu en ce moment au niveau national au sein de la Grève du Climat, et qui vise à s'appuyer sur les analyses et sur les objectifs produits au sein des groupes régionaux, nous avons entamé un processus de discussion sur notre stratégie au niveau cantonal.
Pour cela, des documents ont été produits ou rassemblés dans un dossier, et ont servi de base de discussion lors d'une réunion qui a eu lieu le 7 mai 2022.
Le présent document découle de cette réunion, ainsi que de la consultation interne qui l'a suivie.
Il est divisé en deux parties. Tout d'abord, la section "Orientations stratégiques" décrit la conception globale que nous défendons de ce que devrait être la Grève du Climat. Ensuite, la section "Priorités régionales" traite des sujets sur lesquels nous souhaitons nous concentrer durant les prochains mois voire années.

Orientations stratégiques

Nous défendons certaines valeurs et pratiques au sein de notre mouvement, et souhaitons renforcer ou défendre ce qui fait la force de notre mouvement. Les considérations suivantes devraient toujours rester à l'esprit des militant·es de la Grève du Climat, et nos actions ainsi que notre organisation interne devraient suivre les points qui sont présentés ci-dessous.
En bref, nous défendons la Grève du Climat en tant que:

Porte d'entrée vers le militantisme
La Grève du Climat est et doit rester une porte d'entrée vers le militantisme.Il faut pour cela s'assurer que le plus grand nombre puisse y prendre part, y compris les personnes qui ne peuvent ou ne veulent pas endosser de grandes responsabilités ou ne peuvent ou veulent pas consacrer beaucoup de temps à la Grève du Climat. La Grève du Climat doit également rester ouverte aux personnes qui n'ont pas une grande expérience pratique, théorique ou idéologique de la politique, et rester un espace d'apprentissage permettant de former des militant·es qui n'iraient pas forcément dans un autre type d'organisation.

Facteur de radicalisation
La Grève du Climat est et doit rester un aiguillon qui pousse les organisations politiques plus institutionnalisées, comme les partis ou les syndicats, à adopter des revendications et pratiques qui tendent à une rupture avec le modèle capitaliste et prennent en compte l'urgence climatique absolue que nous vivons.
La Grève du Climat est et doit rester aussi un espace où les militant·es apprennent à mieux appréhender le système politique et économique dans lequel nous vivons, et sont poussé·es à le combattre, c'est-à-

dire à aller à la racine des problèmes environnementaux et sociaux.

Siège de politiques préfiguratives
La Grève du Climat est et doit rester un mouvement qui non seulement revendique et réclame plus de démocratie, d'égalité entre genres, d'inclusion des personnes neuro-divergentes etc., mais aussi met en application ces principes dans son organisation interne. Les processus et pratiques démocratiques doivent être défendus et renforcés.

Espace d'expérimentation organisationnelle
La Grève du Climat a été un espace d'expérimentation organisationnelle important, que ce soit en termes de structure, de communication, ou encore de prises de décisions. Le mouvement s'est toutefois peu à peu cristallisé autour de pratiques de plus en plus standardisées. Si cela permet souvent une plus grande efficacité, cette cristallisation bride la créativité du mouvement et permet moins de questionnements, remises en cause et améliorations qu'en 2019.
L'expérimentation, et le cas échéant l'hétérogénéité, est encouragée au sein de la Grève du Climat.

Espace d'expérimentation de l'action directe
La Grève du Climat a débuté en réclamant que les gouvernements agissent mieux face à la crise climatique. Il n'est toutefois plus temps de quémander des mesures environnementales, il faut désormais construire un rapport de force et assumer le conflit avec les institutions en place, et forcer les gouvernants à agir. La Grève pour l'Avenir reste pour cela l'outil central.
L'action directe signifie surtout que nous agissons nous-mêmes, sans passer par le biais de représentant·es ou d'institutions détachées de nous. Cela passe par des pratiques de démocratie directe à l'interne, des gratiferias, des critical masses, des grèves, des occupations, des espaces de vie tels que des ZAD…
L'initiative individuelle et collective allant dans le sens d'une rupture avec l'ordre établi, sans recours aux institutions, doit être encouragée.

Espace d'apprentissage pratique et idéologique
La Grève du Climat est et doit rester un espace d'apprentissage pratique et idéologique. Cela passe par des formations formelles ou informelles, la préparation et la réalisation d'actions, les discussions entre militant·es, les conférences, les ateliers…
Les personnes qui n'ont pas d'expérience militante doivent pouvoir venir à la Grève du Climat, et y apprendre quelque chose en termes de militantisme ou de compréhension du monde dont nous faisons partie.
Un effort doit être fait afin d'intégrer les nouvellaux et d'assurer la transmission d'expérience et d'information, en gardant à l'esprit qu'il est aujourd'hui probablement plus difficile de rejoindre la Grève du Climat qu'en 2019, lorsque le mouvement restait encore à créer.

Espace extra-institutionnel
La Grève du Climat a permis d'élargir nos imaginaires politiques et de dépasser une vision de la politique qui ne passerait que par des institutions et processus officiels, intégrés à l'appareil étatique.
Nous devons veiller à garder cette indépendance face aux institutions et aux organisations politiques qui basent leur action avant tout dans ces institutions.

Lien entre organisations et mouvements
La Grève du Climat est et doit rester un lien entre militant·es d'horizons géographiques, idéologiques et organisationnels variés. Ce lien est notamment permis par le caractère extra-institutionnel du mouvement, qui le place en-dehors des querelles électoralistes. Une grande variété d'acteurices politiques peuvent se sentir à leur place au sein de la Grève du Climat, qui est un mouvement ouvert et démocratique, et dont les pratiques peuvent être appropriées par des personnes qui proviennent de

milieux politiques divers. De plus, le fait qu'aucune organisation ni tendance politique clairement identifiée n'ait été à l'origine de la Grève du Climat ou y soit hégémonique permet de se concentrer sur la construction du mouvement et sur les pratiques plutôt que sur des questions d'étiquettes politiques.
La Grève du Climat a aussi permis de créer ou renforcer des liens entre organisations politiques de natures et orientations diverses - organisations politiques par ailleurs parfois en mauvais termes entre elles. La coalition Debout pour la Changement et la Grève pour l'Avenir en sont de bons exemples. Des liens informels existent également avec des élu·es et partis politiques, et divers collectifs locaux.
Une attention particulière doit être portée à préserver et renforcer les liens entre la Grève du Climat et d'autres organisations, ainsi qu'entre militant·es de la Grève du Climat agissant dans des cercles politiques variés. Toutefois, cela ne doit pas mener à transiger sur certains principes fondamentaux tels que l'objectif de la neutralité carbone d'ici 2030 ou la démocratie.

Priorités régionales

Cette partie présente les projets et buts concrets que nous souhaitons développer en lien avec la situation neuchâteloise. Nous nous concentrons sur quelques projets concrets pour redynamiser le groupe cantonal et tenter de faciliter le recrutement, et nous veillons à conserver et tisser des liens avec les collectifs et mouvements existants, afin de réunir les forces des personnes déjà mobilisées.

Grève pour l'Avenir
La Grève pour l'Avenir reste notre projet central. Toutefois, nous ne nous limitons pas à ce projet, mais continuons à développer d'autres projets, propres à la Grève du Climat ou en lien avec d'autres collectifs que ceux impliqués dans la Grève pour l'Avenir.
Notre démarche reste globalement la même que jusqu'à présent en ce qui concerne la Grève pour l'Avenir.
Très concrètement, outre l'organisation de grillades avant les vacances d'été, nous nous attelons à relancer le Syndicat des Services Publics et à essayer de le remobiliser pour la Grève pour l'Avenir, et nous prêtons une attention particulière à l'évolution des coordinations nationale et romande.
Au niveau suisse, nous défendons l'idée d'une prochaine date de mobilisation commune en 2024, afin de ne pas diviser nos forces en 2023 et de pouvoir ainsi nous concentrer sur la Grève féministe, et afin de nous laisser le temps de faire un travail de mobilisation conséquent d'ici 2024.

Tisser et entretenir des liens avec d'autres mouvements
En plus de la Grève pour l'Avenir, nous préservons et renforçons les liens avec les autres mouvements, collectifs et organisations de notre camp social dans le canton de Neuchâtel. Nous nous efforçons d'être présent·es lors d'événements lors desquels nous pouvons entrer en contact avec des personnes déjà sensibilisées à notre cause, afin de créer des liens et d'encourager des projets. Par exemple, nous pourrions nous investir dans les journées de ramassage de déchets. Nous essayons également de renforcer nos liens avec l'association Humus.
Nous nous concentrons notamment sur l'organisation inter-collectifs mise en place à l'occasion du dernier Black Friday, et tentons d'annualiser le Black Freeday. Pour 2022, nous prenons en compte le fait que le 25 novembre est aussi la journée contre les violences sexuelles, et voulons collaborer avec le collectif pour la Grève féministe à cette occasion afin de faire du Black Freeday une journée éco-féministe.
Une seconde priorité est le renforcement de nos liens avec les élu·es et leurs organisations. Nous essayons notamment d'organiser un apéro-rencontre à la fin de l'été avec les député·es, les élu·es au niveau communal et les directions de partis, tout en restant ouvert aux militant·es. Le but est de se présenter et d'échanger, avec en toile de fond l'idée de créer des relais dans les parlements. Nous inviterons les partis représentés au Grand Conseil, ainsi que solidaritéS. L'invitation devrait être lancée entre le 13 et le 20 juin.

Groupes locaux et recrutement dans les lieux de formation
Nous considérons qu'il est crucial d'essayer de relancer la mobilisation dans les lieux de formation, et sommes favorables à la création de groupes locaux.
Nous avons évoqué l'idée de séances d'information à réaliser dans les établissements scolaires (lycées, écoles professionnelles…), en capitalisant sur le dernier rapport du GIEC et sur la responsabilité des écoles de donner des outils à leurs étudiant·es pour faire face à la crise climatique.
Toutefois, nous relevons que c'est une tâche difficile, qu'il faudrait contacter les écoles avant l'été, que les réponses seront probablement négatives, et qu'il faudrait des projets concrets à proposer, tels qu'une mobilisation autour du plan climat ou le Black Freeday.
Bien que persuadé·es que le recrutement dans les lieux de formation est crucial, nous craignons de ne pas avoir les forces pour cela, et préférons pour l'instant nous concentrer sur la redynamisation du groupe cantonal, notamment autour du projet du Black Freeday. Nous privilégions pour l'instant la création de liens avec des gens déjà sensibilisés (Grève pour l'Avenir, Humus, Jardins du Mycélium…), ce qui augmente nos chances de pouvoir porter des projets concrets et semble plus en adéquation avec l'état actuel de nos forces.

Annexe 2 : Codex d'action de la Grève du Climat, 2019, version présente dans le « Guide pour nouvelleaux » de la Grève du Climat Neuchâtel, avril 2022

Le codex d'action

Le mouvement s'est aussi doté d'un codex d'action, trouvable sur le même site web. Il prévoit que:

- Toutes les actions au nom de la Grève du Climat Suisse sont régies par ce code. Ce code sert de recueil des lignes directrices qui ont été adoptées au niveau national. Tout le reste est laissé aux groupes régionaux, qui sont censés avoir une grande autonomie.
- Nous sommes un mouvement pacifique. Toutes les actions sont non violentes. Notre première priorité est de ne pas nuire aux êtres vivants. En outre, les dommages aux biens doivent être évités.
- Toutes les actions doivent soutenir nos revendications.
- Toutes les actions doivent véhiculer la diversité et l'ouverture.
- Toutes les actions sont basées sur le consensus national précédent et ne doivent être soutenues qu'unilatéralement par les organisations/partis. Nous ne voulons pas que les organisations/partis utilisent nos actions à leurs propres fins.

Un soutien unilatéral

Nous voulons être un mouvement indépendant nous communiquons nos demandes par des lettres ouvertes, des pétitions et d'autres moyens transparents, et non à huis clos, afin que les demandes puissent être prises en compte par les institutions élues, les politiciens et les politiciennes, les partis et les entreprises. Pour les questions écologiques, nous acceptons l'aide d'experts dans le cadre d'un processus de conseil.

Annexe 3 : Codex d’action de la Grève pour l’Avenir, 2021

● Nous ne mettons en danger ni n’exerçons de violence contre des êtres vivants
● Nous ne tolérons ni les actions ni les affirmations inhumaines ou discriminatoires. Nous sommes résolument opposé.e.s à toute expression, nationaliste, sexiste, raciste, antisémite ou toute autre discrimination sur la base de la foi, l’orientation sexuelle ou l’identité de genre ainsi que toute tendance réactionnaire ou tentative d’appropriation.
● Nous respectons les mesures sanitaires en vigueur aussi bien lors de la journée d’action que lors de la préparation. Pour le 21 mai comme pour les actions plus petites, des concepts de sécurité sont élaborés.
● Nous nous nous assurons autant que possible de la sécurité physique, psychologique et légale de tou.te.s les activistes. Nous respectons nos limites personnelles ainsi que celles des autres et sommes conscient.e.s de nos privilèges. Nous sommes tou.te.s ensemble responsables du bon déroulement de l’action.
● Nous adressons par notre actions les puissants de ce monde.[140]
● Nous nous organisons de manière solidaire, décentralisée et autant que possible sans hiérarchies.
● Nous nous battons pour la justice climatique et sommes conscient.e.s qu’elle inclut également la justice sociale.
● Les revendications de la Grève pour l’Avenir sont au centre de notre communication.
● Des actions se déroulant dans le cadre de ce codex et sont en accord avec nos revendications sont bienvenues et encouragées

140 En allemand : «Wir richten uns mit unserer Aktion an die grossen Player der Gesellschaft.»

Références

ALINSKY Saul D.
2009. « Protest Tactics », in : Jeff Goodwin, James M. Jasper (éd.), *The Social Movements Reader. Cases and Concepts*, pp. 255-258. 2e éd. Chichester : Wiley-Blackwell. 458 pp. [1re publication du chapitre en 1971]

AMSTAD Micha
2020. « Die Klimastreik-Bewegung als Teil der Gesellschaft : Inwiefern soziale Bewegungen ein Handlungsfeld für die Soziokulturelle Animation darstellen und welche Handlungsmöglichkeiten sich ihr bieten. » [travail de bachelor]. Lucerne : Haute École de Lucerne. 58 pp.

AUGSBURGER Robin, CHEVALIER Clara, GAGGERO Anaïs
2021. « Au-delà du marché : une écologie radicale ». Neuchâtel : Université de Neuchâtel
[Série de six affiches, disponible à l'adresse https://www.unine.ch/maps/home/fabrique-de-demain/enseignement-pour-demain/univert-de-demain.html, consulté le 13.04.2023]

AUGSBURGER Robin
2022a. « Échapper à l'État? La ZAD de la Colline face à la répression » [essai réalisé dans le cadre d'un cours, disponible à l'adresse https://www.researchgate.net/publication/361817845_Echapper_a_l'Etat_La_ZAD_de_la_Colline_face_a_la_repression, consulté le 13.04.2023]
2022b. « Pour une écologie conséquente et sociale. Réflexions autour de la Grève du Climat », *Le Chat déchaîné*, février, pp. 10-15 [paru également dans Jeunes POP (éd.), 2022, *Le Fil rouge* no 2, pp. 31-41]

BALAZARD Hélène, GONTHIER Antoine
2022. « Démocratie d'interpellation » in : G. Petit, L. Blondiaux, I. Casillo, J.-M. Fourniau, G. Gourgues, S. Hayat, R. Lefebvre, S. Rui, S. Wojcik, & J. Zetlaoui-Léger (éd.), *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la Participation, DicoPart (2ème édition).* GIS Démocratie et Participation [en ligne], https://www.dicopart.fr/democratie-d-interpellation-2022 [consulté le 13.04.2023]

BIGO Didier
2009. « Du panoptisme au Ban-optisme. Les micros logiques du contrôle dans la mondialisation », in : P.-A. Chardel et G. Rockhill (dir.), *Technologies de contrôle dans la mondialisation : enjeux politiques, éthiques et esthétiques*, pp. 59-80. Paris : Kimé. 208 pp.

BLONDIAUX Loïc
2007. « La démocratie participative, sous conditions et malgré tout. Un plaidoyer paradoxal en faveur de l'innovation démocratique », *Mouvements* 50, pp. 118-129

BONANNO Alfredo M
1977. *Movimento e progetto rivoluzionario.* Edizioni di Anarchismo. 224 pp.

BRATICH Jack
2007. « Fragments on Machinic Intellectuals », in : S. Shukaitis, D. Graeber, E. Biddle (éd.), *Constituent Imagination. Militant Investigations, Collective Theorization*, pp. 137-154. Oakland, Édimbourg, Virginie occidentale: AK Press. 336 pp.

BUITRON Natalia, STEINMÜLLER Hans
2020. « Les fins de l'égalitarisme. Introduction », *L'Homme* 236, pp. 5-44

BULLE Sylvaine
2022. « ZAD » in : G. Petit, L. Blondiaux, I. Casillo, J.-M. Fourniau, G. Gourgues, S. Hayat, R. Lefebvre, S. Rui, S. Wojcik, & J. Zetlaoui-Léger (éd.), *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la Participation, DicoPart (2ème édition).* GIS Démocratie et Participation [en ligne], https://www.dicopart.fr/zad-2022 [consulté le 13.04.2023]

CALAME Blaise
2022. « "Le modèle néolibéral menace nos libertés" », *L'Illustré*, 20 avril 2022, pp. 28-31

CALLINICOS Alex
2002. « Egalitarisme et critique sociale », *Actuel Marx* 31, pp. 147-158

CARE TEAM DE LA GRÈVE DU CLIMAT
2022a. « Culture d'appréciation », https://climatestrike.ch/fr/posts/appreciation-culture [consulté le 13.04.2023]
2022b. « Reconnaître la glorification/normalisation du burnout militant », https://climatestrike.ch/fr/posts/glorification-burnout-activism [consulté le 13.04.2023]

CGT – CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL
1907. *XVe Congrès National Fédératif (IXe de la Confédération) et conférence des Bourses du Travail tenus à Amiens du 8 au 16 octobre 1906. Compte Rendu des Travaux*. Amiens : Confédération Générale du Travail. xxv, 345 pp.

CHATELLARD Justine
2021. *La « désobéissance civile ». Une étude exploratoire à partir du sens que lui allouent les désobéissant·e·s écologistes en Suisse romande* [mémoire]. Lausanne : Université de Lausanne. 75 pp.

COLOGNA Viktoria, HOOGENDOORN Gea, BRICK Cameron
2021. « To strike or not to strike? an investigation of the determinants of strike participation at the Fridays for Future climate strikes in Switzerland », *PLoS ONE* 16(10) [en ligne], 17 pp., https://doi.org/10.1371/journal.pone.0257296 [consulté le 13.04.2023]

COULON Alain
1996. *L'ethno-méthodologie*. 4e éd. Paris : Presses Universitaires de France. 127 pp. [1ère éd. : 1987]

CRENSHAW Kimberle
1989. « Demarginalizing the Intersection of Race and Sex: A Black Feminist Critique of

Antidiscrimination Doctrine, Feminist Theory and Antiracist Politics », *University of Chicago Legal Forum*, pp. 139-167

CRIMETHINC
2004. « Cultures de la sécurité », https://fr.crimethinc.com/2004/11/01/cultures-de-la-securite [consulté le 13.04.2023]

DE ANGELIS Massimo
2005. « PR like PRocess! Strategy from the Bottom-Up », *ephemera* 5(2), pp. 193-204

DELAGE Pauline, GRISONI Anahita
2020. « Un mouvement mondial de la jeunesse : les grèves du climat », *Mouvements* 103, pp. 156-163 [Entretien avec Nicolas Haeringer]

DE MOOR Joost, DE VYDT Michiel, UBA Katrin, WAHLSTRÖM Mattias
2020. « New kids on the block: taking stock of the recent cycle of climate activism », *Social Movement Studies* 20(5), pp. 619-625

DE MOOR Joost, UBA Katrin, WAHLSTRÖM Mattias, WENNERHAG Magnus, DE VYDT Michiel
2020. *Protest for a future II. Composition, mobilization and motives of the participants in Fridays For Future climate protests on 20 - 27 September, 2019, in 19 cities around the world*. 257 pp. [Disponible à l'adresse https://osf.io/yg9k2, consulté le 13.04.2023]

DIVERNOIS Chloé
2023. *La mobilisation des jeunes activistes pour le climat à la lumière des droits de l'enfant* [mémoire]. Genève : Université de Genève. 79 pp.

DÖNINGHAUS Luca Marie, GABER Konstantin, GERBER Renée, LAUR Jonas, REDMER Helena, SCHLOTT Ann-Katrin, WOLLSCHLÄGER Anne
2020. « 7. Kollektive Identität und kollektives Handeln », in : S. Haunss, M. Sommer (éd.), *Fridays for Future – Die Jugend gegen den Klimawandel. Konturen der weltweiten Protestbewegung*, pp. 147-162. Bielefeld : transcript. 264 pp.

DUMAS Alice
2020. *Le mouvement Youth for Climate, un mouvement « spontané ». Quelles conséquences sur la mobilisation ? Analyse de la période des grèves scolaires hebdomadaires ayant eu lieu à Bruxelles du 10 janvier au 24 mai 2019* [mémoire]. Liège : Université de Liège. 58 pp.

DUPUIS-DÉRI Francis
2009. « Chapitre 7 / L'anarchisme face au féminisme. Comparaison France-Québec », in : O. Filleule (éd.), *Le sexe du militantisme*, pp. 187-204. Paris : Presses de Sciences Po. 368 pp. (Académique)

EALHAM Chris
2021. *Les anarchistes dans la ville. Révolution et contre-révolution à Barcelone (1898-1937)*. Marseille : Agone. 454 pp. [1re édition en anglais : 2010]

EGGER Florian, MENETTRIER DE JOLLIN Raphaël
2020. « La grève pour le climat : une entorse justifiée à l'obligation de fréquenter l'école publique ? », *ex/ante* 2, pp. 3-9

ELIADE Mircea
1958. « Prestiges du mythe cosmogonique », *Diogène* 0/23, pp. 3-17
1971. *La nostalgie des origines: Méthodologie et histoire des religions.* Paris: Gallimard. 279 pp.

EMILSSON Kajsa, JOHANSSON Håkan, WENNERHAG Magnus
2019. « Frame Disputes or Frame Consensus? "Environment" or "Welfare" First Amongst Climate Strike Protesters », *Sustainability* 12(3), 882, 20 pp.

EVENSEN Darrick
2019. « The rhetorical limitations of the #FridaysForFuture movement », *Nature Climate Change* 9(6), pp. 428–430

FISCHER Dana R.
2019. « The broader importance of #FridaysForFuture », *Nature Climate Change* 9(6), p. 430

FLORAISONS
2019. « Full Spectrum Resistance 2/4 : Recruter, s'organiser, se protéger », https://floraisons.blog/full-spectrum-resistance-2-4/ [consulté le 13.04.2023]

FREEMAN Jo
2017. *La Tyrannie de l'absence de structure*. Lyon : Indice. 24 pp. [Version en anglais basée sur trois versions de 1970 à 1973 et ayant servi de base à la traduction disponible à l'adresse https://www.jofreeman.com/joreen/tyranny.htm, consulté le 13.04.2023]

GARCIA VILLEGAS Mauricio, LEJEUNE Aude
2015. « La désobéissance au droit : approche sociologique comparée », *Droit et Société*, 2015/3, 91, pp. 565-577

GDC - GRÈVE DU CLIMAT
2021. *Plan d'action climatique*. Climate Strike Switzerland. 354, 25 pp. [Disponible à l'adresse https://admin.climatestrike.ch/uploads/Plan_d_action_climatique_1_0_32d21fb652.pdf, consulté le 13.04.2023]
2022a. *À quoi pourrait ressembler une économie (vraiment) écologique. Un texte du groupe System Change de la Grève du Climat.* 35 pp.
2022b. « Répression des mouvements écologistes : FedPol entre dans la danse », https://climatestrike.ch/fr/posts/fedpol [consulté le 13.04.2023]
2022c. « This is what democray looks like », publication Instagram, 30.09.2022, https://www.instagram.com/p/CjJGCeksnCT/ [consulté le 13.04.2023]
2022d. « Defekte Demokratie », publication Instagram, 8.12.2022, https://www.instagram.com/p/Cl6lKiYM9Il/ [consulté le 13.04.2023]

2022e. « Anlässlich der Hausdurchsuchung bei Aktivistis der @AufstandLastGen am 13.12. ein ganz schönes #ACAB », publication Instagram, 18.12.2022, https://www.instagram.com/p/CmUi30csRXv/ [consulté le 13.04.2023

GdC FR - Grève du Climat Fribourg
2019a. « Introduction », https://fribourg.climatestrike.ch/greve-du-climat-fribourg-introduction/, [consulté le 13.04.2023]
2019b. « Communiqué – Débat du 08.04.2019 – Nos propositions » [Disponible à l'adresse https://fribourg.climatestrike.ch/wp-content/uploads/sites/6/2019/08/CP_8_avril_20192.pdf, consulté le 13.04.2023]

GdC JU – Grève du Climat Jura
2019. « La Grève du climat (Jura) soutient la grève des femmes* et appelle la population à y participer » [Disponible à l'adresse https://jura.climatestrike.ch/blog/2019/06/03/la-greve-du-climat-jura-soutient-la-greve-des-femmes-et-appelle-la-population-a-y-participer/, consulté le 13.04.2023]

GdC NE - Grève du Climat Neuchâtel
2019. « Grève du Climat Neuchâtel », événement Facebook, https://www.facebook.com/events/223591038544691/ [consulté le 13.04.2023]
2023. « Plan climat neuchâtelois: ça avance… un peu » [Disponible à l'adresse https://neuchatel.climatestrike.ch/communiques/2023/01/23/plan-climat-neuchatelois-ca-avance-un-peu/, consulté le 13.04.2023]

Giugni Marco
2019. *La Suisse dans la rue: Mouvements, mobilisations, manifestants*. Lausanne: Presses polytechniques et universitaires romandes. 160 pp. (Savoir Suisse)

Gold Raymond L.
1958. « Roles in Sociological Field Observations », *Social Forces* 36(3), pp. 217-223

Gordon Uri
2007. « Practising Anarchist Theory : Toward a Participatory Political Philosophy », in : S. Shukaitis, D. Graeber, E. Biddle (éd.), *Constituent Imagination. Militant Investigations, Collective Theorization*, pp. 276-287. Oakland, Édimbourg, Virginie occidentale: AK Press. 336 pp.

Graeber David
2009. *Direct Action: An Ethnography*. Oakland, Édimbourg: AK Press. xix, 568 pp.
2012. « Dead zones of the imagination: on violence, bureaucracy, and interpretive labor. The 2006 Malinowski Memorial Lecture », *HAU: Journal of Ethnographic Theory* 2(2), pp. 105-128
2013a. « Some Remarks on Consensus » [en ligne], http://occupywallst.org/article/david-graeber-some-remarks-consensus/ [consulté le 13.04.2023]
2013b. *The Democracy Project. A History, a Crisis, a Movement.* Londres, New York, Dublin, [etc] : Penguin Books. 326 pp.

GRINDON Gavin
2007. « The Breath of the Possible », in : S. Shukaitis, D. Graeber, E. Biddle (éd.), *Constituent Imagination. Militant Investigations, Collective Theorization*, pp. 94-107. Oakland, Édimbourg, Virginie occidentale: AK Press. 336 pp.

HIBOU Béatrice
2021. « Le terrain comme site cognitif. Une perspective wébérienne de l'articulation empirie et théorie », *Sociologie* 12(4), pp. 427-537

HIM-AQUILI Manon
2020a. « "Alors que nous on s'acharne à dire que c'est un système" : enjeux militants de la construction d'un locuteur collectif en AG anarchiste », *Mots. Les langages du politique* 122, pp. 93-110
2020b. « "Prendre la parole sans prendre le pouvoir". La mise en registre de l'horizontalité dans les assemblées générales anarchistes/autonomes », *Glottopol* 33, pp. 8-20

HOLTZMAN Ben, HUGUES Craig, VAN METER Kevin
2007. « Do It Yourself… and the Movement Beyond Capitalism », in : S. Shukaitis, D. Graeber, E. Biddle (éd.), *Constituent Imagination. Militant Investigations, Collective Theorization*, pp. 44-61. Oakland, Édimbourg, Virginie occidentale: AK Press. 336 pp.

ISAAC Larry
2008. « Movement of Movements : Culture Moves in the Long Civil Rights Struggle », *Social forces* 87, pp. 33-63

JACQUEMART Alban
2013. « L'engagement féministe des hommes, entre contestation et reproduction du genre », *Cahiers du Genre* 2013/2, 55, pp. 49-63

JURIS Jeffrey S.
2007. « Practicing Militant Ethnography with the Movement for Global Resistance in Barcelona », in : S. Shukaitis, D. Graeber, E. Biddle (éd.), *Constituent Imagination. Militant Investigations, Collective Theorization*, pp. 164-176. Oakland, Édimbourg, Virginie occidentale: AK Press. 336 pp.

KOOS Sebastian, NAUMANN Elias
2019. *Vom Klimastreik zur Klimapolitik : Des gesellschaftliche Unterstützung der „Fridays for Future"-Bewegung und ihrer Ziele*. Constance : Université de Constance. 17 pp.

KROPOTKINE Pierre
1885. *Paroles d'un révolté*. Paris : C. Marpon et E. Flammarion. x, 342 pp.
1892. *La Conquête du pain*. 2e éd. Paris : Tresse & Stock. 299 pp.

LACHANCE Jocelyn, PRZYGODA Mathias
2022. « When youth ecological commitment is hindered by identity issues: the case of commitment visibility on social networks », *Convergence: The International Journal of Research into New Media Technologies*, 15 pp. [en ligne], https://doi.org/10.1177/13548565221123944 [consulté le 13.04.2023]

LALICH Janja
2009. « True Believers and Charismatic Cults », in : Jeff Goodwin, James M. Jasper (éd.), *The Social Movements Reader. Cases and Concepts*, pp. 117-127. 2e éd. Chichester : Wiley-Blackwell. 458 pp. [1re publication du chapitre en 2004]

LATOUR Bruno
2007. « Le "pédofil" de Boa Vista – montage photo-philosophique », in : B. Latour (dir.), *Petites leçons de sociologie des sciences*, pp. 171-225. Paris, La Découverte. 256 pp. [1re publication: 1993]

DE LAVELEYE Émile
1873. « La propriété primitive et les allmends en Suisse », *Revue des Deux-Mondes* (1829-1971), vol. 105, no 3

LEACH Darcy K.
2016. « When Freedom Is *Not* an Endless Meeting: A New Look at Efficiency in Consensus-Based Decision Making », *The Sociological Quarterly* 57 : 1, pp. 36-70

LEGAULT Hélène
2019. « Réflexions sur l'horizontalité et la verticalité chez les médias alternatifs au Québec à partir de l'étude de cinq cas » [mémoire]. Montréal (Québec, Canada) : Université du Québec à Montréal, Maîtrise en communication. x, 196 pp.

LÉNINE Vladimir Ilitch
1917. *L'État et la Révolution*. 62 pp. [Édition électronique disponible à l'adresse https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1917/08/er.pdf, consulté le 13.04.2023]

MAECKELBERGH Marianne
2011a. « The Road to Democracy: The Political Legacy of ''1968'' », *International Review of Social History* 56(2), pp. 301-332
2011b. « Doing is Believing: Prefiguration as Strategic Practice in the Alterglobalization Movement », *Social Movements Studies* 10(1), pp. 1-20
2012. « Horizontal Democracy Now: From Alterglobalization to Occupation », *Interface* 4(1), pp. 207-234

MAVIDAL J., LAURENT E, CLAVEL E.
1875. *Archives parlementaires de 1787 à 1860. Première série (1789 à 1799). Tome VIII.* Paris : Librairie administrative de Paul Dupont. 731 pp.

MAZOUZ Sarah
2015. « Faire des différences. Ce que l'ethnographie nous apprend sur l'articulation des modes pluriels d'assignation », *Raisons politiques* 2025/2, 58, pp. 75-89

MOREL DARLEUX Corinne
2020. « Écosocialisme », *Socialter* 2020/HS12, pp. 104-105

NAZIFREI.ORG
2023. « Nazi-Outing #14 - Selina Dienemann », https://nazifrei.org/post/outing-14-selina/ [consulté le 13.04.2023]

NEUBER Michael, KOCYBA Piotr, GARDNER Bett Garrithy
2020. « The same only different. Die Fridays for Future-Demonstrierenden im europäischen Vergleich », in : S. Haunss, M. Sommer (éd.), *Fridays for Future – Die Jugend gegen den Klimawandel. Konturen der weltweiten Protestbewegung*, pp. 69-96. Bielefeld : transcript. 264 pp.

NEZ Héloïse
2022. « Démocratie réelle », in : G. Petit, L. Blondiaux, I. Casillo, J.-M. Fourniau, G. Gourgues, S. Hayat, R. Lefebvre, S. Rui, S. Wojcik, & J. Zetlaoui-Léger (éds.), *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la Participation, DicoPart (2ème édition).* GIS Démocratie et Participation [en ligne], https://www.dicopart.fr/democratie-reelle-2022 [consulté le 13.04.2023]

NÛJIYAN Bager (alias SPENCER Michael, alias VÎYAN Xelîl)
2020. « Power and truth : Analytics of power and nomadic thought as fragments of a philosophy of liberation », in : *The Seeker of Truth who insisted on another world. Bager Nûjiyan*, pp. 54-61. Commune internationaliste. 74 pp. [transcription d'une prise de parole dans le cadre de la conférence « Challenging Capitalist Modernity II : Dissecting Capitalist Modernity – Building Democratic Confederalism », Hambourg, 2015]

OLIVIER Lawrence
1988. « La question du pouvoir chez Foucault: Espace, stratégie et dispositif », *Canadian Journal of Political Science* 21(1), pp. 83-98

PÉCHU Cécile
2009. « Répertoire d'action », in : O. Fillieule (éd.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, pp. 454-462. Paris, Presses de Sciences Po. 656 pp.

PICKARD Sarah
2019. « Young Environmental Activists are Doing it Themselves » *Political Insight* 10(4) [en ligne], https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/2041905819891364 [consulté le 13.04.2023]
2021. « "You are stealing our future in front of our very eyes." The representation of climate change, emotions and the mobilisation of young environmental activists in Britain », *E-rea* [en ligne], https://journals.openedition.org/erea/11774 [consulté le 13.04.2023]

PLEYERS Geoffrey
2009. « Horizontalité et efficacité dans les réseaux altermondialistes », *Sociologie et sociétés* 41(2), pp. 89-110.

ROBERTSON Kirsty
2007. « The Revolution Will Wear a Sweater : Knitting and Global Justice Activism », in : S. Shukaitis, D. Graeber, E. Biddle (éd.), *Constituent Imagination. Militant Investigations, Collective Theorization*, pp. 209-222. Oakland, Édimbourg, Virginie occidentale: AK Press. 336 pp.

ROBINEAU Colin
2020. « Pour une sociologie des écologistes radicaux. Quelques éléments programmatiques », *e-cadernos CES* 34, pp. 46-63 [en ligne], https://doi.org/10.4000/eces.5494 [consulté le 13.04.2023]

ROUSSEAU Dominique
2022. « Démocratie continue », in : G. Petit, L. Blondiaux, I. Casillo, J.-M. Fourniau, G. Gourgues, S. Hayat, R. Lefebvre, S. Rui, S. Wojcik, & J. Zetlaoui-Léger (éd.), *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la Participation, DicoPart* (2ème édition). GIS Démocratie et Participation [en ligne], https://www.dicopart.fr/democratie-continue-2022 [consulté le 13.04.2023]

RTSINFO
2022. « C'est quoi l'extrême-gauche? » [vidéo]. 12'17''. Mise en ligne le 13 octobre 2022. (Nouvo Décrypte), https://www.instagram.com/p/CjpQ2Tgq7jQ/ [consulté le 13.04.2023]

RUI Sandrine
2022. « Démocratie participative », in : G. Petit, L. Blondiaux, I. Casillo, J.-M. Fourniau, G. Gourgues, S. Hayat, R. Lefebvre, S. Rui, S. Wojcik, & J. Zetlaoui-Léger (éd.), *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la Participation, DicoPart* (2ème édition). GIS Démocratie et Participation [en ligne], https://www.dicopart.fr/democratie-participative-2013 [consulté le 13.04.2023]

SCHAUPP Simon, SCHUBERT Iljana, SOHRE Annika, PETERMANN Linus, NACHTWEY Oliver
2022a. *Woher kommt und wohin geht der Schweizer Klimastreik ? Eine Einordnung aus soziologischer Perspektive.* Berne : Anny-Klawa-Morf-Stiftung. 68 pp.
2022b. *D'où vient la Grève du Climat Suisse et où va-t-elle ? Une classification d'un point de vue sociologique*. Berne : Anny-Klawa-Morf-Stifung. 16 pp.

SCOTT James C.
2019. *Zomia ou l'art de ne pas être gouverné. Une histoire anarchiste des hautes terres d'Asie du Sud-Est*. Éditions du Seuil. 758 pp. [1re publication: 2009, 1re publication en français: 2013].

SHEPARD Benjamin
2007. « Bridging the Praxis Divide : From Direct Action to Direct Services and Back Again », in : S. Shukaitis, D. Graeber, E. Biddle (éd.), *Constituent Imagination. Militant Investigations, Collective Theorization*, pp. 189-208. Oakland, Édimbourg, Virginie occidentale: AK Press. 336 pp.

SHUKAITIS Stevphen, GRAEBER David, BIDDLE Erika (éd.)
2007. *Constituent Imagination. Militant Investigations, Collective Theorization.* Oakland, Édimbourg, Virginie occidentale: AK Press. 336 pp.

ULTRAVIOLET.T
2021. « Récit de ZAD Ep.4 : résister » [podcast], 12'03''

UNINE – UNIVERSITÉ DE NEUCHÂTEL
2019. *Langage en tous genres. Guide pratique pour l'utilisation d'un langage non discriminatoire*. Neuchâtel : Université de Neuchâtel. 21 pp.

WAHLSTRÖM Mattias, KOCYBA Piotr, DE VYDT Michiel, DE MOOR Joost
2019. *Protest for a future: Composition, mobilization and motives of the participants in Fridays For Future climate protests on 15 March, 2019 in 13 European cities*. 120 pp. [Disponible à l'adresse https://osf.io/m7awb, consulté le 13.04.2023]

WEBER Max
1995. *Économie et société 1. Les catégories sociologiques*. Paris : Plon. 413 pp. [1re édition : 1971]
2013. *La domination*. Paris : La Découverte. 427 pp. (Politique & sociétés) [textes originaux en allemand écrits essentiellement entre 1911 et 1914]